

## L'éviction de M. Erich Honecker et la nomination de M. Egon Krenz

### Ravalement ?

«REPRENDRE l'offensive politique et idéologique» : la promesse faite par le successeur d'Erich Honecker, Egon Krenz, aussitôt après sa nomination comme secrétaire général du SED, mercredi 18 octobre, a dû donner des sueurs froides à ceux qui tablèrent sur un nouveau langage à Berlin-Est. Les premières réactions dans les milieux d'opposition et dans les Eglises sont proches de la déception. Après la tension, puis l'euphorie de ces dernières semaines, en revient-on au cours ancien ?

Le nouveau numéro un est-allemand a innové dans la forme. Interrogé par la télévision d'Etat, il s'est efforcé de «faire jeune», de parler franc. «Du travail, encore du travail, mais du travail qui donne de la joie et qui sert tout le monde», s'est-il exhalé en souriant aux caméras. Il a même trouvé un ton lyrique pour s'apitoyer sur ces pères et mères qui pleurent leurs enfants partis à l'Ouest.

MAIS, sur le fond, son message au comité central est clair : si des réformes sont à faire, c'est au parti à en décider et à trouver en lui les forces nécessaires pour retrouver «un rapport de confiance avec la population». Car la perestroïka n'est pas exempte, selon lui, de «phénomènes déviés», qui le remplissent d'inquiétude. Même l'ouverture constatée la semaine dernière dans les médias semble menacée : la presse est-elle, a-t-il dit, ne doit pas servir de «tribune à des bavardages anarchistes et irresponsables».

Le départ d'un Erich Honecker âgé et malade ne serait-il finalement qu'une manœuvre dilatoire concoctée par sa garde prétorienne, qui domine encore le bureau politique du SED ? Les pressions, de l'intérieur comme de l'extérieur, obligent en effet les caciques du régime à réagir rapidement et spectaculairement pour ne pas être emportés, à donner au moins l'impression du mouvement pour tenter de prendre de vitesse les réformateurs au sein du parti, qui avaient besoin de temps pour s'organiser.

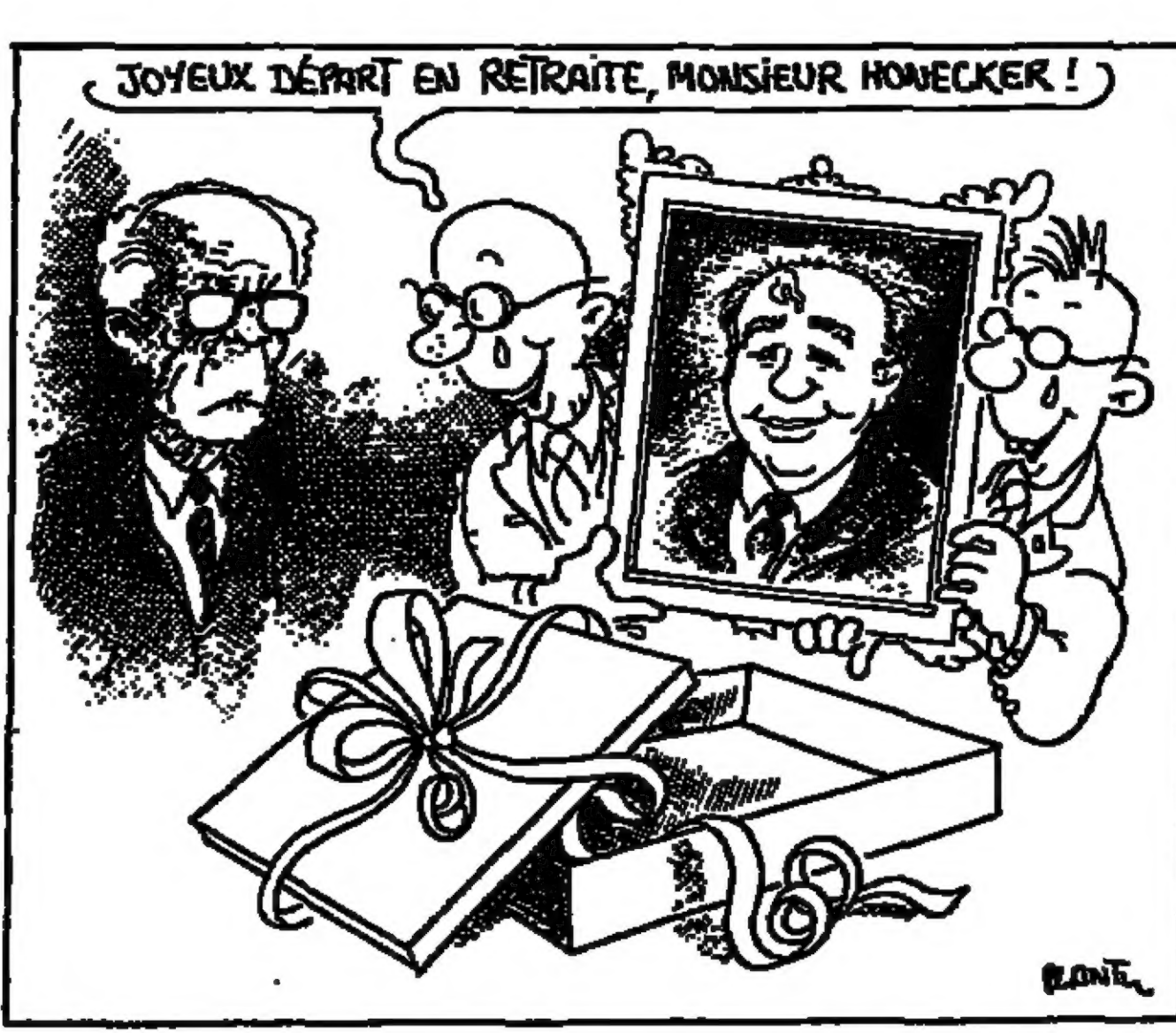
ÉLEVÉ dans le sérail, Egon Krenz a un héritage à défendre. Mais il se sent aussi sous surveillance. Une évolution en douceur de la RDA n'est pas du seul intérêt de ses concitoyens. La stabilité est-allemande intéresse trop de monde. Le message de félicitations que lui a adressé Mikhaïl Gorbatchev est éloquent, qui l'invite à prendre appui «sur toutes les couches de la population» pour «trouver la solution si nécessaire aux problèmes complexes» de la RDA.

Quoi que puisse laisser croire la réputation de M. Krenz, le régime va bien être obligé d'opérer des changements. Le départ des deux responsables de l'économie et de l'information, Hilt, Mitzag et Herrmann, coupables de n'avoir pas été capables, dans leurs domaines respectifs, de tenir compte des réalités, est un timide début. La réunion d'un nouveau plénum du comité central donnera peut-être de nouvelles indications. M. Krenz, s'il ne veut pas n'être qu'un simple homme de transition, doit bien être conscient que l'humeur explosive de ses concitoyens exige plus qu'un ravalement de façade.

## Les changements à la direction du parti est-allemand ont déçu les espoirs de réformes rapides

C'est avec scepticisme que l'on commente dans plusieurs capitales occidentales l'accession au pouvoir, mercredi 18 octobre, à Berlin-Est, de M. Egon Krenz, qui, à cinquante-deux ans, succède à M. Erich Honecker à la tête du Parti communiste (SED) et de l'Etat. En effet, les premières déclarations de cet ancien chef de la sécurité indiquent clairement que le RDA n'a pas l'intention de s'engager dans une voie polonoise ou hongroise.

La volonté de continuité caractérise le discours prononcé mercredi soir à la télé-



vision par le nouveau secrétaire général. Celui-ci insiste, comme son prédécesseur, sur le rôle dirigeant du SED dans les affaires politiques. Il fait néanmoins allusion à une réforme du mode de fonctionnement du parti et de l'Etat.

En RDA même, l'opposition exprime des doutes sur la capacité du nouveau numéro un du régime à mettre en œuvre des réformes, et n'exclut pas des rebondissements dans les mois à venir.

Lire également page 3 : «La Hongrie entre deux eaux»

### Une sortie humiliante

BERLIN  
de notre envoyé spécial

La réunion du comité central du SED (parti communiste allemand), convoqué en hâte mercredi 18 octobre à quatorze heures, n'a pas duré plus de deux heures. Elle s'est ouverte par une brève déclaration de M. Erich Honecker : «Chers camarades. Après mûres réflexions, et à la suite des délibérations d'hier du bureau politique, compte tenu de ma maladie et de l'opération que j'ai subie, je suis parvenu à la conclusion suivante : mon état de santé ne me permet plus d'avoir la force et l'énergie exigées par la conduite du destin de notre parti et de notre peuple pour le présent et l'avenir».

Après avoir rappelé que toute sa vie avait été marquée par «la fidélité inébranlable à la cause révolutionnaire de la classe ouvrière», il a communiqué au comité central la décision du bureau politique que M. Egon

Krenz le remplace dans toutes les fonctions qu'il occupait jusqu'alors : secrétaire général du SED, président du conseil d'Etat de la RDA, président du Conseil national de défense.

Ainsi, à la différence de ce qui s'était passé le 3 mai 1971, lorsque M. Erich Honecker avait écarté M. Walter Ulbricht, aucune fonction plus ou moins honorifique n'accompagne la mise à la retraite de celui qui fut le maître absolu de la RDA pendant dix-huit ans.

Un chapitre de l'histoire est-allemande était clos, brutalement. L'hommage que lui rendait son successeur désigné, dans sa première adresse aux cent trente-deux membres et cinquante suppléants du comité central, était d'une brièveté et d'une sobriété remarquables : cinq minutes, à peine, d'un discours qui devait durer près d'une heure.

LUC ROSENZWEIG  
Lire la suite page 6

### Du bon usage de la RDA

par Daniel Vernet

La reconnaissance internationale de la République démocratique allemande avait marqué la détente brejnévienne ; sa disparition sera-t-elle le point culminant de la détente gorbatchévienne ? Le mouvement dans lequel est entrée l'Europe de l'Est n'épargnant plus le régime est-allemand, le sujet est à l'ordre du jour. Avec plus ou moins d'acuité selon les pays. Paradoxalement, c'est peut-être en RFA que cet aspect de la «question allemande» est le moins mis en avant, comme si les dirigeants de Bonn accordaient une priorité absolue au maintien de la stabilité en Europe sur laquelle était fondée depuis l'Ostpolitik de Willy Brandt, et à vrai dire, sous une forme différente, depuis Konrad Adenauer, la diplomatie ouest-allemande.

Mais la stabilité a deux aspects. Le premier est d'ordre international : il concerne les frontières européennes, dont toutes les grandes puissances ont

solennellement affirmé, par l'Acte final d'Helsinki en 1975, qu'elles ne sauraient être modifiées par la force. L'autre aspect est d'ordre intérieur et touche le régime politico-social des Etats européens. De ce point de vue, la plus grande instabilité règne actuellement à l'Est. La Pologne et la Hongrie sont engagées dans une phase de transition, entre le socialisme et l'économie de marché, et l'URSS se demande comment sortir du système bureaucratique. Si le mouvement populaire prend de l'ampleur en RDA, la même transformation sera à l'ordre du jour. Ce n'est pas le remplacement de M. Erich Honecker par Egon Krenz, son dauphin désigné, qui a partagé pendant des années la responsabilité du dogmatisme stalino-prussien, qui suffira à amadouer les contestataires.

Cette instabilité politique et sociale est-elle de nature à mettre en cause l'existence de la RDA ?

Lire la suite page 6

### POINT DE VUE

## L'économie française et l'échéance de 1993

par Maurice Allais

La Commission de Bruxelles considère que la réalisation d'un grand marché européen implique à la fois : la nécessité d'harmoniser les législations fiscales actuelles dans la mesure où la suppression des frontières fiscales pourrait entraîner des distorsions injustifiées dans la concurrence, et une politique économique commune, impliquant notamment l'utilisation d'une monnaie commune.

Cependant, et du point de vue même de la Commission, il ne paraît pas raisonnable de considérer que l'échéance de 1993, on puisse réaliser de manière convenable «l'élimination complète des obstacles physiques et fiscaux à l'intérieur de la Communauté, selon le programme du marché intérieur», ainsi que la coordination des politiques nationales impliquée par la suppression des frontières.

Le plan de la Commission de Bruxelles pour réaliser l'achèvement du grand marché intérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1993 implique notamment la suppression des frontières fiscales par le rapprochement des taux de TVA.

Quelles que soient les hypothèses envisagées, un tel alignement impliquerait pour la France une perte budgétaire considérable, qui, en dernière

analyse, ne pourrait certainement être compensée que par une très forte augmentation de l'impôt progressif sur le revenu à la fois dans son assiette et dans son montant.

En fait, un tel alignement, qui a déjà fait l'objet d'un début de mise en œuvre par l'abaissement de certains taux de TVA, serait totalement opposé non seulement à l'intérêt bien entendu de l'économie française, mais également à la réalisation d'une économie européenne efficace et équitable.

Disons tout d'abord que, dans l'ensemble, les fiscalités de nos partenaires européens souffrent

de la même irrationalité et de vices majeurs tout à fait comparables à ceux de la fiscalité française. Soulignons encore que, si l'on admet qu'une harmonisation est nécessaire, l'harmonisation des taux de la TVA ne saurait suffire par elle-même, et que, pour une très grande part, c'est l'ensemble des législations fiscales qui devrait être rendu compatible.

La fiscalité française à elle seule comporte des dizaines d'impôts, et l'ensemble des textes qui la régissent comporte des milliers de pages, et, pour l'ensemble de la Communauté européenne, il s'agit de dizaines de milliers de pages. Une harmonisation raisonnable et convenable des textes correspondants, qui soit réellement compatible avec la suppression des frontières internes, est en réalité un objectif parfaitement irréalisable dans les délais envisagés, et l'harmonisation des fiscalités européennes, déjà fondamentalement irrationnelles en elles-mêmes, ne pourrait conduire, si elle était effectuée dans la hâte, qu'à une irrationalité accrue en raison des multiples marchandages et compromis qu'une telle harmonisation impliquerait nécessairement.

Lire la suite page 2  
► Prix Nobel d'économie.

### Sida

#### Un million de malades en Afrique en 1992

Le continent africain est frappé de plein fouet par l'extension mondiale de l'épidémie de sida. Selon l'Organisation mondiale de la santé, la moitié des six cent mille personnes touchées par la maladie ont été recensées dans les pays d'Afrique noire, qui comptent trois millions de séropositifs. Les spécialistes réunis jusqu'au 20 octobre à Marseille pour la quatrième conférence internationale sur le sida en Afrique prévoient un million de malades sur ce continent en 1992.

Lire page 18 - section B  
l'article de FRANCK NOUCHI

### Galileo lancée vers Jupiter

La navette spatiale Atlantis a lancé une sonde qui mettra six ans à rejoindre la planète page 17 - section B

### San-Francisco fait front

Après le séisme du 17 octobre la ville reprend ses esprits et fait face page 16 - section B

### Les querelles de l'opposition

Les trois lignes du PR page 8

### Bram Van Velde ou l'empire de l'osil

Le Centre Pompidou rend hommage au peintre néerlandais, longtemps méconnu page 13 - section B

### LIVRES ♦ IDÉES

● Les Mémoires de Guy Debord ● Polar mode d'emploi : la X<sup>e</sup> Festival du roman et du film noirs de Grenoble ● La feuilleton de Michel Braudeau : «Une vie», d'Elia Kazan ● La chronique de Nicole Zand : «Le concert», d'Ismaïl Kadaré pages 25 à 36 - section C

«Sur le rif» et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

Jean D'ORMESSON  
de l'Académie française

François SUREAU

Garçon de quoi écrire

«La voilà, la raison de ce livre. Une occasion, à lui offerte, de retirer les masques plus ou moins beaux qu'il a aimés et d'aller enfin vers ce qui compte.»

François Sureau

GALLIMARD nrf





## DÉBATS

## Société

## L'immigration, enjeu de mémoire

par Gérard Noiriel

Fernand Braudel, fidèle à la tradition des *Annales*, a toujours été attentif à la fonction sociale de l'histoire, au rôle qu'elle doit jouer dans la compréhension du présent. En ce qui concerne l'immigration, ce rôle est d'autant plus nécessaire que la France constitue l'un des pays du monde où la population a été la plus renouvelée par les apports étrangers depuis un siècle. C'est pourquoi le débat sur l'intégration – considérée aujourd'hui comme un objectif prioritaire – ne peut faire l'économie d'une réflexion historique.

Celle-ci devrait, en premier lieu, tirer les leçons du passé. En dépit de l'ancienneté du problème, on ne peut que constater la force de l'immigration collective. Si la société française a encore tant de difficultés à penser historiquement cette question, c'est parce qu'il s'agit d'une histoire douloureuse. En cette année de Bicentenaire, bien fait pour flatter le narcissisme du « pays des droits de l'homme », il est sans doute utopique de demander qu'on affronte avec courage un passé peu reluisant. L'histoire de l'immigration illustre indéniablement la tradition d'accueil des persécutés, en même temps qu'un refus des discriminations fondées sur l'origine ethnique ou raciale. Mais elle montre aussi la constance des tracasseries administratives et du réflexe policier pour tout ce qui est « étranger », réflexe qui explique notamment la concentration dans des camps des immigrés nés en territoire « ennemi » lors des deux guerres mondiales.

## Définition mythique

En 1989, célébrons-nous le cinquantenaire du camp de Gurs, où furent regroupés dans des conditions inhumaines les réfugiés antifranchistes espagnols, les antifascistes allemands et bien d'autres ? Célébrons-nous le centenaire du premier « code de la nationalité », qui a fait des nouveaux naturalisés des Français à part, en leur refusant l'éligibilité pendant dix ans ? Oublierions-nous cette précédente entreprise de révision du code qui aboutit à la loi du 19 juillet 1934 (voici aussi par les socialistes), modifiant du jour au lendemain le statut légal d'un demi-million de Français, en interdisant de fait l'accès des naturalisés à la fonction publique ?

On ne peut plus aujourd'hui se rassurer en mettant sur le compte des partis extrémistes ou de Vichy tout ce qui nous gêne dans le passé. C'est André Siegfried, démocrate et en est, qui affirmait peu de temps avant la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Quand il s'agit d'exotiques comme les Chinois ou les Mexicains, les fameux « creusets des races » ne fonctionnent plus », et qui conseillait une politique d'assimilation tournée vers la préservation du caractère national, une politique qui « admette les éléments assimilables à l'exception des autres » (1). Au même moment, le général de Gaulle, dans une lettre confidentielle, demandait au ministre de la justice qu'on « limite l'efflux des Méditerranéens et des Orientaux qui ont depuis un demi-siècle profondément modifié la population française » et encourageait les pratiques ségrégatives en matière de naturalisations en faveur des « nordiques ».

La constance du symptôme xénophobe dans la société française jusqu'à aujourd'hui n'est pas sans rapport avec le refoulement des causes anciennes qui l'ont produit. A un moment où l'extrême droite tente de trouver des « grands ancêtres » pour légitimer sa propagande, ce serait lui faire un cadeau mortel que de ne pas affronter nous-mêmes ces contradictions de la pensée républicaine.

Aux États-Unis, les pouvoirs publics ont exprimé des excuses officielles à la communauté japonaise pour la façon dont les immigrés japonais avaient été traités pendant la seconde guerre mondiale. L'Allemagne, et même l'URSS, ont entrepris de réviser publiquement une histoire autrement dramatique. En France, jusqu'à présent, la réflexion objective et sereine sur ce passé brillant a été empoisonnée par ceux qui confondent dénonciation et explication.

Droits de l'homme et « xénophobie » : il faut appréhender ensemble ces deux aspects de l'histoire de France, comme les deux faces d'une même médaille, car il y a fort à parier que l'un ne s'explique pas sans l'autre. C'est l'une des

tâches les plus urgentes de la recherche sur l'immigration.

Le refoulement de ce passé a pour autre conséquence de laisser le champ libre à la propagande de l'extrême droite au niveau de la mémoire nationale. Constantement ses porte-parole utilisent l'histoire pour fabriquer une définition mythique du peuple français, niant la diversité de ses origines. On ne peut se contenter de répondre à ce genre d'arguments en affirmant : « Nous sommes tous des enfants d'immigrés pour peu qu'on remonte plus ou moins loin dans le temps ». Par son ostracisme même cette affirmation, de plus en plus fréquente, va à l'encontre du but proclamé et constitue finalement une autre manière d'évoquer « nos ancêtres les Gaulois ». C'est confondre migration et immigration. Or l'immigration, au sens que l'on donne aujourd'hui à ce terme, est un processus récent, vieux d'un siècle à peine, qui suppose l'existence des États-nations modernes, et d'un appareil juridique et administratif pleinement développé.

## Une composante du patrimoine national

Au-delà des différences sociales et culturelles liées à l'origine, la spécificité de l'expérience des immigrés est à chercher dans cette confrontation, souvent traumatique, avec tous les rouages de la machine nationale. C'est à ce niveau que résident les points communs qui devraient susciter la solidarité des immigrés d'hier pour ceux d'aujourd'hui. La tâche de l'heure n'est donc pas de remplacer un slogan par un autre, mais d'affirmer haut et fort que l'immigration est une composante légitime du patrimoine national. Comment une politique d'intégration qui écarte son refus de l'exclusion pourrait tolérer plus longtemps cette exclusion de la mémoire collective ? « Il incombe, écrit Jacques Le Goff, aux professionnels scientifiques de la mémoire, anthropologues, historiens, journalistes, sociologues de faire de la lutte pour la démocratisation de la mémoire sociale un des impératifs prioritaires de leur objectivité scientifique (2) ». Le moment est venu d'inclure l'immigration dans cet effort collectif.

Au niveau scientifique, il faut rappeler qu'en dépit de quelques thèses récentes l'histoire de l'immigration en France est pour l'essentiel encore à faire. Plus grave : comme le savent tous ceux qui ont entrepris des recherches sur le sujet, les archives sont dans un état de grande fragilité. Dispersées en de multiples endroits, elles n'ont fait l'objet d'aucun recensement systématique. Une partie considérable de cette documentation échappe aux archives publiques. Malgré les efforts des associations, elle est généralement méconnue, notamment pour les immigrants arrivés dans l'entre-deux-guerres. Pour beaucoup d'entre eux, la faiblesse des traces écrites exigerait un ambitieux programme d'histoire orale, sans lequel ils disparaîtraient sans que l'histoire nationale en conserve même le souvenir.

Un vaste projet de sauvegarde de ce patrimoine (qui compte également de multiples « lieux de mémoire », objets et réalisations de tous ordres) ne serait-il pas un grand dessein culturel et scientifique, permettant une fructueuse collaboration entre la recherche universitaire et la recherche associative, les pays d'origine des immigrants (en Europe et dans le tiers-monde) et le pays d'accueil ?

## Un enjeu civique et politique

Valoriser l'immigration en lui faisant sa place dans la mémoire nationale est aussi un enjeu civique et politique. Le regard constamment négatif que l'opinion française porte sur l'immigration (synonyme de « problème », de « malheur », d'« échec »...) entretient la « honte des origines » chez les Français qui portent encore en eux le souvenir des stigmates anciens liés au déracinement. D'où un réflexe fréquent de rejet à l'égard des nouveaux venus ressentis comme une menace pour leur identité nationale qui explique peut-être que les régions historiquement les plus marquées par l'immigration (comme le Sud-Est) soient aussi les plus réceptives aux thèses du Front national.

On peut penser également que, si l'immigration était une composante légitime de la mémoire collective, les enfants d'étrangers, qui souffrent aujourd'hui du sentiment de

« ne pas être comme les autres », auraient davantage la possibilité de s'identifier à une histoire collective positive. Ils pourraient prendre confiance en l'avenir en se disant que d'autres avant eux sont passés par là et qu'ils n'ont pas moins réussi leur vie.

Pour « naturaliser » l'immigration dans la conscience historique commune, il faudrait que tous les canaux de diffusion culturelle soient mobilisés : la télévision (3), la presse, les associations, l'école. La scandaleuse ignorance des mamans sur cet aspect essentiel de l'histoire ne peut plus durer. Mais il ne faudrait pas, en voulant trop bien faire, confondre histoire et mémoire.

Le droit à l'oubli est tout aussi légitime que le droit au souvenir. Si l'État doit aider les individus et les groupes désireux de retrouver leur

mémoire et leur culture d'origine, il ne doit pas se substituer à eux ni choisir à leur place. Ce qu'on est en droit d'attendre de l'enseignement officiel de l'histoire, c'est qu'il intègre la question de l'immigration comme l'une des dimensions importantes de l'histoire contemporaine, nécessaire à la bonne compréhension du passé et du présent.

► Gérard Noiriel est enseignant à l'École normale supérieure. Il est l'auteur du livre « Le Creuset français, histoire de l'immigration (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) » (Seuil, 1988).

- (1) « La France et les problèmes de l'immigration et de l'émigration » ; *Les Cahiers du musée social*, n° 2-3, 1946.
- (2) *Histoire et Mémoire*, Gallimard, collection « Folio », 1988, p. 176.
- (3) Voir en ce sens l'émission « Racines », diffusée tous les dimanches matin par FR 3.

## L'économie française et l'échéance de 1993

Suite de la première page

Ici, les incantations verbales se heurtent à la réalité des faits. Ce ne saurait être une bonne politique que d'admettre comme objectif, dans les délais envisagés, l'harmonisation de fiscalités qui toutes sont enclenchées de vices fondamenteaux. Une telle harmonisation n'aurait pas pour effet de réduire les incidences considérables, notamment quant à la politique des salaires et à la politique sociale.

Il apparaît la contradiction qui existe, d'une part, entre les différentes conceptions nationales d'une politique monétaire européenne commune et d'autre part, entre le principe de l'autonomie des politiques monétaires nationales, quels que puissent être leurs motifs, et le désir d'assurer aux différents pays membres les bienfaits correspondant à la libéralisation des échanges. C'est ce qui explique le refus actuel de fait d'une monnaie commune par certains pays membres et leur désir réel de maintenir, au moins pour le proche avenir, des politiques monétaires nationales essentiellement destinées à répondre à des impératifs nationaux, voire à des idéologies particulières et à la protection d'intérêts sectoriels.

Les observations tendent à faire analogues peuvent être présentées quant à l'harmonisation des politiques sociales, tout à fait irréalisable au regard des différences considérables de niveaux de vie au sein de la Communauté européenne, quant à la protection commune du marché commun européen vis-à-vis de l'extérieur, quant à la politique d'immigration de l'ensemble de la Communauté européenne, et quant à la politique suivie par chaque pays pour l'octroi de sa nationalité, toutes questions d'une importance vitale pour tous les pays concernés, tout particulièrement pour la France, et qui ne sauraient être dissociées de la suppression des frontières internes au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Ici encore une hâte inconsidérée ne pourrait que compromettre les objectifs généraux poursuivis.

Tous ces obstacles qui s'opposent actuellement à la réalisation d'une totale union économique européenne sur des bases réalistes sont considérables. Ils sont incontournables, parce que inscrits dans les faits, totalement insurmontables si, préalablement, ne sont pas établies un minimum d'institutions politiques communes dotées de pouvoirs limités, mais réels.

En fait, une libéralisation européenne effective des échanges est conditionnée par l'existence d'un système monétaire suffisamment intégré, et elle impliquerait la création d'une véritable monnaie commune et celle d'une banque centrale européenne, indépendante du pouvoir politique. De telles institutions auraient des incidences considérables, notamment quant à la politique des salaires et à la politique sociale.

Il apparaît la contradiction qui existe, d'une part, entre les différentes conceptions nationales d'une politique monétaire européenne commune et d'autre part, entre le principe de l'autonomie des politiques monétaires nationales, quels que puissent être leurs motifs, et le désir d'assurer aux différents pays membres les bienfaits correspondant à la libéralisation des échanges. C'est ce qui explique le refus actuel de fait d'une monnaie commune par certains pays membres et leur désir réel de maintenir, au moins pour le proche avenir, des politiques monétaires nationales essentiellement destinées à répondre à des impératifs nationaux, voire à des idéologies particulières et à la protection d'intérêts sectoriels.

Les observations tendent à faire analogues peuvent être présentées quant à l'harmonisation des politiques sociales, tout à fait irréalisable au regard des différences considérables de niveaux de vie au sein de la Communauté européenne, quant à la protection commune du marché commun européen vis-à-vis de l'extérieur, quant à la politique d'immigration de l'ensemble de la Communauté européenne, et quant à la politique suivie par chaque pays pour l'octroi de sa nationalité, toutes questions d'une importance vitale pour tous les pays concernés, tout particulièrement pour la France, et qui ne sauraient être dissociées de la suppression des frontières internes au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Ici encore une hâte inconsidérée ne pourrait que compromettre les objectifs généraux poursuivis.

Tous ces obstacles qui s'opposent actuellement à la réalisation d'une totale union économique européenne sur des bases réalistes sont considérables. Ils sont incontournables, parce que inscrits dans les faits, totalement insurmontables si, préalablement, ne sont pas établies un minimum d'institutions politiques communes dotées de pouvoirs limités, mais réels.

En fait, une libéralisation européenne effective des échanges est conditionnée par l'existence d'un système monétaire suffisamment intégré, et elle impliquerait la création d'une véritable monnaie commune et celle d'une banque centrale européenne, indépendante du pouvoir politique. De telles institutions auraient des incidences considérables, notamment quant à la politique des salaires et à la politique sociale.

Il apparaît la contradiction qui existe, d'une part, entre les différentes conceptions nationales d'une politique monétaire européenne commune et d'autre part, entre le principe de l'autonomie des politiques monétaires nationales, quels que puissent être leurs motifs, et le désir d'assurer aux différents pays membres les bienfaits correspondant à la libéralisation des échanges. C'est ce qui explique le refus actuel de fait d'une monnaie commune par certains pays membres et leur désir réel de maintenir, au moins pour le proche avenir, des politiques monétaires nationales essentiellement destinées à répondre à des impératifs nationaux, voire à des idéologies particulières et à la protection d'intérêts sectoriels.

Les observations tendent à faire analogues peuvent être présentées quant à l'harmonisation des politiques sociales, tout à fait irréalisable au regard des différences considérables de niveaux de vie au sein de la Communauté européenne, quant à la protection commune du marché commun européen vis-à-vis de l'extérieur, quant à la politique d'immigration de l'ensemble de la Communauté européenne, et quant à la politique suivie par chaque pays pour l'octroi de sa nationalité, toutes questions d'une importance vitale pour tous les pays concernés, tout particulièrement pour la France, et qui ne sauraient être dissociées de la suppression des frontières internes au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Ici encore une hâte inconsidérée ne pourrait que compromettre les objectifs généraux poursuivis.

Tous ces obstacles qui s'opposent actuellement à la réalisation d'une totale union économique européenne sur des bases réalistes sont considérables. Ils sont incontournables, parce que inscrits dans les faits, totalement insurmontables si, préalablement, ne sont pas établies un minimum d'institutions politiques communes dotées de pouvoirs limités, mais réels.

En fait, une libéralisation européenne effective des échanges est conditionnée par l'existence d'un système monétaire suffisamment intégré, et elle impliquerait la création d'une véritable monnaie commune et celle d'une banque centrale européenne, indépendante du pouvoir politique. De telles institutions auraient des incidences considérables, notamment quant à la politique des salaires et à la politique sociale.

Il apparaît la contradiction qui existe, d'une part, entre les différentes conceptions nationales d'une politique monétaire européenne commune et d'autre part, entre le principe de l'autonomie des politiques monétaires nationales, quels que puissent être leurs motifs, et le désir d'assurer aux différents pays membres les bienfaits correspondant à la libéralisation des échanges. C'est ce qui explique le refus actuel de fait d'une monnaie commune par certains pays membres et leur désir réel de maintenir, au moins pour le proche avenir, des politiques monétaires nationales essentiellement destinées à répondre à des impératifs nationaux, voire à des idéologies particulières et à la protection d'intérêts sectoriels.

Les observations tendent à faire analogues peuvent être présentées quant à l'harmonisation des politiques sociales, tout à fait irréalisable au regard des différences considérables de niveaux de vie au sein de la Communauté européenne, quant à la protection commune du marché commun européen vis-à-vis de l'extérieur, quant à la politique d'immigration de l'ensemble de la Communauté européenne, et quant à la politique suivie par chaque pays pour l'octroi de sa nationalité, toutes questions d'une importance vitale pour tous les pays concernés, tout particulièrement pour la France, et qui ne sauraient être dissociées de la suppression des frontières internes au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Ici encore une hâte inconsidérée ne pourrait que compromettre les objectifs généraux poursuivis.

Tous ces obstacles qui s'opposent actuellement à la réalisation d'une totale union économique européenne sur des bases réalistes sont considérables. Ils sont incontournables, parce que inscrits dans les faits, totalement insurmontables si, préalablement, ne sont pas établies un minimum d'institutions politiques communes dotées de pouvoirs limités, mais réels.

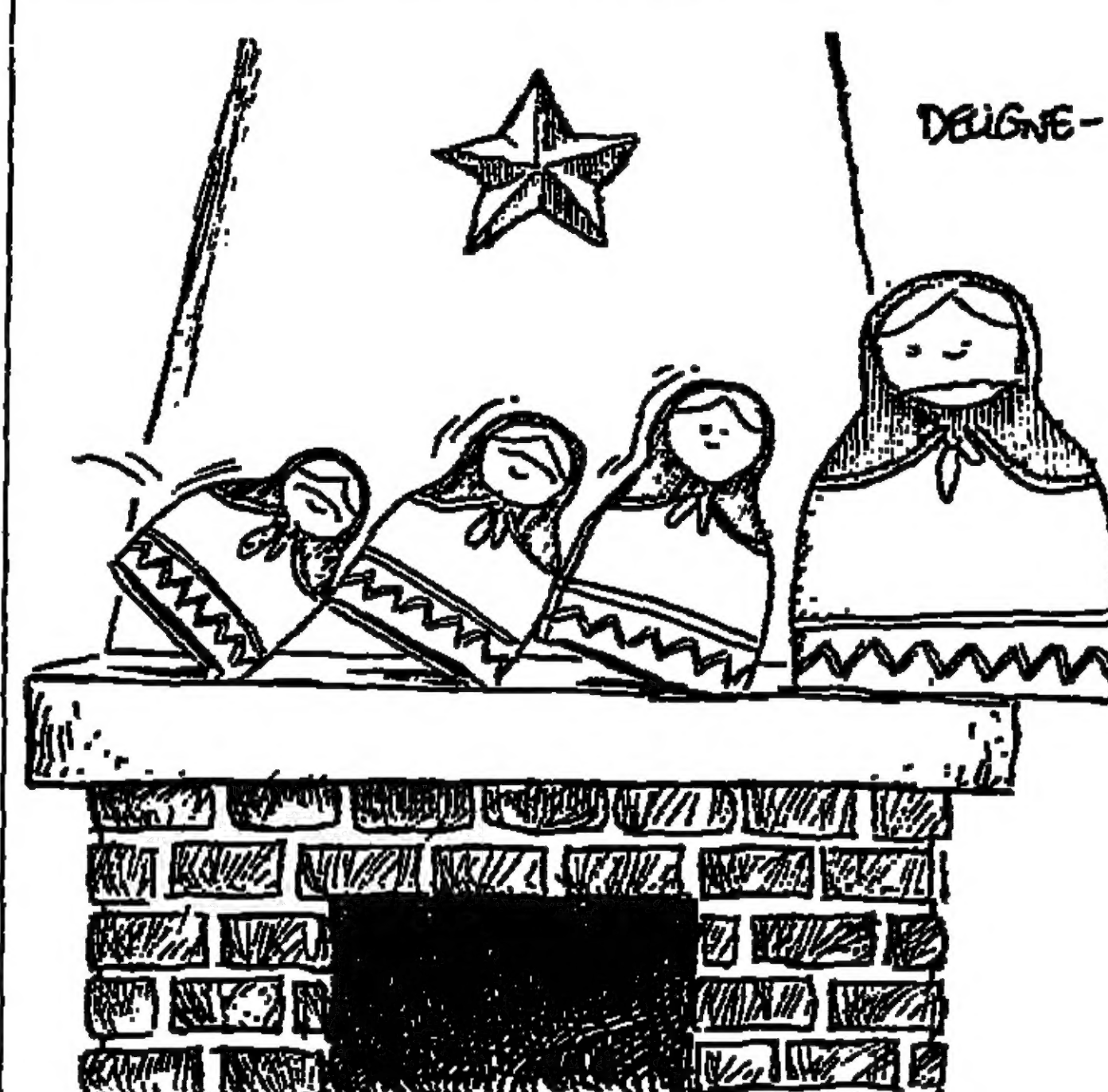
En fait, une libéralisation européenne effective des échanges est conditionnée par l'existence d'un système monétaire suffisamment intégré, et elle impliquerait la création d'une véritable monnaie commune et celle d'une banque centrale européenne, indépendante du pouvoir politique. De telles institutions auraient des incidences considérables, notamment quant à la politique des salaires et à la politique sociale.

Il apparaît la contradiction qui existe, d'une part, entre les différentes conceptions nationales d'une politique monétaire européenne commune et d'autre part, entre le principe de l'autonomie des politiques monétaires nationales, quels que puissent être leurs motifs, et le désir d'assurer aux différents pays membres les bienfaits correspondant à la libéralisation des échanges. C'est ce qui explique le refus actuel de fait d'une monnaie commune par certains pays membres et leur désir réel de maintenir, au moins pour le proche avenir, des politiques monétaires nationales essentiellement destinées à répondre à des impératifs nationaux, voire à des idéologies particulières et à la protection d'intérêts sectoriels.

Les observations tendent à faire analogues peuvent être présentées quant à l'harmonisation des politiques sociales, tout à fait irréalisable au regard des différences considérables de niveaux de vie au sein de la Communauté européenne, quant à la protection commune du marché commun européen vis-à-vis de l'extérieur, quant à la politique d'immigration de l'ensemble de la Communauté européenne, et quant à la politique suivie par chaque pays pour l'octroi de sa nationalité, toutes questions d'une importance vitale pour tous les pays concernés, tout particulièrement pour la France, et qui ne sauraient être dissociées de la suppression des frontières internes au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Ici encore une hâte inconsidérée ne pourrait que compromettre les objectifs généraux poursuivis.

Tous ces obstacles qui s'opposent actuellement à la réalisation d'une totale union économique européenne sur des bases réalistes sont considérables. Ils sont incontournables, parce que inscrits dans les faits, totalement insurmontables si, préalablement, ne sont pas établies un minimum d'institutions politiques communes dotées de pouvoirs limités, mais réels.

## TRAIT LIBRE



n'est pas résolument européen, et non presque exclusivement national. Autrement dit, la constitution progressive d'une autorité politique commune, dotée de pouvoirs limités mais réels, ne peut elle-même être réalisée s'il n'existe pas un véritable esprit européen sans lequel rien de valable et de durable ne pourra se faire et qui ne pourra se créer progressivement que dans le cadre d'une communauté culturelle européenne (2).

En conclusion, au regard de l'échéance imprudemment et prématurément fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1993 pour la réalisation d'une Europe sans frontières internes, il nous faut complètement repenser aujourd'hui la voie à suivre pour la réaliser progressivement et efficacement.

La réalisation d'une Europe économiquement intégrée, que personnellement je n'ai cessé de défendre depuis près de cinquante ans, est une tâche de longue haleine. A vouloir aller trop vite, on ne risque que trop de susciter de nouvelles difficultés, dont certaines insurmontables, et de la compromettre, peut-être irrémédiablement.

Dans l'immédiat, nous devons absolument renoncer à la mise en œuvre pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993 d'une harmonisation bureaucratique et centralisatrice de la fiscalité impliquant l'alignement des taux de TVA, qui s'aboutirait qu'à consolider l'irrationalité actuelle de nos systèmes fiscaux. Nous devons

laisser chaque Etat libre de choisir librement la fiscalité susceptible de favoriser non seulement l'efficacité interne de sa propre économie, mais également sa compétitivité vis-à-vis de ses partenaires. C'est seulement de cette manière et par l'expérience qu'une harmonisation des fiscalités européennes pourra se faire d'elle-même. Là encore, nous devons renoncer aux conceptions a priori, arbitraires, bureaucratiques et centralisatrices, d'une planification centralisée, et laisser l'expérience déterminer, par la compétitivité de nos structures fiscales, la structure fiscale optimale.

MAURICE ALLAIS

(1) De ce point de vue, mes propositions pour une réforme de la fiscalité française prennent tout leur sens. Si elles étaient mises en œuvre, elles donneraient à l'économie française des avantages majeurs, si grands que les autres économies européennes seraient rapidement amenées à suivre son exemple (voir Allais, *L'impôt sur le Capital et la réforme monétaire*, seconde édition, Hermann, 1988, et *Principes fondamentaux de la fiscalité d'une Société humaniste et progressiste*, exposé introduit au Colloque du 4 octobre 1989 « Baisse des impôts, efficacité et justice », organisé par l'Association pour le libéralisme populaire, fondée par M. Édouard Belletier. Un texte plus étendu sera publié prochainement sous le même titre par les Éditions Montchrestien).

(2) Allais, *La Défense de la langue et de la parole française et l'édification de l'Europe*, Le Monde des 12 et 13 juillet 1989.

## AU COURRIER DU Monde

## Rome et les « uniates » ukrainiens

Parler comme vous le faites dans *Le Monde* du 19 septembre du synode de Lvov (1946) comme d'une « réplique exacte de celui de Brest-Litovsk » (1995) est certes conforme à l'image répandue par l'historiographie russe et orthodoxe, mais malheureusement à la réalité historique. L'Union avec Rome ne fut pas imposée de l'extérieur, condamner sans réserve la RDA alors que, d'après un article du *Monde* du 13 septembre (« Des « émigrés » jeunes et qualifiés »), les jeunes Allemands de l'Est « sont en général qualifiés, leur qualification correspondant aux besoins des industriels ouest-allemands... » et qu'ils pourront redynamiser certains secteurs de l'économie ouest-allemande ».

Comparés aux « émigrés » des pays fournisseurs traditionnels de main-d'œuvre, dont les régimes sont capitalistes ou dans la mouvance du capitalisme, ceux des pays socialistes ont bénéficié de systèmes éducatifs dont les résultats interdisent de porter un jugement globalement négatif sur ces pays.

W. VODOFF  
Directeur d'études à la IV<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études

## RDA : des « émigrés » bien formés

Un journal comme *Le Monde*, dont on attend chaque soir la

rigueur et l'objectivité des éditoriaux, s'honorerait de ne pas employer des expressions telles que « gigantesque faillite », « pathétique décomposition » (*Le Monde* du 6 octobre), « pitoyable débâcle » (*Le Monde* daté 8-9 octobre) à propos de la situation dans les pays de l'Est.

Quand on sait ce que représente de volonté politique et d'efforts d'investissements la formation d'un jeune qui arrive qualifié dans la vie active, peut-on, par exemple, condamner sans réserve la RDA alors que, d'après un article du *Monde* du 13 septembre (« Des « émigrés » jeunes et qualifiés »), les jeunes Allemands de l'Est « sont en général qualifiés, leur qualification correspondant aux besoins des industriels ouest-allemands... » et qu'ils pourront redynamiser certains secteurs de l'économie ouest-allemande ».

Comparés aux « émigrés » des pays fournisseurs traditionnels de main-d'œuvre, dont les régimes sont capitalistes ou dans la mouvance du capitalisme, ceux des pays socialistes ont bénéficié de systèmes éducatifs dont les résultats interdisent de porter un jugement globalement négatif sur ces pays.

Jean LASERA  
Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine)

## Le Monde

Édité par le SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Cofondateur en chef : Claude Sales  
Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

مكتبة في المنهج



# ÉTRANGER

... Le Monde • Vendredi 20 octobre 1989 • 3

HONGRIE : à la quasi-unanimité

## Le Parlement a profondément modifié la Constitution

Le Parlement de Hongrie a abandonné mercredi 18 octobre l'essentiel de la Constitution stalinienne de 1949 et a doté le pays d'une loi fondamentale qui ouvre la voie au retour au multipartisme. Les députés hongrois ont adopté par 333 voix contre 5 et 8 abstentions une centaine d'amendements qui bouleversent la Constitution élaborée après la prise de pouvoir des communistes.

La Hongrie, qui devient officiellement la « République de Hongrie », renonce ainsi à son appellation de « République socialiste et populaire », à la notion de « pouvoir des travailleurs » et au rôle dirigeant du Parti

communiste. Elle reconnaît à la fois les « valeurs de la démocratie bourgeoise et du socialisme démocratique ». Les modifications apportées à la Constitution imposent la séparation des pouvoirs, codifient les droits de l'homme et les droits civiques, et créent la fonction de président de la République, qui remplacera l'actuel Conseil présidentiel. Le président du Parlement, M. Matyas Szarvas, assurera les fonctions de chef de l'Etat par intérim jusqu'à l'élection présidentielle, à la fin de l'année. Présentant la série d'amendements, le ministre de la justice, M. Kalmán Kulcsar, a estimé qu'ils créaient une « Constitution

transitoire » destinée à modifier le système politique hongrois. Seulement un dixième de la Constitution de 1949 a été maintenu. Une nouvelle Constitution doit être rédigée par le Parlement après les élections législatives prévues pour le printemps 1990, les premières élections libres depuis 1947.

Par ailleurs, dans une lettre adressée au premier ministre hongrois par le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat au Vatican, le Saint-Siège s'est déclaré prêt à réexaminer une normalisation des relations bilatérales avec la Hongrie. — (Reuters, UPI, AFP.)

Incertitude sur l'élection présidentielle

## Un pays entre deux eaux

BUDAPEST  
de notre envoyée spéciale

La Hongrie est aujourd'hui l'un des rares pays où l'on puisse exiger un référendum si l'on réunit cent mille signatures. C'est son côté démocratique. L'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) et le mouvement de jeunesse FIDESZ, formations radicales d'opposition, vient donc de récolter plus de cent mille signatures pour demander une consultation sur l'organisation d'une élection présidentielle avant ou après les élections législatives. Mais le délai nécessaire aux autorités pour faire vérifier les signatures devant empêcher de toute façon l'organisation d'un référendum avant la présidentielle, prévue pour le 25 novembre, ou pour le 13 décembre. Ces dispositions viennent de provoquer une tempête au Parlement, où l'on a décidé de se donner un peu de temps pour résoudre l'épineux problème.

En fait, tout était verrouillé pour que l'élection du président de la République au suffrage universel, et autant que possible celle du candidat communiste, perçu comme l'élément de stabilité indispensable dans la période de transition qui s'amorce, se fasse au plus vite, avant que l'opposition n'ait le temps de s'organiser et de présenter un candidat crédible. Ça, c'est le côté socialiste d'un pays qui nage à présent entre deux eaux, celle de la démocratie et celle du socialisme.

Ces deux concepts ne se retrouvent pas dans le slogan du nouveau parti, le Parti travailliste hongrois (PSH), auquel vient de donner naissance le PSHO (Parti socialiste ouvrier hongrois), et qui prône le « socialisme démocratique ». C'est sous cette bannière que M. Imre Pozsgay, personnage clé de la période actuelle, se présente à l'élection présidentielle, qu'il devrait logiquement emporter, face à une opposition fragmentée.

Si M. Pozsgay gagne, une partie du plan de la transition hongroise, qui a commencé il y a dix jours avec la création d'un PC new-look, aura donc été mise à exécution. L'échéance suivante, vraisemblablement au printemps prochain, sera les élections parlementaires qui, pour la première fois dans un pays de l'Est, depuis quarante ans, devraient être totalement libres ;

les dirigeants actuels savent qu'ils ont toutes les chances d'y subir une cuisante défaite ; ils ont sans doute tiré quelques leçons de l'expérience de leurs collègues polonais, même s'ils ne manquent jamais de souligner les différences : « Ici, au moins, on a à manger », relève le président du Parlement, M. Matyas Szarvas, et « nous n'avons pas de général Jaruzelski ». Il n'y a pas non plus de Lech Walesa en Hongrie, ni de Solidarité, ce qui, dans une certaine mesure, faisait l'affaire des dirigeants communistes. Le mouvement d'opposition le plus puissant, le Forum démocratique (MDF), d'orientation libérale, ne revendique guère plus de vingt à trente mille adhérents et n'a pas de base ouvrière.

La psychose du vide

La faiblesse d'organisation de l'opposition hongroise constitue pourtant aussi un danger, de l'avis même de certains membres du PSH, comme M. Csaba Tabadi, secrétaire d'Etat aux minorités nationales et proche de M. Pozsgay, car elle crée la psychose de la vacance du pouvoir. La société hongroise a au moins un point commun avec la société polonaise, c'est qu'elle est devenue pratiquement aussi anticommuniste, et la transformation du PSHO en PSH ne devrait pas suffire — à en juger par les premières réactions — à convaincre des Hongrois éminemment sceptiques que les dirigeants d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec ceux d'hier. Si les électeurs magyars décident donc de « chasser les communistes », selon une expression que l'on entend souvent, aux élections législatives, qui les remplacera ? Personne n'est encore prêt. Cette vacance du pouvoir risquerait alors de coïncider avec une explosion sociale, au moment où les Hongrois, dont 20 % vivent au-dessous du seuil de la pauvreté, réaliseraient que « chasser les communistes » ne résout pas leurs problèmes.

Il faut donc envisager un gouvernement de coalition, et c'est là la seconde partie du plan de transition, dont on murmure à Budapest qu'elle a déjà fait l'objet d'un accord secret entre M. Rezso Nyers, le président du PSH, et les dirigeants du Forum démocratique.

Cet accord, dont le MDF se défend, porterait sur une formule à la polonaise : « Notre président de la République, votre premier ministre ». Le MDF s'engagerait alors à ne pas compromettre les chances d'élection de M. Pozsgay (par exemple en ne présentant qu'un candidat insignifiant), en échange de quoi il appartiendrait au Forum démocratique de former le gouvernement de coalition. Des noms circulent déjà, comme celui de l'historien József Árnall. Que les rumeurs sur un tel « contrat » soient fondées ou non, le scénario de coalition, publiquement évoqué depuis plusieurs mois, apparaît comme le plus plausible.

Une coalition PSH-MDF, commente un intellectuel, « reposeait non pas sur l'idéologie mais sur le nationalisme ». La montée du MDF depuis sa création, il y a à peine deux ans, s'explique en partie par son adhésion aux thèmes nationalistes, comme la défense des droits des Hongrois en Transylvanie roumaine. Dans un pays où le communisme, quarante ans durant, a cherché à détruire la conscience nationale, la réaffirmation de l'identité hongroise fait recette, comme l'a d'ailleurs fort bien compris M. Pozsgay.

Ce scénario semble avoir l'aval des Soviétiques, soucieux avant tout, selon une responsable hongroise, de « contrôler la situation ». Il présuppose toutefois une condition : la victoire d'Imre Pozsgay à l'élection présidentielle. Même si M. Pozsgay, cinquante-six ans, désormais « socialiste réformateur » tente de faire oublier qu'il était communiste depuis 1950, n'est peut-être pas le préféré de Moscou, il est néanmoins le garant d'une certaine continuité et de l'appartenance au pacte de Varsovie. C'est un peu le rôle que joue en Pologne le général Jaruzelski. Mais de quoi peut-on être sûr aujourd'hui en terre socialiste ? Pluralisme oblige, M. Pozsgay va devoir affronter le 25 novembre l'un de ses collègues réformateurs, M. Kalmán Kulcsar, le ministre de la justice, présenté par le Front patriotique populaire, une organisation jusqu'ici proche du PSH. M. Kulcsar, qui est l'auteur de la réforme constitutionnelle actuelle, ne joue pas de la même notoriété que M. Pozsgay dans le pays, mais il présente l'avantage de ne pas être membre du PSH, pas plus qu'il ne l'était du PSHO, aujourd'hui totalement discrédité. Outre des candidats marginaux, comme celui du petit Parti d'octobre (octobre 1956, pas 1917...), M. Sándor Racs, qui fut en 1956 président des conseils ouvriers, le MDF doit désigner son propre candidat lors de son congrès, à la fin de cette semaine. Et il n'est pas exclu que les « fondamentalistes » communistes du PSHO, qui refusent de leur parti, de dissoudre présentent aussi un candidat.

Le « syndrome Rakowski »

Excellent tacticien et merveilleux orateur, M. Pozsgay domine la scène politique hongroise depuis deux ans et est même parvenu à atteindre une popularité remarquable pour un dirigeant du parti. Pour M. Tabadi, « il est et sera le réformateur numéro un de Hongrie, celui qui a pris tous les risques », notamment celui de nouer des liens avec le Forum démocratique dès la naissance de ce mouvement, alors que Kádár était encore au pouvoir. Mais, de l'avis général, l'étoile de M. Pozsgay a beaucoup pâli ces derniers mois. « Au début de l'année, tout le monde ici voulait le voir président de la République », observe le pasteur Gábor Roszik, député du MDF à Gödöllő, près de Budapest. « Maintenant, plus personne n'en veut. » Dans les luttes de clans qui ont déchiré le PSHO, M. Pozsgay a pris beau-

FRANÇOISE CHIPAUX

Une déclaration de M. Chevènement

## « Il ne faut pas mettre de conditions politiques à l'octroi d'une aide financière à l'Europe de l'Est »

« Le formidable mouvement introduit par M. Gorbatchev doit-il nous amener à reconsidérer les principes conjugués de vigilance et d'ouverture grâce auxquels nous avons maintenu la paix en Europe depuis quarante ans ? », a demandé le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, devant la presse anglo-américaine de Paris, réunie mercredi 18 octobre. « Ce ne le pense pas. Nous devons, certes, adapter notre action aux conditions nouvelles, mais nous ne devons pas en modifier les fondements. »

« Aujourd'hui, plus personne ne conteste qu'il faut soulager le succès de l'expérience Gorbatchev et tout mettre en œuvre pour qu'elle puisse se poursuivre, sinon sans à-coups, du moins sans retour en arrière », a affirmé M. Chevènement. « Je ne suis pas sûr que tout le monde fasse preuve d'une

égale sagesse dans le domaine des réformes économiques à l'Est, a ajouté le ministre. Il ne faut pas mettre de conditions politiques à l'octroi de notre aide financière, qui est attendue et nécessaire. Je ne propose pas de financer à fonds perdus le maintien d'un système bureaucratique. Mais nous ne devons pas nous ingérer dans les affaires intérieures des Hongrois et des Polonais, en exigeant par exemple la privatisation intégrale de leur économie. Un libéralisme déchaîné pourrait bien être le plus court chemin vers la restauration de systèmes autoritaires. »

« Rien n'indique, a conclu M. Chevènement, que l'URSS ait renoncé à son objectif traditionnel de dénucléarisation de l'Europe, à l'exception d'elle-même, pour pouvoir exercer un effet de domination sur l'Europe de l'Ouest. »

POLOGNE : visite de M. Mazowiecki en Italie — Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, est arrivé, mercredi 18 octobre, à Rome, où il effectue sa première visite officielle depuis son accession à la tête du gouvernement, le 24 août dernier. Ce séjour rompt avec la tradition qui voulait que les chefs de gouvernement polonais réservent à Moscou leur première visite à l'étranger. — (Reuters.)

M. Chevènement en Pologne. — Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, se rendra en Pologne du 24 au 25 octobre à l'invitation du gouvernement polonais, a annoncé mardi 17 octobre l'agence PAP. Ce sera la première visite à Varsovie d'un haut dirigeant soviétique depuis la formation d'un gouvernement à majorité non-communiste en Pologne. — (AFP.)

Un non-communiste à une réunion du Pacte de Varsovie. — Les ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie se réuniront les 26 et 27 octobre dans la capitale polonaise, a annoncé l'agence officielle PAP. Pour la première fois, un ministre des affaires étrangères non communiste prendra part à une réunion du pacte. Il s'agit de M. Skubiszewski, chef de la diplomatie polonaise. — (AFP.)

NATIONS UNIES : Cuba et la Roumanie membres du Conseil de sécurité. — L'Assemblée générale de l'ONU a élu, mercredi 18 octobre, cinq nouveaux membres non permanents au Conseil de sécurité, parmi lesquels Cuba et la Roumanie. Les cinq nouveaux membres — Cuba, Roumanie, Yémen démocratique, Côte d'Ivoire, Zaïre — siègent à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, pour une période de deux ans. Ils remplaceront l'Algérie, le Brésil, le Népal, le Sénégal et la Yougoslavie. Ils rejoindront le Canada, la Colombie, l'Éthiopie, la Finlande et la Malaisie, dont le mandat expire fin 1990, et les cinq membres permanents du Conseil : États-Unis, Chine, URSS, France et Grande-Bretagne. — (AFP.)

Un nouveau secrétaire général pour le Commonwealth. — Les participants au sommet du Commonwealth à Kuala-Lumpur (Malaisie) ont élu le 18 octobre, le nouveau secrétaire général de l'organisation. Il s'agit du Nigérien Emeke Anyanwu, cinquante-six ans. Diplômé chevronné, ce dernier s'occupe des affaires du Commonwealth depuis plus de vingt ans. Il en était jusqu'ici le vice-secrétaire général. Les chefs d'Etat et de gouvernement présents à la conférence l'ont préféré à l'ancien premier ministre australien, M. Malcolm Fraser. — (AFP, Reuters.)

## LA LIBRAIRIE DU XX<sup>E</sup> SIECLE

une nouvelle collection dirigée par Maurice Olender

<p>JEAN LEVI</p> <p>LES FONCTIONNAIRES DIVINS</p> <p>POLITIQUE DESPOTIQUE ET MYSTIQUE EN CHINE ANCIENNE</p> <p>LA LIBRAIRIE DU SEUIL</p>	<p>GEORGES PEREC</p> <p>L'infra-ordinaire</p> <p>LA LIBRAIRIE DU SEUIL</p>	<p>Georges Perec, Vœux</p> <p>Un inédit à paraître le 2 novembre.</p> <p>LA LIBRAIRIE DU SEUIL</p>
<p>MARC AUGÉ</p> <p>DOMAINES ET CHATEAUX</p> <p>LA LIBRAIRIE DU SEUIL</p>	<p>MICHEL SCHNEIDER</p> <p>LA TOMBÉE DU JOUR</p> <p>SCHUMANN</p> <p>LA LIBRAIRIE DU SEUIL</p>	<p>ARLETTE FARGE</p> <p>LE GOÛT DE L'ARCHIVE</p> <p>LA LIBRAIRIE DU SEUIL</p>

Editions du Seuil

## PROCHE-ORIENT

LIBAN

### Démarche saoudienne à Damas

TAËF  
de notre envoyée spéciale

Après vingt et un jours de débats et de tractations, la conférence des députés libanais à Taïef est arrivée, jeudi 19 octobre, à un point crucial avec la visite effectuée depuis mercredi soir à Damas par le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud Al Fayçal. Porteur des der-

nières « exigences minimales » du camp chrétien, qui réclame à la fois quelques modifications dans le texte du document d'entente nationale relatif à la présence syrienne et des assurances sur la poursuite d'un parrainage arabe pour la bonne application de cet accord, le prince a été reçu dès son arrivée par le président Hafez El Assad, qu'il devait rencontrer de nouveau dans la journée.

Les discussions risquent toutefois d'être ardues, tant la Syrie avait fait savoir qu'elle voulait l'acceptation du texte en l'état ; elle avait refusé dans le premier document du comité tripartite (Arabie saoudite, Algérie, Maroc), le 31 juillet dernier, tout parrainage arabe obligatoire à l'accord de sécurité à conclure entre les gouvernements syrien et libanais. A Taïef, les députés du camp chrétien, pris entre leurs « exigences minimales » et l'angoisse d'un échec, attendent dans la tension le résultat des conversations de Damas.

FRANÇOISE CHIPAUX

IRAN : amnistie à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Mahomet. — Le guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khameneï, a donné son accord, mardi 17 octobre pour une amnistie en Iran, dont sont cependant exclus « contre-révolutionnaires » non repentis, trafiquants de drogue et espions, ont annoncé la radio et la télévision nationales. Cette amnistie partielle a été décidée sur proposition du chef du pouvoir judiciaire, l'ayatollah Mohammad Yazdi, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du prophète Mahomet, célébré mercredi en Iran. — (AFP.)



## EUROPE

## RDA : le remplacement de M. Erich Honecker

Le remplacement de M. Erich Honecker par M. Egon Krenz à la tête du parti communiste (SED) et de l'Etat est-allemands va-t-il marquer l'ouverture d'un processus de démocratisation en RDA ? Les avis sont partagés dans les capitales occidentales. Pour le président des Etats-Unis, M. George Bush, il est « trop tôt » pour dire si ce changement représente un signe d'ouverture, car « M. Krenz était très en accord avec la politique de M. Honecker ». « C'est à lui, maintenant, de démontrer par ses actes qu'il est disposé à prendre [de nouvelles orientations] », a ajouté le chef de la Maison Blanche. « Des changements dynamiques se produisent en Europe de l'Est, a encore dit M. Bush. En RDA aussi, mais il est trop tôt pour dire si ces derniers développements constituent un pas vers davantage d'ouver-

ture. Il n'y a rien dans l'expérience passée qui indique que cela pourrait être le cas. »

A La Haye, le porte-parole du gouvernement néerlandais a exprimé l'espoir que le changement à la tête du parti en RDA « donnera une impulsion positive à un processus de libéralisation qui répondrait aux aspirations de larges couches de la population est-allemande ». A Tokyo, le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, a estimé que la démission de M. Erich Honecker signifiait clairement « un mouvement vers la démocratie en Europe de l'Est ».

Pour M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, « ces changements traduisent la volonté d'assurer les réformes que le peuple de RDA réclame de diverses façons ».

« J'espère, a-t-il ajouté, que les nouvelles autorités mettront en route très rapidement les réformes ». Quant à M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, il a déclaré mercredi : « Nous avions le sentiment, jusque-là, que les choses avaient bougé en Pologne et en Hongrie, mais qu'il y avait un roc inébranlable, celui de l'Allemagne de l'Est. Le roc n'était pas inébranlable. »

D'une façon générale, les dirigeants des partis politiques français émettent l'espoir que la RDA se lance à son tour dans la voie de la libéralisation. Pour M. Emmanuel, numéro deux du parti socialiste, la démission d'Erich Honecker est un « événement considérable », et pour M. Louis Mermaz « une page est tournée ». M. Pierre Méhaignerie, chef de file du CDS, est

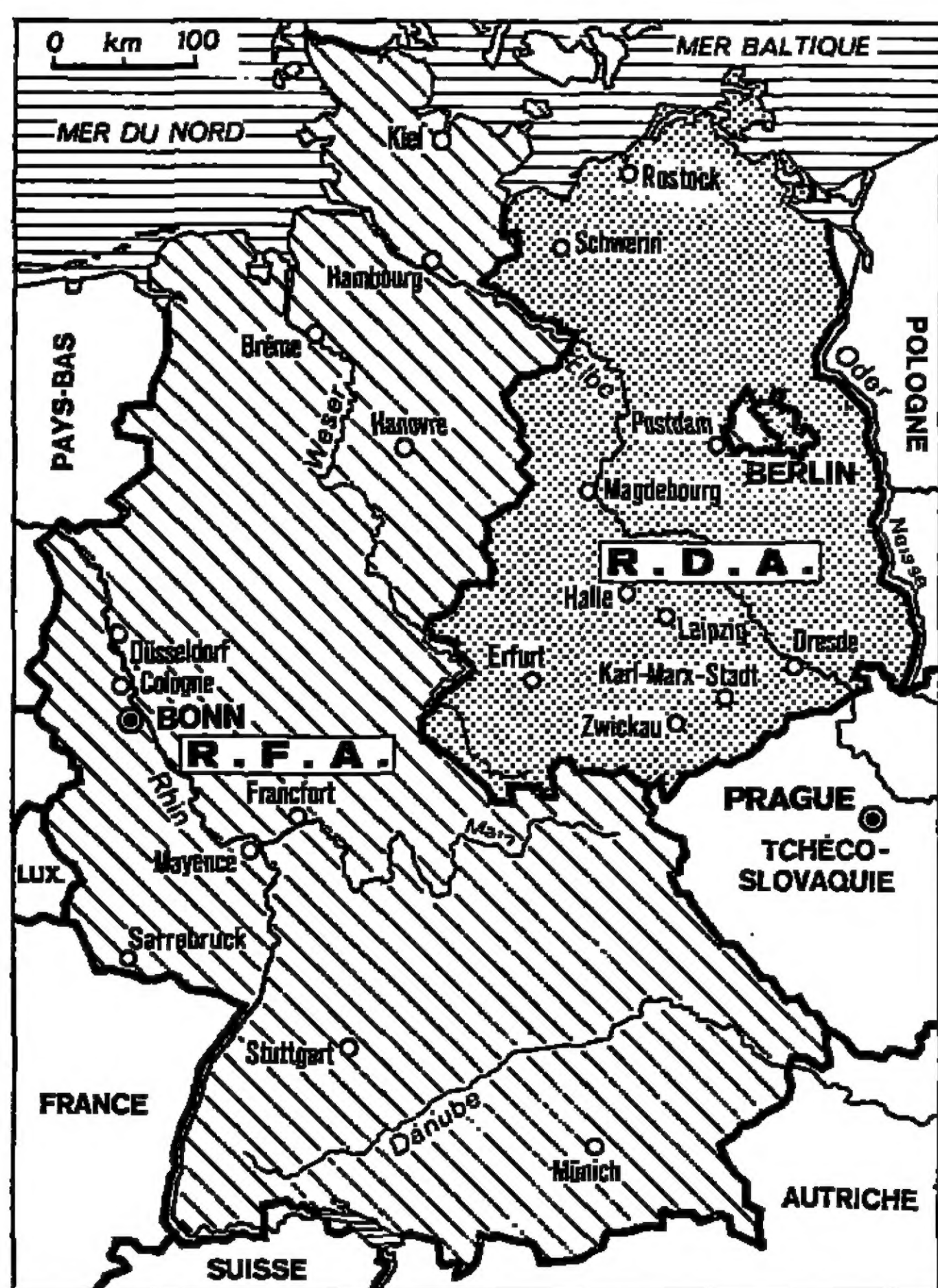
plus mesuré dans ses propos. « Les Allemands de l'Est, estime-t-il, ont dit haut et fort qu'ils ne souhaitent pas seulement un ravalement de façade, mais bien un bouleversement parfait vers plus de démocratie. »

En Hongrie, le quotidien du gouvernement, *Magyar Hirlap*, juge « fondamentalement que l'exigence de réformes en RDA n'ait pas été étouffée par une tragédie ». On a ainsi évité que « la maison européenne ne s'effondre sous l'effet d'un tremblement de terre en son milieu ».

Radio-Budapest souligne que ce n'est pas encore le vrai changement, mais que le départ de M. Honecker amorce peut-être une phase de transition vers le changement. Elle rappelle que, l'an dernier en Hongrie, la conférence nationale du PSOH avait donné

lieu à des changements de personnes qui avaient débouché sur un réel changement sur la voie du multipartisme et de la démocratie.

En Pologne, sous le titre « Le successeur a une chance », le quotidien de Solidarité, *Gazeta Wyborcza*, publie un commentaire dans lequel la censure a coupé deux passages. La nomination de M. Krenz relève le quotidien polonais, « garantit la continuité à l'appareil », mais c'est un homme suffisamment pragmatique pour voir la nécessité du changement. Sa conception du changement n'est cependant pas la même que celle de ceux qui sont descendus dans la rue ces derniers jours en RDA : eux demandent le dialogue social. Pour *Gazeta*, M. Honecker appartenait « à un monde qui prend fin ».



## M. Gorbatchev souhaite que l'Allemagne de l'Est s'engage sur la voie des réformes

MOSCOU  
de notre correspondant

Nullement surpris par un changement qu'il avait annoncé à M. Willy Brandt avec vingt-quatre heures d'avance, M. Gorbatchev a immédiatement souhaité, mercredi 18 octobre, que la RDA s'engage maintenant sur la voie des réformes et du dialogue.

Le message de félicitations qu'il a adressé au nouveau secrétaire général est-allemand juste après sa nomination exprime en effet la « conviction qu'en se montrant attentifs aux exigences de l'époque, en suivant le cours du renouveau et de la continuité et en prenant appui sur le soutien des travailleurs et de toutes les couches de la population, les communistes de RDA et la direction du Parti (...) vont trouver la solution, si nécessaire, aux problèmes complexes (...) qui se posent à leur pays ».

En une phrase tout est dit : la nécessité du changement, l'impératif d'un langage commun avec la population, l'urgence des problèmes et leur difficulté. Seul à directement demander à M. Krenz de suivre l'exemple de la perestroïka, M. Gorbatchev n'aurait

ainsi pas pu être plus clair, mais l'insistance mise sur les conditions du succès trahit dans le même temps les doutes du secrétaire général et de son équipe.

Persuadés qu'à défaut de profondes et rapides réformes en RDA c'est l'existence même de l'Etat est-allemand et, donc, tout l'actuel équilibre européen, qui étaient menacés, ils avaient multiplié, depuis la mi-septembre au moins, déclarations et démarches en faveur d'une relance à Berlin. Dans un entretien avec le *Monde* (nos éditions du 14 septembre), un haut responsable soviétique avait notamment estimé que la RDA était « presque en situation pré-révolutionnaire », car il y avait contradiction entre la crispation idéologique de M. Honecker et les aspirations des citoyens est-allemands, « mais pour la reconstruction ».

Après ce premier signal public, la presse ouest-allemande avait bénéficié de fuites à répétition allant toutes dans le même sens, et la visite de M. Gorbatchev à Berlin, le 10 octobre dernier, avait brutalement accéléré les choses. Encourage à agir par les paroles pharaoniques du secrétaire général soviétique — et sans doute aussi

par les entretiens qu'il avait eus avec plusieurs d'entre eux, — de nombreux responsables du parti est-allemand ont alors commencé à se prononcer pour l'ouverture et à faire pression sur M. Honecker.

En ce sens — et on le soulignait avec insistance, jeudi matin à Moscou, — beaucoup plus encore qu'aux « exigences de l'époque » (c'est-à-dire au cours soviétique), M. Krenz doit sa nomination à la crise ouverte par la masse des départs à l'Ouest et à une mobilisation des cadres intermédiaires du parti. Il a, autrement dit, un mandat — stabiliser la situation en acceptant le changement, — et ne peut ignorer ce mandat à l'approche de son congrès.

Pour autant, M. Gorbatchev et son équipe ne pouvaient faire là qu'avec ce qu'ils avaient, c'est-à-dire avec la direction existante, constituée par M. Honecker. Sauf à attendre le congrès et à le laisser organiser par l'homme qu'ils voulaient voir partir, c'est parmi les dirigeants en place qu'il fallait trouver un successeur — ce qui implique qu'il faudra, pour le Kremlin, l'Allemagne et le monde, le juger aux actes.

BERNARD GUETTA

## M. Mitterrand : « Le signe qu'on commence à bouger sur le fond »

« Un changement d'homme est généralement le signe qu'on commence à bouger sur le fond », a déclaré, mercredi 18 octobre à l'Elysée, le président Mitterrand, lors de la conférence de presse qu'il donnait en compagnie du président portugais, M. Soares. Interrogé sur la question de la réunification de l'Allemagne, le chef de l'Etat a indiqué que celle-ci s'inscrivait « dans la logique même de l'histoire », en faisant remarquer que les bouleversements actuels en Europe de l'Est pouvaient entraîner une désintégration des équilibres géopolitiques à laquelle il « faudra prendre garde ». « Je ne sais pas ce qu'il adviendra [de la réunification], mais il est dans la logique même de l'histoire d'imaginer que le peuple allemand ne sera pas éternellement séparé de cette façon. » Le président français a affirmé que « le temps qui nous sépare de ces échéances, court ou long, doit être utilisé pour renforcer la Communauté européenne, qui doit être le point d'attraction des peuples d'Europe attirés par la démocratie ».

A propos des transformations en Europe de l'Est, M. Mitterrand a déclaré qu'il avait « confiance dans la finalité de ce mouvement en dépit des accidents de terrain et des aller et retour qui peuvent se produire sur ce chemin très périlleux ».

G.T.

## Scepticisme et prudence en RFA

FRANCKFURT  
de notre envoyée spéciale

Le changement de direction en RDA mobilise depuis son annonce tous les médias ouest-allemands. Certaines chaînes de télévision ont même bouleversé leurs programmes de début de soirée, mercredi 18 octobre, pour faire une large place à l'actualité en Allemagne de l'Est. Mais le scepticisme domine devant le remplacement d'Erich Honecker par un homme qui n'est guère connu du grand public ici que comme l'un des « têtes de béton » de la RDA et depuis plusieurs années comme le dauphin présumé de M. Honecker.

La plus remarquable à l'Ouest des déclarations qu'a jamais pu faire M. Egon Krenz est celle par laquelle il avait proclamé l'appui

de la RDA aux dirigeants chinois après les massacres de la place Tiananmen.

Les dirigeants politiques ouest-allemands sont dans l'ensemble beaucoup plus prudents. Ils se sont généralement abstenus de commentaires sur la personnalité de M. Krenz, mais tous expriment le souhait que soit rapidement engagée une politique de réformes, et attendent de pouvoir juger sur pièces. C'est le sens de la déclaration de chancelier Kohl à qui l'on a annoncé la nouvelle alors qu'il recevait à déjeuner à Bonn le président du conseil italien, M. Andreotti. Le chancelier, en substance, a exprimé l'espoir que s'ouvre enfin, pour la RDA comme pour la Hongrie et la Pologne, la possibilité de réformes. Il a ajouté qu'il souhaitait la reprise de relations normales entre les deux Etats allemands et que l'offre de contacts directs qu'il avait faite à M. Honecker valait pour les nouveaux dirigeants.

Le ministre de la chancellerie, M. Seitz, a également souhaité que le changement de personne corresponde à un changement de politique et réitéré la proposition déjà faite par Bonn d'examiner les moyens de soutenir économiquement et financièrement la mise en œuvre de réformes en RDA.

## « Les hommes peuvent changer »

Du côté du SPD, M. Willy Brandt a noté qu'il fallait mettre au crédit de M. Egon Krenz le « comportement responsable des forces de l'ordre » ces derniers jours en RDA. M. Hans-Jochen Vogel a indiqué, pour sa part, que la connaissance qu'il avait jusqu'ici de M. Krenz (le SPD entretenait avec le Parti communiste est-allemand des relations suivies depuis plusieurs années) ne pouvait pas suffire dans les circonstances actuelles. Rappelant sa prise de position sur la Chine, M. Vogel a estimé que si M. Krenz restait politiquement ce qu'il avait été jusqu'ici, il se retrouverait très rapidement dans la même situation que M. Honecker. Mais, a-t-il ajouté, « il faut donner une

chance » au nouveau chef d'Etat est-allemand, car « les hommes peuvent changer en changeant de fonction ».

Tous les dirigeants ouest-allemands soulignent en tout cas que le temps est compté et que M. Krenz n'a pas une minute à perdre.

Dans la presse, les commentaires sont dans l'ensemble incertains. « Egon Krenz constate à présent que le pouvoir pourrait échapper au parti s'il ne trouve pas de nouvelle politique », écrit l'éditorialiste de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, mais il aura tendance à limiter autant que possible les innovations.

Il se pourrait même qu'il attende secrètement le moment où le calme sera revenu, où le vent d'Est aura cessé de souffler les réformes en RDA et où la roue de l'histoire pourrait faire marche arrière.

« La crise n'est pas finie avec le départ d'Erich Honecker », rappelle la *Frankfurter Rundschau*, tandis que la *Süddeutsche Zeitung* de Munich estime que si on ne connaît pas les projets de réformes de M. Krenz, « ce dont on est sûr, c'est que d'autres auraient eu un programme plus consistant ».

G.T.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Les SICAV Obligations des Banques Populaires**

Votre objectif : valoriser votre capital à moyen ou long terme

1855 agences pour vous conseiller

**BANQUE POPULAIRE**

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

SITUATION AU 29 SEPTEMBRE 1989				
	Ratio d'endettement de l'actif en F	Dernier dividende versé en F	Actif net en MF	Performance depuis le 31/12/88 (comptes non révisés)
FRUCTOR	238,85	4,50	1 227,80	+ 4,87%
FRUCT-CAP	33,61	1,07	762,80	+ 6,74%
SICARDON	710,23	13,50	318,15	+ 4,80%
FRUCT-PREMIERE	10 771,04	558,62	660,01	+ 4,60%
FRUCT-ACC	554,74	28,12	345,37	+ 3,41%
FRUCT-SPARIBOND	28,46	1,20	141,24	+ 10,79%

\*Donnée ayant servi pour la capitalisation sous réserve de l'approbation des AGS.

## LE MONDE diplomatique

Octobre 1989

● **LE BOULEVERSEMENT DES SOCIÉTÉS COMMUNISTES** : En Pologne, en Hongrie, en Union soviétique, des changements majeurs imprévisibles se succèdent à vive allure. Dans un important dossier, Ignazio Ramonet, Jean-Yves Potel, Paul Grudvohl et Jean-Marie Chauvry montrent comment les certitudes les mieux établies, dans les domaines politique, économique, social et culturel s'effondrent soudain, tandis qu'éclatent les nationalismes et qu'apparaissent de fortes fascinations néolibérales.

● **LE NEW-LOOK DE LA TÉLÉVISION AUX ETATS-UNIS** : La télévision américaine fait ses adieux aux valeurs du Reaganisme. Ses nouvelles séries, écrit notre envoyé spécial Sergio Halimi, exaltent « les vertus de la pauvreté, l'esprit de solidarité ». Demain, la société sera-t-elle « plus gentille et plus tendre », comme le souhaitait le président Bush ?

Également au sommaire :

- **ÉCOLOGIE** : Pour une nouvelle conscience planétaire, par Régis Morin.
- **ALGÉRIE** : A la recherche de la démocratie, par Lahouari Addi.
- **INDOCHINE** : Du cancheur à l'espérance, par Daniel Hémery, Nguyen Duc Nham et Roland-Pierre Paringaux.
- **UNESCO** : Peut-on oublier le tiers-monde ? par Jean-Pierre Colin.

En vente chez votre marchand de journaux

Handwritten signature or mark.



## EUROPE

par M. Egon Krenz à la tête du Parti communiste

# M. Erich Honecker, l'homme du « mur »

M. Erich Honecker, qui avait succédé à Walter Ulbricht en 1971 à la tête du parti communiste est-allemand, vient d'être écarté de son tour par le vent de réforme qui balaye la plupart des pays de l'Est. Convaincu que la stabilité de l'Europe dépendait en grande partie de la capacité de la RDA à maintenir sa stabilité face à une Allemagne de l'Ouest incarnant, pour lui, les forces du revanchisme, il n'a pas perçu la mesure de l'impératif de changement que la perestroïka soviétique avait suscité à l'intérieur de son propre pays, de son propre parti.

Après, malade et abandonné par Moscou, Erich Honecker peut espérer que son successeur Egon Krenz, le dauphin désigné, tentera au maximum de sauver l'héritage. Lui-même n'était pas contre tout changement. Mais il a cru jusqu'au bout qu'il pourrait se contenter d'une évolution en douceur, soigneusement contrôlée par le parti.

Si Erich Honecker n'a finalement pas pu admettre que sa vérité ne soit plus vraie, s'il n'a pas pu comprendre que ses frères en dogmatisme, dans les pays voisins, en viennent à changer de langage, c'est parce que le marxisme fut sa langue maternelle. La loyauté sans faille, que vous, sa vie durant, au dogme fondateur, cet homme discret, secret, dont on ne perçoit à l'extérieur que la rigidité, allait de pair avec l'attachement à une certaine popularité chez lui. Mais quand le dogme lui-même fut remis en cause dans certains pays frères, celui qui pendant des années avait été le « bon élève » de la classe socialiste en devint l'un des lanternes rouges.

Erich Honecker est, certes, né à l'Ouest. Mais il est né surtout en 1912, dans une famille ouvrière et militante du bourg de Neustadt, dans la Sarre, où la vie collective était rythmée par les batailles des mineurs syndiqués contre les patrons locaux et où, en 1932, alors que Hitler approchait du pouvoir à Berlin, on votait à 40 % communiste. Fils d'un mineur qui, dès leur plus jeune âge, berna ses enfants de la bonne parole marxiste, Erich Honecker, à huit ans, faisait du porte-à-porte avec sa mère pour distribuer l'*Arbeiter Zeitung* (le journal des travailleurs).

A dix ans, il entrait dans la première des organisations qui encadraient la vie d'un communiste, les « pionniers », à quatorze ans dans la Ligne des jeunes communistes, à dix-sept dans le parti. Il est placé comme apprenti chez un oncle couvreur mais le parti a vite reconnu sa vocation de militant et l'envoie en 1930 à l'école des jeunes communistes de Moscou. Il en revient, à dix-neuf ans, avec pour fonction de réorganiser le mouvement des jeunes communistes dans la Sarre.

### Loyauté et rigidité

Deux ans plus tard, Hitler arrive au pouvoir. Le parti est interdit, c'est au service de la résistance clandestine que le jeune Honecker mettra ses talents d'organisateur, dans la Ruhr, puis dans le sud de l'Allemagne. Lors d'une mission à Berlin, en décembre 1935, il est arrêté par la Gestapo et interné dans la prison de Brandebourg. Il y passera dix ans, jusqu'à ce que

l'entrée de l'armée rouge dans la capitale du Reich, en avril 1945, lui en ouvre les portes.

Dès sa sortie de prison, il rejoint sa « famille », le groupe Ulbricht, c'est-à-dire celui des communistes allemands qui ont passé les années de guerre à Moscou. Quand, en 1946, le SED (Parti socialiste-ouvrier) naît de la fusion du parti social-démocrate et du parti communiste dans la zone occupée par les Soviétiques (future RDA), il entre directement au comité central. On lui confie à nouveau la tâche de maître sur pied, sur tout ce territoire est-allemand, une puissante organisation de jeunesse, la FDJ (*Freie deutsche Jugend*). Il y rodait les méthodes quasi militaires et le bourrage de crâne qu'aurait par la suite à subir plusieurs générations de jeunes Allemands de l'Est, non seulement dans la FDJ mais dans l'enseignement même.

Loyauté, rigidité déjà, en 1953, quand, après la mort de Staline, la ligne politique s'infléchit à Moscou et menace Walter Ulbricht. Honecker tient bon derrière celui qui l'a fait entrer au bureau politique et l'aide à étouffer le mouvement qui se dessine, dans les rangs mêmes du parti est-allemand, en faveur d'une politique plus souple. 1953, c'est aussi l'année du soulèvement de Stettin-Allee, celle de ce 17 juin (aujourd'hui fête en RFA comme journée nationale) où les ouvriers en colère défilent dans le centre de Berlin et où Erich Honecker prend une part très active à l'écrasement de la révolte (1).

### Fidèle au Brejnevisme

De retour à Berlin en 1958 après deux autres années passées à Moscou, il se range à nouveau derrière Ulbricht, avec les durs, contre ceux qui, au sein du parti, préconisent la réconciliation avec l'Allemagne. Ce nouveau geste de fidélité lui vaut d'entrer au comité central, au poste de responsable pour les affaires de défense et de sécurité.

A ce titre, il présidera, en août 1961, à la construction du mur de Berlin par la Grande Armée populaire et les milices. A ce titre aussi il devient, de fait, le dauphin de Walter Ulbricht, meilleur garant de la pureté idéologique du régime qu'aucun des technocrates dont s'est entouré le secrétaire général du parti qui ont organisé la reconstruction du pays et jeté les bases de sa future « prospérité » économique (dans le camp oriental du moins). Défenseur de la ligne dure, il le sera encore au moment du printemps de Prague, en 1968, et réprimera sans état d'âme les partisans est-allemands de M. Dubcek.

Le régime est-allemand assiste alors d'assez mauvaise grâce aux premiers efforts du chancelier Willy Brandt, en Allemagne de l'Ouest, pour rompre le statu quo en tendant la main à l'Union soviétique et aux autres pays de l'Est. Les deux rencontres historiques entre le premier ministre est-allemand et le chancelier ouest-allemand, à Erfurt puis à Kassel, en 1970, tournent court.

Le refus de la RFA d'accepter l'existence de la RDA comme un Etat à part et l'anticommunisme virulent de la CDU avaient jusqu'à là permis aux dirigeants

est-allemands de justifier leur régime par la lutte contre l'ennemi idéologique et surtout le « revanchisme » ouest-allemand. Walter Ulbricht n'a pas d'autre choix que de suivre la direction indiquée par Moscou. Mais il traîne les pieds. Après avoir longtemps défendu l'idée d'une Allemagne réunifiée et fédérale, il exige maintenant la reconnaissance formelle de deux nations allemandes, ce que Bonn n'est pas prêt à accorder.

Les rapports avec Moscou du vieux leader communiste, qui agace déjà considérablement ses tuteurs en prétendant poser la RDA comme modèle de développement



communiste, ne s'en améliorent pas. Quelques mois après la conclusion des deux traités normalisant les relations de la RFA avec l'URSS et la Pologne, en 1970, Ulbricht est déposé en douceur en mai 1971. Erich Honecker, qui lui succède à cinquante-neuf ans, se fait alors le fidèle serviteur de la politique de « normalisation » menée par Leonid Brejnev en Europe centrale pour la stabilisation des frontières de l'après-guerre par l'établissement de relations avec l'Europe occidentale. Il accepte d'accéder aux discussions avec Bonn. Avant la fin de l'année, Moscou boucle avec les trois puissances occidentales (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne) ses négociations sur l'accord quadripartite réglant le statut de Berlin et la RDA signe avec la RFA un accord sur la transit entre le territoire ouest-allemand et Berlin-Ouest. Un an plus tard, les deux Allemands achèvent de s'entendre sur le traité fondamental qui régit désormais leurs relations.

Erich Honecker, qui fait supprimer dans la Constitution de 1974 toute référence à la réunification, n'a pas obtenu que la question nationale allemande soit réglée une fois pour toutes par la reconnaissance de deux nations allemandes distinctes. Il a dû également renoncer à obtenir que Berlin-Ouest soit considérée comme une entité politique totalement séparée de la RFA. On s'est seulement mis d'accord sur l'existence de deux Etats allemands aux frontières définies et sur l'échange de représentations qui n'ont pas rang d'ambassades.

Ce traité, qui ouvre la voie à l'entrée des deux Allemands à l'ONU, marque néanmoins le retour de la RDA sur la scène diplomatique internationale. Honecker n'aura de cesse d'affirmer cette présence pour consolider l'existence de la RDA et rendre irréversible la division de l'Allemagne.

L'alignement du nouveau secrétaire général du Parti socialiste unifié (SED) sur la politique extérieure de Moscou marque d'ailleurs un tournant dans l'attitude générale du parti à l'égard de l'Union soviétique. Fini les tentatives de cavalier seul ! On se revient à la conception d'un modèle de développement unique pour l'ensemble du monde communiste.

La RDA joue fidèlement dans les années 70 son rôle au sein des organismes communs, et notamment du marché commun des pays de l'Est, le Comecon. Le début de l'ère Honecker est marqué par une reprise en main du parti dont les structures sont revues afin de conforter le pouvoir de sa direction politique et étendre ses ramifications dans le pays. La centralisation est poussée à l'extrême.

### Répression contre les intellectuels

Conscients du danger que représentait un trop grand décalage avec le niveau de vie de l'Occident et la propagande de l'Ouest sur l'échec du modèle socialiste, les nouveaux dirigeants tentent de réagir sur deux plans : sur le plan matériel, en reconnaissant l'impérieuse nécessité d'assurer à la population un niveau de consommation suffisant, et sur le plan idéologique, en ne cessant de marteler l'importance de la consécration « sociale » de l'économie, supposée faire la différence avec le système capitaliste d'en face. Service par plusieurs années de croissance soutenue, la RDA parvient effectivement à améliorer l'offre dans les magasins. La situation est à cet égard nettement meilleure que dans d'autres pays de l'Est, comme l'URSS ou la Pologne. Le régime se heurte pourtant bien vite à ses limites. Une trop grande centralisation et un manque de productivité chronique empêchent de combler le fossé avec la RFA.

Après avoir étatisé en 1972 tout ce qui ne l'était pas encore, le régime tolérera à nouveau, quelques années plus tard, certaines formes de liberté, notamment dans le petit commerce. De même, il pourra s'engouffrer d'être le premier à avoir, à l'Est, tenté de donner plus d'autonomie aux entreprises. Celles-ci sont regroupées dans des combinats, auxquels on octroie peu à peu, vers la fin des années 80, une relative indépendance.

Mais ce réformisme prudent sur le plan économique est toujours allé de pair, sous Honecker, avec un refus total d'envisager un assouplissement politique du régime. Dans la foulée de l'eurocommunisme et de la conférence d'Helsinki, un nombre croissant d'intellectuels avaient commencé à s'interroger sur les droits de l'homme, à défendre un communisme plus tolérant pour l'individu. Le chanteur Wolf Biermann inaugure, en 1976, la longue série d'intellectuels, d'artistes et de militants en tous genres qui seront purement et simplement expédiés au fil des ans en RFA. Rudolf Bahro, un pur produit du parti pourtant, est condamné, en 1978, à huit ans de prison pour un livre, *L'Alternative*.

Après expulsé à son tour un an plus tard. D'autres, moins connus, n'auront pas cette chance, et mourront dans leurs geôles des années entières avant d'être éventuellement rachetés. Le sentimentalisme n'est pas le fort d'Erich Honecker. Les pacifistes allemands s'en apercevront à leurs dépens dans les années 80. Après avoir été utilisés par le régime, ils finiront, comme les autres, par être interdits d'expression ou de séjour.

Cette révolte des intellectuels pousse pourtant Honecker, conscient sans doute des limites de sa capacité de persuasion idéologique, à trouver une parade. Petit à petit, il s'efforce de rattacher son régime à une continuité historique, à renouer avec des traditions antérieures à 1945. En 1978, il se réconcilie avec l'Eglise protestante à laquelle il donne droit de cité en échange de la reconnaissance de deux Eglises différentes dans les deux Allemagnes. C'est le début d'une difficile cohabitation, qui lui permet cependant de disposer d'interlocuteurs susceptibles de canaliser en partie le mécontentement.

Parallèlement, il entreprend de réhabiliter les héros de l'histoire prussienne, de Luther aux huguenots en passant par le roi Frédéric II de Prusse. Quitte à priver le secteur du bâtiment des moyens d'accomplir les objectifs du plan en matière de logement, des ressources énormes seront consacrées à la restauration du centre historique de Berlin pour fêter le 750<sup>e</sup> anniversaire de la ville avec toute la magnificence voulue.

### Vicime de la perestroïka

Cofite que coûte, le vieux combattant communiste se devait de prouver au monde et aux « social-tradés » de RFA la supériorité de son modèle pour assurer aux hommes la sécurité, dans son acception sociale et militaire. Il a presque réussi. Pendant la crise des euromissiles, il gagne l'estime de bien des Allemands de l'Ouest en refusant le retour à la guerre froide et en maintenant, malgré les pressions soviétiques, les ponts ouverts avec la République fédérale. On en oubliera les fugitifs qui se font tuer sur le rideau de fer en cherchant la liberté ; on en oubliera que, plus que jamais, pour lui, la paix en Europe passe par la division de l'Allemagne, gage également du maintien de son régime.

Il est accueilli triomphalement lorsqu'il arrive enfin en visite en Allemagne fédérale, en 1987, amenant pourtant avec lui son drapeau qui flotte, pour la première fois, aux côtés de celui de l'autre Allemagne sur le fronton de la Chancellerie fédérale.

L'ironie de l'histoire est qu'Erich Honecker verra finalement son rêve s'effondrer sous les coups de boutoir, non pas de l'Ouest, mais de la politique de réformes voulue par les Soviétiques de cette perestroïka dont il deviendra le plus ardent dénonciateur.

HENRI DE BRESSON et CLAUDE TRÉAN

(1) Les chars soviétiques interviennent comme ils le feront à Budapest, en 1956, et à Prague, en 1968.

## Egon Krenz : un dur

Difficile de trouver dans la carrière du successeur d'Erich Honecker le moindre indice qu'il puisse agiter la RDA sur la voie des réformes. Toute sa carrière, le nouveau secrétaire général du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) l'a menée bien à l'abri de l'appareil du parti et dans l'ombre de son prédécesseur. M. Egon Krenz passait depuis six ans déjà pour le dauphin désigné. Au sein du cercle restreint du pouvoir, dominé par des septuagénaires, il ne se distingue guère que par son jeune âge relatif : il n'a que cinquante-deux ans. C'est aussi pour lui un inconvénient : il n'aura pas l'excuse des années de lutte anti-nazie, d'exil ou de prison pour justifier un nouvel immobilisme.

Nommé dès 1983 membre à part entière du bureau politique, devenu un an plus tard l'un des vice-présidents du Conseil d'Etat derrière Erich Honecker, il était de fait ces dernières années le numéro deux du régime. Ses domaines de responsabilités particulières au secrétariat du comité central englobaient à la fois la sécurité, les questions de cadres, la jeunesse et le sport.

C'est lui qui conduisait la délégation envoyée, durant l'été, en Chine pour rapporter, après le massacre de la place Tiananmen, le soutien du SED aux dirigeants chinois. Ce geste avait provoqué de virulentes critiques à l'intérieur même du parti, notamment dans l'organisation de la jeunesse, et contribué à accroître le malaise qui grandissait à l'approche du quar-

tième anniversaire de la fondation de la RDA. Ce qui, d'ailleurs, n'avait pas empêché l'appareil de



propagande du parti de répandre la rumeur — pour tenter d'empêcher les manifestations des dernières semaines — d'un possible « Tiananmen à l'allemande ».

M. Krenz a-t-il lui-même hésité à recourir à une répression dure contre les manifestants ? On pourrait tout aussi bien lui imputer, en sa qualité de responsable de la sécurité, la décision finalement arrêtée d'ordonner aux forces de l'ordre de cesser d'intervenir. Les

voies de la direction du SED sont impénétrables. En revanche, il pourrait moins facilement nier toute responsabilité dans la répression qui s'est abattue l'année dernière sur les groupes d'opposition de Berlin et de Leipzig, dont les principaux responsables avaient été envoyés en RFA. Ni de celle des fraudes dont le régime est accusé à propos des élections locales de mai dernier.

### Verrouiller l'appareil

M. Egon Krenz passe d'une manière générale pour un dur. Son discours ne laisse guère transparaître autre chose, même si ceux qui l'ont approché parlent d'un homme affable ayant les pieds sur terre. Il ne faisait partie ni des partisans des réformes, comme le premier secrétaire de la région de Dresde, M. Hans Modrow, ni de ceux considérés comme proches de Moscou, comme l'ancien journaliste Gunter Sobkowski, premier secrétaire du parti à Berlin, que l'on citait également comme un successeur potentiel. L'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* lui prêtait cet été la réputation d'agir selon la devise : « Nous changeons la RDA, mais au pas cadencé. Celui qui sort du rang n'a qu'à bien se tenir. » Ce qui conforterait plutôt ceux qui pensent que M. Krenz a peut-être, avant tout, un problème d'imagination et de compétence.

### M. Gunther Mittag

M. Gunther Mittag était l'un des dirigeants est-allemands les plus connus à l'étranger. Frappé d'un diabète qui l'a contraint à l'amputation d'une jambe, il voyageait beaucoup. Il avait la responsabilité des affaires économiques et, sous sa direction, a prévalu une politi-

que de réformes à petits pas qui paraît aujourd'hui démodée. Né le 8 octobre 1926 à Stettin (aujourd'hui Szczecin, en Pologne), il avait été incorporé dans l'armée en 1943 et avait servi dans l'aviation. Il avait adhéré au parti en 1945. Docteur en sciences économiques en 1958, il est élu dans la même année candidat au comité central, dont il devient secrétaire chargé des affaires économiques en 1962. Il est au bureau politique depuis 1966.

### Deux autres départs

Les deux autres partants du bureau politique, M. M. Gunther Mittag et Joachim Herrmann ne sont pas parmi les plus vus de la direction du SED. Agés de soixante et soixante-trois ans, ils passaient en revanche pour avoir partie liée avec M. Erich Honecker et être partisans de la fermeté. Tous deux dirigeaient des secteurs où d'importantes réformes sont jugées nécessaires.

### M. Joachim Herrmann

M. Joachim Herrmann était l'homme de la propagande et des médias, dont il avait la responsabilité au comité central depuis 1978. Il était membre de plein droit du

bureau politique depuis la même année. Journaliste de formation, il porte la responsabilité de la totale incapacité de l'appareil propagandiste et médiatique est-allemand à prendre en compte l'évolution de la réalité.

Alors que la RDA est inondée depuis toujours par les émissions de radio et de télévision occidentales, ses propres médias ont continué, comme si de rien n'était, à pratiquer une langue de bois propre à décourager le dernier stalinien du parti. La politique d'information a été ces derniers mois vivement critiquée au sein de nombreuses organisations du parti. C'est dans ce secteur que l'ouverture entamée la semaine dernière a été la plus visible.

H. de B.



## EUROPE

Le remplacement de M. Honecker par M. Krenz à la tête du PC est-allemand

## Une sortie humiliante

Suite de la première page

Une sortie humiliante dans un pays où le départ à la retraite du moindre secrétaire local du parti se traduit par une débauche d'encens verbal et de fleurs apportées par des petites filles pomponnées.

A seize heures, les EX Citroën noires garées devant le siège du Parti repartent une à une, emmenant vers leurs foyers et leurs problèmes les dirigeants d'un parti qui venait, à l'unanimité bien sûr, de se donner un nouveau chef.

M. Honecker est accompagné dans sa chute par deux autres membres du bureau politique : M. Günther Mittag, soixante-trois ans, responsable des questions économiques, et M. Joachim Herrmann, soixante et un ans, secrétaire à la propagande. Leur limogeage n'est même pas assorti de considérations sur leur état de santé, alors que, pour M. Mittag au moins, le diable dont on le dit malade aurait pu être évité. Il paie la descente et l'inefficacité grandissante de l'économie est-allemande, le mécontentement profond qui se manifeste non seulement chez les ouvriers, mais également dans l'encadrement de ces combinats dont il avait été, depuis plus de vingt ans, le promoteur.

M. Krenz et Tinnemann

Ces derniers jours, les critiques s'étaient multipliées dans la presse et à la télévision sur le fonctionnement des entreprises, les ratés de l'économie planifiée, l'incapacité d'intégrer les résultats de la recherche dans la production industrielle. M. Joachim Herrmann est sacrifié en raison du constat unanime, de la population et du Parti, sur la mauvaise qualité de la presse du pays, sur laquelle il avait la haute main. Erich Honecker est limogé sur l'instigateur de la colère d'une population qui ne supporte plus la schizophrénie quotidienne : le livre accablant aux radios et télévisions ouest-allemandes rendait ridicules la forme et le contenu d'une presse qui avait à peine évolué depuis l'époque stalinienne.

La nomination de M. Egon Krenz qui, comme son prédécesseur, concentrera entre ses mains

tous les pouvoirs, est l'accomplissement d'un scénario où la continuité l'emporte largement sur le changement. Même si, comme le dit l'un des opposants les plus connus, le pasteur Rainer Eppelmann, « M. Krenz doit être regardé à partir d'aujourd'hui avec d'autres yeux », il symbolise tout ce que le communisme allemand peut avoir de plus rigide. On cherchait vainement dans sa longue carrière bureaucratique des paroles ou des actes manifestant la moindre velléité de sortir du cadre de la pensée marxiste-léniniste, version prussienne. Bien au contraire, il a, ces derniers temps, toujours été en pointe pour incarner la ligne dure du SED aux yeux de la population et de l'étranger.

Deux de ses interventions récentes sont soulignées par des opposants, comme M. Barbel Bohley, porte-parole de Nouveau Forum et Ulrike Poppe, du mouvement Démocratie maintenant : le soutien explicite apporté à l'écrasement de la révolte des étudiants chinois, ce printemps, sur la place Tiananmen, et l'organisation du trilogue des élections municipales du 7 mai dernier. Des fraudes massives, constatées dans tout le pays, avaient été le point de départ du mouvement de contestation qui s'est, ces dernières semaines, emparé de la rue à Berlin, Leipzig et Dresde.

A la sortie de la réunion du comité central, en direct devant les caméras de la télévision, M. Egon Krenz a déclaré : « J'ai dit au comité central que je suis conscient d'avoir accepté une tâche difficile dans une période très compliquée. Nous avons beaucoup de travail devant nous. Du travail, du travail et encore du travail... Ces manchettes ostensiblement retournées par M. Krenz vont-elles contribuer à faire bouger l'édifice, aujourd'hui bien branlant, de la RDA, dans un sens souhaité par l'immense majorité de la population : celui des réformes et de la libéralisation de la société ?

On peut rester sceptique sur cette question après avoir entendu le « discours aux citoyens de la RDA », qu'il a prononcé à la télévision, mercredi soir, à 20 heures. Il n'est pas question que la RDA

s'engage dans une voie à la hongroise ou à la polonoise. Le monopole de l'exercice du pouvoir par le parti communiste, le centralisme démocratique, le flicage des partis satellites au sein du « front national », restent la règle d'airain : « L'existence du socialisme sur le sol allemand n'est à la disposition de personne », a-t-il martelé, reprenant la formule maintes fois utilisée au cours de la crise de ces dernières semaines. Pas question non plus de reconnaître officiellement les mouvements d'opposition qui ont, comme le Nouveau Forum, sollicité leur législation : « Nous avons suffisamment de forums où pouvons exprimer les tendances les plus diverses de notre société », a-t-il affirmé.

## Contrat réaliste

M. Krenz ne s'est cependant pas borné à lancer un appel à toutes les catégories sociales — ouvriers, paysans, soldats et intellectuels — pour qu'elles le soutiennent. Il a également abordé les questions qui sont au centre des préoccupations de la population : « Plus de cent mille personnes, dont beaucoup de jeunes, ont quitté notre pays... Nous ressentons leur départ comme une hémorragie. Chacun de nous peut contribuer avec les larmes des pères et des mères de ceux qui sont partis. Nous avons subi des pertes humaines et économiques (...). Ce n'est qu'en regardant sans complaisance, dans notre société les causes qui ont suscité ces départs que nous parviendrons à faire changer d'option, eux qui ont pris la décision de nous quitter ».

Ce constat réaliste va-t-il déboucher sur la mise en œuvre de réformes dont le contenu est clairement indiqué sur les banderoles des manifestants de Leipzig ? Egon Krenz a annoncé qu'il allait propo-

ser au Parlement une loi réglementant les voyages à l'étranger. Il a indiqué que les mesures restrictives, prises récemment, concernant les voyages dans les pays socialistes comme la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie allaient être « supprimées ou modifiées ». Mais il n'est pas question d'autoriser à tout le monde les voyages à l'Ouest, comme le bruit en avait couru ces derniers jours à Berlin-Est. « Ce problème se heurte à l'attitude de la République fédérale qui refuse de reconnaître et de respecter la nationalité de la RDA », a-t-il affirmé.

M. Egon Krenz a également annoncé qu'il allait faire, à une très prochaine session du comité central, des propositions : la réforme du mode de fonctionnement du parti et de l'Etat. Il a laissé entendre que la Chambre du peuple verrait ses compétences accrues au détriment de l'appareil du parti qui devrait être réduit. Il a également annoncé la mise à l'étude d'une réforme du système des salaires qui ferait une plus grande place au mérite. Il a enfin encouragé les médias de son pays à laisser les journalistes donner libre cours à leur talent et à leur esprit critique, tout en prévenant : « Notre presse ne doit pas devenir le lieu d'expression des démagogues, d'anarchistes et d'irresponsables ».

Si, dans les milieux de l'opposition, le scepticisme sur la volonté réformatrice et libéralisatrice de M. Krenz reste dominant, il semble pourtant qu'il va bénéficier d'un très court état de grâce : on lui fera crédit au moins jusqu'à lundi prochain et on le jugera sur son attitude à poursuivre et à approfondir le dialogue avec les dizaines de milliers de personnes qui, encore une fois, vont alors se rassembler dans les églises et dans la rue.

LUC ROSENZWEIG

## Du bon usage de la RDA

Suite de la première page

Certains hiérarques du régime l'ont bien compris, en affirmant que sa seule légitimité était idéologique. C'est oublier que la RDA a également une fonction géostratégique, pour l'URSS au premier chef, mais d'une manière plus feutrée, comme inavouée, pour les pays occidentaux — et d'abord pour les voisins de l'Allemagne. Cette constatation conduit à limiter le droit à l'autodétermination des Allemands, mais elle n'en est pas moins une réalité.

La grande majorité des milieux dirigeants ouest-allemands, gouvernements comme opposition, semblent partager avec les Soviétiques la même inquiétude : plus le régime du vieil Honecker se figeait dans le refus de toute libéralisation, plus le risque d'explosion était grand en RDA, malgré l'hémorragie permanente des contestataires vers l'Ouest ; et la même confiance un peu irraisonnée : une démocratisation permettrait à la population est-allemande de se reconnaître dans cet Etat et donnerait enfin à celui-ci l'identité qui lui manque après quarante ans d'existence. Tous sont également convaincus que les réformes ne peuvent venir que d'en haut, de l'intérieur du SED (Parti communiste est-allemand), même si Egon Krenz, après plusieurs semaines, apparaît comme dictature aveugle et sourde : l'économie y est de plus en plus dépendante de l'URSS, le sacage de Bucarest témoigne de la mégalomanie de Ceausescu, la misère règne, le fatalisme politique laisse peu de place à la contestation.

## L'avenir de l'Europe

Autrement dit, la démocratisation de la RDA, loin d'être l'anti-chambre de la réunification allemande, serait sa condamnation. Même s'il est vrai que depuis quelques temps un débat agite les milieux contestataires est-allemands opposant ceux qui veulent partir et ceux qui veulent rester pour imposer des réformes, le pari est risqué, car nul ne peut préjuger de l'expression de l'opinion, plus le mouvement devient libre, des dix-sept millions d'Allemands de l'Est.

Les dirigeants de Bonn privilégient dans leurs plans à long terme l'idée d'une « autre RDA », allemande, démocratique, liée à la RFA par des liens confédéraux, une construction qui restaurerait l'unité allemande sous la forme de deux Etats. Pour ce faire, ils veulent « européaniser la question allemande ». Ils y voient deux avantages. Dans un cadre européen, l'unité de la nation allemande, sous quelque forme élitique que ce soit, apparaît plus facile, et elle ne devrait pas, ainsi, susciter l'inquié-

tude des alliés et voisins, toujours sensibles aux risques réels ou imaginaires d'une Allemagne faisant cavalier seul.

Des scénarios courent déjà dans les ministères de Bonn. C'est aux affaires étrangères que les contours de cette réponse européenne à la « question allemande » ont été le mieux testés. A moyen terme, le schéma pourrait être le suivant : dans un premier temps, l'Autriche est admise dans la Communauté européenne, ouvrant ainsi la voie, dans un deuxième temps, à certains pays de l'Est, comme la Hongrie puis la Pologne, et enfin, troisième étape, à la RDA. Les frontières ayant disparu ou pour le moins étant devenues totalement perméables entre les deux Etats allemands (comme entre la France et la RFA), le problème de la réunification se poserait dans des termes totalement différents — et peut-être ne se poserait-il plus du tout.

Les conseillers du chancelier Kohl travaillent sur des schémas très proches, certains envisageant une Europe à plusieurs vitesses, une construction de cercles concentriques, le noyau dur étant constitué par les six membres d'origine de la CEE (les « cantons primitifs », en quelque sorte, comme l'on dit dans la Confédération suisse), et entourés de constellations d'Etats associés, dont les obligations seraient d'autant plus lâches qu'ils seraient éloignés du centre. Là encore, une RDA démocratisée pourrait s'insérer dans l'un ou l'autre ensemble. C'est la version allemande de la « maison commune européenne » chère à M. Gorbatchev.

Ces idées posent évidemment des questions sur l'avenir de la Communauté européenne, sur la compatibilité ou l'incompatibilité entre une intégration très poussée dans tous les domaines — politique, économique, diplomatique, voire militaire, — et l'élargissement permanent de cette communauté en direction de pays venant d'un système différent, en admettant même que les négociations Est-Ouest sur le désarmement aient fait des progrès tels que, selon l'expression de M. Egon Krenz, expert du SPD pour les questions de sécurité, « la guerre soit devenue impossible en Europe ».

Le président de la Commission de Bruxelles a bien compris l'enjeu. Dans ses discours récents, M. Jacques Delors va répétant que l'Europe des Douze est face à son plus grand défi. Il n'est pas trop tard pour que les chefs d'Etat et de gouvernement qui vont se réunir en décembre à Strasbourg se saisissent enfin d'un thème qui n'est autre que l'avenir de l'Europe.

DANIEL VERNET

## URSS

## Qui a décidé d'envoyer l'armée rouge en Afghanistan ?

On sait maintenant que quelques dirigeants seulement, autour de Leonid Brejnev, ont décidé l'intervention en Afghanistan, et que le bureau politique dans son ensemble n'a pas été associé à l'opération.

Qui a décidé l'intervention soviétique en Afghanistan, il y a bientôt dix ans ? Selon M. Tsagolov, professeur de marxisme-léninisme à l'Académie militaire Frounze, qui s'est exprimé récemment dans l'hebdomadaire *Argumenty et Fakty*, il faut ajouter à la liste du « petit cercle de dirigeants » responsables de l'opération le nom de Iouri Andropov, le premier successeur de Brejnev : cette précision a attiré l'attention dans la mesure où Andropov, l'un des protecteurs passés de Mikhaïl Gorbatchev, est beaucoup moins critiqué que les autres secrétaires généraux.

En réalité, le nom d'Andropov n'est plus tabou, et il avait déjà été mentionné à propos de l'intervention en Afghanistan par quelqu'un qui s'y connaissait en la matière : Andreï Gromyko. Cité par son fils Anatoli, dans la *Literaturnaja Gazeta* du 20 septembre dernier, le vétérinaire défunt de la diplomatie soviétique confirmait que la décision d'envoyer l'armée rouge en Afghanistan avait été prise « par des membres du bureau politique » siégeant en dehors du cadre habituel, c'est-à-dire « derrière les portes closes du bureau du secrétaire général ». Toujours selon Gromyko, étaient présents Brejnev, Andropov, Kossyguine, Oustinov (le ministre de la Défense), Soulov et lui-même. Aucun expert n'avait été consulté à sa connaissance, mais l'on était parvenu à la conclusion « unanime » qu'une intervention militaire était nécessaire. Il y avait eu seulement entre les divers participants des « nuances » que Gromyko, alors seul survivant du groupe, ne voulait pas révéler.

On apprenait aussi que le ministre des affaires étrangères avait demandé que la décision fût l'objet d'un vote au Soviet suprême : non pas bien sûr qu'il s'attendait à une rébellion du Parlement croupion de l'époque, mais plutôt pour lui donner plus de solennité. La proposition avait été écartée par Brejnev, qui semble avoir été le plus décidé de tous, au prix d'un revirement spectaculaire : en septembre 1979, le secrétaire général avait reçu au Kremlin le président afghan Taraki, à qui il avait signifié qu'une intervention soviétique était exclue : « L'appartenance de nos soldats dans votre pays, camarade président, avait-il dit, dressera à coup sûr une grande partie du peuple afghan contre la révolution ».

Pourquoi changea-t-il d'avis quelques semaines plus tard ? Tout simplement parce que Taraki, à peine rentré à Kaboul, avait été assassiné par son rival Hafizoullah Amin : « Brejnev, rapporte un autre témoin, le général Pavlovski, dit à son entourage qu'il lui avait donné une gifle à laquelle il se devait de répondre ».

Voilà qui explique sans doute l'assassinat d'Amin dans la foulée de l'intervention soviétique. Mais aussi, Moscou redoutait, selon Gromyko, « une tentative de coup d'Etat contre-révolutionnaire (à Kaboul) qui aurait pu être utilisée par les Etats-Unis et le Pakistan (pour) déstabiliser la situation sur le flanc sud des frontières soviétiques ». Si la décision d'intervention fut prise dès novembre ou au début

de décembre, la date précise en fut fixée au 27 décembre, la veille du jour où le ministre des affaires étrangères du Pakistan devait se rendre à Kaboul pour ce qui apparaissait au Kremlin comme le début d'une « conspiration » entre Amin et les ennemis de l'URSS.

Il est clair en tout cas que le bureau politique de l'époque n'a pas été associé dans son ensemble à l'opération. Jamais les noms des survivants actuels de cette équipe que sont Chitchevinski, Kirilenko, Grishine, Kounaev, Romanov, Tikhonov, n'ont été impliqués dans cette affaire. Et encore moins celui des membres suppléants qu'étaient alors Edouard Chevardnadze et Mikhaïl Gorbatchev, lequel venait d'être promu quelques mois plus tôt. Et le futur secrétaire général ne s'est pas fait entendre à l'époque ni dans un sens ni dans l'autre...

## Des militaires pas d'accord

Il y eut pourtant quelques manifestations d'opposition. La plus connue est celle d'Oleg Bogomolov, directeur aujourd'hui comme alors de l'Institut d'économie du système socialiste mondial, qui écrivit à Brejnev avec quelques camarades en janvier 1980 pour critiquer l'intervention. Mais les militaires n'étaient pas tous d'accord non plus : le général Ivan Pavlovski, précisément, était à l'époque commandant en chef de l'armée de terre, et parallèlement, à l'automne 1979, chef du groupe des conseillers militaires soviétiques en Afghanistan. Lui aussi avait reçu une « gifle » puisque Amin, à qui il rendait visite le 9 octobre à Kaboul pour plaider une nouvelle fois en faveur d'une réconciliation entre les deux leaders afghans, se garda bien de lui dire que Taraki venait d'être assassiné : le général soviétique apprit la nouvelle par la radio à son retour à l'ambassade. Ce qui ne l'empêcha pas de faire valoir auprès de son ministre Oustinov qu'une intervention armée « n'était pas nécessaire ».

Il s'y connaissait pourtant en intervention, puisqu'il avait commandé, sous les ordres du membre du bureau politique Mazourov, les troupes d'occupation du pacte de Varsovie à Prague en 1968. Sa solution à lui consistait à « faire recevoir Amin à Moscou par un membre du bureau politique ». Le témoin ne précise pas s'il devait s'agir d'une opération « à la Dubcek » et si le dirigeant afghan ne devait pas sortir sous bonne garde de cette « audience », comme le leader tchèque en 1968...

Un autre témoin, l'historien militaire Volkogonov, était alors chef adjoint de la direction politique des forces armées. Il a assuré ce printemps, au cours d'une réunion électorale, que lui-même, son supérieur direct, le général Epichev, et surtout le maréchal Ogarkov, alors chef d'état-major, s'étaient tous opposés à l'intervention. Leurs objections furent balayées par Oustinov, et quelques-uns des récalcitrants furent même sanctionnés : le général Pavlovski perdit tous ses postes dès son retour d'Afghanistan en 1980, et fut muté dans le corps des inspecteurs des forces armées. Le maréchal Ogarkov fut lui aussi limogé, mais seulement en 1984, ce qui laisse planer un doute sur son attitude à propos de l'Afghanistan. Il est vrai que, aujourd'hui, les gens qui se vantent d'avoir approuvé la « sale guerre » ne se bousculent pas au portillon...

MICHEL TATU

## M. Eltsine accuse M. Gorbatchev de diriger des « actions de persécution » à son encontre

Moscou (AFP) — Le député de Moscou Boris Eltsine a accusé, mercredi 18 octobre, M. Mikhaïl Gorbatchev de diriger des « actions de persécution » à son encontre visant, selon lui, à l'écartier de la vie politique.

Dans une déclaration écrite destinée à la presse, M. Eltsine a accusé le ministre soviétique de l'Intérieur, M. Vadim Bakatine, d'avoir « mélangé mensonge et vérité », lors de son rapport lundi dernier devant le Soviet suprême, où il évoquait les méfaits des survenances fin septembre au député de Moscou, « La nouvelle farce politique jouée par Gorbatchev à la session du Soviet suprême et exagérée

par la presse officielle, qui en a fait un événement de première grandeur pour le pays (...), constitue une nouvelle tentative pour miner ma santé et m'exclure du combat politique », écrit M. Eltsine.

Selon le rapport de M. Bakatine, M. Eltsine a été retrouvé par deux miliciens dans la soirée du 28 septembre dans le quartier des déchets de la nomenclature d'Onopinski, près de Moscou, les vêtements trempés. M. Eltsine leur avait expliqué qu'il venait d'être victime d'un attentat, une version des faits sur laquelle il est revenu par la suite.

## An sommaire de « Dossiers et documents » d'octobre 1989

## Les pays de l'Est

Les craquements de l'Europe de l'Est se manifestent de façon différente selon les pays. La biroc explosion, en assistant à un rapprochement avec l'Occident qui accorde son aide aux contestataires, et à la dégradation des relations entre pays frères. La Pologne, en tête du mouvement, prend un nouveau départ. A partir d'un mécontentement persistant aggravé par l'enlèvement des réformes économiques, la démocratisation a conduit à la victoire de Solidarité : après le triomphe électoral, la Pologne se dote d'un premier ministre non communiste. Cependant, rien n'est joué et l'avenir reste incertain. La Hongrie, à son tour, retrouve sa respiration, libéralise son économie, et avance vers le pluralisme. Mais les réfractaires à la perestroïka

tiennent bon, la Tchécoslovaquie s'enferme dans la paralysie économique et l'immobilisme politique, la Bulgarie cultive l'isolement et la RDA refuse tout changement, dans sa fébrilité absolue et modale. Incalculables, la Yougoslavie et l'Albanie. L'une s'inscrit, au milieu de son marasme économique, des problèmes soulevés par les minorités ethniques, l'autre sort timidement de son isolement. La Roumanie, enfin, apparaît comme dictature aveugle et sourde : l'économie y est de plus en plus dépendante de l'URSS, le sacage de Bucarest témoigne de la mégalomanie de Ceausescu, la misère règne, le fatalisme politique laisse peu de place à la contestation.

## 1929-1989 : Krach et boom

La comparaison entre le jeudi noir, le 24 octobre 1929, et la crise d'octobre 1987 montre que si la similitude des phénomènes, qui se sont produits à moins d'un demi-siècle de distance, est évidente, les réactions ont été en sens diamétralement opposées. La tourmente boursière d'octobre 1987 était pour Maurice Allais, prix Nobel d'économie, parfaitement prévisible en raison du dérèglement du crédit. Les Accords du Louvre sont mis en cause. La semaine « de la vérité » fait mal, pourtant, il apparaît assez vite que cette crise n'a pas eu d'effets durables sur la situation fondamentale de l'économie. L'année

1988 a été excellente pour les marchés boursiers mondiaux, le krach ayant conduit à un assainissement de la sphère financière et à une modification des comportements. Mais il faut considérer aussi le revers de la médaille : avec l'accélération de l'expansion et la reprise du commerce mondial, la machine inflationniste a été remise en état de fonctionnement. Le plein emploi est réalisé aux Etats-Unis, mais en France la consommation effrénée a conduit au sur-endettement des ménages. L'embellie masque-t-elle un beril de poudre ?

■ En vente chez tous les marchands de journaux, 16 pages, 15 F.

ملکة من الملوك



## AMÉRIQUES

**SALVADOR : réunis au Costa-Rica**

### La guérilla et le gouvernement ne sont pas parvenus à un accord

Après trois jours d'intenses négociations dans un couvent de la banlieue de San-José, capitale du Costa-Rica, la guérilla et le gouvernement salvadoriens ne sont pas parvenus à un accord pour mettre fin à la guerre civile qui a fait plus de soixante-dix mille morts en neuf ans.

**SAN-JOSÉ**

de notre correspondant en Amérique centrale

Les deux parties ont reconnu, mercredi 18 octobre, que leurs positions respectives étaient inconciliables pour l'instant, mais sont néanmoins convenues de se retrouver à Caracas, les 20 et 21 novembre, pour poursuivre le dialogue en présence d'observateurs des Nations unies, de l'Organisation des États américains et de l'Église.

Dans un communiqué commun, intitulé Déclaration de San-José, les deux belligérants soulignent que la solution du conflit passe par un « accord politique » en vue de parvenir à la démocratisation. L'essentiel du communiqué est cependant consacré aux divergences sur la manière de mettre fin aux hostilités : « Le gouvernement veut un cessez-le-feu immédiat qui serait suivi de réformes, tandis que le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) exige la mise en place d'un « processus de démocratisation » avant de déposer les armes. »

Visiblement agacé par le refus du gouvernement salvadorien de réagir aux propositions de la guérilla, le chef de la délégation du FMLN, le commandant Joaquín Villalobos, a accusé l'autre partie de « n'avoir aucun pouvoir de

négociation si ce n'est d'exiger un cessez-le-feu sans aucune contre-partie ». « Le gouvernement veut une reddition inconditionnelle de notre part, a-t-il déclaré, alors que nous contrôlons une grande partie du territoire national » (un tiers du pays, selon la guérilla, qui affirme être en mesure de mener des opérations d'envergure dans douze des quatorze départements et dans la plupart des villes, y compris la capitale). « Il va bien falloir se mettre à parler des problèmes de fond, politiques, économiques et sociaux, qui sont à l'origine du conflit », a ajouté le commandant Villalobos, qui a troqué depuis plus d'un an l'uniforme militaire pour le costume-cravate.

Le climat, relativement serein à l'ouverture de la réunion, s'est soudain tendu le lendemain après l'annonce de l'assassinat de la fille du colonel Oscar Casanova, directeur du Centre d'études des forces armées salvadoriennes. La jeune femme, vingt-trois ans, a été criblée de balles au moment où elle sortait en voiture du domicile de ses parents, en banlieue de San-Salvador. Les commandos urbains du FMLN ont revendiqué l'attentat par téléphone auprès d'une radio salvadorienne.

Après quelques heures de flottement, la délégation de la guérilla a démenti catégoriquement sa participation à cet assassinat, affirmant dans un communiqué qu'elle « n'avait pas pour politique de s'en prendre aux familles des chefs militaires ». Selon le FMLN, « ce genre d'opération fait partie de la guerre psychologique organisée par l'armée pour créer la confusion ». Les démentis embarrassés du FMLN n'ont évidemment pas convaincu les membres de la délégation gouvernementale.

BERTRAND DE LA GRANGE



**CAPEL** habille en long comme en large

CAPEL, prêt-à-porter hommes grande hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8<sup>e</sup>  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

### L'HOMME ET LA TERRE EN PÉRIL

par **MARIE FARGUES** écologiste en 1971

à découvrir en 1989

278 pages - 81 FF

BEAUCHESNE  
72, rue des Saints-Pères  
75007 PARIS

## A TRAVERS LE MONDE

**ISRAËL**

### Désaccord croissant avec Washington

A quelques semaines d'une visite qu'il doit effectuer à Washington à la mi-novembre, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a réaffirmé, mercredi 18 octobre, qu'il n'est pas prêt à s'acquiescer aux dernières propositions de la commission des États-Unis concernant le processus de paix et en nous efforçant de les faire aboutir, nous ne nous précipitons pas tête baissée. Nous ne céderons pas à des pressions », a-t-il déclaré à un groupe de pèlerins chrétiens.

Au même moment, à Washington, le département d'État publiait une déclaration qualifiant de décevants et inutiles les propos de M. Shamir, qui avait accusé, la veille, les États-Unis de faire pression sur Israël pour qu'il ouvre des discussions avec l'OLP et se retire des territoires occupés. Le premier ministre avait également estimé que son pays entraînait « apparemment dans une période de conflit » avec les Américains.

« Sur certaines questions comme celle d'Erez Israël (l'Israël biblique), nous irons jusqu'au bout, nous ne céderons pas, même si cela doit déboucher sur une période de conflit avec les États-Unis », a encore dit M. Shamir, selon qui « cette fois-ci, la bataille est rude ». — (AFP, Reuter.)

**LIBAN**

### Selon M. Dumas, tout accord doit inclure le départ des troupes étrangères

La France est intervenue ces dernières années auprès des différentes factions libanaises ainsi que des gouvernements syrien et israélien pour tenter de faciliter un accord de réconciliation nationale, a indiqué, mercredi 18 octobre, M. Roland Dumas devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Souhaitant « un plein succès » à la réunion de Taëf, où les travaux des députés libanais s'achèveront sur le problème de la présence syrienne au Liban, M. Dumas a estimé que cette réunion devait « aboutir à un accord incluant le départ des troupes étrangères du Liban ». « Sans constituer un préalable, ce départ doit être l'aboutissement du processus de paix engagé », a-t-il ajouté, pour préciser que, au cours des dernières semaines, « la France est intervenue en ce sens à Beyrouth, Damas et Tel-Aviv ».

**TCHÉCOSLOVAQUIE**

### Inculpations de militants des droits de l'homme

La police a interpellé et interrogé pendant près de quatre heures, mardi 17 octobre, les cinq membres du groupe tchécoslovaque de contrôle des accords d'Helsinki. Parmi ces cinq défenseurs des droits de l'homme figurait le président Jiri Hájek, soixante-seize ans, ministre des affaires étrangères lors du « printemps » de Prague. M. Hájek venait de présider une réunion de travail de ce comité, en vue d'une rencontre, mercredi 18 octobre à Prague, avec les dirigeants de la Fédération internationale d'Helsinki, organisme international chargé de surveiller les accords de 1975.

En outre, on a appris de source dissidente l'inculpation pour subversion des deux responsables du principal journal indépendant de Tchécoslovaquie, Lidové Noviny, Miroslav Ruml et Rudolf Zeman, avaient été arrêtés le 12 octobre et sont passibles d'une peine de prison de cinq ans.

Les autorités tchécoslovaques, qui manifestent une certaine nervosité à la veille du 28 octobre, jour anniversaire de la fondation du pays en 1918, ont, d'autre part, inculpé, mardi 17 octobre, cinq opposants du HOS (mouvement pour la liberté civile) accusés d'« incitation à la rébellion ». Ils risquent une peine de cinq ans de prison. — (AFP, Reuter.)

**LITUANIE** : Noël et la Toussaint jours fériés. — Noël obtiendra statut légal de jour férié cette année, pour la première fois en URSS, dans la République balte de Lituanie, à majorité catholique, a annoncé, mercredi 18 octobre, l'agence Tass. Le 1<sup>er</sup> novembre, jour de la Toussaint, a également été institué jour férié par le Parlement de Lituanie. — (AFP.)



**CAPEL** se met en quatre pour les doublemètres

CAPEL, prêt-à-porter hommes grande hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8<sup>e</sup>  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg



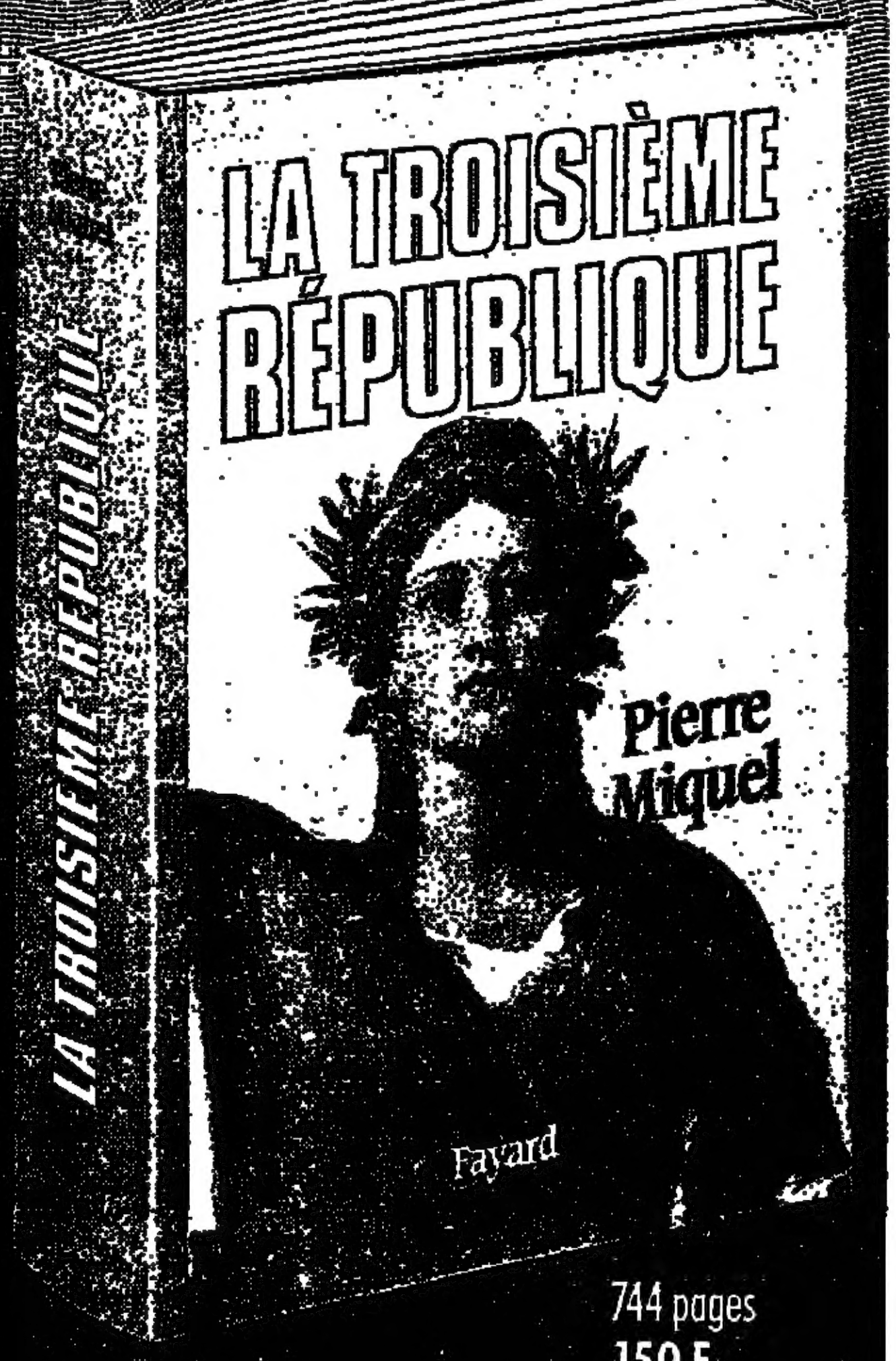
— Madam, le représentant Français vient d'arriver.  
— ☆ ☉ ☽ !!! Déjà !...

Horaires London City Airways (en semaine). Départ Paris-Charles-de-Gaulle : 7h30 - 8h45 - 11h00 - 13h00 - 16h55 - 19h00  
Horaires London City Airways (en semaine). Départ London City Airport : 8h15 - 10h00 - 14h00 - 16h00 - 18h05 - 20h00  
LONDON CITY AIRPORT : 13 VOLS QUOTIDIENS ALLER-RETOUR PARIS-LONDRES  
INFORMATION ET RÉSERVATION AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU PAR TÉL. : 42.66.30.14 ET 42.66.30.17.

**LONDON CITY AIRWAYS**  
TIME IS MONEY...  
(comme on dit chez nous)

# PIERRE MIQUEL

« Quand je raconte la République, je raconte ma vie de famille. » P.M.



744 pages  
150 F

**FAYARD**



# POLITIQUE

Les remous au Parti républicain

## M. Léotard contesté par les giscardiens

L'intergroupe parlementaire de l'opposition a décidé jeudi matin 19 octobre, de déposer une motion de censure contre la première partie de loi de finances si M. Michel Rocard engageait la responsabilité de son gouvernement sur ce texte vendredi soir en vertu de l'article 49-3 de la Constitution.

Cette décision prise en séance plénière par tous les députés RPR, UDF et UDC et au vote par tête était aussi destinée à souligner l'union de l'opposition par contrastes avec ce qui s'était passé lors du vote de la loi de programmation militaire où la suite d'une certaine confusion seul le RPR avait déposé une motion de censure...

L'unanimité que l'opposition souhaite mettre en valeur avait été illustrée, mercredi 18 octobre, lors de la réunion des dirigeants de tous les partis de l'opposition qui s'étaient mis d'accord pour réunir en janvier prochain une « convention » consacrée à l'éducation et à la formation. D'autres conventions à thème précéderont le débat des États-général de l'opposition fin 1990 qui élaboreront un projet pour l'alternance. MM. Giscard d'Estaing, président de l'UDF et Alain Juppé, secrétaire général du RPR se sont félicités de voir ainsi lancée « la dynamique de l'union » qui associe toutes les formations, des plus grandes aux plus petites puisque désormais le CNL de M. Briant et le Club 89 de M. Aurillac siègent aux côtés du RPR tout comme les petites formations de l'UDF qui sont représentées par leurs dirigeants respectifs.

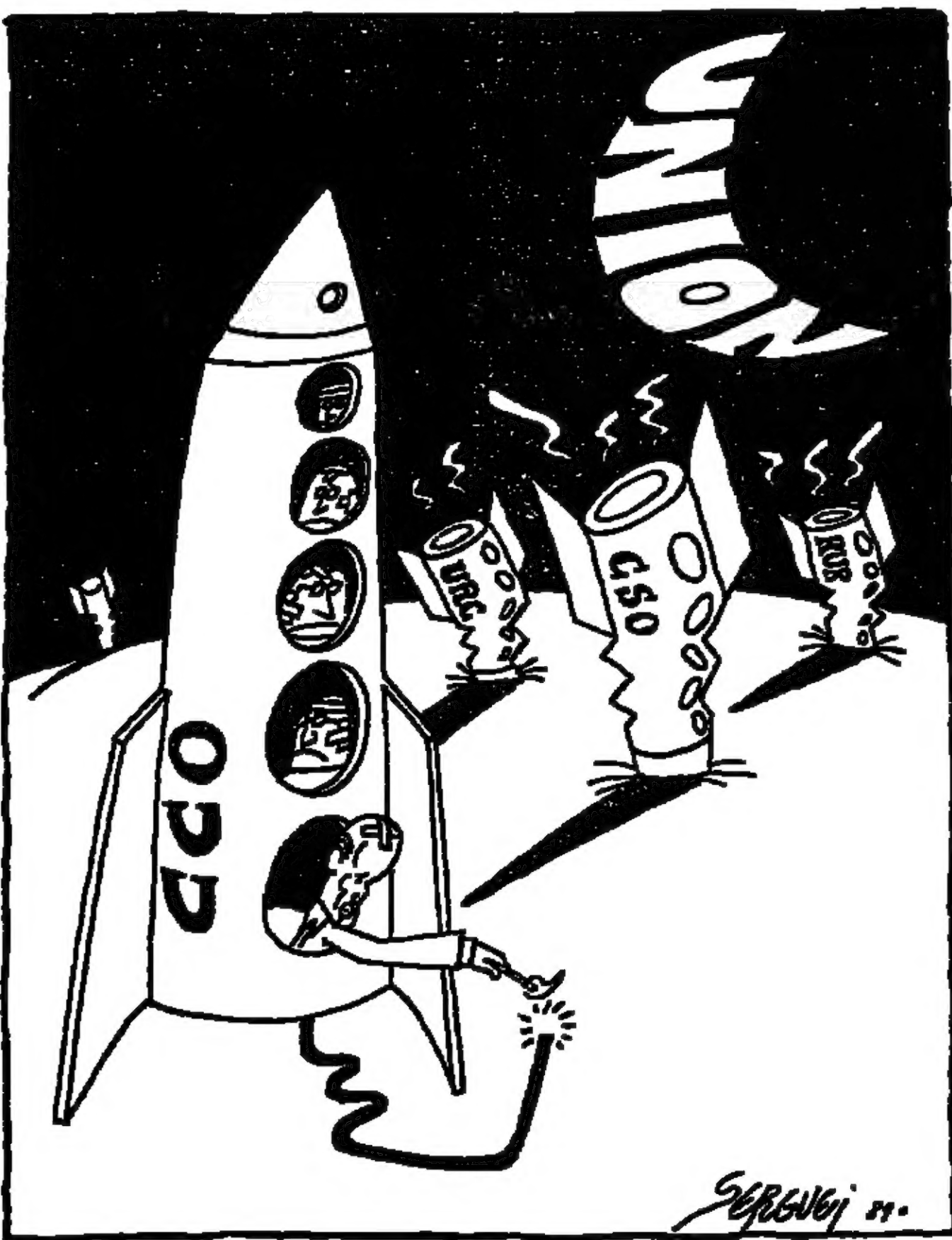
L'ancien président de la République a dit sa satisfaction : « L'opposition travaille dans un esprit d'union, elle marque des progrès et est en train de se construire ». Pour M. Juppé aussi : « l'union avance » et « le mouvement gaulliste en est la force motrice ».

Ainsi d'un coup, d'un seul, le vent a tourné. On ne se quitte plus dans l'opposition après s'y être allégrement divisé. Intergroupe, reconnaissance des courants, assemblées communes, Conseil supérieur ou comité de coordination, toutes les configurations sont subitement acceptées pour se retrouver, se rassembler, se concerter, en un mot s'unir. Cette belle unanimité ainsi proclamée avec quelque ostentation est-elle solidement bâtie ou relève-t-elle de la méthode Coué ? Les raucunesses accumulées ont-elles été sincèrement jetées par tous à la rivière ? Y a-t-il au contraire un relatif progrès comme le reconnaît M. André Santini, président du PSD lorsqu'il dit : « Il n'y a pas encore l'amour, mais il y a déjà les gestes » ?

### « Petites combines et sales ambitions »

Même cela n'est pas tout à fait acquis au moins au sein du Parti républicain. La réunion mardi soir 17 octobre du comité directeur de cette formation avait été rapportée à la presse par les proches de M. François Léotard comme une manifestation unanime de solidarité, de volonté de relance du PR et de réforme de l'UDF. (Le Monde du 19 octobre). La surprise fut donc grande parmi certains membres de cette instance à la lecture dans la presse de compte-rendus aussi euphoriques.

Aussitôt les mises au point sont venues de plusieurs personnalités proches de M. Giscard d'Estaing et d'amis de M. Alain Ma delin, écarté du poste de secrétaire général pour en donner une description totalement différente selon quand aux décisions prises du moins quant à l'ambiance dans laquelle elles sont intervenues. Ainsi M. Roger Chénou, sénateur de Paris qui, depuis que M. Léotard préside le PR, semblait quelque peu mis à l'écart n'a pas mâché ses mots pour dénoncer dans le maire de Fréjus « le champion des coups médiatiques qui ne peuvent suffire comme base d'action politique » mais aussi « les petites combines et les sales ambitions » qui conduisent sur « une voie suicidaire ». L'ancien secrétaire général des Républicains indépendants a encore lancé « lorsqu'on est chef de famille l'image ne suffit pas, il faut de la cohérence, du solide, de la fidélité. Il faut savoir contrôler ses nerfs ».



Tout était dit dans ce réquisitoire même si M. Chénou s'est ensuite excusé de sa sévérité verbale.

M. Jean Clouet, maire de Vincennes, pondéré sénateur du Val-de-Marne et réputé représenter la base giscardienne n'a pas hésité à qualifier M. Léotard de « trapéziste » expliquant : « Les européens ont été une victoire mais tu nous a dit que c'était une défaite ; déjà, tu étais parti vers le RPR. Quand les électeurs t'y ont rejoint, tu étais déjà chez Méhaignerie. Nos électeurs en ont assez de courir. Il faut que le chemin choisi soit le chemin suivi ».

M. Léotard a récusé les termes utilisés par M. Chénou : « Je n'accepte pas les critiques fondées sur les rancœurs et l'impulsivité ». Se disant fort de l'appui

des militants du PR, il a mis au défi M. Chénou de proposer une motion contre lui à la Convention nationale de Charente, le 28 octobre, affirmant : « Si je suis battu, je démissionnerai le soir même ». Quant aux coups médiatiques, il a indiqué que dans ce domaine « d'autres étaient plus doués » que lui, visant avec évidence M. Giscard d'Estaing. Il a toutefois reconnu que sa présence à Ramatuelle cet été, aux universités centristes avait pu prêter à confusion à cause de « la force de l'image ».

M. Hervé de Charette, député du Maine-et-Loire a plaidé pour le dialogue en demandant que l'on cesse « d'accuser celui qui ne pense pas comme nous. Ne songeons pas à imposer d'avance une ligne à Charente ». M. Philippe de Villiers élu de Vendée a souhaité, que Charente ne soit pas un repli stratégique ni un simulacre pour redorer

une légitimité blessée. MM. Jacques Blanc et Willy Diméglio sont en revanche venus au secours de leur chef. L'attitude de M. Gérard Longuet bien que nouveau secrétaire général a été jugée par certains assez peu chaleureuse pour M. Léotard.

Derrière cette remise en cause de son président se profile un débat plus aigu sur l'avenir du PR au sein de l'UDF et sur l'attitude à avoir vis-à-vis du président de celle-ci. M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Alain Griotteray député du Val-de-Marne a prévenu qu'il n'accepterait pas que la convention qui se tiendra dans sa ville tourne « à l'anti-giscardisme ». M. Pascal Clément, ex-barriste, a affirmé : « Giscard est en train de faire une remontée remarquable. Nous devons accepter cette remontée. Ne faisons pas de l'UDF une machine à régler les comptes ». Durant toute cette réunion, M. Charles Millon est resté quasiment muet, après avoir refusé l'offre de M. Léotard de prendre une des vice-présidences du parti pour ne pas la cumuler avec la présidence du groupe UDF.

Ainsi de plus en plus trois lignes apparaissent nettement au sein du PR. La première avec M. François Léotard qui veut plus d'une UDF dirigée par M. Giscard d'Estaing et qui souhaiterait privilégier une alliance tactique avec M. Pierre Méhaignerie (CDS) et Alain Juppé (RPR). Une deuxième ligne est incarnée par M. Longuet qui, avec le poste de secrétaire général qu'il vient de recevoir, a d'ores et déjà la haute main sur les fédérations PR. Pour l'ancien ministre des PTT, il s'agit de miser avant tout sur un PR fort et de jouer la carte de la nouvelle génération contre la tentative d'encerclement esquissée par « les vieux ». Enfin, une troisième ligne avec M. Alain Madelin, suspect bien qu'il s'en défende d'être passé dans le camp giscardien. Pour l'ex-secrétaire général du PR, il s'agit d'arrimer solidement le PR à l'UDF car une UDF solide est selon lui la seule façon de tenir la dragée haute au RPR qui reste à ses yeux hégémonique.

An total, pour les uns comme pour les autres, le positionnement péniblement recherché du PR et de l'UDF demeure conditionné par la puissance de l'allié RPR.

ANDRÉ PASSERON  
et PIERRE SERVENT

## La direction du PCF veut réagir vite aux critiques de MM. Fiterman et Le Pors

Le Parti communiste va-t-il connaître sa troisième crise en cinq ans ? Aux « rénovateurs » et aux « reconstruc-teurs » succèdent les « refondateurs », insinués par les crises précédentes, la direction du PCF ne souhaite pas voir s'en développer une nouvelle à un an du vingt-septième congrès. Tous les premiers secrétaires fédéraux ont été convoqués à cette fin, jeudi 19 octobre à Paris.

« Il y a, comme il est normal dans un parti démocratique, débat, confrontation des idées et c'est la majorité qui tranchera les différends existants ». Cette appréciation de M. Georges Marchais concerne le Parti communiste au sein duquel M. Charles Fiterman trace les grandes lignes d'une politique autre que celle du secrétaire général (le Monde du 18 octobre). Le « débat » s'est engagé, par exemple, dès lundi 16 octobre, au lendemain de la dernière réunion du comité central, devant le comité fédéral du PCF de Paris. En présence de M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, il a été très clairement indiqué qu'une nouvelle contestation ne devait pas voir le jour dans les rangs du parti. Les deux anciens ministres, MM. Fiterman et Le Pors, considérés par M. André Lajoinie comme des nostalgiques de l'austérité, ont été, une nouvelle fois, pris pour cible. Le bûcher n'est pas promis aux hérétiques mais le « débat » ne leur semble pas conseillé.

L'équipe de M. Marchais devait, jeudi, au siège du parti, la réflexion des responsables de fédérations chargés de faire descendre vers « le bas » la tactique décidée « en haut ». Dans la résolution approuvée, à l'unanimité, le rapport de M. Marchais présenté devant le comité central, il avait été décidé, de façon un peu inhabituelle, de faire « monter » à Paris les

premiers secrétaires fédéraux « afin d'examiner toutes les implications pratiques » qui pouvaient découler de la réunion du « parlement communiste » où MM. Fiterman et Le Pors avaient été mis en accusation.

La position critique de l'ancien ministre d'Etat qui propose de « refonder une identité communiste moderne » trouve un écho chez les opposants plus anciens. Ainsi, M. Louis Aumont, adjoint au maire de Brest et ancien responsable du PCF, considère que les observations de MM. Fiterman et Le Pors « rejoignent celles que nous formulons depuis des années ». M. Aumont estime que « la démarche des deux dirigeants communistes par une allusion lourde de sens dans les rangs du PCF, de la gauche retrouve, au plus vite, le chemin de l'union et son élan transformateur. Leurs propositions reflètent le besoin de renouveau de la vie politique ».

### Comme sous l'Occupation

Proche de M. Marcel Rigout, ancien ministre lui aussi et dirigeant « reconstruc-teur », le maire de Saint-Junien (Haute-Vienne) se félicite par une allusion lourde de sens dans les rangs du PCF, de la démarche de M. Fiterman. Maire de la plus ancienne municipalité communiste de France, M. Mazoin n'hésite pas à comparer la lutte des « reconstruc-teurs » avec celle des résistants sous l'Occupation : « Au début les résistants n'étaient pas nombreux, il y avait des communistes, des socialistes et même des chrétiens et des « Croix de feu » (anciens combattants de 14-18 représentant la droite nationaliste) qui n'étaient pas d'accord. Mais ensuite ils ont été très nombreux à l'arrivée comme dans tous les combats libérateurs ».

M. Claude Poperen, ancien membre du bureau politique et dirigeant « reconstruc-teur » a indiqué dans une interview au Quoti-

dien de Paris de mercredi que la direction du parti « prétend jouer l'ouverture, mais ce n'est qu'une attitude de façade », en soulignant que « si le débat ne se mène pas, alors le PCF connaîtra un nouvel effritement ».

Seon M. Poperen, « le triumvirat » constitué par MM. Marchais, Leroy et Pilsonnier « tient la maison. La moyenne d'âge doit être de plus ou moins soixante-dix ans », dit-il. « Il n'y a rien à attendre de Jean-Claude Gayssot (membre du secrétariat du comité central, chargé de l'organisation et considéré comme le dauphin de M. Marchais) et de quelques autres qui seront les dignes héritiers de la ligne réformatrice pour M. Poperen. L'appauvrissement de la réflexion collective, la marginalisation de tous les opposants occultent toute possibilité de relève ».

Enfin, M. Marcel Rosette, ancien président de l'association nationale des élus communistes (ANECR), ancien président du groupe communiste du Sénat et ancien membre du comité central, conteste la façon dont le secrétaire général du parti a présenté devant le comité central, selon la version donnée par l'Humanité, l'entretien qu'il a eu avec lui le 4 octobre. Après avoir envoyé à chaque membre du comité central un document mettant en cause la politique et le fonctionnement du parti, M. Rosette avait été invité à rencontrer M. Marchais. Alors que le secrétaire général, selon le quotidien communiste, avait déclaré que M. Rosette reconnaissait que certaines de « ses interrogations et critiques reposaient sur un malentendu », l'intéressé affirme qu'au cours de cet entretien « il n'a pas été question de malentendu » et qu'au contraire, M. Marchais « s'est refusé à répondre » à la critique selon laquelle « la direction du parti s'écarte de la stratégie élaborée aux XXII<sup>e</sup> et XXIII<sup>e</sup> congrès, stratégie qui traçait une voie démocratique pour un socialisme démocratique ».

OLIVIER BIFFAUD

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

## M. Pierre Bérégovoy, en douceur...

Les députés poursuivent l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1990 (recettes). Les « ténors » de l'Assemblée nationale se sont exprimés mercredi 18 octobre, la tendance générale étant au rejet du budget par tous les groupes de l'opposition. Toutefois, le président du groupe communiste, M. André Lajoinie, n'a pas complètement fermé sa porte au gouvernement pour peu que celui-ci fasse quelques pas en sa direction. Une abstention communiste (elle s'était manifestée en commission des finances) épargnerait au gouvernement d'engager pour la première fois sa responsabilité sur le budget en vertu de l'article 49-3 de la Constitution. S'il devait y recourir, l'opposition riposterait certainement par une motion de censure qui serait alors discutée lundi prochain.

Les députés centristes et UDF présents dans l'hémicycle applaudissent M. Pierre Bérégovoy à spectacle rare... Il est vrai que le ministre de l'économie et des finances venait de reprendre à son compte un des thèmes favoris des centristes et tout particulièrement de MM. Bruno Durieux et Edmond Alphandery : la correction des effets de distorsion de la taxe professionnelle : « En tant que maître d'une commune moyenne, c'est une idée qui me paraît juste », a estimé M. Bérégovoy.

Prudent, le ministre n'avait pas manqué d'expliquer auparavant, sans plus de précision, que certaines propositions de M. Lajoinie pourraient être éventuellement retenues. Pour l'heure, le gouvernement en est encore à ménager les uns et les autres pour ne compromettre aucune chance d'un passage en douceur. Prenant garde de ne oublier personne, surtout pas le groupe communiste, le ministre de l'économie, répondant à un appel du pied de M. Louis Mermaz, a annoncé que les crédits de l'aménagement du territoire seraient augmentés. Grande décision car, à la demande du rapporteur de ce budget, M. Jean-Pierre Balligand (PS), les crédits de ce département, jugés « insuffisants », avaient été repoussés en commission des finances.

### M. d'Ornano : « Un bon budget pour le congrès du PS »

Pour le reste, cette deuxième journée de débat budgétaire a permis aux principaux créateurs de l'Assemblée de passer le budget au crible. Le président du groupe socialiste, M. Mermaz, s'est montré diplomate et a enveloppé prudemment ses piques dans le satisfait qu'il a accordé au gouvernement. Usant de trésors de dialectique, il n'en a pas moins mis celui-ci en garde en disant un substantiel : cette année, ça passe parce que l'on se réveille trop tard, mais, en 1990, les choses prendront une autre tournure.

Ce qui a donné en clair : « Le budget a peine voté notre groupe à l'intention de se préoccuper de la préparation de la loi de finances suivante... L'équilibre entre l'exécutif et le législatif sera d'autant mieux assuré et le résultat meilleur quand travaux et discussions auront été menés à l'avance et conjointement ». Le président du groupe socialiste a rappelé au passage les engagements du gouvernement pour l'année prochaine : une mise à l'étude d'une fiscalité nouvelle sur les patrimoines ; une transformation de la taxe d'habitation prenant en compte pour sa part départementale le revenu de l'habitant ; une simulation sur le calcul de la part départementale de la taxe professionnelle à partir de la valeur ajoutée par l'entreprise.

Les députés de l'opposition ne se sont pas privés de placer en porte à faux le ministre et sa majorité : « Aujourd'hui, c'est la fraction dure du PS qui prend sa revanche. C'est un bon budget pour la préparation du congrès du Parti socialiste ; c'est un mauvais budget pour la France et pour l'Europe. Quel dommage ! » s'est exclamé M. Michel d'Ornano (UDF) tandis que M. Edmond Alphandery (UDC), sur un ton apitoyé, constatait : « Travaillés, vous l'êtes, et nous le sentons bien [...]. Dans ce contexte économique et social, on aurait pu espérer que vos propres

amis politiques aient un comportement responsable. Or, force est de constater qu'ils exploitent contre vous, par des surenchères démagogiques les revendications sociales. MM. Mauroy, Emmanuelli, Mermaz, Dray et quelques autres voudraient-ils pousser à la faute le premier ministre et vous-même qu'ils ne s'y prendraient pas mieux ! »

### M. Lajoinie : « La poursuite de la politique de la droite »

Le député centriste a regretté que le gouvernement se montre si frileux, même s'il a reconnu que M. Rocard souhaitait mettre la croissance économique au service du progrès social. « Mais, a-t-il dit, force est de constater que ce budget n'utilise pas de façon optimale les marges de manœuvre dont il pourrait disposer et que, restant trop souvent au milieu du quai, il est en définitive décevant ».

M. d'Ornano, qui s'exprimait sans notes, comme d'habitude, a dénoncé le ralentissement de la réduction du déficit budgétaire. Il a expliqué que le gouvernement faisait fausse route en alourdissant l'impôt de solidarité sur la fortune, « un impôt de façade », « un artifice médiatique ». Pour M. Edouard Balladur (RPR) le gouvernement a raté l'occasion de baisser de façon substantielle les impôts : « C'est sur ce plan que l'insuffisance est à mes yeux la plus manifeste. Vous nous proposez 15 milliards de baisse d'impôts là où il en fallait plus du double, pour renforcer les entreprises, lutter contre le chômage et préparer le grand marché européen ». L'ancien ministre de l'économie a également estimé que le budget « pénalise les classes moyennes : où est la justice sociale quand on ne fait rien pour la famille et que l'on pénalise le logement des Français ? ».

Le président du groupe communiste, M. André Lajoinie n'a pas caché tout le mal qu'il pensait de ce projet de loi de finances mais il l'a fait sur un ton relativement mesuré. Face à « la politique d'austérité qui est la poursuite de la politique de la droite ».

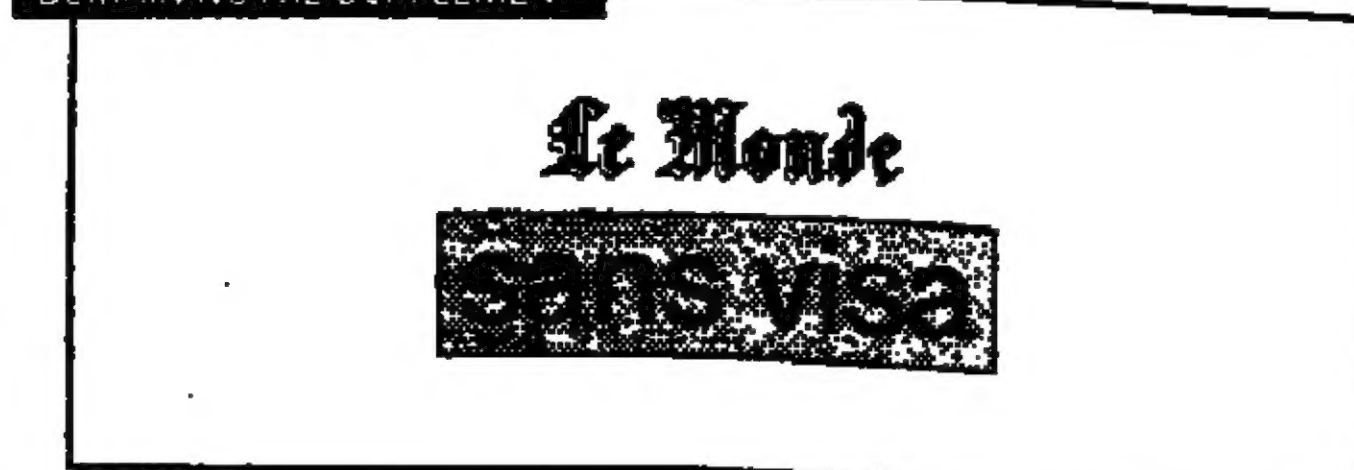
Il s'est rangé dans le camp de ceux qui luttent, dans le secteur public, avec les agents des impôts et les infirmières et, dans le secteur privé, avec les provinciaux de Peugeot ou les agriculteurs : « Ce débat budgétaire va-t-il être coupé des réalités du mouvement social ou bien s'inscrire en prise directe avec elles ? Voilà la vraie question ».

C'est dire que la tournure des événements sociaux ne pourra pas ne pas avoir d'influence sur l'attitude des communistes d'ici au vote de vendredi. M. Lajoinie a ajouté qu'une autre politique était possible : « Celle qui fait du progrès social le moteur de la croissance. Il est temps que la loi fasse reculer l'intransigeance patronale et gouvernementale. [...] Il faut des mesures significatives de justice fiscale permettant plus de justice sociale », a conclu le président du groupe communiste en rappelant que de la prise en compte des propositions de son groupe dépendrait le vote final.

Les députés ont commencé dans la nuit de mercredi à jeudi l'examen du projet de loi de finances article par article.

P. S.

DETAIN-NUITS SUPPLEMENT

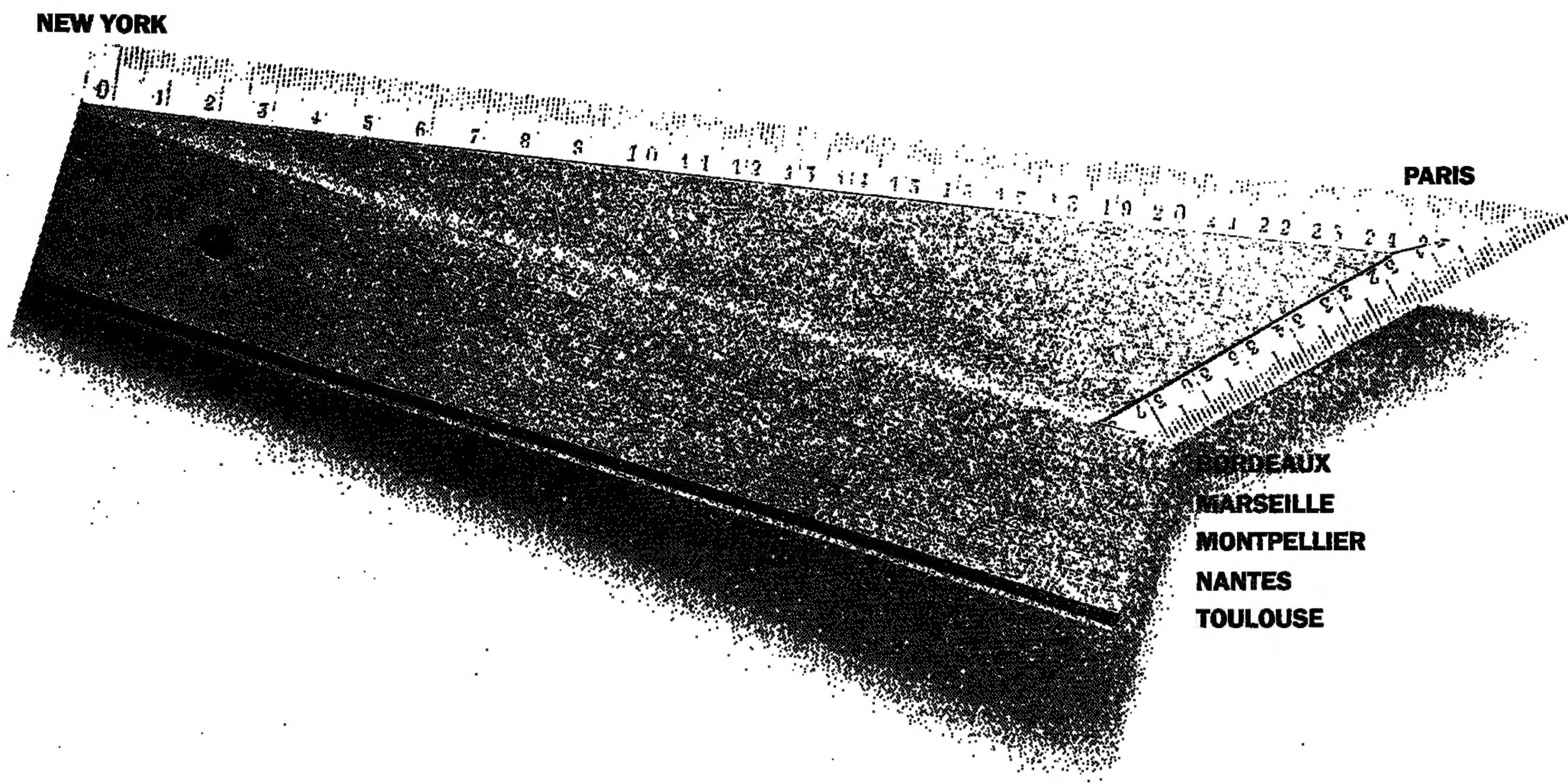




**Pierre Berégovoy, en douceur...**

Le ministre de l'Intérieur, Pierre Berégovoy, a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à l'Élysée, vendredi 19 octobre. Le chef de l'État a salué la détermination du ministre à lutter contre la criminalité et la délinquance, tout en soulignant la nécessité d'une action concertée entre les différents services de l'État. Berégovoy a également évoqué les réformes en cours de discussion au sein du gouvernement, notamment celles relatives à la justice et à la police. Le ministre a insisté sur son engagement à mener ces réformes avec la plus grande prudence et la plus grande efficacité, afin de garantir la sécurité et le bien-être des Français.

**JUSQU'ICI, POUR ALLER À NEW YORK  
AU DÉPART DE BORDEAUX, MARSEILLE,  
MONTPELLIER, NANTES OU TOULOUSE,  
UNE DROLE DE REGLE VOUS OBLIGEAIT  
À PASSER PAR PARIS.**



**UTA  
OUVRE NEW YORK  
DIRECT.**

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Bordeaux, Marseille, Montpellier, Nantes et Toulouse ne sont pas des banlieues de Paris.

La vieille habitude de vous obliger à passer par Paris prouve en tout cas que ce n'est pas encore évident pour tout le monde.

Bref, UTA introduit un nouveau concept pour gagner New York : la ligne droite.

Ça ne changera peut-être pas votre vie, mais ça vous évitera d'avoir à changer d'aéroport, de compagnie ou d'avion à Paris.

Dans de telles conditions de confort, on regrette presque que le vol soit si court.

Pour tout renseignement complémentaire, consultez UTA ou votre agent de voyages.



**NOUS NOUS BATTONS POUR LIBÉRER LE CIEL**



## POLITIQUE

Le colloque sur les îles de l'Europe

M. Mitterrand a l'intention d'aller en Corse  
« dès que possible »

Le colloque, organisé par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, sur « Le développement économique et l'identité culturelle des îles de l'Europe » s'est ouvert, mercredi 18 octobre, à Ajaccio. C'est M. Jacques Delors qui, vendredi, prononcera l'allocution de clôture. Cette réunion, prévue pour le printemps dernier, avait dû être reportée à cause du long conflit social

qui a secoué l'île de mars à mai. En ouvrant les travaux, M. Joxe a annoncé que, en dépit des rumeurs insistantes, M. François Mitterrand ne participerait pas à ce colloque. En revanche, selon le ministre de l'Intérieur, le président de la République, qui a adressé son « salut », par l'intermédiaire de son ministre, aux participants, a

l'intention de venir en Corse « dès que possible ».

A propos de la question centrale des institutions et d'une éventuelle modification du statut particulier de l'île, le ministre de l'Intérieur a affirmé qu'aucun sujet n'est « tabou », mais que ce sujet n'a « pas à être ouvert » car il n'a « jamais été fermé ».

incompréhension, voire l'hostilité sur l'île, le maintien du colloque annoncé doit montrer que le ministre de l'Intérieur reste très impliqué dans le dossier corse. En témoignage le fait que M. Joxe ait annoncé lui-même la venue de M. Mitterrand. En témoignage aussi la remarque d'un proche du ministre, selon lequel le rapport Prada — qui semble ignorer les initiatives passées de M. Joxe en Corse — n'est qu'un rapport parmi d'autres, et ne sera donc pas le seul point de l'ordre du jour du comité interministériel.

La préparation de ce comité suscite, au demeurant, une certaine inquiétude à Matignon. La cellule désormais chargée du dossier corse, en liaison avec la place Beauvau, constate des « retours » incessants et tardifs en provenance de ministères directement intéressés par certaines des suggestions du rapport Prada.

## Les nationalistes :

## « discussions de salon »

Sur l'île, les nationalistes condamnent désormais l'ensemble de la démarche gouvernementale. Ils ont qualifié mercredi ce colloque, qui s'est ouvert sous une stricte protection policière, de « discussions de salon ». Dénonçant les « stratagèmes » du pouvoir, le tract de A. Cincotta affirme notamment : « Dans les rôles que se partagent les gouvernements français, [M. Joxe] paraît tenir celui du « gentil » qui comprend, qui justifie le clan et ses pratiques, mais qui n'agit pas plus pour autrui (...). M. Rocard, quant à lui, ne dédaigne pas le pur style colonial et joue au « méchant ». Pour lui, la Corse est un problème, certes un peu particulier, mais sans plus (...). M. Prada nous l'a parfaitement expliqué ».

« La porte est ouverte et la discussion peut s'engager avec tout le monde », a rétorqué le ministre. Quant à l'accusation de « colonialisme » de l'État français portée par les nationalistes, M. Joxe a affirmé : « Ce n'est certes pas le gouvernement

de Michel Rocard (...) qui aura peur des mots. S'il y a des décolonisations à accomplir, ce n'est certes pas la République française, son président et son gouvernement qui vont s'y opposer ». Il est vrai que, dans l'esprit du ministre, « décolonisation », pour la Corse, signifie : « Dans le cadre de la République française (...), plus de démocratie, de liberté et d'adaptation aux réalités spécifiques de la Corse ».

Quant au débat sur une éventuelle modification du statut de l'île, réclamé de plusieurs côtés, en dehors même des nationalistes — mais qui n'ont pas été rajoutés à l'ordre du jour — M. Joxe a répondu que ce débat n'a pas à être ouvert puisqu'il n'a jamais été fermé. Mais, pour le ministre, il n'y a pas de « tabou » et « la République française n'a rien à craindre du débat démocratique sur les institutions ». La violence, enfin, n'est « jamais légitime lorsque le débat démocratique est ouvert, organisé et libre ».

Sur le plan économique, l'avenir de la Corse dans la Communauté européenne — qui suscite une vive inquiétude sur l'île — doit surmonter, selon l'expression de M. Georges Pierret, secrétaire général de la conférence des régions périphériques maritimes de l'Europe (CRPME), la « contradiction de principe entre la notion d'espace unique, qui est abstraite, et le fait insulaire, qui l'est, est une donnée physique absolument fondamentale ». C'est donc des politiques dérogatoires, sans aller jusqu'à mettre en péril la cohésion communautaire, que réclament non seulement les Corsais, mais l'ensemble des responsables des autres îles européennes présentes à Ajaccio. Réponse, vendredi, de M. Delors, président de la Commission, dont M. Joxe attend qu'il balaye les réflexes de peur et les « fantasmes » que déclenche ici l'Europe.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI  
et FRANÇOIS GROSCHARD

Les socialistes et les centristes réfléchissent  
à la modernisation du Sénat

M. Alain Poirer a invité les six groupes parlementaires du Sénat à réfléchir sur les voies et moyens susceptibles de rénover les méthodes de travail de leur assemblée. Pour sa part, il a d'ores et déjà inscrit à l'ordre du jour de ses préoccupations la lutte contre l'absentéisme (le Monde du 12 octobre).

Les socialistes et les centristes ont commencé cette semaine à rendre publics leurs premières orientations. Côté PS, les sénateurs, à partir d'un rapport rédigé par M. Guy Allouche (Nord), estiment que « pour retrouver sa vraie place dans le cadre du bicamérisme auquel le pays est attaché, son pouvoir législatif défini par la loi fondamentale de la République, s'il veut de nouveau prouver sa compétence et acquiescer à une plus grande autorité intellectuelle et politique, le Sénat a besoin d'un corps électoral moderne et élargi, plus représentatif de la France d'aujourd'hui ; d'un mode de scrutin mixte, avec un renforcement de la proportionnelle permettant une expression plus ouverte des mouvements de l'opinion publique ; d'une meilleure prise en compte des zones urbaines et des départements dont la population a fortement augmenté depuis deux décennies ; d'un renforcement de ses membres ».

Les sénateurs socialistes ont, « parallèlement à la future démarche du gouvernement », mis au point une réforme en cinq points du mode de scrutin. Pour la définition du corps électoral, ils proposent de ne pas modifier la désignation des députés dans les communes de moins de trois mille cinq cents habitants — véritable « cogestion » électorale de la droite, selon eux — mais faire de tous les conseillers municipaux des communes de plus de trois mille cinq cents habitants des délégués de droit. Au lieu de voter d'un délégué supplémentaire par tranche de mille habitants les

villes de plus de trente mille habitants, ils seraient élus par tranche de cinq cents habitants dans les villes de plus de vingt mille habitants.

Deuxième point : abaisser le seuil d'élection à la proportionnelle aux départements qui élisent trois sénateurs (au lieu de cinq actuellement) sur la base du recensement de 1990 qui permettra de réviser le nombre de sénateurs par département. Les deux dernières propositions concernent l'abaissement de l'âge de la majorité des sénateurs et la multiplication des lieux de vote en préfecture et sous-préfecture pour tenir compte de l'éloignement du collège électoral.

Si les socialistes lient modernisation des méthodes de travail et réforme du mode de scrutin, les centristes se contentent au premier stade de M. Jean Arthuis (Maine-et-Loire), au nom du groupe de l'Union centriste, à soumis à ses collègues des propositions qui devraient être adoptées dès la semaine prochaine.

M. Arthuis distingue plusieurs niveaux de réformes. Il n'insiste guère sur celles qui relèvent de la Constitution, comme par exemple la durée des sessions parlementaires. Il privilégie des demandes concrètes, touchant au règlement intérieur du Sénat ou plus simplement aux mœurs et usages en vigueur au palais du Luxembourg. Ainsi, il suggère que les travaux des commissions soient publics. Il souhaite aussi une révision de la procédure d'amendements, la possibilité de débats restreints en séance publique, la limitation du nombre de séances de nuit. S'inspirant des règles en vigueur au Parlement de Strasbourg, il préconise que l'ordre du jour des travaux soit fixé plus longtemps à l'avance qu'actuellement (la conférence des présidents arrête le calendrier des travaux généralement de semaine en semaine).

A. CH.

Le congrès des présidents de conseils généraux

## L'hégémonie du département

Réunis en congrès à Nantes les 18, 19 et 20 octobre, les présidents des conseils généraux entendent bien continuer à être les principaux bénéficiaires de la décentralisation. Ils ne sont pas loin de réclamer au gouvernement une forme de cogestion des interventions locales de l'Etat.

## NANTES

de notre envoyé spécial

Gaston Defferre avait raison. En décentralisant une partie du pouvoir de l'Etat vers les responsables élus des collectivités locales, il a créé un mouvement irréversible. Mais il n'avait peut-être pas imaginé que les nouveaux patrons des régions, des départements, des communes se montreraient vite si gourmands, qu'ils créeraient quelques difficultés à ces successeurs ministériels, quand ceux-ci souhaitent conserver, au gouvernement et à son administration, les moyens d'une politique nationale valable de Marseille à Dunkerque. Surtout, le père de la décentralisation n'avait pas prévu que ce qu'il redoutait atteindrait un tel niveau : les départements bien plus que les communes, beaucoup plus que les régions, ont été les grands bénéficiaires de son œuvre.

L'ambition — pour leur fonction — des présidents de conseils généraux transparaît tout au long de leur congrès de Nantes. A la tête d'une institution — le département, qui fêtera son bicentenaire dans quelques mois, alors que les régions actuelles ne datent, au mieux, que de la IV<sup>e</sup> République — appuyée sur une administration puissante et compétente, disposant de budgets qui font pâlir de jalousie les plus vastes des régions, ils jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans les institutions françaises et sur l'échiquier politique.

Le hasard n'y est pour rien si trente d'entre eux sont aussi députés et quarante sénateurs, et si aucun de ceux qui étaient candidats lors du dernier renouvellement du Sénat n'a été battu. Mais cet acquis ne leur suffit pas. A leur programme de travail du jeudi 19 octobre, ils ont inscrit l'Europe, pour montrer que la construction européenne n'est pas du seul ressort de l'Etat, que les régions ne doivent pas être les seules collectivités locales françaises à pouvoir traiter avec Bruxelles. Dans la note préparatoire à un autre débat, jeudi, sur « L'identité du département », il est indiqué que, si l'Etat et la région doivent être les niveaux de conception et de planification des politiques de développement économique et d'aménagement du

territoire, « seul le département peut gérer correctement les politiques ainsi définies ». En clair, le conseil régional peut réfléchir, mais c'est au conseil général d'agir ! D'ailleurs, les présidents de ceux-ci demandent « à être associés à l'élaboration des contrats de plan » qui régissent les rapports entre l'Etat et les régions.

Quant aux communes, leur sort n'est pas plus enviable, puisque cette même note reconnaît que « nier une certaine forme de tutelle en milieu rural », de la part des départements, « serait absurde », alors que, bien entendu, il n'est pas question d'accepter des rapports équivalents des régions vers les départements. Quant à l'Etat, il ne doit plus être qu'un « partenaire » avec qui on veut négocier à armes égales et dont on accepte donc mal qu'il impose ses vues en usant des moyens législatifs et réglementaires qui sont à sa disposition.

## Les ministres

## froideur accueillies

La froideur avec laquelle ont été accueillis les trois ministres présents mercredi a clairement manifesté cet état d'esprit. Ni M. Claude Evin, ministre de la solidarité et de la santé, ni M. Louis Besson, ministre délégué au logement, ni M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie, n'ont eu droit au moindre applaudissement. Au premier, il est reproché d'avoir conservé pour l'Etat la responsabilité du RMI alors que les départements doivent assurer l'insertion et que les lois de décentralisation leur avaient confié l'action sociale. Le projet de loi du deuxième sur le logement social n'est guère apprécié, puisqu'il va permettre à l'Etat d'intervenir même quand les collectivités locales sont réticentes. A tous les trois il est demandé de négocier leur politique avec les exécutifs départementaux, alors que le gouvernement est accusé de faire seul ses choix avant d'imposer aux départements de les financer.

Ce procès n'est pas infondé. C'est ce que M. Jean Puech, sénateur (R), président du conseil général de l'Aveyron et président de l'association qui regroupe tous les patrons des exécutifs départementaux, appelle « la dérive de la décentralisation ». Quand il affirme que « l'autosatisfaction » à laquelle se livrent tous ses collègues est « largement justifiée », il est suivi par tous. Car, si la gauche est largement majoritaire dans une telle réunion, c'est hors de tout cliché, sur « L'identité du département », il est indiqué que, si l'Etat et la région doivent être les niveaux de conception et de planification des politiques de développement économique et d'aménagement du

THÉRIER BRÉNIER

Le Mouvement national des élus locaux  
réclame une modification  
du mode de calcul de la DGF

Le Mouvement national des élus locaux (MNEL), qui regroupe les élus locaux de l'opposition, va faire campagne contre la modification du calcul de la dotation globale de fonctionnement (DGF), prévue dans le projet de loi de finances 1990.

« La désindexation de la DGF par rapport à la TVA est un drame pour les finances locales », a affirmé, mercredi 18 octobre, lors d'une conférence de presse, le président du MNEL, M. Jean-François Pintat, sénateur UDF, maire de Souillac-sur-Mer (Gironde). La DGF, versée par l'Etat, est la seconde ressource des collectivités locales, après les impôts locaux. M. Pintat s'est déclaré contre la proposition gouvernementale d'indexer la DGF sur l'inflation. Il propose, lui, de lier son évolution à celle du PIB.

Le président du MNEL a annoncé que la traditionnelle journée annuelle du mouvement, prévue début décembre à Paris, sera ainsi placée cette année sous le thème « SOS finances locales ».

D'autre part, le MNEL, qui est en train de constituer un fichier national des cinq cent vingt mille élus locaux, veut « contribuer à l'union de l'opposition, mais sans se substituer aux partis ». Le MNEL va notamment lancer, courant novembre, une consultation des élus locaux de l'opposition (au nombre de trois cent cinquante mille, selon le mouvement) sur le

problème des primaires en vue de l'élection présidentielle.

« Il faut réduire l'éloignement des élus-majors des partis politiques et de la population. Les élus locaux, notamment ruraux, que nous allons interroger sont en contact avec le pays et, pour la première fois, nous pourrions dire aux partis de l'opposition ce que pensent leurs électeurs », a déclaré le secrétaire général du MNEL, M. Alain Robert, conseiller général RPR de Seine-Saint-Denis.

Enfin, le MNEL a annoncé qu'il « va mobiliser les 15 000 élus de l'opposition contre le plan Rocard en Ile-de-France, en liaison avec la commission permanente qui a été créée lundi 16 octobre ».

M. Michel Cheyry « choquée ». — M. Lucette Michaux-Chevry, députée RPR de la Guadeloupe, s'est déclarée « choquée », mercredi soir 18 octobre, par le dispositif financier retenu par le conseil des ministres en faveur de la Guadeloupe. Elle a déclaré : « Pour 4 milliards de francs de dégâts constatés, le gouvernement ne débouche qu'un fonds de 100 millions qui sera alimenté au fur et à mesure des besoins... ». En outre, ce plan, qui ne contient aucune mesure exceptionnelle en rapport avec l'ampleur du sinistre, ne permet pas immédiatement de relancer la machine économique de la Guadeloupe, anéantie par la catastrophe du cyclone Hugo ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Les comptes consolidés au 30 juin 1989 de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux, société à laquelle sont rattachées toutes les filiales contrôlées majoritairement par le Groupe et qui est cotée au second marché de Bourse de Paris, font ressortir un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs contre 1,7 milliard au 30 juin 1988. L'excédent brut d'exploitation s'établit à 340 millions de francs contre 148 millions de francs au 30 juin 1988.

Cette évolution traduit à la fois l'élargissement du périmètre de consolidation aux sociétés nouvellement entrées dans le Groupe et l'amélioration de la rentabilité de l'exploitation, celle-ci étant essentiellement imputable à l'activité des services auxiliaires de transport.

La tendance constatée devrait se poursuivre au second semestre et commencer à bénéficier à l'activité de ligne régulière.

La marge brute d'autofinancement et le résultat net consolidés au 31 décembre 1989 ne seront pas comparables à ceux de l'exercice précédent, en raison, d'une part, de la plus-value à long terme réalisée sur la vente de l'immeuble du 16, avenue Marignou et, d'autre part, d'une modification de la politique d'amortissement des navires du groupe, qui, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989, seront amortis sur quinze ans dans les comptes consolidés, contre huit ans précédemment, étant précisé que les comptes de l'exercice 1988 seront retravaillés sur ces nouvelles bases.

Les comptes consolidés au 30 juin 1989 de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, holding de tête du Groupe coté au second marché de la Bourse de Paris et détenu, outre 82 % du capital de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux, diverses participations minoritaires dans les secteurs de transport, de la banque et de la construction navale, reflètent la progression des résultats de sa principale filiale.

A méthodes comptables constantes appliquées par ses filiales, le résultat net consolidé (part du Groupe) de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux au 30 juin 1989 ressort à 67,6 millions de francs contre 18,4 millions au 30 juin 1988.



## GROUPE DELMAS-VIELJEUX

Les comptes consolidés au 30 juin 1989 de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux, société à laquelle sont rattachées toutes les filiales contrôlées majoritairement par le Groupe et qui est cotée au second marché de Bourse de Paris, font ressortir un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs contre 1,7 milliard au 30 juin 1988. L'excédent brut d'exploitation s'établit à 340 millions de francs contre 148 millions de francs au 30 juin 1988.

Cette évolution traduit à la fois l'élargissement du périmètre de consolidation aux sociétés nouvellement entrées dans le Groupe et l'amélioration de la rentabilité de l'exploitation, celle-ci étant essentiellement imputable à l'activité des services auxiliaires de transport.

La tendance constatée devrait se poursuivre au second semestre et commencer à bénéficier à l'activité de ligne régulière.

La marge brute d'autofinancement et le résultat net consolidés au 31 décembre 1989 ne seront pas comparables à ceux de l'exercice précédent, en raison, d'une part, de la plus-value à long terme réalisée sur la vente de l'immeuble du 16, avenue Marignou et, d'autre part, d'une modification de la politique d'amortissement des navires du groupe, qui, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989, seront amortis sur quinze ans dans les comptes consolidés, contre huit ans précédemment, étant précisé que les comptes de l'exercice 1988 seront retravaillés sur ces nouvelles bases.

Les comptes consolidés au 30 juin 1989 de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, holding de tête du Groupe coté au second marché de la Bourse de Paris et détenu, outre 82 % du capital de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux, diverses participations minoritaires dans les secteurs de transport, de la banque et de la construction navale, reflètent la progression des résultats de sa principale filiale.

A méthodes comptables constantes appliquées par ses filiales, le résultat net consolidé (part du Groupe) de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux au 30 juin 1989 ressort à 67,6 millions de francs contre 18,4 millions au 30 juin 1988.



Le conseil d'administration, réuni le 16 octobre 1989 sous la présidence de M. Jean Weil, a fait le point de l'activité de la société et pris connaissance des comptes au 30 juin, ainsi que des prévisions de résultat pour l'exercice en cours.

L'option offerte aux actionnaires pour le paiement de leur dividende en actions a été largement suivie, 74 % de celui-ci ayant été versé sous cette forme. Ceci conduit à une augmentation de 32 millions de francs du capital social, et à une collecte globale de 98 millions.

Cette somme s'ajoute aux produits des ventes des immeubles de bureaux de Créteil et de Villeurbanne réalisées en avril et en octobre. COFIMEG dispose ainsi d'un montant investissable de quelque 180 millions de francs qui lui permettra de poursuivre le développement de son patrimoine.

Nonobstant ces opérations, la trésorerie disponible au cours de l'exercice est inférieure à celle de l'exercice précédent, de sorte que les produits financiers apparaissent en diminution. En revanche, les recettes locatives progressent d'une année sur l'autre. Le résultat courant pour 1989 pourrait dépasser 137 millions contre 131,8 en 1988.

ملكو من الأصل



لا يزال في الذاكرة

Le Monde • Vendredi 20 octobre 1989 11



Chaque jour  
le CNRS s'interroge sur le monde.  
Il est devenu le premier organisme de recherche fondamentale d'Europe,  
moteur de développement et source de progrès pour l'humanité.  
Il offre à ses 26.000 chercheurs, ingénieurs et techniciens,  
l'espace de liberté indispensable pour créer.

Rigoureux et passionnés,  
ceux-ci explorent l'ensemble du champ des connaissances :  
mathématiques et physique fondamentales,  
physique nucléaire et corpusculaire,  
sciences pour l'ingénieur, chimie, biologie,  
médecine, sciences de la terre,  
de l'océan, de l'atmosphère et de l'espace,  
sciences de l'homme et de la société.

Résolument ouverts sur le monde,  
les hommes et les femmes du CNRS diffusent  
et échangent la connaissance pour faciliter  
la vie de demain.

CNRS  
DES RÉPONSES  
POUR FAIRE PROGRESSER  
LE MONDE

cinquante ans  
de recherche



C N R S



Les instants  
les plus tropicaux  
ne sont pas  
les plus chers

ANTILLES  
2 750 F

ROME 850 F  
VENISE 1 050 F  
DAKAR 2 220 F  
CAYENNE 3 480 F  
SAN FRANCISCO 3 500 F  
BANGKOK 3 800 F  
LA REUNION 3 900 F  
NAIROBI 3 990 F  
PAPEETE 6 950 F  
NOUMEA 9 900 F

VOLS ALLER-RETOUR AU DÉPART DE PARIS. PRIX À PARTIR DE.

NOUVELLES  
FRONTIÈRES

5, AV. DE L'OPÉRA 42 73 10 64  
36 15 NF

## POLITIQUE

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 18 octobre, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

#### Reconstruction de la Guadeloupe

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du gouvernement, a présenté au conseil des ministres une communication sur la situation de la Guadeloupe un mois après le passage du cyclone Hugo et sur les mesures arrêtées par le gouvernement pour indemniser les dommages non assurés et reconstruire l'économie.

Le gouvernement a rendu hommage au dévouement des équipes de secours et à l'effort de solidarité qui s'est manifesté de toutes parts au profit des sinistrés.

L'application des mesures décidées par le gouvernement le 18 septembre a permis, malgré l'ampleur des dégâts, de rétablir les fonctions essentielles de la vie collective et d'apporter des aides d'urgence aux personnes les plus démunies.

Comme l'a demandé le président de la République lors de sa visite en Guadeloupe, l'indemnisation est complétée par une première série de mesures de reconstruction qui font appel à des procédures exceptionnelles.

#### 1) Indemnisation.

Les dommages agricoles seront réparés aux taux de 80 % pour les fonds, de 50 % pour les installations et de 40 % pour les récoltes. L'indemnité versée aux producteurs de bananes tiendra compte du manque à gagner résultant de l'étalement dans le temps de la replantation. Cet étalement sera nécessaire pour éviter, au cours des prochains mois, la saturation du marché.

Les dommages à la flottille de pêche côtière seront indemnisés au taux de 60 %.

Les dommages subis par les entreprises familiales de nature industrielle, commerciale ou artisanale le seront au taux de 35 %.

Pour les grosses réparations aux logements, le taux d'indemnisation sera de 50 %, sans pouvoir excéder 100 000 francs pour les logements individuels et 50 000 francs par logement en habitat collectif. Toutefois, ce taux sera porté à 70 % en faveur des personnes qui peuvent bénéficier, en raison de la modicité de leurs ressources, des crédits de la ligne budgétaire unique.

Les biens mobiliers seront indemnisés selon un barème arrêté localement pour un montant moyen d'environ 4 000 francs.

Les collectivités locales seront indemnisées au taux de 50 %.

#### 2) Reconstruction.

Dans le secteur agricole, plusieurs mesures d'urgence de la dette seront prises : annulation de créances de l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer (ODEADOM) ; réajustement des remboursements des prêts bonifiés ; avances sur indemnités ; recours à la procédure « agriculteurs en difficulté ».

Pour les entreprises sylvicoles et les distilleries, l'État pourra apporter des aides spécifiques dans le cadre d'un plan de modernisation permettant, après reconstruction, d'assurer la viabilité et la pérennité de ce secteur.

Les entreprises dont les dommages ne sont pas indemnisables pourront recevoir des aides publiques, concurrence de 20 % au maximum du montant des dommages non assurés. Ces aides

seront définies localement en fonction des besoins des entreprises.

Le préfet de la Guadeloupe recensera les terrains disponibles et établira dans les deux mois un plan de construction de logements sociaux. Dès à présent, mille logements sociaux supplémentaires seront mis en chantier pour être livrés avant Noël. Un crédit de 8 millions de francs est mis à la disposition du préfet pour les hébergements d'urgence.

Les communes pourront recevoir, pour les constructions scolaires, une aide complémentaire sous la forme d'un prêt à des conditions particulières et d'une subvention pouvant atteindre 25 % des dommages non indemnisés.

Un comité interministériel permanent suivra la mise en œuvre de ces mesures. Il sera assisté d'une mission interministérielle pour la reconstruction de la Guadeloupe animée par le préfet. Un fonds interministériel regroupera les crédits d'intervention de l'État, à l'exception des crédits de la ligne budgétaire unique. Il sera géré par le préfet.

#### Politique nucléaire civile

Le ministre de l'industrie et de l'équipement du territoire et le ministre de la recherche et de la

#### Nominations individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, M. Philippe Joutard, professeur d'université, est nommé recteur de l'académie de Besançon ; M<sup>me</sup> Joanne-Marie Parry, professeur d'université, est nommée rectrice de l'académie de Caen.

Sur proposition du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, M. Emile Casmajou, ministre plénipotentiaire, est renouvelé en qualité de conseiller diplomatique du gouvernement.

Sur proposition du ministre de l'intérieur, M. Jean-Paul Proust, préfet de l'Isère, est nommé préfet de la région Guadeloupe, en remplacement de M. Bernard Sarazin, appelé à d'autres fonctions.

Né le 3 mars 1940 à Vass (Sarthe), M. Jean-Paul Proust, d'abord administrateur civil affecté au ministère de l'intérieur, est nommé sous-préfet en avril 1972. Adjoint au directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, il devient en avril 1974 secrétaire général de la Région. En mai 1977 il est sous-préfet de Lorient. En février 1982, il devient directeur des pêches maritimes et des cultures marines au ministère de la mer. Nommé préfet hors cadre en juin 1985, il prend en charge auprès de Gaston Defferre, alors ministre d'État chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, la préparation des programmes intégrés méditerranéens. Directeur de cabinet du commissaire de la République d'Île-de-France en novembre 1985, il est placé hors cadre le 14 mai 1986 et nommé directeur de la défense et de la sécurité civile au ministère de l'intérieur. M. Proust avait été nommé préfet de l'Isère le 2 décembre 1987.

Sur proposition du ministre de l'agriculture et de la forêt, M. André Barbier, administrateur civil hors classe, est nommé directeur général de l'administration du ministère de l'agriculture et de la forêt.

#### L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

### M. Mitterrand réaffirme son attachement aux accords de Matignon

M. François Mitterrand a reçu, mercredi après-midi 18 octobre, à l'hôtel Matignon, une délégation de l'Union calédonienne (UC), principale composante du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, composée de MM. François Burck, Léopold Jorédié et Richard Kalot, auxquels s'étaient joints le maire de Poindimié, M. Paul Néaoutyke, qui est membre du PALIKA (Parti de libération kanak). Le président de la République a insisté, devant ses interlocuteurs, sur son attachement aux accords de Matignon.

Au terme de cette entrevue, qui n'a pas duré plus d'une demi-heure, le président de l'UC, M. Burck, a indiqué : « Le président nous a réaffirmé son soutien aux accords de Matignon. Il nous a demandé comment ces accords s'appliquent

sur le terrain. Il nous a rassurés et nous a dit que si quelque chose n'allait pas, il fallait qu'on le prévienne car ces accords sont d'une importance capitale pour la France et pour nous. »

A Nouméa, le comité consultatif du territoire, réuni sous la présidence du haut-commissaire, M. Bernard Grasset, a donné, mercredi, un avis favorable au projet de loi d'amnistie. Les représentants du FLNKS ont toutefois fait une réserve en soulignant qu'il était « impensable » que la volonté d'effacer le passé vaille aussi pour l'assassinat de Pierre Declercq, le secrétaire général de l'UC, tué en 1981 par un tireur inconnu, et pour la mort d'Eloi Machoro, successeur du précédent au secrétariat général de l'UC, abattu en 1985 par les gendarmes du GIGN.

technologie ont présenté au conseil des ministres deux communications sur les perspectives du secteur nucléaire civil de la France et sur les activités de recherche du Commissariat à l'énergie atomique. Ces communications font suite aux réflexions conduites sur ce thème à MM. Guillaume, Pellat et Rouvillois.

Les orientations retenues par le gouvernement sont les suivantes :

#### a) La France doit valoriser ses équipements électronucléaires et préserver la sécurité et la qualité des installations.

1) Les exportations d'électricité, de produits et de services nucléaires devront contribuer à valoriser notre potentiel nucléaire.

2) La sécurité nucléaire demeure une priorité absolue. Elle doit être garantie par l'indépendance de l'organisme de contrôle par rapport à l'exploitant. La création du collège de prévention des risques technologiques a constitué une étape dans l'amélioration de notre système de suivi de la sécurité industrielle. Le gouvernement veillera au maintien de l'indépendance des experts de l'institut de protection et de sécurité nucléaire à l'égard des établissements industriels. La sécurité nucléaire doit s'accompagner de la transparence de l'information. Le rôle des commissions locales d'information sera renforcé.

b) Il est nécessaire de préparer l'avenir pour renouveler nos équipements à l'horizon du vingt et unième siècle et pour garder la maîtrise de l'ensemble du cycle nucléaire.

1) Le Commissariat à l'énergie atomique soumettra au gouvernement avant la fin du premier semestre 1990, en concertation avec la COGEMA, FRAMATOME, EDF et les autres industriels du secteur, un plan de recherche à moyen terme portant sur l'ensemble de la filière nucléaire. Ce plan prévoira la participation financière des différents partenaires.

2) Les travaux de prospection engagés par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs en vue du stockage souterrain des déchets nucléaires seront poursuivis avec toutes les précautions nécessaires. Les exploitants procéderont à des études de sûreté.

c) L'organisation du secteur et les objectifs à long terme du CEA doivent être adaptés pour tenir compte des perspectives de l'industrie nucléaire et des besoins technologiques du pays.

Une réflexion sera engagée sur les évolutions possibles du groupe CEA-Industrie. Les mesures nécessaires seront prises pour conforter l'avenir industriel et financier d'Eurodif.

La place des recherches appliquées hors du secteur nucléaire impose que les responsabilités du CEA soient mieux définies sur ce point et que son organisation soit revue en conséquence.

1) Le CEA proposera un contrat d'objectifs identifiant pour chacun des principaux programmes, autour desquels seront mobilisés les équipes du CEA, les étapes techniques et financières, les moyens nécessaires et la participation à son financement des différents partenaires intéressés.

2) L'évaluation des recherches, notamment fondamentales, conduites par le CEA sera perfectionnée. Elle reposera sur des procédures reconnues par la communauté scientifique.

Les activités du CEA hors du secteur nucléaire seront encouragées en fonction du soutien qu'elles peuvent apporter à l'industrie nationale et bénéficieront avant mars 1990, tant sur le plan des moyens humains que financiers, d'une meilleure identification. Le CEA soumettra au gouvernement les nouvelles perspectives d'actions définies en liaison avec les industriels intéressés.

Le CEA participera à la constitution, avant la fin de l'année, d'un réseau national de diffusion technologique auprès des PME et développera sa coopération avec les organismes chargés de la formation des ingénieurs, notamment à Saclay et à Grenoble.

La mise en œuvre de ces orientations sera examinée avant la fin du premier trimestre 1990 lors d'une réunion du comité de l'énergie atomique, qui concentrera dorénavant ses travaux sur les questions stratégiques de la politique nucléaire.

#### Convention internationale

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le conseil exécutif de la République du Zaïre en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien en trafic international.

كندا في الجزائر



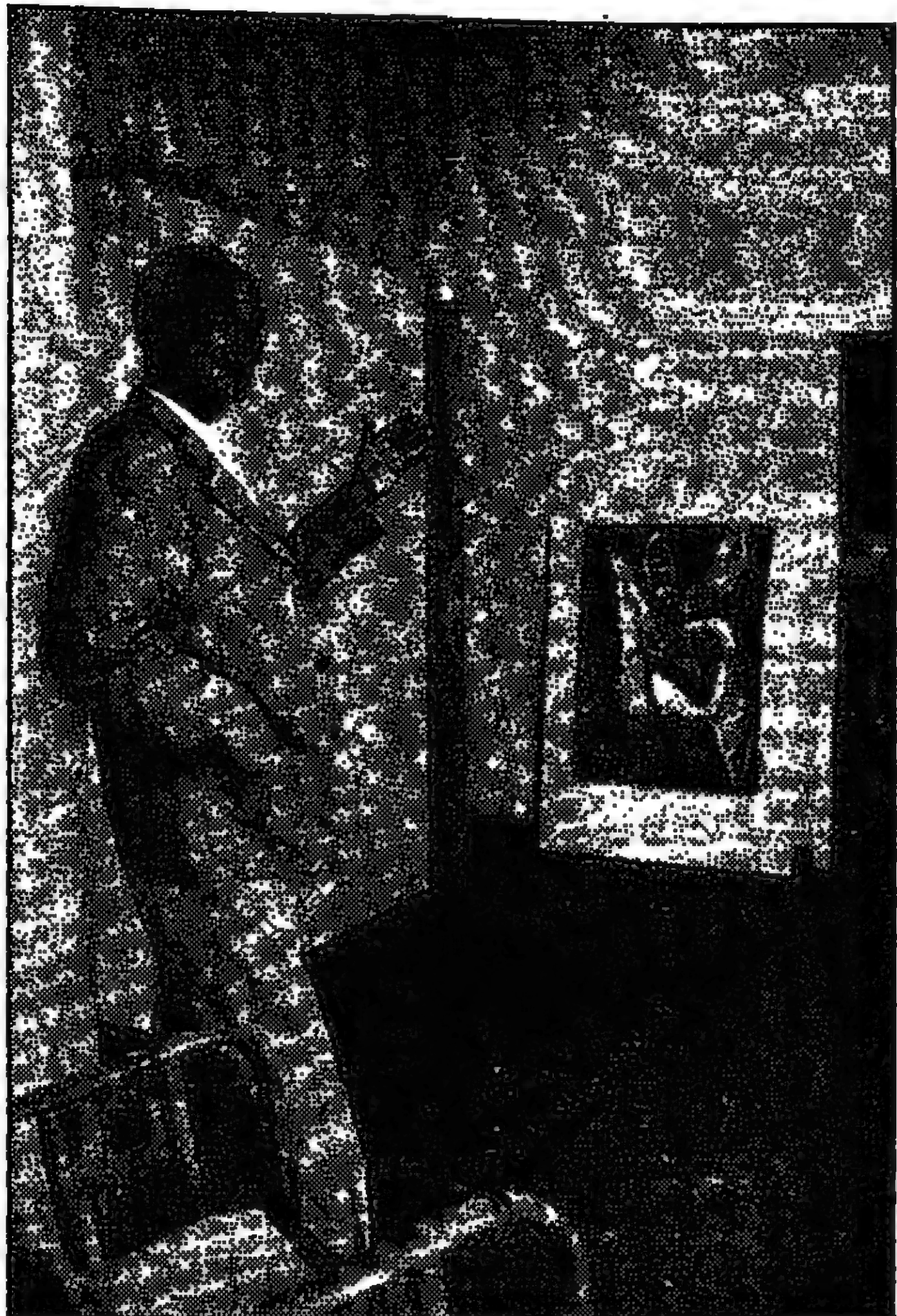
14 Théâtre : Francis Huster dans la Peste  
15 Publications : la bataille des achats d'espaces

16 Le séisme à San-Francisco  
17 Le décollage de la navette Atlantis

18 Une conférence sur le sida à Marseille  
19 Sports : les Coupes européennes de football

Une exposition au Centre Pompidou

## Bram Van Velde ou l'empire de l'œil



A Carouge en 1970.

Bram Van Velde, classique du vingtième siècle ? En l'accueillant dans son panthéon des modernes aux côtés des Américains Pollock et de Kooning, le Musée national d'art moderne fait plus que réparer un oubli et une injustice : il met Bram Van Velde à son vrai rang, celui de peintre majeur de l'histoire de l'abstraction. Ce Néerlandais né à la fin du siècle dernier a passé l'essentiel de sa vie à Paris, mais il a dû attendre l'extrême fin de son existence pour être enfin célébré comme il le méritait. Son art naît d'une synthèse de l'expressionnisme et du cubisme, mais c'est une synthèse absolument originale, isolée de son époque comme l'homme lui-même l'a été parmi ses contemporains.

Il y a une légende Bram Van Velde, qui, comme toute légende, entremêle une part de vrai, légende sombre d'un homme humble et désespéré, accablé de misère des années durant, victime de l'ignorance publique et de l'absolue négligence des marchands.

Il y a la biographie cruelle de cet artiste néerlandais, né en 1895, émigré à Paris en 1924 après un passage en Allemagne, tourmenté par la pauvreté, un moment réfugié à Majorque pour n'avoir pas à se chauffer l'hiver et chassé par la guerre d'Espagne de son île, contraint à nouveau au dénuement dans de minables entrepôts de banlieue. Et il y a les mots, les phrases tragiques, « Peinture de l'empêchement », écrit Beckett en 1948, et Bram lui fait écho dans le genre noir : « La vie est un empêchement invisible », disait-il encore à Charles Juliet alors que la fortune lui était devenue moins hostile et qu'il achevait son œuvre célébrée par musées et galeries.

Et il y a la peinture de Bram Van Velde, que l'on attendrait dramatique, s'élèverant sur fond de nuit et de sang, et qui n'a, pour ainsi dire, rien à voir avec la légende et la vie de son auteur. Rarement biographie, propos de l'artiste et sentiment de ses contemporains ont pu sembler plus mal accordés à l'œuvre qu'ils devraient l'être. D'une part, le pathos, l'horreur du soi, le scepticisme le plus sévère, la solitude proclamée, d'autre part, des œuvres, huiles et gouaches, qui ne sacrifient à aucun expressionnisme, abstrait ou figuratif, compositions sensuelles et savantes, souveraines, proprement inimitables de puissance concentrée. Entre les deux, un antagonisme, suggéré par le peintre lui-même : « Il faut s'arracher à ce monde, à cette vie que nous menons », dit-il. Et ceci encore, en guise de devise : « J'ai beaucoup vécu par l'œil ».

Par l'œil, en effet. Si l'on veut tenter de définir la grandeur de Bram Van Velde, grandeur que démontre dans l'exposition la splendeur d'une dizaine de toiles incommensurables, il faut procéder par retranchements successifs, renou-

cer à toute assimilation esthétique et s'en tenir à ce qui se voit, à la chose-peinture même. Celle de Bram n'est ni expressionniste, donc, ni autobiographique, ni symbolique, ni théorique.

En un temps, l'après-45, marqué par l'ambition lyrique des uns, les programmes des autres, par les querelles de l'effusion et du système, elle n'admet de définition que formelle. Sans doute observe-t-on que, dans les vingt dernières années du peintre, ce dernier a son style, fondé sur l'emploi de la gouache en tranches liquides, sur le goût des formes souples et des couleurs acides. C'est peu pour définir une manière, d'autant que compositions, formats, découpages et constructions ne cessent de varier. Dans quelques toiles, la faveur va à la triangulation des espaces et à l'embellissement de surfaces anguleuses séparées par des cloisons linéaires. Ailleurs, l'architecture s'amollit, les contours se recouvrent, les plages colorées se mêlent sur les bords, comme si Bram, las des vertus de la fermeté, s'autorisait à goûter les douceurs de l'indécision. Poussée à l'extrême, cette envie d'expansion trait jusqu'à la monochromie, rebassée de quelques signes rupestres ajoutés par-dessus. A l'inverse, le désir d'ordre peut le pousser jusqu'à la compartimentation rigide et la division du rectangle de la toile en saisons accolées.

### Des toiles logiques

Nulle chronologie ne règle le mouvement de la peinture d'un pôle à l'autre. L'œuvre ni ne se dispose selon le sens d'une évolution simple ni ne se brise selon des casures datées. Pendant quarante ans, des premières abstractions de 1937-1938 aux ultimes de 1981, elle obéit à un balancement, un va-et-vient qui paraîtrait tranquille si l'on ne savait avec quelle lenteur Bram terminait une toile.

Il n'y a qu'une exigence constante : que ne soient marquées, que ne soient réputées achevées

que gouaches et toiles parfaitement satisfaisantes. Cette œuvre, si longue, aspire à n'être qu'une suite de chefs-d'œuvre pensés et exécutés complètement. Le moins que l'on puisse dire est qu'une telle discipline n'a guère été pratiquée en ce siècle. Comme l'effet facile, le hasard est prosaïque. L'escalatoire, ressource des gestuels américains et français, de Pollock à Schneider, est chez Bram freinée et dirigée. Assonances et dissonances chromatiques, équilibres, basculements, percées dans l'espace et obstructions des profondeurs parasites ont leur logique.

Que l'on prenne une œuvre, n'importe laquelle, dans l'exposition. Elle n'a ni titre ni sujet. Mais, pour l'analyse picturale, que de ressources ! L'alternance des surfaces à peine voilées d'une teinte pâle et des empilements, les rapports du diffus et du dense, des zones « flottantes » et des lignes de tension relèvent d'une science de l'œil si aboutie qu'elle parvient à n'être plus qu'à peine perceptible. Là une forme en lame de couteau écarlate s'enfonce entre deux trapèzes irréguliers de deux bleus, l'un ardoise, l'autre outremer. Une spirale s'enroule autour de la verticale soulignée de jaune qui structure la composition. Aux angles, des boucles presque symétriques, des dentelles grises bordées de carmin, presque identiques. Le premier regard lit cette architecture selon tel de ses axes, le second se perd dans la division des surfaces, un autre s'enfonce entre les plans de couleurs et passe derrière elles.

Admirable et « juste » comme du Braque. A défaut d'avoir une histoire, cette abstraction changeante et immobile a une généalogie, que la rétrospective actuelle rappelle en deux salles. La première est vouée à l'épisode expressionniste allemand, entre Nolde, Kirchner et le Kandinsky de Munich, épisode de deux ans qui finit en 1924, avec le voyage à Paris.

La seconde traite du cubisme, découvert et mis aussitôt en pratique dans des natures mortes de fleurs et de fruits. Ce sont des toiles difficiles, inachevées parfois, à la touche confuse, au dessin tremblant et dansant. On y voit cependant s'opérer la conversion de Bram Van Velde aux principes rappelés par les cubistes et leurs zélateurs, dont son propre frère Geer : géométrie directrice, déformation calculée, primat de la composition d'ensemble sur la matière et les éléments de détail.

En 1926, quand Bram veut soumettre son travail au jugement

d'un maître plus âgé, il fait appel à Lhote, le plus dogmatique des post-cubistes. L'esthétique de l'excellence expressif qui l'avait tenté un moment disparaît alors, Bram est demeuré jusqu'à la fin fidèle au culte de la construction.

Vers 1937, les choses visibles, qui jusque-là avaient conservé l'essentiel de leur apparence, sont digérées, réduites d'abord à des mentions furtives, puis oubliées, comme elles l'avaient été auparavant dans les toiles les plus dépourvues de Picasso. C'est que Bram n'a plus besoin d'une fenêtre et de ses contrevents à lattes pour ordonner obliques et parallèles ; plus besoin de la courbe d'un vase ou d'une poire pour édifier sa toile sur un ovale ou une volute. Il a alors le sentiment, triomphal et inquiétant à la fois, que toute son œuvre dépend de son œil et qu'il doit absolument se passer du secours d'un motif, d'un état d'âme ou d'un mysticisme. Son art se veut sans figure, ni sacré ni passion. « Je peins pour tuer le mot », avoue-t-il à Juliet.

### Un captif royal

Il fait de la peinture, et rien d'autre, condamné au mutisme par son horreur des rhétoriques. Lui, le plus dénué, le plus désigné des peintres, s'il est le plus à la tâche, se mécomprend en harmoniste, en voluptueux de la nuance et de l'architecture picturale. Il n'est pas de tons trop froids, de verts et de roses trop doux pour lui. Il n'hésite devant aucun risque, pas même celui de paraître parfois à la limite du « joli », de l'académisme qui chatoie le regard. Il peut se le permettre, puisque ce qui, chez d'autres, serait déconscience tourne chez lui au tour de force.

Les couleurs les plus périlleuses, brun sale, violet prune, gris de deuil, orange hurleur, jaune paille, Bram les asservit, les équilibre, les fait s'accorder et vibrer dans une lumière un peu froide, marine et céleste. Son œil dirige, domine, commande, efface, corrige et valine. « Je suis un forçat de l'œil », dit-il peu avant sa mort en 1981. Un forçat, il se peut : le prisonnier volontaire et tourmenté de son art et de son exigence de perfection. Mais alors un captif royal.

PHILIPPE DAGEN

► Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990. L'exposition catalogue (260 p., 320 F) a été conçu par Claire Stouffier.

## L'espace d'une vie

Jacques Putman, jeune Belge installé à Paris, ami d'enfance d'Aléchin, admirateur des peintres du groupe Cobra, fait, au lendemain de la guerre, une rencontre qui va bouleverser sa vie : celle de Bram Van Velde. Il sera l'une des trois ou quatre personnes qui auront permis à l'artiste d'aller jusqu'au bout de son œuvre singulière.

« C'est en 1949 que j'ai fait la connaissance de Bram Van Velde. Son frère, Geer, peintre lui aussi, rencontré quelques temps auparavant, me l'a présenté. Il avait à l'époque cinquante ans ; ses tableaux me semblaient admirables, mais étaient ignorés du milieu artistique français. Il est vrai qu'il avait toujours vécu à l'écart de tous les courants. Son caractère passait pour ombrageux, et il dominait assez mal la langue française. Cela ne facilitait pas ses rapports avec le monde extérieur. Sa formation et sa culture, germaniques, étaient un obstacle supplémentaire à son insertion dans le paysage culturel français.

Il restait marqué par l'expressionnisme de sa jeunesse. Pourtant, il avait été frappé par Matisse, découvert dès son installation à Paris, en 1924. Il a alors tenté une espèce de synthèse personnelle entre l'expressionnisme et le fauvisme. C'est l'époque où il peint des natures mortes, des bouquets de fleurs en particulier. Après 1935, il basculera dans l'abstraction pour ne plus le quitter.

Quand je l'ai rencontré, il vivait très retiré dans son atelier de Montrouge. Un endroit nu, misérable, mais propre, sans

aucun désordre apparent. Aux murs pas d'ébauche, aucune toile ratée ou inaboutie. Il ne paraissait pas souffrir de ce dénuement. Les lieux dans lesquels il vivait lui étaient indifférents. Il pouvait rester des heures, assis dans son transat, à contempler le bleu d'un paquet de Gauloises. Il n'accumulait aucun bien. Quand, après avoir vécu près de dix ans à Genève, il est revenu à Paris, il n'avait pour tout bagage qu'une petite valise qui contenait tout son avoir.

Il a longtemps porté les vêtements que lui avait légués, avant de mourir, un de ses amis roumains. Une seule chose lui était insupportable : le bruit. C'était un homme assez beau, mince, d'une élégance naturelle, soigné, méticuleux. Il détestait tout ce qui pouvait rappeler une quelconque bohème, le velours coté par exemple. Je n'ai jamais vu sur lui une tache de peinture.

### Hors du monde

Il a habité chez moi par intermittence : dans les années 50, puis quand il est revenu de Suisse après s'être séparé de la femme avec qui il vivait. Il a vécu ses dernières années dans une maison que je possédais dans le Midi. L'une de ses caractéristiques était cette dépendance matérielle absolue. Il ne s'achetait lui-même aucun objet de la vie courante. Il était d'ailleurs parfaitement conscient de cette situation. Un jour, à la préfecture de police où il était venu faire renouveler sa carte de séjour, on lui a demandé quelles étaient ses ressources. Il a répondu : « J'ai toujours vécu sur le dos de mes amis. » S'il était, par tempérament, hors du

monde, il suivait pourtant l'actualité politique et sociale à travers ses lectures quotidiennes du journal *Combat*. Ses opinions étaient assez à gauche : la mort de laubie lui avait causé, par exemple, un choc considérable. Chez cet antifasciste de toujours, l'Occupation a provoqué une crise morale terrible. Il a totalement cessé de peindre. Jamais sa misère et son dénuement n'ont été aussi grands que pendant ces années où il ne subsistait que grâce à la soupe populaire.

La production a toujours été très lente, cinq ou six toiles par an. Pas de dessins, pas de gouaches secondaires, pas d'œuvres préparatoires. Il ne travaillait jamais qu'une seule œuvre à la fois. Après chacune d'elles, il pouvait s'arrêter plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Entre 1941 et 1944 il n'a pas touché ses pinceaux. Il connaissait assez bien la peinture de Franz Hals, Rembrandt, du Tintoret ou de Goya, mais s'intéressait peu à celle de ses contemporains. Il n'aimait pas Picasso, à qui il reprochait sans doute son réalisme, son matérialisme. Il admirait néanmoins Matisse, dont il avait remarqué la *Lacon de musique* exposée par Paul Guillaume dans la vitrine de sa galerie, au cours d'une de ses interminables promenades qu'il entreprenait à travers Paris. Lorsque j'habitais près de l'Opéra, il venait volontiers me rendre visite, à pied, de Montrouge en faisant le détour par le bois de Boulogne.

Il lisait toujours les mêmes livres : Kafka, Freud, Joyce et Beckett. Il avait rencontré ce dernier en 1935 et, très vite, s'était lié d'amitié avec lui. Beckett est l'une des personnes qui l'ont aidé pendant toute sa vie,

dans la mesure de ses moyens. La personnalité de Bram, cette espèce de vitalité mourante, devait l'impressionner. C'est aussi l'un des seuls intellectuels qui se soient intéressés à son œuvre. En contrepartie, les écrits de Beckett ont beaucoup compté pour Bram Van Velde. Ce qui est rare : très égocentrique, il ne se passionnait guère pour son travail. Il n'a jamais eu aucun doute sur la place que devait occuper sa peinture : la première. L'hommage du Centre Pompidou lui aurait certainement fait grand plaisir, mais ne l'aurait pas étonné.

J'ai fait avec lui deux voyages aux États-Unis, à l'occasion d'expositions. Il y a rencontré quelques artistes : Barnett Newman, De Kooning, d'origine hollandaise comme lui. Mais l'échange a été quasi nul. Les deux hommes avaient oublié leur langue maternelle. Le premier pour l'anglais et le second au profit de l'allemand et du français. Le travail de Bram n'a pas eu beaucoup plus de succès à New-York qu'à Paris. Sa démarche était pourtant plus proche de celle de Pollock, de De Kooning, de l'action painting que de l'esthétisme qui triomphait en France. Peut-être son voyage est-il venu trop tôt ? Et puis, sa peinture n'est pas facile. Certains ont voulu lier l'œuvre de Bram Van Velde à la notion d'échec. Le constant dénuement de son existence peut mener à cette confusion entre l'échec de sa vie sur le plan matériel et une expression de l'échec sur le plan de l'art. On peut au contraire trouver dans sa vie comme dans son œuvre une terrible discipline, une leçon de liberté.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

MAX LINDER PANORAMA

INDIANA JONES et la DERNIERE CROISADE

ECRAN GEANT

70% v.o. THX

SEANCES : 12H00 - 14H00 - 17H00 - 19H30 - 22H15

Orchestre, Mezzanine, Balcon, trois niveaux pour trois perspectives différentes, le bar est ouvert possibilité de réservation

24, Bd Poissonnière - 9e-M° Rue Montmartre-48.24.88.88



## CULTURE

## THÉÂTRE

## Quatre déceptions

« Le destin glorieux  
du maréchal  
Nikon Niku »

En raison de l'intelligence, de la simplicité, de l'efficacité du *Bal de N'Dinga*, pièce de Tchicaya U Tamsi, créée avec succès par Gabriel Garran, il y a deux ans, et qui, en peu de mots et une chanson, disait les espoirs d'un Congo au moment de l'indépendance, c'est le cœur léger et l'attention en éveil que nous sommes allés découvrir à La Villette la nouvelle mise en scène du même Garran de la pièce plus ambitieuse et plus aboutie de l'écrivain africain, écrite autour d'une figure symbolique, Nikon Niku, petit caporal devenu chef d'État et dictateur délinquant.

L'auteur a voulu décrire et démanteler tous les vices de la politique sur le continent noir, cette somme baroque d'idéalisme fou et de mesquinerie la plus sotte, de rêve et de réalisme cru, de courage et de lâcheté, du côté du pouvoir et de celui des petites gens, du côté des palais et de celui des cases déginguées.

Une interprétation folklorique était le premier péril à éviter dans la mise en scène et, le second, une quelconque tendresse pour les protagonistes. Gabriel Garran n'a pas réussi à les éviter. L'interprétation était, elle aussi, un écueil. La durée et l'envergure de la pièce exige, certes, des comédiens qui tiennent

leurs personnages d'un bout à l'autre du spectacle.

Ce n'est malheureusement pas le cas. D'autant que, en les entraînant sur la pente dangereuse de l'analyse psychologique, voire psychopathologique, le metteur en scène les a placés en porte-à-faux avec les intentions du texte, plus dur, plus froid, plus sombre que ce spectacle décevant où seul, dans le rôle-titre, Bakary Sangaré tire son épingle de ce jeu de massacre.

O. S.

► *Le Destin glorieux du maréchal Nikon Niku*. Grande Halle de La Villette. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche 16 heures. Tél. : 42-49-77-22. De 70 francs à 120 francs.

## « Un fil à la patte »

Evidemment, quand le Théâtre du Splendid débarque en force sur les boulevards, le moins que l'on puisse espérer est de rire un grand coup. Parce qu'il est servi par des comédiens au talent sûr, c'est vrai, il arrive que l'on s'amuse à ce *Fil à la patte*. Mais beaucoup moins qu'on le croyait. Il y a d'abord la présence envahissante, épouvantable, laide, d'un décor au premier degré, qui bave de vert tendre et de rose, hideuse reconstitution d'un appartement bourgeois du dix-neuvième siècle. Il y a aussi, dans la même veine, des costumes impossibles à regarder plus d'un instant.

C'est donc les yeux fermés que l'on assiste à ce spectacle où ceux qui furent de jeunes comédiens de café-théâtre prennent le premier grand coup de vieux de leur carrière. Les voilà embarqués dans une aventure qui sent la sapinette, la vieille ficelle, bref le vieux théâtre. Surtout quand un garçon comme Christian Clavier met si peu de lui dans un rôle, plantant à dix milles au-dessus de son personnage et de ses partenaires, en disant à chaque mot, en montrant à chaque geste, que tout ça, c'est des balivernes et qu'il n'est pas dupe.

Il aurait dû mieux écouter et regarder Martin Lamotte et Sabine Haudepin qui sont pile dans leurs personnages et donc dans l'humour de la pièce joyeuse de Feydeau. Comme à son habitude, Jacques Villaret est allé, dans un silence de comédien de fantaisie et de mystère, parfait. Les autres, tous les autres, et ils sont nombreux, sont mauvais. C'est le pire défaut du boulevard que d'opposer des comédiens de seconde zone à des stars qui, quoiqu'on en dise, remplissent la salle durant des mois, hélas !

O. S.

► *Un fil à la patte*, au Théâtre du Palais-Royal. Du mardi au vendredi à 20 h 45. Le samedi à 17 h 30 et 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-87-59-81. De 25 francs à 280 francs.

## « Horace »

On peut avoir les meilleures intentions du monde et n'en rien laisser paraître sur le plateau d'un théâtre. Brigitte Jacques en fait ces jours-ci l'expérience douloureuse à Chaillot. La lecture qu'elle nous propose de l'œuvre belle et forte, première tragédie politique du jeune Corneille, telle qu'elle nous l'explique dans ses intentions de mise en scène, est irréprochable : vision sophistiquée du thème de la gloire - dans sa version masculine, toute sa folie, son élégance, son défi, sa perversion -, vision louable d'Horace comme fumambule de l'histoire, fumambule étant ici une référence au poème dramatique de Genet.

Si elle a construit clairement le cadre dramaturgique de son *Horace*, Brigitte Jacques n'a pas su lui donner corps sur la scène. Cela tient d'abord à la mise en espace,

comme empêchée, empêtrée dans une gestuelle du détail, qui fait penser à du Rohmer des mauvais jours, qu'aucune « action » ne vient étayer. Cela tient aussi aux acteurs qui, lancés sur le plateau, paraissent autant que nous se demander d'où ils viennent et où ils vont, à l'exception de Mariel Piquet (Camille), qui a su trouver en elle, et en elle seule, la force de dessiner le parcours de l'héroïne. Seul éclat de lumière dans ce spectacle non avenu.

O. S.

► *Horace*. Théâtre national de Chaillot, salle Gémier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-81-15. De 60 francs à 150 francs.

## « Tempo »

L'un des plus grands succès de la comédie musicale a été et reste *A Chorus Line*, que l'on a vu au Châtelet une quinzaine d'années après sa création à New-York. Le principe en est une série d'auditions au cours desquelles les danseurs déversent leurs ambitions, leurs rancœurs, leurs angoisses. Et le spectacle se termine par un superbe ballet parfaitement réglé dans le style Broadway.

*Tempo*, de Richard Harris, ressemble à un pastiche inversé : l'histoire se passe dans un cours de claquettes pour amateurs, et chacun laisse filtrer ses rancœurs et sa tendresse par petites touches. Dans la version française d'Yvan Varco et Georges Beller, les élèves sont des secourus du métro-boulot-dodo. Leur seul espace de rêve est ce cours miteux qui leur permettra de participer à la fête municipale du 14 juillet.

Pourquoi pas ? Les stéréotypes bien centrés ne font pas forcément les plus mauvais rôles. Encore faut-il qu'ils laissent aux comédiens la possibilité d'inventer, de se montrer. Malheureusement, ici, ils se contentent dans une image simplifiée qu'ils ne se fatiguent pas à développer. De même que leurs personnages, ils s'amusent surtout à essayer les claquettes. Du coup, on aurait préféré des danseurs.

C. G.

► *Tempo*. Théâtre Fontaine. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-74-74-40. 150 francs et 200 francs.

## Francis Huster possédé par Camus

Solitaire il joue sans cabotinage

« la Peste », histoire d'une ville saisie par le mal

Oran, le bleu de la mer comme une promesse, l'aplomb du soleil comme une malédiction. Les rats sont entrés dans la ville. Portes fermées, en un huis clos infernal, les hommes y mourront à la pelle, d'autres courront l'échine, d'autres se révolteront, d'autres encore affronteront le mal. Le docteur Rieux fait son métier : il soigne les autres pour éloigner un peu leur douleur. Il n'a pas d'étendard, pour lui le ciel est vide.

*La Peste* d'Albert Camus, paru chez Gallimard en 1947, fait partie, pour beaucoup de Français, de ces livres dévorés au cours de l'adolescence, qu'on n'oublie pas, qu'on d'ailleurs à ne jamais les relire. Francis Huster, lui, a lu et relu *la Peste*, il en a fait l'adaptation, il joue seul en scène la ville et ses hommes.

Il faut une certaine dose d'audace et d'orgueil - comme au héros de Camus - pour adapter, mettre en scène et jouer *la Peste*. Huster n'en manque pas, et cette fois il a eu raison. Camus lui va bien. Il passe d'un personnage à l'autre, sans crier gare, sans s'arrêter, et c'est bien car le metteur en scène a le temps de s'installer. Il est le docteur Rieux, chroniqueur ou acteur pris dans le drame, le journaliste Raymond Rambert, le militant revenu de toutes les utopies,

le curé, les malades. Hors de l'action, ou dans l'action, Francis Huster parle d'ombres, de cris et d'odeurs le grand plateau nu. Sa puissance d'évocation est toute en service des mots de Camus. Lumières, bande son - bruits de lourdes portes fermées, de chaînes - secousses - un fantôme, une lampe, une corde, - tout est sobre, efficace et tend vers un seul but : installer l'atmosphère pesante d'une ville claustrophobique sur la peur et le silence, encreur de charniers impudiques : la peste, on le sait, pour Camus, c'était le fascisme.

La voix aussi est étonnante, d'une tenue parfaite : elle a le métal de ce narrateur, qui se veut objectif mais ne parvient pas à contenir son émotion, la panique, la désespérance, la vacuité suffisante. Quand, en début de spectacle, Huster mime les gestes quotidiens - ouvrir une porte, fermer une fenêtre, installer une valise dans le train - on craint le pire. Son spectacle est ainsi fait d'ingrédients dénués et de grand art. Huster gagne son pari, il se montre pas, il montre, avec sobriété, avec un charme qu'il s'emploie tout à la fois à cultiver et à détruire.

ODILE CUSROT

► Théâtre de la Porte Saint-Martin. Tél. : 42-08-00-32.

## Dufillo la menace

Ou l'on retrouve Jacques Dufillo en clochard magnifique

Voilà peut-être le plus beau salaud jamais imaginé par un auteur. Ah ! quel immonde « gardien » que ce Davies, né en 1960 de l'imaginaire de Harold Pinter. Il est raciste, cupide, méchant, hypocrite, lâche, pervers, maléfique, nauséabond, hargneux, au point qu'il n'existe pas assez de mots pour le décrire tout de suite. Il débarque sans frapper dans la vie de deux frères. L'aîné, Aston, blafard fantomatique, survit du mieux qu'il peut à la faillite définitive d'un accident psychique ; le cadet, Mick, dévot de la plus belle espèce, peut grâce de l'ambivalence, est le go-between cyclothymique entre son frère et Davies.

En quelques lignes, voici broché l'argument d'une grande petite pièce qui a connu dès sa création et lors de toutes les nouvelles productions entreprises ici ou là un succès que le public n'a jamais démenti. *Le Gardien* est la pièce la plus populaire d'Harold Pinter, la plus significative aussi de son art virtuose et du tournant qu'il a imprimé à l'écriture dramatique contemporaine, faisant sien les mécanismes du théâtre de l'absurde et les augmentant d'une

notation psychologique terrible, la menace, et d'une autre plus sociologique, l'incommunicabilité.

Dans les deux seconds rôles, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon font bien leur travail. Kalfon a une voix, un regard, une présence qui viennent à bout de ses étiquettes maledresses - maledresses sur lesquelles l'orthodoxie critique n'a que peu de prise. Escourrou, grand blond bodybuidé, maledress lui aussi, s'accommode pourtant d'un physique de loubard chic bien dans son personnage.

Evidemment, on a gardé le meilleur pour la fin : Jacques Dufillo. En allant voir *le Gardien*, les spectateurs trouveront sans difficulté les qualificatifs laudatifs que mérite sa performance. Il faudrait inventer un adjectif nouveau qui dirait le talent, la grâce, la virtuosité, la virtuosité. Dufillo, que, dufilloesquisme !

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre de l'Enfer. Mardi et mercredi à 20 h 45. Dimanche à 16 heures. Tél. : 48-74-47-36. Durée : 2 h 30. De 25 F à 150 F.

Six ouvrages préemptés  
par la Bibliothèque  
nationale

à la vente Bradley Martin

La vente des livres de Bradley Martin à Monaco les 16 et 17 octobre a réservé quelques surprises. Proust, qui devait en être la vedette, fut distancé par Baudelaire. Ce dernier bénéficiaire de l'intérêt soutenu des Japonais s'envole une fois de plus vers des sommets.

Les *Flurs du mal*, illustrées par Courbet, cotèrent 250 000 francs, alors que les *Chansons des rues et des bois*, accompagnées d'une lettre d'amour de Juliette Drouot à Victor Hugo, étaient finalement remportées par un particulier américain pour 72 000 francs.

En revanche, les soixante-quinze lettres de Proust à Montaigne restaient invendues. La Bibliothèque nationale préempta à 4 200 francs la complainte sur la mort de François Lumeau, dit Michaud, dédiée à Delecroix, peintre en bâtiment très connu, de George Sand. Trois ouvrages de Senancour, *Zulma*, de M<sup>me</sup> de Staël (7 500 francs)

A. S.

► RECTIFICATIF. - Dans l'article sur le théâtre en Limousin (*Le Monde* daté 1<sup>er</sup>-2 octobre), une erreur de transmission nous a fait écrire que les Francofolies de La Rochelle étaient animées par Monique Blin. L'animateur, depuis plusieurs années, en est en fait Jean-Louis Foulquier.

**DIAPASON**  
1500  
COMPACTS CLASSIQUES  
JAZZ  
LE CLUB DES CENT  
OCTOBRE 89  
HORS SERIE EN VENTE 35F

LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE  
FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

LES 24, 25, 27, 28 OCTOBRE 1989  
SALLE DU CONSERVATOIRE NATIONAL  
SUPERIEUR D'ART DRAMATIQUE

JEAN-CLAUDE ELOY  
Rosa, Mira, Chant de l'émigration pour  
deux voix solistes de femmes.  
Durée 10 min. Yumi Nara, Paolina Miranda

COVENANT DU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS  
ET DE LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE  
RENSEIGNEMENTS : 42.96.12.27

MUSIQUE  
CYCLE  
DE  
CREATIONS

33 CREATIONS MONDIALES ET  
PREMIERES AUDITIONS - 24 CONCERTS

LUIGI NONO  
HELMUT LACHENMANN  
GEORGES APERGHIS  
PASCAL DUSAPIN  
IANNIS XENAKIS  
OPERA COMIQUE  
20 Octobre

MICHAEL GIELEN  
JAMES DILLON  
GYORGY LIGETI  
OPERA COMIQUE  
21 Octobre

GYORGY LIGETI  
FOYER DU CHATELET  
23, 25, 27 Octobre

JEAN-CLAUDE ELOY  
SALLE DU CONSERVATOIRE  
24, 25, 27, 28 Octobre

RENSEIGNEMENTS - LOCATION 42.96.96.94  
OPERA COMIQUE - RNAC - PAR CORRESPONDANCE  
AU FESTIVAL D'AUTOMNE 156, RUE DE BIVOLI - PARIS 1<sup>er</sup>

9 Octobre - 31 Décembre  
THEATRE DE LA HUCHETTE  
L'Incompréhension  
du Palais Royal  
de Jean Cocteau  
20 min  
L'OPERA COMIQUE  
L'OPERA COMIQUE  
L'OPERA COMIQUE

DERNIERE LE 21  
SADE  
CONCERT D'ENFERS  
Enzo Corman  
Philippe Adrien  
Salle 1  
du mardi au samedi 20 h  
dimanche 15 h 30  
CARTOUCHERIE  
la Tempête  
LOC 43 26 36 36  
Attention: les portes seront fermées  
dès le début du spectacle.

KIMURA  
Inédits II - 1956-1987  
10 octobre  
16 décembre 1989  
Galerie  
ART YOMIURI FRANCE  
5, quai de Conti, Paris VI  
43 26 15 35

مكتبة في الحارة



## CULTURE

### MUSIQUE

## Fraîcheur et simplicité américaines

Nancarrow, Braxton et Ornette Coleman  
les invités du Festival d'automne

La soirée américaine fut rafraîchissante, mais un peu mince, mercredi, à la salle Favart, dans le cycle de créations du Festival d'automne. Deux musiciens venus du jazz, Ornette Coleman et Anthony Braxton, accompagnés d'un Texan de soixante-dix ans, Conlon Nancarrow, dont la *Pièce n° 2 pour petit orchestre* ne date pourtant que de 1986.

C'est une page aux rythmes joliment agencés et répartis aux divers instruments, qui a une grâce un peu sèche, mais un côté décontracté, voire même désinvolte, et un ton optimiste assez plaisant.

On reconnaît le même type de procédé dans trois des trente-sept *Etudes* que Nancarrow, curieusement, a gravées directement sur un piano mécanique, avec une machine spéciale, et qui ont été transcrites pour un orchestre réduit par Yvar Mikhaïlov : traits des bois placés entre les violents accords psychédéliques des deux pianos, jusqu'à ce qu'une certaine harmonie s'établisse (n° 5) ; mouvement de tango des pianos où s'insèrent les mélodies souples et les jeux d'échos qui passent d'un instrument à l'autre (n° 6) ; rythmes décalés, alternance de tempi, mélodies piquantes, répliques contraires d'un instrument à l'autre, jusqu'à une conclusion très unanime (n° 7). Ce sont de petits microcosmes présentant ouvrages et orchestres qui ont le savoir et le charme acéré de certaines pièces de Charles Ives.

La *Composition n° 147* d'Anthony Braxton (commande du Festival d'automne) m'a paru beaucoup moins claire et intéressante. Trois clarinettes y concertent avec un orchestre de chambre. Mais le son est épais et lourd, tourne au charivari sous les hurlements des clarinettes. On ne distingue ni forme ni grande signification, malgré une certaine vitalité un peu grossière.

Un ton neuf

Autre commande pour le Bicentenaire de la Révolution, celle réalisée par Ornette Coleman s'intitule *Le pays qui a donné le symbole de la liberté à l'Amérique* ! Et peut-être a-t-il évoqué la France dans quelques-unes de ces phrases tendres de style presque populaire qui parsèment la partition.

L'œuvre est à la fois séduisante et déconcertante dans sa simplicité. Après une entrée de trompette sur un tissu assez dense, polytonal, Coleman aligne sagement une collection de solos pour chacun des instruments (il y en a dix-sept), tantôt à découvert, tantôt épaulés par quelques instruments, la composition se termine, la pièce électrique ou les timbales, le plus souvent, avec vers la fin quelques tonalités orchestrales.

La plupart de ces solos ont un ton neuf, une invention et une fantaisie agréablement « ces petites mélodies acides, galement doulou-

reuses, dansantes comme une flamme », dont parle Francis Marmande (*Le Monde* du 17 octobre). Pourtant, on reste perplexé devant une forme (ou une absence de forme) aussi maladroite, rudimentaire, qui fait pâlir les dons du musicien.

Ce concert donnait aux Parisiens la joie de retrouver Diego Masson, l'un de nos meilleurs chefs de musique contemporaine, qui ne trouve plus guère à s'employer en France... Il s'est montré pourtant toujours aussi précis et pétillant à la tête de l'Ensemble Modern de

Frankfurt, des instrumentistes de premier ordre, un peu raides peut-être dans les « rythmes flottants » d'Ornette Coleman.

JACQUES LONCHAMPT

Prochain concert, salle Favart le 20 octobre : œuvres de Dusan, Lachmann, Xenakis, Nono et Aperghis.

ERRATUM. — Le Bugey n'est pas une montagne, comme me l'a fait écrire une correction malencontreuse (*Le Monde* du 17 octobre), mais une région historique, dans le département de l'Ain.

## Syd Straw

### l'intellectuelle à quatre temps

« Surprise », son premier album procède plus de son ignorance des règles du métier que de la volonté de se distinguer

Syd Straw est une grande amie de Diane Keaton (l'actrice a réalisé le premier clip de la chanteuse) et ce n'est pas très étonnant. Grande, carrément maigre, derrière des lunettes rondes, la géométrie improbable et finalement séduisante de son long visage lui assurent un rôle dans n'importe quelle comédie new-yorkaise. D'ailleurs, elle avait quitté sa Californie natale pour New-York dans l'espoir de devenir actrice. Après quelques semaines de chômage, elle a rejoint les Palomino, Jack Bruce y côtoyait Carla Bley : « J'ai fait une longue tournée avec eux. Disons que le bus était un peu petit pour des egos de ce calibre. » Mais à la fin de la tournée, elle avait accumulé sur des nappes en papier et autres emballages usagés suffisamment de morceaux de chansons pour décider de se lancer dans la carrière.

Elle a signé un contrat avec Virgin États-Unis et réussi à convaincre la maison de disques de la laisser produire son premier album. La pochette de *Surprise* ressemble à une espèce de bétail morose du rock américain intelligent : Michael Stipe (REM) a coécrit un titre qu'il chante en duo avec Syd ; on retrouve Ry Cooder et Daniel Lanois, Van

Dyke Parks et Don Was (de *Was not Was*). « Ça a posé des problèmes d'emploi du temps monstrueux pour que tout le monde se retrouve en temps et en heure. Et quand on est arrivé au dernier jour de location de studio, il me manquait une chanson. J'étais dans ma voiture et je sentais la panique qui montait. »

Et puis, dans les embouteillages, j'ai commencé à écrire *Racing to the Ruins* que j'ai fini en arrivant au studio. D'ailleurs Syd Straw admet que le titre de son album, vers libre et mélodie sinuieuse, procède plus de son ignorance des règles du métier que de la volonté de se distinguer à tout prix. Au bout du compte, elle a réussi un album peut-être presque trop riche.

A l'écoute de *Surprise*, on peut quand même reprendre son souffle avec *Hard Times*, reprise d'un refrain populaire du dix-neuvième siècle sicile et *Golden Dreams*, une ballade simplissime, fruit de sa collaboration avec Lanois.

Il s'agit maintenant d'apaiser sa musique sur la route : la chanson s'appelle à poursuivre les États-Unis de campus en collèges, dans l'espoir d'y rencontrer son public naturel, même si elle s'insurge pour la forme en protestant de derrière ses lunettes rondes : « Je ne vois vraiment pas pourquoi on parlerait d'intellectuelle à mon propos ».

THOMAS SOTINEL

Surprise : album, CD et cassette Virgin.

## COMMUNICATION

### L'alliance entre Eurocom et Carat

## L'achat d'espaces nouveau champ de bataille des publicitaires

La double opération annoncée par Eurocom (*Le Monde* du 19 octobre) désigne plus que jamais l'achat d'espaces comme nouveau terrain d'affrontement entre grands groupes publicitaires. Le rapprochement de la filiale d'Havas et du groupe Carat des frères Gross constitue un pas de plus dans la concentration, que ne manquent pas de critiquer leurs challengers.

En créant le réseau international EWDB (Eurocom, WCRS, Della Femina, Balli), dont il détient désormais la majorité, et en achetant 14,9 % de la holding britannique WCRS Plc, le premier groupe publicitaire français, Eurocom, fait d'une pierre trois coups.

Il s'agit d'abord d'une tête de pont décisive outre-Manche et la maîtrise complète d'un second réseau international d'espaces, au côté d'HDM, dont il doit partager le management avec ses alliés Young et Rubicam et Dentsu.

Sous la nouvelle bannière EWDB (16,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, au deuxième rang mondial), Eurocom peut regrouper toutes ses agences françaises (à l'exception du pôle HDM), mettant ainsi fin à une dispersion des enseignes, qui pénalisait son développement et entraînait de nombreux conflits. Ainsi, rangées en deux lignes de bataille, les agences du groupe Eurocom

Premier groupe publicitaire mondial, le britannique Saatchi et Saatchi, a constitué, pour sa part, une filiale spécialisée Zenith. Enfin, sous l'appellation de The Media Partnership, les groupes WPP (Ogilvy, J. Walter Thompson) et Omnicom (DDB-Needham et BBDO) ont créé leur propre centrale d'achat, que devraient rejoindre à la fin du mois plusieurs groupes, dont Grey et les français BDDP et RSCG.

Après avoir tenté de regrouper leurs forces sur le marché français pour faire face aux mastodontes hexagonaux Eurocom et Carat, ces derniers ont préféré rejoindre la principale centrale d'Europe. Car c'est maintenant sur l'ensemble du continent que se joue la bataille, d'autant plus âpre que se multiplient les chaînes privées de télévision et que se concentrent les annonceurs.

C'est pourtant en France que la nouvelle alliance Carat-Eurocom risque de déclencher les critiques. Même si plusieurs publicitaires saluent la percée française outre-Manche, le poids conjugué de Carat et d'Eurocom sur la scène française en inquiète plus d'un.

Selon les estimations, Carat et Eurocom pèsent chacun de 20 % à 25 % du marché français de l'achat d'espace publicitaire. Leur association risquerait donc d'attirer l'attention du Conseil de la concurrence, qui critiquerait sévèrement, il y a deux ans, les pratiques dans ce secteur. C'est sans doute pour désarmer *a priori* les critiques que les dirigeants d'Eurocom expliquent que l'achat d'espace en France continuera d'être géré séparément par Carat, d'une part, par les filiales spécialisées d'Eurocom, d'autre part.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA  
et YVES-MARIE LABÉ

### Bouchées doubles

L'association permettra au premier groupe publicitaire français d'aborder le marché européen de l'achat d'espaces sous le drapeau de Carat, selon un dirigeant d'Eurocom. Ce regroupement des forces est rendu nécessaire par la concentration croissante dans ce secteur. Après avoir longtemps boudé l'achat d'espaces — spécialité française, qui consiste à acheter en gros l'espace publicitaire des médias en négociant à la baisse les tarifs, — les grandes agences américaines ont, en effet, mis les bouchées doubles pour rattraper leur retard. Ainsi, Publicis s'est allié cette année avec Interpublic (Lintas, Mac Cam) et Idemedia pour former un groupe européen opérationnel dès 1990.

### Les « poids lourds »

Chiffre d'affaires (en milliards de francs)	Europe	dont France
The Media Partnership (Ogilvy, JWT, Omnicom)	33	7
Eurocom	23	8
Carat	23	9
Publicis-Interpublic-Idemedia	23	7

### La directive de la CEE et les échanges avec le Canada

## Les programmes québécois passent à travers le protectionnisme européen

Les producteurs québécois redoutaient d'être victimes des quotas européens au même titre que les Américains. La directive « télévision sans frontières » garantit leurs échanges privilégiés avec les chaînes françaises.

Les Québécois sont, après les Montégasques, les francophones les plus équipés en téléviseurs (99 %), en postes couleur (94 %), en magnétoscopes (44 %). Ils figurent également parmi les téléspéctateurs les mieux servis par le câble (57 %), et donc parmi les plus forts consommateurs de télévision du monde. L'offre télévisuelle y est, il est vrai, particulièrement développée puisqu'on ne compte pas moins d'une trentaine de télévisions francophones, la plupart d'origine privée, une situation assez exceptionnelle pour un territoire de moins de six millions d'habitants, fort d'une industrie audiovisuelle étonnamment dynamique, génératrice de plus de quinze mille emplois. Car la télévision québécoise francophone est fortement productive, le nombre d'heures de fictions produites en 1987 dépassant même le nombre atteint en France.

Pourtant, jusqu'à ces dernières semaines, les professionnels québécois étaient inquiets. Le grand marché européen de 1993 risquait, selon eux, d'entraîner d'un coup tous les efforts déployés depuis des années pour jeter des ponts entre l'industrie de télévision québécoise et les télévisions francophones européennes. La directive sur les quotas n'allait-elle pas les rejeter dans les camps des Américains, ses voisins encombrants dont ils subissent — notamment par le câble — les assauts ?

Le Marché international des programmes (MITV) du printemps dernier à Cannes, les avait donc laissés anxieux, certains producteurs hésitant pas à parler de « question de vie ou de mort » pour leurs réalisations francophones. Le marché québécois est trop petit, disaient-ils notamment, pour amorcer des produits de qualité. Sans

l'espoir d'ouverture vers les marchés français, et dans une moindre mesure suisses et belges, les sources de financement se tariraient.

Mais une fois de plus, la mobilisation québécoise a fait ses preuves. Réunions, courriers, déplacements entre les deux continents, délégations à Paris et à Bruxelles, interventions auprès de M. Jack Lang et de Mme Catherine Tasca, mais aussi auprès du premier ministre, M. Michel Rocard. Enfin, participation décisive mais réelle — aux assises européennes de l'audiovisuel d'un petit groupe de personnalités du Québec : M<sup>me</sup> Louise Baudoin, ancienne déléguée générale du Québec à Paris, M. Francis Fox, ancien ministre de la communication, etc.

### Respect des traités

C'est dans ce contexte qu'ont pu être apaisés les craintes québécoises : des travaux préparatoires aux assises à la déclaration finale signée par les vingt-six ministres, tous les textes stipulent expressément que les décisions ou mesures diverses ne s'appliqueront que « dans le respect des traités existants ». Parmi ces derniers, l'accord de coproduction signé en 1983 entre la France et le Canada. Un accord qui concède aux œuvres coproduites qu'elles soient les parts respectives des deux pays, la double nationalité. Considérées comme œuvres françaises, les productions franco-québécoises entreront donc dans les quotas de produits européens prévus par la directive.

« C'est une formidable incitation à poursuivre notre coopération avec les pays d'Europe, et surtout la France », commente Mario-José Raymond, le président de Rose Films, car nous sommes aujourd'hui assurés que le texte de la directive a bel et bien été voté dans l'esprit des assises de Paris. »

Aucune échéance ne menace le traité franco-canadien, lequel, a-t-on prévu, est reconduit automatiquement jusqu'à ce qu'il soit

dénoncé par l'une ou l'autre partie. Un atout dont aurait sans doute aimé bénéficier le Brésil, qui espérait intensifier ses relations, notamment avec l'Espagne et le Portugal, mais qui, faute d'accord existant, risque fort de payer assez cher le tort de n'être pas européen.

ANNICK COJEAN

### « La Montagne » fête son soixante-dixième anniversaire

CLERMONT-FERRAND

Le quotidien régional *La Montagne*, qui tire à 285 000 exemplaires, selon l'OJD, et qui est diffusé dans les départements des régions Auvergne et Limousin, ainsi que dans les départements de la Nièvre, vient de célébrer son soixante-dixième anniversaire.

A cette occasion, le quotidien a publié en première page le fac-similé de son premier numéro créé le 4 octobre 1919 par un avocat, Alexandre Varenne, qui fut le premier député socialiste du département du Puy-de-Dôme. Lors de la seconde guerre mondiale, *La Montagne* avait cessé de paraître une première fois le 22 juin 1940 jusqu'à ce que les Allemands, quelques jours plus tard, se retirent de la zone libre. Puis le journal s'est sabordé, à nouveau, en août 1943, son directeur ayant préféré « briser sa plume plutôt que de la mettre au service de la tyrannie ». A la Libération, de ce fait, il fut l'un des premiers titres autorisés à paraître.

Le quotidien emploie 820 salariés. Il est le leader du groupe de presse Centre France, qui regroupe le *Populaire du Centre*, à Limoges, le *Journal du Centre*, à Nevers, et le *Berry républicain*, à Bourges. Avec un tirage global de 430 000 exemplaires, ce groupe se situe à la quatrième place au niveau national. *La Montagne* a également créé un service télématique (3615 LMT) et pris le contrôle d'une dizaine de radios locales regroupées sous le titre « Europe 2 Centre France ».

J.-P. R.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde  
PUBLICITE  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Téléc MONDUPUB 264 136 F

Imprimé  
à Paris  
12, rue de Valenciennes  
94000 VILLY

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
en publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61

ABONNEMENTS  
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voies normales
3 mois	365 F	399 F	504 F	760 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 480 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
PORTAGE : pour tous renseignements  
Tél : 85-84-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre le dernier  
bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS REP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



## SOCIÉTÉ

Les conséquences du séisme du 17 octobre en Californie

## 2 milliards de dollars de dégâts à San-Francisco

Trente heures après le tremblement de terre qui a fait au moins deux cent soixante-dix morts et mille quatre cents blessés dans la région de San-Francisco, les opérations de recherche et de débâtement se poursuivaient jeudi. La ville commençait à reprendre sa physionomie habituelle, bien que la plupart des bureaux soient restés fermés dans la journée du 18 octobre : les autorités l'avaient demandé de façon que les rues restent libres pour les sauveteurs. Dans la soirée du 18 octobre, les rues étaient dégagées des

vitres brisées tombées sous le choc de la secousse, et l'électricité était rétablie dans les foyers de San-Francisco. La crainte de voir la ville — comme en 1906 — s'embraser diminuait peu à peu : les trois mille fuites de gaz étaient réparées. Les habitants du quartier central de Marina devront toutefois attendre quatre mois environ avant que l'eau et l'électricité soient rétablies. Au fil des heures, l'espoir de retrouver des survivants dans les décombres du double

tablier du Bay Bridge s'amenuisait peu à peu. Les autorités américaines ont estimé qu'environ deux cent cinquante personnes sont mortes écrasées sous le poids des tonnes d'acier et de béton, estimation basée sur le nombre de voitures prisonnières des décombres, à raison d'une personne par véhicule. Le maire de San-Francisco, M. Art Agnos, a estimé à 2 milliards de dollars les dégâts provoqués par le séisme. Soixante immeubles ne se relèveront pas de la secousse et sont voués à la destruction. Le prési-

dent George Bush, qui a déclaré la région de San-Francisco « zone sinistrée », a débouqué 273 millions de dollars (environ 1,7 milliard de francs), afin de venir en aide aux victimes du tremblement de terre. M. Bush, qui a qualifié la catastrophe de « grave sujet d'inquiétude » pour les Etats-Unis, a précisé qu'il souhaitait inspecter personnellement l'étendue des dégâts, et devrait se rendre vendredi ou samedi sur place. — (AP, Reuter.)

## La ville reprend son esprit

## SAN-FRANCISCO

de notre envoyé spécial

Dans un amoncellement de planches brisées, de ce qui fut un de ces jolis immeubles « victoriens » au bas de Fillmore Street, dans le quartier de la Marina, on retire deux cadavres repérés depuis la veille. Il fait déjà nuit et, sous les projecteurs, seul autorisé, entre les sauveteurs et policiers, à se poster au-delà de la barrière de sécurité, Peter Jennings, le présentateur vedette de la chaîne ABC, fait son métier. Les pompiers et les policiers aussi, sans excitation, et les badauds, peu nombreux, sont disciplinés. Au-delà, tout le quartier est bouclé : parce que des immeubles branlants menacent de s'écrouler, parce qu'il y a des trous dans les trottoirs, et aussi pour éviter toute bavure, tout pillage que faciliterait le fait que la plus grande partie de San Francisco reste privée de lumière.

Cent mètres plus loin, dans une école secondaire qui a été transformée en refuge, une foule de volontaires donne un bel exemple d'efficacité à l'américaine. Et au carrefour un jeune homme brandit dans la lumière des phares des t-shirts tout frais : « J'ai survécu au grand tremblement de terre », avec, au-dessous, en plus petits caractères : « San Francisco 17 octobre 1989, 17 h 04 ». Dix dollars, une seule taille, mais plusieurs couleurs, au choix.

Ce n'est peut-être pas du meilleur goût, mais c'est vrai que la ville a survécu, ou plus exactement supporté cette épreuve avec calme, détermination et dans bien des cas un esprit de dévouement presque joyeux. Certes, les dégâts, au bout du compte, ne sont pas énormes, et s'il y a eu au moins deux cent soixante-douze morts, c'est sur une population qui atteint six millions d'habi-

tants répartis tout autour de la baie. Le séisme, croient savoir les spécialistes, a libéré une énergie cinquante fois moins importante que celui de 1906, mais il a aussi libéré une énergie d'un autre ordre, ce qu'un immigré de Roumanie présent parmi les volontaires appelle l'« esprit de San Francisco ».

Plusieurs centaines de personnes ont trouvé abri dès la première nuit dans cette école secondaire, mais ceux qui aident semblent presque plus nombreux que ceux qui sont aidés. Lits, repas, réconfort pour ceux qui ont dû quitter leur maison endommagée ou tout simplement ont peur de rester seuls dans le noir, surtout s'ils sont vieux ou infirmes, sans compter les quelques clochards, certains sans abris réguliers, qui profitent de l'aubaine.

## Bougies interdites

La séisme a eu lieu depuis à peine plus de vingt-quatre heures, mais tout se passe comme à l'exercice. On manque peut-être de radios pour les communications, mais pas de bras et une dame qui est venue offrir son aide se retrouve sur le trottoir en train de garder un chat qui n'a pas été autorisé à suivre sa propriétaire hébergée dans l'école.

La ville dans sa majeure partie semble intacte et « normale », sinon que le trafic est infime, le plupart des gens écoutant les recommandations ne sont pas venus travailler le 18 octobre. Chinatown est étrangement tranquille et partout les magasins et restaurants sont fermés (pas de courant), les hôtels plongés dans le noir (on fournit des lampes de poche, mais les bougies sont interdites, sécurité oblige).

L'impression de « normalité », confortée par un temps magnifique et une température estivale, est parfois trompeuse.

Dans le centre, certains grands immeubles derrière une façade intacte sont effondrés à l'intérieur. Et puis, comment oublier ce terrible tronçon d'autoroute urbaine, là-bas, de l'autre côté de la baie, plus de deux cents personnes sont mortes écrasées dans des voitures réduites à une épaisseur de trente centimètres ?

Mercredi après-midi, on a cru entendre des gémissements, cru détecter un survivant. Ce n'était qu'un faux espoir. En fait, on n'a retiré aucun rescapé, ni même aucun cadavre depuis les quelques heures qui ont suivi le séisme. Le petit garçon de six ans qui entre deux évanouissements caressait le visage de sa mère, morte sur le siège avant aux côtés de son père, mort lui aussi, avait été dégage de la veille au prix d'une amputation.

Il y a aussi des victimes — quelques dizaines sans doute — au sud de l'agglomération, plus près de l'épicentre du séisme et encore quelques morts dans ce quartier de la Marina, durement touché parce qu'il se trouve sur des terrains de remblai moins stables. C'est là qu'une douzaine d'immeubles ont flambé, vraisemblablement à la suite de fuites de gaz ; d'autres sont en si mauvais état qu'il faudra les détruire le plus vite possible. Pour l'immeuble de Fillmore Street, c'est déjà fait. A peine les deux corps avaient-ils été chargés dans une ambulance qu'une énième pelleuse se mettait en devoir d'aplatir les ruines dans un grand craquement de planches. Il restait un petit lit d'enfant, bleu et blanc, intact, accroché presque verticalement dans l'embrasure d'un reste de fenêtre. La paletteuse l'a écrasé avec le reste. Deux sauveteurs ont jeté sur le tas de décombres leurs gants de travail, comme pour montrer qu'il, comme pour montrer qu'il, c'était bien fini. Et les pompiers ont arrosé le tout à la lance à incendie.

JAN KRAUZE

## Un tremblement de terre annoncé

Le tremblement de terre qui s'est produit le 17 octobre en Californie avait été annoncé par le US Geological Survey (USGS) depuis quatorze mois. Certes, il ne s'agissait pas d'une prévision précise comportant l'heure et le lieu exacts. Mais le USGS avait averti, en août 1988, qu'un séisme de magnitude voisine de 7 avait une probabilité de 30 % de survenir dans une zone bien précise — les montagnes de Santa-Cruz — de la faille de San-Andreas dans les trente prochaines années.

La faille de San-Andreas, l'accident tectonique majeur de tout un réseau de failles zébrant la Californie occidentale depuis le fond (meridien) du golfe de Californie jusqu'au cap Mendocino (à quelque 300 kilomètres au nord-ouest de San-Francisco) est sûrement la région sismique du globe la mieux surveillée.

On sait donc que la faille de San-Andreas se divise en quatre segments très différents :

- Du cap Mendocino à Hollister (à 160 kilomètres au sud-est de San-Francisco), soit sur quelque 300 kilomètres de long, la faille de San-Andreas a joué, le 16 avril 1906, lors du tremblement de terre de San-Francisco. Dans la zone épicentrale, au nord de San-Francisco, le compartiment ouest de la Californie a glissé de 4 et même de 6 mètres par rapport au compartiment est. Le compartiment ouest, en effet, appartenait à la plaque « Pacifique » qui glisse vers le nord-ouest par rapport à la plaque « Amérique » de 6 centimètres en moyenne par an (et non de 3 centimètres, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 19 octobre). Mais la partie la plus méridionale de ce segment nord n'avait joué alors que de 1 mètre. En outre, des études ont montré que ce segment rejoue en moyenne tous les deux cent cinquante ans ; chaque rejou se traduisant par un séisme très violent comme l'était celui de San-Francisco, dont la magnitude devait être de l'ordre de 8,3.

- De Hollister à Parkfield (à 150 kilomètres plus au sud-est), la faille de San-Andreas flue ou glisse doucement, silencieusement, tout juste jalonnée par de minuscules séismes, ni meurtriers ni destructeurs.

- De Parkfield à San-Bernardino (à une centaine de kilomètres au nord-est de Los Angeles), la faille de San-Andreas redevenait dangereuse. En 1857, le très violent séisme de Tejon-Pass l'a fait jouer sur quelque 300 kilomètres de long, et on sait que la récurrence de tels tremblements de terre dans ce segment est de l'ordre de cent cinquante ans.

- De San-Bernardino au fond du golfe de Californie, la faille de San-Andreas proprement dite est calme depuis fort longtemps, ce qui est inquiétant. Mais d'autres failles appartenant au même système reprennent à répétition assez violemment.

Le secteur qui intéresse le tremblement de terre du 17 octobre a vraisemblablement fait rejouer le bout méridional du segment nord, qui au cours du séisme de 1906 n'avait glissé que de 1 mètre.

M. Ross Stein, géophysicien du USGS, qui est à l'Institut de physique du globe de Paris pour quatre mois, a très bien expliqué ce qui a inquiété son organisme et ce qui a dû se passer le 17 octobre. Certes, M. Stein n'a pu téléphoner au USGS de Menlo-Park (qui est situé à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de San-Francisco et où il travaille). Certes, M. Stein n'a su que le 18 octobre dans l'après-midi que toute sa famille et sa maison s'étaient pas en à se réveiller du séisme de la veille. Mais il connaît parfaitement le sujet.

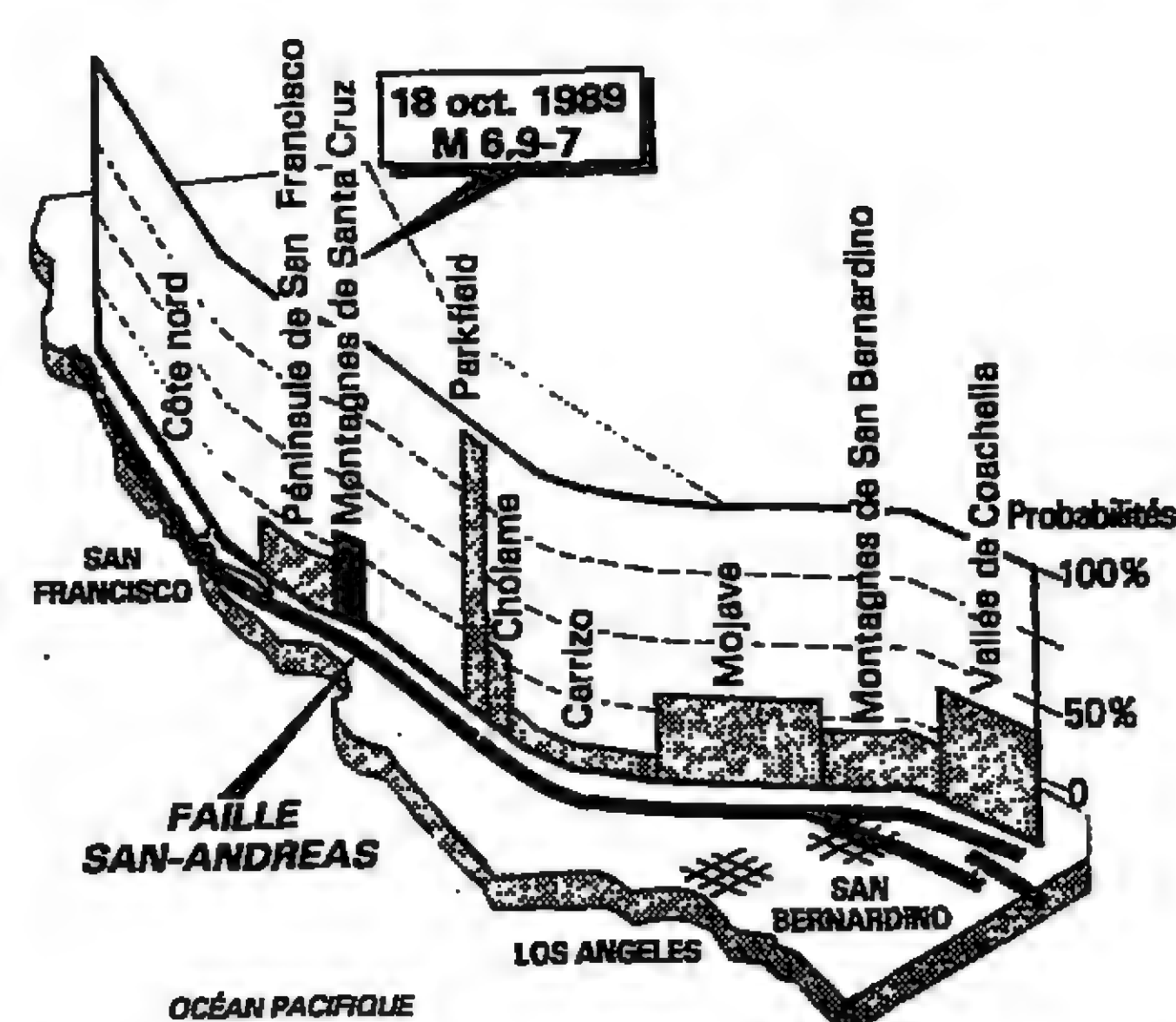
La faille de San-Andreas suit une double courbe dans les montagnes de Santa-Cruz, à environ

80 kilomètres au sud-est de San-Francisco. Ce « S » très étiré bloque la faille de San-Andreas, ce qui fait monter ces montagnes de quelques millimètres par an.

En outre, des études de sismicité historique, la surveillance étroite de la sismicité actuelle, des mesures géodésiques ont permis au USGS de dresser le bilan du déplacement, incalculable rappelant le, du compartiment ouest de la Californie par rapport au compartiment est. Le USGS a donc pu repérer les parties de la faille de San-Andreas les plus menacées, selon une forte

1989, par des séismes presque tous de magnitude supérieure à 5, et les épicentres ont progressé du sud-est vers le nord-ouest. La région des montagnes de Santa-Cruz a été le siège, en 1988 et en août 1989, de semblables tremblements de terre. Très probablement, le séisme du 17 octobre avait, à peu de chose près, la même localisation. Il n'était pas sous la ville côtière de Santa-Cruz, comme on l'a cru d'abord.

On peut penser que les contraintes engendrées par le glissement de la plaque « Pacifique »

LES PRÉVISIONS SISMIQUES  
LE LONG DE LA FAILLE SAN-ANDREAS

probabilité, par un tremblement de terre d'ici à 2018.

En tête, vient la région de Parkfield qui, avec 95 % de probabilité, subira un séisme de moyenne magnitude au cours des trente prochaines années. Mais ces tremblements de terre ne sont pas très violents et leur périodicité est de l'ordre de vingt-deux ans plus ou moins cinq ans. Ensuite, viennent les montagnes de Santa-Cruz (probabilité de 30 %) et diverses zones du sud de la faille de San-Andreas. Mais, et cela est inquiétant, la péninsule de San-Francisco, avec les six millions d'habitants de l'agglomération, ses activités de pointe, dont celles de Silicon Valley, a une probabilité de 20 % d'être le siège d'un violent tremblement de terre d'ici à 2018.

Plus inquiétant encore pour la péninsule de San-Francisco, le débâtement de la faille de San-Andreas à partir d'un point situé à quelque 200 kilomètres au sud-est de San-Francisco. La faille de Calaveras se sépare de la faille de San-Andreas et se dirige, elle aussi, vers le nord-ouest. Or la faille de Calaveras a été secouée, de 1949 à

par rapport à la plaque « Amérique » se sont libérées d'abord le long de la faille de Calaveras et actuellement le long de la faille de San-Andreas. Ce fait, ajouté à la progression des épicentres vers le nord-ouest, est inquiétant. Car juste au nord-ouest des montagnes de Santa-Cruz, la faille de San-Andreas traverse la péninsule de San-Francisco.

Autre révélation de M. Stein : le tremblement de terre de San-Francisco de 1906 n'a pas fait 600 à 700 victimes comme on le pensait depuis lors, mais 3 000. Des recherches d'archives du USGS ont en effet montré que de nombreux nouveaux immigrants, attirés par la ruée vers l'or, ne payaient aucun impôt et ne figuraient donc sur les listes d'aucune administration. Les incendies déclenchés à la suite du séisme par les fuites de gaz et les fourneaux domestiques ne pouvaient être éteints : les conduites d'eau avaient été coupées par les secousses. Il a donc fallu faire la « part du feu » à coups d'explosifs. Ce qui n'a pas empêché la ville de brûler à 80 %.

YVONNE REBEYROL

## ACTION HUMANITAIRE

Médecins sans frontières  
condamné à changer son logo

## A chacun sa croix

N'oubliez pas qui veut une croix grecque blanche sur fond rouge. Pour avoir choisi cet emblème, l'association Médecins sans frontières a été condamnée, mardi 17 octobre, par la cour d'appel de Paris à payer 1 F pour préjudice moral à la Confédération helvétique, et à changer de logo. Le logo de l'association avait été déposé en juin 1985 à l'Institut national de la propriété industrielle. Deux ans plus tard, l'ambassadeur de Suisse en France saisissait la justice. Dans un premier jugement, le tribunal de Paris avait rejeté la demande helvétique, soulignant qu'il n'y avait pas « similitude totale » entre les deux emblèmes.

Le point de vue de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Gérard Gélneau-Larivet, est tout à fait différent. La cour souligne notamment, dans son arrêt rendu mardi 17 octobre, que « la croix grecque blanche implantée sur un fond rouge dont elle se détache nettement, la disposition de ces deux couleurs et le contraste qu'elles offrent entre elles sont des éléments caractéristiques du drapeau de la Confédération helvétique ».

Le risque de confusion était, selon la cour, d'autant plus grand que la nation helvétique et MSF ouvrent toutes deux dans le même domaine, celui de l'entraide internationale.

Roumains réfugiés  
en FranceCent soixante Tsiganes  
seront relógés  
dans un village  
de vacances

M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, a annoncé, mercredi 18 octobre, que les cent soixante Tsiganes, réfugiés roumains, installés depuis juillet dernier dans des conditions précaires sur un terrain vague de Tourville-la-Rivière (Seine-Maritime) seront tous relógés, dès la semaine prochaine, dans le Village-Vacances Familiales de Barneville-Carteret (Manche).

L'association Médecins du Monde avait lancé en août dernier un « plan d'urgence » pour ces réfugiés dont certains demandent l'asile politique depuis près de deux ans. Un vaste mouvement de solidarité s'était manifesté (le Monde du 12 septembre).

## ÉDUCATION

## Deux nouveaux recteurs

- M<sup>me</sup> Jeanne-Marie Parly à Caen
- M. Philippe Joutard à Besançon

Le conseil des ministres du mercredi 18 octobre a nommé M<sup>me</sup> Jeanne-Marie Parly recteur de l'académie de Caen, en remplacement de M. Pierre Lottin, et M. Philippe Joutard recteur de l'académie de Besançon, en remplacement de M. Georges Riera.

[Née le 1<sup>er</sup> avril 1935 à Toulouse, M<sup>me</sup> Parly est docteur d'Etat en sciences économiques. Maître de conférences à l'université de Clermont-Ferrand de 1966 à 1968, elle a participé en 1968 à la création de l'université Paris-IX (Dauphine), où elle enseignait depuis lors. De juin 1985 à mars 1986, M<sup>me</sup> Parly a été conseillère pour les questions de l'enseignement supérieur au cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale.]

[Né le 26 février 1935 à Paris, M. Joutard est agrégé d'histoire. Pro-

fesseur dans des lycées de Rabat, Marseille et Aix-en-Provence de 1958 à 1969, il enseigne ensuite à l'université de Provence. Il est nommé professeur en 1977. Depuis 1983, M. Joutard est responsable du DEA et du troisième cycle d'histoire et civilisations de cette université. Sa thèse, publiée en 1974, est consacrée au Mythe et histoire des camisards du dix-huitième au dix-neuvième siècle. Directeur du centre interdisciplinaire d'histoire sociale des mentalités et des cultures depuis 1980, M. Joutard a été vice-président du centre interdisciplinaire sur les civilisations, l'histoire orale et les langues régionales (1980-1987). Il a participé dès 1983 aux travaux de la commission sur l'enseignement de l'histoire présidée par M. Jacques Le Goff, auquel il a succédé en 1985-1986. Depuis 1988, il préside une commission similaire constituée par M. Jospin, M. Joutard est notamment le coauteur de Histoire des protestants en France (1977).]

لقد كنت في الحب



# SOCIÉTÉ

Le décollage de la navette Atlantis

## La sonde Galileo a mis le cap sur Jupiter

SCIENCES

Après deux faux départs, la navette américaine Atlantis a décollé de Cap Canaveral, mercredi 18 octobre, à 17 h 53 (heure française). Jeudi à 0 h 15 (heure française), elle larguait la sonde Galileo, pour un long voyage de six ans vers Jupiter.

CAP CANAVERAL  
de notre envoyé spécial

Cap Canaveral, jeudi 12 octobre, 11 h 30. Dressé au milieu de marécages désolés peuplés de pelicans et d'alligators, le pas de tir paraît désert. Les deux « boosters » (fusées d'appoint) qui encadrent l'énorme réservoir semblent prêts à bondir vers le ciel. Mais Atlantis elle-même, la dernière-née des navettes spatiales américaines, reste invisible.

D'après le plan de vol, les parois métalliques qui la dissimulent aux regards auraient dû s'écarter pour la laisser décoller à 13 h 29, dans un déluge de feu et de bruit. Au lieu de cela, une armée de techniciens juchés sur des échafaudages s'affairaient sur les entrailles du bel oiseau. La veille, les contrôles menés lors du compte à rebours ont révélé un problème de taille : le « contrôleur » du moteur numéro 2 de la navette, en position de secours, ne fonctionnait pas. Il a donc fallu déposer les protections thermiques, et démonter pour la remplacer cette sorte de « boîte noire », de 6 millions de dollars, 100 kilos d'électronique qui contrôlent et commandent les principaux composants du moteur.

Quatre jours de travail acharné plus un délai supplémentaire de vingt-quatre heures du au mauvais temps, au terme duquel Atlantis a enfin pu s'arracher mercredi aux rives de Floride, pour une mission de cinq jours en orbite. A bord, un équipage de cinq astronautes, dont

deux femmes. Dans la suite, Galileo, une sonde d'exploration interplanétaire particulièrement sophistiquée de près de trois tonnes, qui entame ainsi, pour sa part, un périple de six ans devant la conduire autour de Jupiter.

Ce tir met fin à sept ans de malheurs terrestres pour « la Rolls des sondes interplanétaires », comme l'ont surnommée ses constructeurs. D'après le programme initial, cet engin de 1,4 milliard de dollars aurait en effet dû être lancé en 1982. Mais une succession de problèmes politiques et financiers a retardé son départ à plusieurs reprises. Jusqu'au drame du 28 janvier 1986, l'explosion en vol de la navette Challenger, qui devait paralyser tout le programme spatial américain pendant trente-deux mois.

L'incertitude aura régné jusqu'au bout quant au sort de Galileo. Dernière péripétie en date, une action lancée par trois associations antinucléaires qui estimaient que les deux générateurs au plutonium dont Galileo est dotée représentaient un danger de contamination pour les rivières de Cap Canaveral en cas d'accident au lancement. Les panneaux solaires qui alimentent en électricité les satellites « classiques » devenant inexpugnables loin du soleil, tous les engins d'exploration interplanétaires lancés depuis plus de vingt ans par les États-Unis (vingt-trois au total) ou l'URSS (vingt à trente) ont utilisé l'énergie nucléaire. Y compris Voyager-2 qui a terminé récemment une spectaculaire exploration des pla-

netes extérieures du système solaire (le Monde du 16 août).

Malgré huit accidents dont deux seulement provoquèrent une contamination au sol sans conséquence pour l'homme (notamment la chute des débris d'un Cosmos soviétique dans le Nord-Est canadien en 1978), personne ne s'en était inquiété jusqu'à présent. Mais, après Tchernobyl et l'explosion de Challenger, les environmentalistes de la Fondation pour l'énergie nucléaire (FNE) ont lancé une campagne de protestation, malgré les assurances données par la NASA. Les manifestations se sont toujours limitées, cependant, à quelques petits rassemblements. Plusieurs antinucléaires ont pourtant été arrêtés. Et au Kennedy space center, quelques jours avant le lancement, les visiteurs se pressaient plus que jamais dans le magasin de souvenirs pour acheter T-shirts et gadgets aux insignes de la NASA.

Deux femmes

La campagne des protestataires s'est achevée devant le tribunal de Washington par une action visant à empêcher le lancement de Galileo. Le juge Oliver Garth venait, mercredi 11 octobre au matin, de donner le feu vert pour le tir, quand la défaillance du contrôleur du moteur numéro 2 fut annoncée.

Shannon Lucid, quarante-six ans, et Ellen Baker, trente-six ans, les

deux femmes de l'équipage, ont procédé à la mise sur orbite de Galileo six heures et vingt et une minutes après le lancement. Une heure plus tard, le moteur-fusée à poudre de la sonde était mis à feu, marquant le vrai départ de son périple interplanétaire. Une trajectoire complexe qui devrait lui faire survoler une fois Vénus (en février 1990) et deux fois la Terre (en décembre 1990 et décembre 1992). Grâce à cette véritable « partie de billard cosmique », elle pourra utiliser l'attraction de ces planètes — un peu à la manière d'une fronde — afin d'acquiescer la vitesse suffisante pour atteindre Jupiter, après avoir parcouru quelque 3,9 milliards de kilomètres.

Arrivée à proximité de la plus grosse planète du système solaire, en juillet 1995, Galileo devra larguer une mini-sonde dans l'atmosphère jovienne. Avant d'être désintégré, cet engin suicidaire devra avoir le temps de transmettre, pendant un peu plus d'une heure, de précieuses informations sur la composition et les caractéristiques de l'atmosphère de Jupiter. Un monde hostile et glacé, secoué de gigantesques orages et composé principalement d'hydrogène et d'hélium avec quelques traces de vapeur d'eau, de méthane et d'ammoniac.

Délestée de sa mini-sonde, Galileo devra entreprendre ensuite pendant vingt mois, à partir de décembre 1995, une exploration détaillée de Jupiter et de ses seize « lunes » (comètes), approchant certaines d'en-

elles à moins de 370 kilomètres d'altitude. Une grande première pour les scientifiques qui — outre les observations faites depuis le sol — ne disposent actuellement sur Jupiter que de données recueillies lors des survols rapides effectués par quatre robots dans les années 70, les derniers en date étant ceux des sondes Voyager 1 et 2 (mars et juillet 1979).

En route vers Jupiter, Galileo devra, en outre, survoler deux astéroïdes, Gaspra et Ida. Un petit « plus » qui pourrait être compris en raison du report du lancement. La rencontre avec Jupiter, en revanche, restait possible à condition que la sonde quitte la Terre avant le 21 novembre prochain.

Le largage de Galileo constituera sans doute l'opération la plus spectaculaire — et la plus délicate — des cinq jours de mission d'Atlantis. Avant le retour, prévu le... octobre à... heure française, l'équipage — qui comprend également Donald Williams, quarante-sept ans (commandant), Michael McCulley, quarante-six ans (copilote) et Franklin Chang-Diaz, trente-neuf ans (ingénieur de vol) — accomplira de nombreuses autres tâches. Parmi celles-ci, des tests médicaux, des expériences de chimie en microgravité (lire ci-dessous), et une mesure précise de la couche d'ozone dont les résultats permettront de « recalibrer » les instruments du satellite météo Nimbus-7 qui recueillent les mêmes données.

J.-P. D.

## Les usines redescendent sur Terre

Fabrique du plastique en apesanteur pour le compte de la société américaine 3M : c'est l'une des multiples tâches qui attendent Shannon Lucid et Franklin Chang-Diaz, les « spécialistes de mission » de l'équipage de la navette Atlantis, durant leurs cinq jours en orbite. Préfiguration à petite échelle des « usines de l'espace » dont certains futurologues annoncent l'apparition pour le début du prochain millénaire ? Pas vraiment : l'avenir industriel de la microgravité (la quasi-absence de pesanteur qui règne dans les véhicules en orbite autour de la Terre) semble — pour l'instant — bien sombre. Malgré quelques lueurs d'espoir, comme ce contrat de dix ans signé entre 3M et la NASA, un « joint endeavor agreement » (accord conjoint de recherche) qui donne à la firme américaine spécialiste du ruban adhésif « Scotch » la possibilité d'embarquer au total soixante-deux expériences dans la navette spatiale.

C'est le pesanteur qui, sur Terre, fait tomber les pommes des arbres, nous empêche de marcher au plafond, mais aussi fait flotter l'huile sur l'eau ou provoque des « courants de convection », ces tourbillons que l'on peut observer — par exemple — dans une casserole d'eau qui chauffe. Sans elle, les liquides livrés à eux-mêmes forment une sphère parfaite au lieu de couler sur le sol, on peut mélanger intimement l'huile et l'eau, donc, de la même manière, des métaux en fusion de densité très différente et obtenir des alliages impossibles à réaliser sur Terre. Le dépôt de couches de matériaux ultraminces par vaporisation, pour l'électronique par exemple, se fait beaucoup plus régulièrement quand l'attraction terrestre ne vient pas gêner le phénomène. Les cristaux de protéines ou de métaux, la polymérisation des plastiques ne se produisent pas de la même façon.

Des propriétés fascinantes pour les industriels. Une société américaine, le Center for Space Policy, chiffrait ainsi il y a deux ans le marché potentiel de la microgravité à 51 milliards de dollars en l'an 2000. Au début des années 80, tout le monde s'est rué dans la brèche, des firmes pharmaceutiques, qui affirmaient pouvoir fabriquer de nouveaux médicaments impossibles à obtenir sur Terre, jusqu'aux métallurgistes comme le géant américain de la machine agricole John Deere, à la recherche de nouveaux alliages.

Les principaux industriels européens intéressés par ce domaine nouveau se sont réunis en 1985 au sein d'un groupe nommé baptisé Intospace, qui comprend neuf sociétés fran-

çaises, parmi lesquelles l'Aérospatiale, Matra, Michelin, Pechiney, Rhône-Poulenc, Sadil et la Société européenne de propulsion (SEP).

La société 3M, quant à elle, a eu à elle seule cinq expériences sur la navette depuis 1984. Celles-ci portaient sur la croissance des cristaux, ou sur le dépôt de couches minces de matériaux organiques en apesanteur. Celle embarquée sur Atlantis, baptisée Morphologie des polymères, vise à étudier la manière dont dix-sept échantillons de polyéthylène ou de polymère se cristallisent ou se polymérisent hors de l'action de la pesanteur, après avoir été chauffés à 200 degrés.

Le coût des travaux en orbite

Mais, depuis quelques années, les choses ont bien changé, et 3M fait un peu figure d'obstiné. « Les premiers résultats n'ont pas été assez probants pour motiver les industriels », estime M. Jacques Bouvard, responsable du programme microgravité à la société Aérospatiale, et l'on est un peu au creux de la vague. Le docteur Boris Egorov, directeur du Centre pour les biotechnologies médicales au ministère soviétique de la santé, et aussi premier médecin au monde à avoir volé en orbite — n'a pas craint de « protester catégoriquement », dans une interview récente à la Pravda, contre l'idée qu'il soit possible de produire des médicaments nouveaux dans l'espace. Une opinion partagée par la plupart des « pharmaciens », affirme M. Bouvard.

Car les futurologues, dans leur optimisme débridé, n'avaient oublié qu'une chose : le coût des travaux en orbite. Plus de 10 000 dollars (85 000 F) le kilo pour une expérience comme celle de 3M, qui pèse quand même son bon quintal. C'est déjà cher pour une étude expérimentale dont on n'est pas certain du résultat, a fortiori pour une production industrielle de masse !

Pour 3M et les quelques autres sociétés ayant signé le même genre de contrat avec la NASA, c'est gratuit. « Mais il est évident que si nous devons payer, cela ne nous intéressera pas », reconnaît Ted Bolles, directeur technique des laboratoires de recherche 3M. Son but ? Profiter de l'opportunité pour acquérir des connaissances en sciences fondamentales susceptibles de donner naissance à de nouveaux procédés de fabrication... sur Terre ! « Avec l'expérience « morphologie des polymères » menée sur Atlantis, nous pourrions peut-

être ainsi trouver des matériaux présentant des propriétés nouvelles, ouvrir de nouvelles voies de recherche », estime-t-il.

La voie est parfois risquée, McDonnell Douglas, par exemple, a dépensé beaucoup d'argent pour la mise au point d'un appareil d'électrophorèse (séparation et tri de molécules organiques) en apesanteur, à vu tous ses efforts ruinés par une avancée technologique spectaculaire du matériel... terrestre. 3M, qui exploite 60 000 produits différents, allant du Scotch aux fibres optiques spécialisées, en passant par les lentilles corréennes et les résines dentaires, est considérée comme l'un des leaders américains en matière d'innovation.

Pourtant, explique Ted Bolles, « nous avons lancé une étude pour évaluer quels avantages nous pourrions réellement tirer de la microgravité ». Mais, reconnaît-il, « il n'y a effectivement, pour l'instant, que très peu de raisons scientifiques ou pratiques de se lancer dans une telle aventure ». Et, selon Jim Fountain, qui gère le « dossier 3M » à la NASA, les candidats ne sont pas légion, et le dizaine d'autres contrats signés sont tous infiniment moins ambitieux.

C'est ce qui explique les conditions étonnantes offertes aux industriels par la NASA. Mike Smith, chargé des programmes commerciaux à l'agence spatiale américaine, admet sans difficulté que son administration tente ainsi de prouver l'utilité de la future station orbitale Freedom. Une tâche difficile au moment où le Congrès américain coupe avec ardeur dans le budget de ce programme, qu'il juge trop ambitieux, et où les Soviétiques semblent avoir des difficultés à utiliser pleinement leur propre station Mir. Obstruction ? Peut-être, mais, lance Mike Smith, « si vous, les Européens, taillez des coupures à Boeing avec vos Airbus, c'est sans doute à cause de Concordes » !

Le pragmatisme des Européens

Si leurs moyens financiers ne leur permettent pas encore de préparer un « Concord spatial » comme la station Freedom, les Européens, justement, ne sont pas en reste. Fidèles à l'esprit qui leur a permis de refaire la moitié du marché mondial des lancements de satellites civils en misant avec Ariane sur les fusées « classiques » plutôt que sur la navette, ils abordent le problème avec pragmatisme. L'Agence spatiale européenne (ESA) a lancé il y a trois ans des préétudes portant sur des capsules récupérables, des mini-satellites évidemment inhabités

munis de protections thermiques qui permettraient de les récupérer intacts sur Terre après un certain temps en orbite.

« De telles capsules, qui pèseraient une cinquantaine de kilos, pourraient être emmenées en piggy back (passager supplémentaire peu encombrant) par des Ariane-4 lors du lancement des satellites de télécommunications, explique un technicien de l'Aérospatiale. Elles resteraient dans le troisième étage de la fusée, qui continue à tourner en orbite après le largage de sa charge utile, et qui dispose de tous les équipements électroniques pour le déclenchement et le contrôle des expériences en microgravité, puis seraient éjectées ».

Ces capsules pourraient même être lancées par... d'anciens missiles déclassés de la force de frappe dont les remplacements la tête nucléaire ! Des surplus de l'armée, en quelque sorte. Une étude prospective de faisabilité et de marché sur ce mode de lancement original est menée actuellement par les sociétés Aérospatiale, Arianeespace et SEP.

Les Européens s'orientent ainsi vers un créneau commercial relativement à bon marché, qui permettrait de combler le vide entre les vols sur la navette — hors de prix et peu flexibles — et les vols sur fusées sondes ou sur avions peu commodes et n'offrant pas des durées suffisantes en microgravité. La relative — modicité du prix compenserait l'inconvénient de l'absence d'un astronaute capable de rattraper l'expérience en cas de problème technique. Certaines sociétés privées américaines ont des projets similaires. La future plate-forme automatique inhabitée Eureka de l'ESA pourrait aussi représenter une solution un peu moins chère que Freedom.

Malgré la morosité actuelle des industriels face à l'avenir de la microgravité, Européens et Américains semblent donc continuer à foncer droit devant, chacun à sa manière, ou, plutôt, selon ses moyens. Un pari sur l'avenir qui pourrait colter cher, « C'est vrai qu'actuellement la situation n'est guère favorable, reconnaît M. Bouvard. Mais sans doute manque-t-on un peu d'imagination. Au-delà de vingt ans, on ne sait pas ce qui se passera. Peut-être les fameuses usines de l'espace existeront-elles un jour. Les pionniers de l'aviation, il y a un siècle, auraient été incapables d'imaginer le Rafale ou les Airbus d'aujourd'hui. Or, ne l'oubliez pas : Spoutnik-1, le premier satellite, ne date que de 1957. »

JEAN-PAUL DUFOUR

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue la Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3 T puis OSP

Vente s/saisie immob. Palais de Justice  
BOBIGNY  
Mardi 31 octobre 1989, à 13 h 30  
EN UN LOT

UN PAVILLON D'HABITATION  
à MONTERNEIL (93)

Cont. 258 m<sup>2</sup> - 3, r. de la D-Lesme  
M. à P. 140 000 F S'adr. M. AYOUB,  
124, bd. Malesherbes, tél. : 46-22-47-02  
M. PIETRUSZYNSKI, avocat à Paris  
(93), 28, rue Scandiac, au greffe du TOI  
de Bobigny, où le cahier des charges est  
déposé. Sur les lieux pour visiter.

Vente s/saisie immob. Palais de Justice  
BOBIGNY  
Mardi 31 octobre 1989, à 13 h 30  
EN UN LOT

UN APPARTEMENT  
Bât. G 5 et un emplacement pour véhicule  
sis à BAGNOLET (93)

1 à 13, rue de la Neuse  
M. à P. 100 000 F S'adr. M. AYOUB,  
124, bd. Malesherbes - Tél. : 46-22-47-02  
M. PIETRUSZYNSKI, avocat à Paris  
(93), 28, rue Scandiac, au greffe du TOI  
de Bobigny, où le cahier des charges est  
déposé. Sur les lieux pour visiter.

Vente s/sais. Pal. de Just. NANTERRE (92) JEUDI 9 NOVEMBRE 1989, à 14 h

APPART. à LEVALLOIS-PERRET (92300)  
137, rue E. Vaillant - Bât. A - 1<sup>er</sup> ét. - Entrée - S.A.M. C.A. - C2  
M. à P. 180 000 F S'adr. M. WISLIN, avocat  
7, av. de Madrid à NEUILLY-S/SEINE (92300) - M. ABADIE, avocat  
à PARIS (4<sup>e</sup>), 23, bd. Henri-IV - Tél. 43-72-07-41 (avant 16 heures).

Vente s/sais. Pal. de Just. CRÉTEIL (94) JEUDI 9 NOVEMBRE 1989, à 9 h 30

APPART. à IVRY-SUR-SEINE (94200)  
66, rue Mirabeau - Bât. A - 1<sup>er</sup> ét. - Entrée - S.A.M. C.A. - C2  
Débaras - C.A. - S. de 55 - 2 Ch. - Cave - Jardin 16 m<sup>2</sup>  
M. à P. 90 000 F S'adr. M. S. TACNET, avocat  
20, r. Jean-Jaures à CHAMPIGNY-S/MARNE (94500) - M. ABADIE, avocat  
à PARIS (4<sup>e</sup>), 23, bd. Henri-IV - Tél. 43-72-07-41 (avant 16 heures).

Vente sur saisie Palais de Justice CRÉTEIL (94) JEUDI 9 NOVEMBRE 1989, à 9 h 30

APPARTEMENT type F 4 à ORLY (94310)  
28 à 42 - 43 à 53, rue du Novelet - 6 à 16, avenue Adrien-Raynal  
Bât. D1, esc. 2, 4<sup>e</sup> étage, porte droite, 1. de 100 m<sup>2</sup>, cave, cell.,  
salle, salle d'eau, w.c., dégarde, 3 espaces rangement, cave  
M. à P. 90 000 F S'adr. M. S. TACNET  
20, rue J.-Jaures à CHAMPIGNY-S/MARNE (94500) - M. ABADIE, avocat  
à PARIS (4<sup>e</sup>), 23, bd. Henri-IV - Tél. 43-72-07-41 (avant 16 h).

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL - le JEUDI 2 NOVEMBRE 1989, à 9 h 30

PAVILLON à VITRY-SUR-SEINE (94)  
236, rue Julien-Gréman  
SOUS-SOL AMÉNAGÉ : dégarde, petit débarras, 2 chambres, salle de bains,  
petit salon - REZ-DE-CHAUSSEE : séjour avec grande cheminée, cuisine, W.C.,  
entrée - sur terrain de 2 ares - MISE A PRIX : 200 000 F  
S'adresser à M. NOEL, avocat à CHARENTON (Val-de-Marne), 16, avenue Jean-  
Jaures, tél. : 48-93-36-15 - Cabinet de M. HALARD, SCHENE-AMATHIAIN,  
avocats à PARIS (8<sup>e</sup>), 50, boulevard Malesherbes, tél. : 45-22-27-68 - Sur les lieux  
pour visiter le LUNDI 30 OCTOBRE 1989 de 15 h à 16 h.

(Publicité)

Le Conseil Régional de l'Ile-de-France  
organise du 16 octobre au 16 novembre 1989  
UN CONCOURS POUR LES JEUNES PHOTOGRAPHES  
(nés après 1948 et résidant en Ile-de-France)  
Pour tous renseignements appelez le 40-84-84-22

ODOUL AGENT DE  
Garde-meubles  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris



## SOCIÉTÉ

## MEDECINE

Une conférence internationale à Marseille

## L'Afrique comptera un million de malades du sida en 1992

La quatrième conférence internationale sur le sida et les cancers associés en Afrique s'est tenue du 18 au 20 octobre à Marseille. Face à l'extension de l'épidémie de sida sur le continent africain, les scientifiques s'interrogent sur les moyens qui permettraient à certains pays de sortir d'une situation qui, à bien des égards, est devenue dramatique.

## MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Incompréhensible. Le mot revient sans cesse dans la bouche des chercheurs présents à Marseille lorsqu'on leur demande d'expliquer l'évolution pour le moins anachronique de l'épidémie de sida sur le continent africain. A cet égard, l'exemple de la Côte d'Ivoire est certainement le plus significatif.

Il y a peine cinq ans, ce pays était montré avec envie par les responsables sanitaires de toute l'Afrique centrale. Lui, au moins, disait-on, comme d'ailleurs, en général, l'Afrique de l'Ouest, est épargnée par l'épidémie. Cinq ans plus tard, il faut déchanter. Car c'est une épidémie d'une rare ampleur qui frappe actuellement la Côte d'Ivoire. Selon une vaste enquête, dont les conclusions ont été rapportées à Marseille par le docteur A. Sangaré (Abidjan), 5,5 % de la population de la Côte d'Ivoire serait affectée par le virus. A Abidjan, ce pourcentage s'élève à 6,4 %.

Dans la capitale ivoirienne, plus d'une personne sur trois (39 %) est séropositive. En outre, 47 % des malades hospitalisés dans les services de pneumologie et 27 % de ceux qui ont été admis dans les services de médecine interne sont également infectés par le virus. Personne n'est capable de dire jusqu'à quand cette épidémie va continuer à se développer. De même, aucun chercheur n'est actuellement en mesure de dire pourquoi en Côte d'Ivoire, ce sont surtout des hommes qui sont atteints alors qu'au Zaïre ou en Ouganda, par exemple, c'est parmi les femmes que l'on compte le plus de personnes infectées.

Ces questions aujourd'hui sans réponse sont pourtant fondamentales, dit le professeur Peter Piot, de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers (Belgique). Comment expliquer ces différences ? Pourquoi l'épidémie frappe-t-elle ainsi la Côte d'Ivoire et pas des pays comme le Ghana ou le Nigeria ? Le docteur Jonathan Mann, qui dirige le programme mondial de lutte contre le sida à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), remarque de son côté : « Cela prouve au moins que l'Afrique n'existe pas en tant qu'entité épidémiologique. Il existe une grande hétérogénéité qui fait de ce continent une espèce de mosaïque. Une mosaïque au sein de laquelle, on le voit bien, la vulnérabilité pour le virus du sida n'est pas établie une bonne fois pour toutes. »

## Hôpitaux saturés

Au-delà de ces interrogations reste le constat. L'Afrique est bel et bien frappée de plein fouet par l'épidémie de sida. Quarante-huit pays africains ont déclaré au moins un cas à l'OMS, et l'on estime que, sur les 5 à 10 millions de personnes

qui actuellement, de par le monde, sont infectées par le VIH, environ 3 millions sont africains. De la même manière, il y aurait 300 000 malades du sida en Afrique, soit la moitié du nombre total de malades estimés par l'OMS dans le monde. Selon le docteur J. Chin, de l'OMS, il devrait y avoir en Afrique, en 1992, 1 million de malades atteints de sida, parmi lesquels 200 000 enfants.

D'ores et déjà, dans certains grands centres urbains d'Afrique centrale, au Rwanda ou en Ouganda par exemple, près de 30 % de la population est séropositive. 90 % des prostituées de certaines villes sont également infectées. Et, même si, comme dit le docteur A.-J. Georges (Institut Pasteur de Bangui), « on peut penser qu'en Afrique le nombre de malades est moins élevé que ce que laissent prévoir les enquêtes de séroprévalence », il n'en demeure pas moins que bien des hôpitaux commencent à être saturés.

Dans de telles conditions, étant donné la situation économique souvent catastrophique des pays africains, la seule façon de lutter contre la maladie semble passer par la mise en place de vastes campagnes de soins de santé primaire. Si ces campagnes ont une efficacité — ce qui reste à démontrer — celle-ci ne pourra être observée qu'à longue échéance.

## La coopération

en question

L'attitude des pays occidentaux à l'égard de l'Afrique a été, tout au moins dans les colloques du congrès, largement évoquée à Marseille. « Trop souvent, explique par exemple un spécialiste, la coopération se résume pour des pays tels que la France à l'envoi d'équipements inadaptés aux besoins réels du pays ; comme s'il s'agissait avant tout en quelque sorte de subventionner l'industrie nationale. » La quasi-absence d'écoles de santé publique et d'épidémiologie au niveau européen est une grave lacune », ajoute le docteur Piot. L'Europe a besoin d'avoir une structure comparable au Centre américain de contrôle des maladies.

Ces reproches sont, semble-t-il, d'autant plus justifiés qu'ils vont dans le sens de la politique africaine de la France. « Est-ce qu'un gouvernement pourrait longtemps supporter le poids économique, social et humain d'une population séropositive à 20 ou 30 % sans être à son tour exposé à un risque de désintégration ? » interroge le docteur Mann. La situation actuelle de la Côte d'Ivoire ou de la République centrafricaine devrait peut-être inciter les pouvoirs publics français à reconsidérer la nature et l'ampleur de leur politique de coopération.

FRANCK NOUCH

## IMMIGRATION

Publiant les statistiques de la présence étrangère en France

## La direction de la population confirme la forte augmentation des demandes d'asile

Selon la direction de la population et des migrations, le nombre d'étrangers en France est toujours de 3,5 millions environ, même si les flux d'entrée sont en augmentation. Cette stabilité est due notamment aux « sorties » que constituent les acquisitions de nationalité française.

C'est un « constat objectif », destiné à « dépasser les mythes ou les faux débats » qu'a voulu faire M. Gérard Moreau, directeur de la population et des migrations au ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, en publiant mercredi 18 octobre toutes les statistiques disponibles pour 1988 sur la présence étrangère en France. Ces chiffres officiels ne comprennent pas les clandestins qui, selon lui, ne peuvent être évalués.

Les statistiques établies par M. André Lebon confirment que l'immigration saisonnière (70 500 travailleurs en 1988) décroît de 7 % à 8 % chaque année. En revanche, tous les autres flux d'entrée en France étaient en augmentation l'an dernier et la tendance se poursuit en 1989 : 12 700 travailleurs permanents (au lieu de 10 700 en 1987, soit + 18,6 %) ; 29 300 conjoints et enfants mineurs (+ 9,7 %) ; 1 900 titulaires d'autorisation provisoire de travail (+ 24 %) ; 34 200 demandeurs d'asile (24,2 %).

Cette dernière catégorie est celle qui enregistrera certainement la plus forte hausse en 1989. La direction de la population confirme en effet (Le Monde du 14 octobre) que le nombre des demandeurs d'asile devrait atteindre 60 000 cette

année. « Il y a là une question de fait qui doit susciter, et susciter effectivement, études et décisions », a affirmé M. Moreau.

## Féminisation

et chômage

Les départs de résidents étrangers sont difficiles à évaluer. On ne connaît que les sorties « assistées », dans le cadre du dispositif d'aide à la réinsertion, qui sont en net recul : moins de 2 000 travailleurs et 1 800 membres de leurs familles en 1988, malgré l'extension de cette aide à de nouvelles catégories de bénéficiaires potentiels.

Les acquisitions de la nationalité française — qui diminuent d'autant le nombre des étrangers recensés — sont en augmentation : 54 300 personnes en 1988, contre 41 800 en 1987. A ce nombre, il faut ajouter quelque 20 000 jeunes nés en France qui deviennent français « automatiquement » au titre de l'article 44 du code de la nationalité.

Le nombre des travailleurs étrangers est stable : 1,5 million de personnes en mars 1988, mais cela s'accompagne d'une nette féminisation et d'une hausse du chômage : parmi les 2,65 millions de demandeurs d'emploi dénombrés en décembre dernier, 309 000 étaient de nationalité étrangère, soit 11,7 %.

Quant au transfert de fonds vers les pays d'origine, il est en diminution : 34,6 milliards de francs en 1987 contre 35,5 milliards en 1986 et 37,1 milliards en 1985. Cette évolution témoigne sans doute des difficultés économiques que rencontrent les travailleurs étrangers, mais sans doute aussi de leur intégration de plus en plus poussée dans la société française.

## Un concours d'architecture pour favoriser la cohabitation entre Français et étrangers

L'association « Couleurs de la vie, couleur de la ville » et SOS-Racisme ont lancé, mercredi 18 octobre, un concours d'architecture et d'urbanisme pour faciliter « grâce à un aménagement différent de la ville, une meilleure intégration des immigrés et favoriser la cohabitation entre Français et étrangers » (1). Cette initiative s'adresse aux étudiants en architecture et urbanisme ainsi qu'à leurs enseignants, aux organismes qui s'intéressent à l'avenir des villes et aux associations intervenant dans les secteurs culturels, sociaux ou économiques.

Présentant ce concours, M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, a estimé qu'une autre conception de l'aménagement urbain éviterait la fixation de ghettos, « génératrices de tensions raciales ». Le président du jury, M. Michel Canal-Dupart, urbaniste, a regretté, à propos du plan d'urgence lancé récemment en Île-de-

France, que « ni le premier ministre, ni le président de la région, ni le maire de Paris n'ont évoqué la question de l'intégration urbaine des immigrés ». Selon lui, « il y a pourtant urgence ». Parmi les membres du jury figurent des responsables de l'Union nationale des HLM, de la Société immobilière de la Caisse des dépôts et du ministère de l'équipement et du logement.

Il n'est pas demandé aux concurrents des programmes, mais des idées, une manière, selon les organisateurs du concours, de « prendre, d'ici la fin du siècle, l'une des batailles que représente l'aménagement harmonieux des villes ».

J.P.

(1) 177, rue de Paris, 94220 Charenton-le-Pont. Tél. : 49-77-95-31. Réception des projets : du 5 au 9 mars 1990. Exposition des projets : mai-juin 1990, au centre Georges-Pompidou.

## DEFENSE

Un ingénieur sur trois ne renouvelle pas son contrat

## La fuite des « cerveaux » de l'armement

La Délégation générale pour l'armement (DGA) connaît une véritable hémorragie de ses ingénieurs qui, la reprise économique aidant, sont de plus en plus sollicités par le secteur privé où ils sont davantage rémunérés. En 1989, au rythme où se développe la situation actuelle, le tiers de ses ingénieurs sous contrat aura choisi de quitter la DGA. C'est le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, qui l'a récemment indiqué aux députés de la commission de la défense, à l'Assemblée nationale.

Outre le millier d'ingénieurs de l'armement qui sont issus de Polytechnique et qui constituent un corps de direction et d'autorité, la DGA emploie environ dix mille cinq cents cadres dits de niveau 1 (l'équivalent de la catégorie A de la fonction publique) qui sont des ingénieurs ou des administratifs. Sur ce total, deux mille six cents sont des ingénieurs sous contrat qui ont conclu avec la DGA un accord de trois ans, renouvelable par tacite reconduction.

Titulaires du diplôme d'une école nationale supérieure d'ingénieurs ou d'un niveau au-delà, ces ingénieurs sous contrat sont

affectés à la recherche ou à l'encadrement technique d'ateliers ou de services dépendant de la DGA. Au sein du corps qu'ils constituent, le poids moyen du salaire offert par la DGA est de l'ordre de 13 000 francs mensuels, avec la perspective d'une révision individuelle de leur rémunération chaque mois de juillet, en règle générale, non comprises les hausses de la fonction publique.

Aux députés, M. Sillard a fait part de ses difficultés à conserver à la DGA ces personnels d'encadrement. « La reprise actuellement observée sur le marché de l'emploi des ingénieurs, a expliqué le délégué général pour l'armement, est à l'origine de cette fuite des cerveaux, du fait de l'insuffisance des salaires que la DGA est capable de verser ».

Les ingénieurs sous contrat disparaissent, pour la plupart, entre vingt-sept et trente ans, car, après cinq ans d'activité, ils constatent qu'ils subissent un décalage de 30 à 35 % de leurs rémunérations par rapport à celles du secteur privé. C'était le cas déjà dans les années 70. Entre-temps, la crise économique a conduit ces ingé-

nieurs à rechercher une relative stabilité de l'emploi. Depuis, le marché a repris. En 1989, c'est le tiers des ingénieurs sous contrat de la DGA qui se sera égaré au profit de l'industrie privée, faute de salaires attractifs et de progression hiérarchique intéressante à la DGA. Le ministère de la défense sert en quelque sorte d'école de formation pour ces ingénieurs, mais il perd cette force vive au moment où elle serait la plus rentable pour l'encadrement de ses usines.

J.L.

Deux hauts fonctionnaires pour un audit dans les armées. — A la demande du premier ministre, M. Philippe Lacarrière, inspecteur général des finances et ancien secrétaire général pour l'administration des armées (1973-1985), et M. Jean-Claude Watremez, contrôleur général des armées, ont été chargés d'évaluer les procédures de lancement et de suivi des grands programmes d'équipement militaire, dans le cadre d'un audit au sein de la défense. M. Michel Rocard souhaite connaître les raisons qui expliquent les nombreux dépassements de coût des systèmes d'armes.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 18 octobre :

## UN DÉCRET

Le 16 octobre 1989 décidant une cérémonie de reconnaissance nationale à l'égard de Concordet, de Monge et de l'abbé Grégoire.

## DES LISTES

Des épreuves de l'Ecole nationale supérieure d'électronique et de radioélectricité de Bordeaux ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

Des épreuves de l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de génie chimique de Toulouse ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

## ENVIRONNEMENT

Les journées à Courson. — Consacrées aux arbres et aux plantes rares, les journées de Courson auront lieu les 20, 21 et 22 octobre de 10 h à 18 heures, sauf le vendredi, jour d'ouverture, où l'exposition va commencer à 15 heures. Plusieurs conférences seront données, notamment par Roy Lancaster, spécialiste de la flore chinoise, et Adrian Bloom. Renseignements : (1) 64-68-90-12 ou (1) 45-55-41-74. Pour aller au château de Courson dans l'Essonne entre Limours et Arpajon, prendre à partir de Paris l'autoroute du Sud, puis la RN 20 jusqu'à la sortie Arpajon centre, direction Limours, puis la D 97 jusqu'à « Bel-Air ». Suivre ensuite le fléchage « Château et parc de Courson ».

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 19 h. \* Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

## LUNDI 23 OCTOBRE

- S. 1. et 7. — COLLECTION JACQUES DUPUIS provenant d'une propriété des Landes. A 11 h : Tableaux modernes, estampes, dessins et tableaux anciens, bijoux, orfèvrerie, objets de vitrine. A 14 h 30 : Porcelaines et faïences anciennes. Faïences et bronzes de Dordogne, Gallie, Hoetger, Methey. Objets d'art et sièges d'époques diverses. Haute époque. Art islamique. Extrême-Orient. Antiques. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN. MM. Pacitti et de Louvencourt, M<sup>me</sup> Rousseau, M. de Sayer, MM. Herdthausen et Lathuille, MM. Deschaut et Stetten, M. Duchiron, M. Lefebvre, M. et M<sup>me</sup> Camard, M. Coquerpot, M. Aracabe, M. Portier, M. Le Véal, experts.
- S. 2. — Boules presse-papiers. — M<sup>me</sup> BOISGIRARD.
- S. 6. — 14 h 15 : Succession de Madame X... et appartenant à divers amateurs. Importants bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Deschaut et Stetten.
- S. 10. — Cartes géographiques. — M<sup>me</sup> RENAUD (Arcrole).
- S. 13. — Meubles et objets d'art. — M<sup>me</sup> LOUDMER.
- S. 15. — Tableaux, bibelots, mobilier. — M<sup>me</sup> OGER, DUMONT (Arcrole).

## MARDI 24 OCTOBRE

- S. 8. — Vins divers, spiritueux et Champagne. — M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU, M. de Clouet, expert.
- S. 9. — Beaux meubles. — M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

## MERCREDI 25 OCTOBRE

- S. 1. et 7. — 14 h 30 : Haute époque. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN. M. Coquerpot, expert.
- S. 2. — Souvenirs napoléoniens de la Révolution et du XIX<sup>e</sup> s. — M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.
- S. 10. — Textiles anciens du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup>. — M<sup>me</sup> DELAVENNE, LAFARGE.
- S. 12. — Livres. — M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 14. — 14 h 15 : Important ensemble de pièces et éléments d'horlogerie des XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> s. et style. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Dillès, expert.
- S. 7. — 14 h 15 : Dessins et tableaux modernes, sculptures. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pacitti et de Louvencourt, M. Maréchaux, experts.
- S. 10. — Suite de la vente du 25 octobre. — M<sup>me</sup> DELAVENNE, LAFARGE.
- S. 14. — 14 h : Nombreux tableaux, mobilier de style et d'époque : selon Ambrosio. Vêtements masculins. — PARIS AUCTION (M<sup>me</sup> RIBEYRE, BARON). Tél. 42-46-00-77.

## VENDREDI 27 OCTOBRE

- S. 2. — Livres. — M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 3. — 11 h et 14 h 15 : INSTRUMENTS DE MUSIQUE. Violons, alto, violoncelles, archets des XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Vabou, expert.
- S. 5. — Dessins, tableaux anciens, art de la Chine, meubles et objets d'art. — M<sup>me</sup> DAUSSE, DE RICQUES, MM. AUGUIER, BEURDELEY et RAINBRE, experts.
- S. 7. — 14 h 15 : Dessins et tableaux modernes, sculptures. — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. PACITTI, DE LOUVENCOURT, M. MARÉCHAUX, experts.
- S. 8. — Collection d'éventails et robes de grands couturiers. — M<sup>me</sup> OGER, DUMONT (Arcrole).
- S. 9. — Caves de M. Strassburger. Vins divers et spiritueux : Champagne, Bourgogne, Bordeaux. — M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 11. — Tableaux, bibelots, mobilier. — M<sup>me</sup> BOISGIRARD.
- S. 12. — Bijoux. — M<sup>me</sup> RENAUD (Arcrole).
- S. 13. — Tableaux, bibelots, mobilier. — M<sup>me</sup> LANGLADE.

## SAMEDI 28 OCTOBRE

- S. 4. — Collection de caunes. — M<sup>me</sup> LOUDMER.
- S. 5. — Suite de la vente du 27 octobre. — M<sup>me</sup> OGER, DUMONT (Arcrole).

**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 80  
Téléc. : 650 873

## MARDI 24 OCTOBRE A 20 h 30

ARCHÉOLOGIE, ORIENT, ISLAM.

- M<sup>me</sup> BOISGIRARD, Commissaire-Priseur. M<sup>me</sup> Kovorkian, expert.
- ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
- AUDAP, GODEAU, SOLANET, 52, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
- BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
- LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Labau (75009), 42-61-50-91.
- DAUSSE, DE RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 46-74-38-93.
- DELAVENNE, LAFARGE, 12, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-45-92.
- LANGLADE, 12, rue Descombres (75017), 42-27-00-91.
- LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-61-41-16.
- LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Labau (75009), 42-61-50-91.
- LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
- MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
- OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
- PARIS-AUCTION : de Chagny, Cardine-Kalk, Dembergue, Heilmann-Couturier, Ribeyre-Baron, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99.
- RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-44-55.

درووت مونتaignه



## SOCIÉTÉ

L'ancien sous-directeur  
de l'Hôtel des monnaies en correctionnelle

### Les écus sonnants et trébuchants de M<sup>me</sup> Verne

Sous-directeur de l'Hôtel des monnaies, M<sup>me</sup> Françoise Verne comparaissait, le mercredi 18 octobre, devant la 10<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris. Il lui est reproché d'avoir vendu à des antiquaires et à des numismates un certain nombre de pièces rares prélevées sur les collections de l'Hôtel des monnaies.

En 1984, l'administration des Monnaies et Médailles n'avait pas la réputation d'être un modèle de rigueur. Si ses services administratifs n'avaient pas le même souci de précision et de perfection. Le dernier inventaire remontait à l'année 1888 et, cent vingt ans plus tard, le nouvel état des monnaies devait révéler la « disparition » de neuf cent quarante-quatre pièces pour un montant total évalué à 2 854 000 francs. Parmi ces pièces, certaines ont peut-être été perdues alors que d'autres sont le résultat d'indivisibilités rendues invisibles par le désordre qui régnait dans les bureaux.

Mais, pour soixante-sept de ces pièces, une procédure a été engagée contre M<sup>me</sup> Françoise Verne, sous-directeur de l'Hôtel des monnaies. A cinquante-deux ans, titulaire d'un certificat d'études littéraires générales, d'une licence en droit, du diplôme de l'Institut d'études

politiques de Paris, chevalier des Palmes académiques, chef de l'Ordre national du mérite, ancien directeur civil au ministère des finances, elle comparaissait, le mercredi 18 octobre, devant la 10<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris sous l'accusation de vol.

Si, pendant cinq ans, M<sup>me</sup> Verne a tenté de nier une grande partie des faits, elle en assume, aujourd'hui, toute la responsabilité. « C'est la sagesse », remarque le président Henri Malergue, car jusqu'alors sa défense était aussi maladroite que ses larcins.

En août 1984, elle avait vendu à un antiquaire de Caen, pour 1 500 francs, un écu « Carantole » à l'effigie de Louis XIV. Aussi peu scrupuleux que néophyte, le commerçant avait fait apparaître une annonce dans le *Collectionneur français* et dans *Numismatique et change*. C'est ainsi que l'affaire fut découverte car il s'agissait d'un exemplaire « unique en état superbe », parfaitement invendable sans attirer l'attention.

De la même manière, en mars 1984, elle avait vendu à un numismate parisien, pour 100 000 francs, des pièces parmi lesquelles figurait un « pied d'or » du franc d'Henri IV au millésime de 1607. Il provenait des collections du Musée monétaire où il était présenté sur le même plateau que l'écu « Carantole ».

Assise à côté de deux numismates et d'un ami poursuivis

pour vol, M<sup>me</sup> Verne explique : « Il me fallait de l'argent ». Pourtant son état était étonnamment haut fonctionnaire et les revenus annuels du ménage s'élevaient à 800 000 francs. Une somme largement suffisante si son époux, gravement malade, n'avait pas dû subir régulièrement des traitements psychiatriques coûteux et si elle-même n'avait pas été une « main percée », selon la formule employée par son entourage. « Je prétais, je donnais », reconnaît M<sup>me</sup> Verne.

**Fuite en avant**

Couverte de dettes, elle a eu cette attitude que les experts psychiatriques ont désignée comme « une fuite en avant » tout en qualifiant le comportement, suspendu à demi-saïe, de « grande névrose » à la personnalité pathologique. M<sup>me</sup> Verne insiste peu sur cet aspect de sa personnalité, préférant parler du climat qui régnait à l'Hôtel des Monnaies : « Il y avait un grand désordre ; il y avait des pièces dans des boîtes en bois, dans des enveloppes éparpillées, il y en avait d'autres près du standard. On avait l'impression que les gens accumulaient des pièces partout. » Elle précise même qu'un jour elle a dit à son mari : « La Monnaie, c'est la cave d'Ali Baba », mais elle ajoute aussitôt : « Ça n'excuse pas ce que j'ai fait ».

Le procès devrait continuer jusqu'au vendredi 20 octobre. MAURICE PEYROT

### Aux assises du Loiret

## La mort d'un enfant autiste, abandonné de tous

Une mère de famille de cinq enfants, M<sup>me</sup> Michèle Curjel, trente-cinq ans, comparaît depuis le mercredi 18 octobre devant la cour d'assises du Loiret. Après le décès de l'un de ses fils, handicapé, elle avait été écrouée, le 9 avril 1988, sous l'accusation de « privation de soins et d'aliments à enfant par mère légitime, dont il est résulté la mort ». Deux travailleurs sociaux avaient été gardés à vue, mais aucune charge ne fut ensuite retenue contre elles.

### ORLÉANS

de notre correspondant

Sébastien est mort, abandonné de tous, dans un pavillon au bout d'un lotissement ; abandonné par une mère en détresse et de services sociaux — censés être aux côtés de la famille, et qui n'ont pas su deviner l'agonie d'un enfant de douze ans, handicapé.

En fin d'après-midi, le 7 avril 1987, M<sup>me</sup> Curjel, accompagnée de l'assistante sociale du secteur, s'est présentée au service des urgences du CHR (centre hospitalier régional) d'Orléans, portant dans ses bras le corps de son enfant, qu'elle croit encore en vie, emmitouflé dans une couverture. Le décès, qui remonte en réalité à quarante-huit

heures, a pour origine une cachexie résultant d'une dénutrition. Sébastien ne pèse plus que 12 kilos, et la privation de nourriture s'est sans doute prolongée plusieurs mois.

A la barre, l'inspecteur de police chargé de l'enquête, M. Zalacard, n'a osé décrire devant les jurés l'état du pavillon dans lequel vivait, seule avec ses cinq enfants, M<sup>me</sup> Curjel, à Jony-le-Potier (Loiret), et qu'il a découvert le lendemain des faits. Des sacs poubelles encombrèrent le couloir, des détritus recouvraient le sol de toutes les pièces. Dans la « chambre » de Sébastien, au premier étage, un matelas en mousse, souillé, à même le sol, avec quelques débris de nourriture et des cartons remplis d'excréments. L'enfant tentait de se mouvoir là, ne se déplaçant plus que les jambes repliées sous lui avec l'aide des bras.

Les difficultés de M<sup>me</sup> Curjel ont commencé en 1985 avec le départ du domicile conjugal de son mari, Christian Lucioni, qui lui a laissé quatre enfants à charge. Sébastien l'aidé, né en 1976 d'un père dont M<sup>me</sup> Curjel n'a pas voulu révéler l'identité et que M. Lucioni a reconnu, souffre d'un handicap psychomoteur important. Autiste, il est convoqué tous les jours en ambulance au CHS (centre hospitalier spécialisé) de Fleury-les-Aubrais depuis 1982. En avril 1987, les trois autres enfants font l'objet, de la part de la direction de l'action sanitaire et sociale départe-

mentale du Loiret, d'une « mesure d'observation en milieu ouvert ».

**« J'étais trop fatiguée »**

M<sup>me</sup> Curjel survit alternativement des allocations et des petits compléments de la caisse des dettes. En novembre 1987, elle avait une petite fille d'un père, là encore, inconnu. Tout a basculé à ce moment pour la jeune femme. « J'étais trop fatiguée... Je n'ai pas voulu qu'il meure... » Les autres enfants mangent à la cantine de l'école. Sébastien ne se rend plus au CHS et reste au domicile de sa mère. Son calvaire commence.

L'un des experts a expliqué que M<sup>me</sup> Curjel avait été victime d'un épisode dépressif avec « une dépression affective », mais que les signes extérieurs de cette dépression auraient pu être décelables : « Un travailleur social est averti. Un autre expert, neuropsychiatre, a dénoté « les carences des services sociaux (...) qui n'ont pas été plus attentifs que la mère ». Le témoignage des intervenants sociaux qui vivaient la famille a paru irrésistible. On a parlé de « rétroactions de synchro », de « projet de synchro », dont « on ne pouvait exclure la mère », de politique sociale, qui devait « tendre à l'autonomie » des familles et se préoccuper de leur « cohésion », et des risques d'« intervenir brusquement ».

Le 25 janvier 1988, le service de la DASS du Loiret, se sont concertés avec ceux du CHS qui s'occupaient de l'absence du petit Sébastien. On a décidé à cette occasion d'étendre à ce dernier et au nourrisson la mesure d'observation en milieu ouvert, déjà prise envers leurs frères. Début avril 1988, le retour de l'enfant au CHS n'a pas encore eu lieu. Il est trop tard.

Deux plus de quatre mois, ni l'assistante sociale, Mlle Martine, qu'elle dit, n'avait pas « de mandat » pour pénétrer ailleurs que dans la salle à manger du pavillon, ni la travailleuse sociale, Mlle Didon, ni l'éducatrice spécialisée, Mlle Combemere, qui fut la seule à apercevoir à plusieurs reprises Sébastien et à constater « un amaigrissement », ne semblaient s'être rendu compte de la dégradation de l'état de l'enfant et de la dérive de la mère et de son foyer.

Chacun était sans doute à son poste, mais « personne n'était là quand il le fallait », a conclu un témoin.

RÉGIS GUYOTAT

Le détournement de 71 millions de francs  
au détriment de la ville de Carcassonne

### La condamnation d'André Orta est confirmée en appel

MONTPELLIER  
de notre correspondant

La cour d'appel de Montpellier a confirmé, mercredi 18 octobre, la condamnation à quatre ans de prison ferme prononcée en première instance, le 26 juin, contre André Orta, par le tribunal correctionnel. Déclaré coupable d'abus de confiance et de faux et usage de faux en écritures privées, l'homme d'affaires bordelais était notamment jugé pour avoir détourné 71 millions de francs destinés à financer un palais des congrès à Carcassonne.

La cour a qualifié en appel le chef d'inculpation d'abus de confiance en escroquerie. Cette modification pourrait permettre à la ville de Carcassonne d'être dispensée de rembourser la somme

empruntée par l'association dont André Orta était le président et pour laquelle la ville était portée caution. La municipalité, qui refuse toujours de payer, a en effet engagé une procédure devant le tribunal de grande instance. S'il est établi que, lors des signatures du prêt, elle était bien victime d'une escroquerie, sa responsabilité sera déchargée de tout règlement.

En attendant, la chambre régionale des comptes a conseillé, lundi, au préfet de faire inscrire au budget de la commune de Carcassonne une somme de 14 millions de francs équivalant aux deux premiers échelons de remboursement. André Orta a décidé de se pourvoir en cassation.

JACQUES MONVIN

## SPORTS

### FOOTBALL

### Paris battu, Marseille vainqueur en Coupes européennes

Les clubs français engagés dans les différentes compétitions européennes de football ont connu, mercredi 18 octobre, des fortunes diverses. Le Paris-Saint-Germain, battu au Parc des Princes par la Juventus de Turin (0-1) en match aller des seizièmes de finale de la Coupe de l'UEFA, paraît mal parti pour se qualifier lors de la seconde manche, mercredi 1<sup>er</sup> novembre, en Italie.

Les Parisiens, emmenés par le Franco-Yugoslave Safet Susic, auraient pu marquer à deux reprises en première période mais Zlatko Vujovic et Christian Perez ont frappé deux fois sur les poteaux. Les joueurs de la capitale, qui ont sans doute disputé leur meilleur match depuis le début de la saison, se sont inclinés en seconde mi-temps sur un but de l'attaquant portugais Rui-Barros.

Les trois autres équipes françaises encore en lice ont réalisé de bonnes prestations. En Coupe de l'UEFA, les Sochaux sont allés tenir en échec les Italiens de la Fiorentina (0-0) à Pérouse, et Auxerre s'est facilement imposé en Finlande contre Rovaniemi (5-0). En Coupe des champions, l'Olympique de Marseille a dominé l'équipe grecque de l'Aek Athènes (2-0) au stade-vélodrome (buts de Jean-Pierre Papin et du Grec Stelios Manolas contre son camp).

Après un sans-faute lors du premier tour (cinq équipes qualifiées sur cinq), le football français risque donc de perdre au moins deux de ses représentants lors des prochains retours. L'AS Monaco, tenu en

échec à domicile par le Dynamo de Berlin (RDA), mardi 17 octobre (*le Monde* du 19 octobre) en Coupe des vainqueurs de coupe, est en effet également en position délicate.

Ph. Br.

### Violents incidents au Parc des Princes

Le match de coupe d'Europe de l'UEFA entre le Paris Saint-Germain et la Juventus de Turin, mercredi 18 octobre à Paris, a donné lieu à de brefs mais violents affrontements entre supporters italiens et français.

Les premiers incidents ont eu lieu avant le coup d'envoi aux abords du stade. Des Parisiens ont jeté des pierres contre le car de l'équipe turnoise, endommageant sérieusement le véhicule. Pendant le match, les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises dans la tribune « F » du Parc des Princes occupée par environ deux cents jeunes Italiens, membres d'un groupe de supporters dénommé « Change mécanique » et réputé d'extrême-droite (*le Monde* du 5 octobre).

A la sortie du stade, vers 21 h 30, alors que les « ultras » de la Juventus se repliaient en rangs serrés — et libres de toute surveil-

lance policière — vers leurs cars stationnés porte de Saint-Cloud, ils ont été attaqués par des supporters de Paris-SG, parmi lesquels de nombreux marginaux et quelques skinheads, habillés en Italiens dans la tribune « Boulogne ». Les Italiens ont répliqué à l'aide de bâtons et de barre de fer, brisant des pare-brises de voitures en stationnement et les vitres d'une brasserie.

Plusieurs serveurs de cet établissement ont été blessés (dont un grièvement atteint à la tête) en tentant de s'interposer. Les affrontements ont duré plusieurs minutes avant que la police intervienne, vers 21 h 45. Six compagnies de CRS, soit quatre cent quatre-vingts hommes, avaient été mobilisées pour ce match qui avait attiré trente mille spectateurs dont près de deux mille Italiens.

Ph. Br.

### Le rapport de la « mission Sastre »

## Une refonte des championnats

La « mission Sastre », créée au mois de mai afin d'étudier les moyens d'assainir le football français, a remis à M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, son rapport. Les championnats nationaux devraient être réorganisés ; les rapports entre la Fédération et la Ligue, ainsi que les relations avec les chaînes de télévision, devraient être réaménagés.

En mai, à la suite des nombreuses affaires qui avaient secoué le football français (*le Monde* du 13 mai) sur fond d'élimination de la prochaine Coupe du monde, M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, avait confié à M. Fernand Sastre, ancien président de la Fédération française de football (FFF), une mission : « Faire des propositions concrètes pour que le football français retrouve son rang. » L'objectif était clair : établir un bilan de santé du « malade » et prescrire les remèdes, quitte à remettre en question les structures et les personnes en place.

Les groupes de travail, réunissant de nombreuses personnalités (anciens joueurs, présidents de club, maires...), ont rendu au secrétaire d'Etat leurs conclusions qui seront officiellement dévoilées mercredi 25 octobre. Il ne s'agit que de propositions. Les autorités du football ne seront pas obligées de les appliquer. Mais ni le président de la Fédération, M. Jean Fournet-Fayard, ni celui de la Ligue, M. Jean Sadoul, ne sont réellement en mesure de s'y opposer.

### Resserrer Pélie

La proposition la plus spectaculaire concerne l'organisation des championnats professionnels. Le football français se dirigerait vers une hiérarchie semblable à celle en vigueur en Italie. La première division serait réduite de vingt à dix-huit clubs. Ce resserrement de l'élite permettrait d'alléger le calendrier (notamment au bénéfice de l'équipe de France, dont les joueurs seraient moins sollicités) et d'élever le niveau de la compétition. La deuxième division, actuellement constituée de deux groupes de dix-huit équipes, serait quant à elle transformée en un Championnat de France B à poule unique, réservée exclusivement à des clubs dotés du statut professionnel. La troisième division, qui comprend aujourd'hui six groupes de seize équipes, deviendrait un championnat ouvert à des clubs professionnels ou promotionnels (semi-

professionnels) répartis en deux poules.

Ce schéma de réforme ne pourrait entrer en vigueur au plus tôt qu'au début de la saison 1991-1992. Afin de montrer leur « bonne volonté », les présidents de club s'étaient (timidement) déclarés favorables à une refonte de l'élite, lors de l'assemblée générale de la Ligue, le 17 juin à Nice (*le Monde* du 20 juin).

### Nouvelle répartition des pouvoirs

Outre ces changements « sportifs », le rapport de la « mission Sastre » préconiserait des mesures aboutissant à une nouvelle répartition des pouvoirs entre la Fédération et la Ligue nationale.

La toute-puissance de cette dernière et de son président Jean Sadoul, âgé de soixante-dix-huit ans, avait été vivement critiquée lors des affaires de la saison dernière. Il semblerait donc que la mission lui porte de nouveau un coup sévère : la Fédération serait donc appelée à contrôler davantage les activités du football professionnel.

Enfin, un code de conduite devrait être établi afin de réglementer les rapports entre le football et la télévision. L'apparition de Canal Plus puis la privatisation de TF1 ont entraîné, ces dernières saisons, la multiplication des « exclu-

sivités » engendrant des conflits sur le droit d'utilisation des images. La « mission Sastre » souhaiterait clarifier les règles du jeu. Année 2, chaîne publique qui ne peut s'aligner sur les tarifs pratiqués par ses concurrents privés, serait la principale bénéficiaire de cette nouvelle donne.

Elle aurait notamment le droit de retransmettre trois matches de l'équipe de France dans l'année. Ces propositions sur l'audiovisuel devraient se heurter à la solidité des contrats en vigueur entre les autorités du football et les différentes chaînes (TF1 pour l'émission « Télé-Foot » et certains matches, Canal Plus pour l'équipe de France, le championnat et les Coupes d'Europe), et n'entreraient donc en vigueur que progressivement.

Le détail du rapport devrait être connu dans les jours qui viennent. Selon le nouvel hebdomadaire *Le Sport*, qui en révèle le contenu dans son numéro du 20 octobre, il serait également question de l'instauration d'un contrôle régulier de la situation financière des clubs par le ministère des finances, de nouvelles réglementations concernant les dépôts de bilan, de la nomination d'un « M. Pré-formation » chargé de redéfinir la stratégie en matière de formation des enfants et, enfin, de l'implantation d'aires de jeu dans les grandes villes pour relancer la pratique de ce sport.

PHILIPPE BROUSSARD

### VOILE : course autour du monde

## Patrick Tabarly en conflit avec son armateur

L'*Esprit-de-liberté* de Patrick Tabarly risque fort de ne pas être au départ de la deuxième étape de la course autour du monde en équipage (Withbread) le 28 octobre à Punta-del-Este (Uruguay). Arrivé seizième de la première étape, le 6 octobre, l'équipage du voilier — vainqueur de l'édition 1986 de cette épreuve avec Lionel Péan — a eu la mauvaise surprise de se retrouver dans le port sud-américain sans argent ni carte de crédit, sans passeport et sans nouvelles de son armateur.

Grâce à l'aide d'Alain Gabbay et de l'équipage de *Charles Jourdan*, l'un des trois voiliers français engagés dans cette course, les équipiers de l'*Esprit-de-liberté* ont pu être hébergés tandis que Patrick Tabarly revenait à Paris pour tenter d'éclaircir la situation.

A ce jour, le Consortium français de développement et d'armement (CFDA), une société créée pour cette opération par Patrick Dubourg, homme d'affaires bien connu dans les milieux de la voile, n'a pu régler les honoraires du navigateur et n'aurait pas plus honoré les traites de sociétés qui ont fourni du matériel pour la pré-

paration du bateau. Patrick Dubourg n'apparaît d'ailleurs pas officiellement dans l'organigramme du CFDA, car une décision du tribunal de commerce de Paris en date du 16 décembre 1985 lui interdit de gérer ou de diriger une entreprise commerciale jusqu'en 1995. En 1977, le voilier *33-Expor*, qu'il avait armé, avait été saisi à l'arrivée de la Withbread. L'homme d'affaires est aujourd'hui encore en procès avec Olivier de Carasson avec lequel il avait créé une société pour financer la tentative réussie du navigateur contre le record du tour du monde en solitaire.

Après avoir rencontré son financier, mercredi 18 octobre, le frère cadet du plus célèbre navigateur français aurait obtenu des assurances sur le versement ultérieur des honoraires et espérait réunir le budget complémentaire de 2,2 millions de francs sur huit mois qui lui permettrait de poursuivre la course. Patrick Tabarly se donnait jusqu'à vendredi 20 octobre, pour trouver une solution et la proposer à son équipage.

GÉRARD ALBOUY

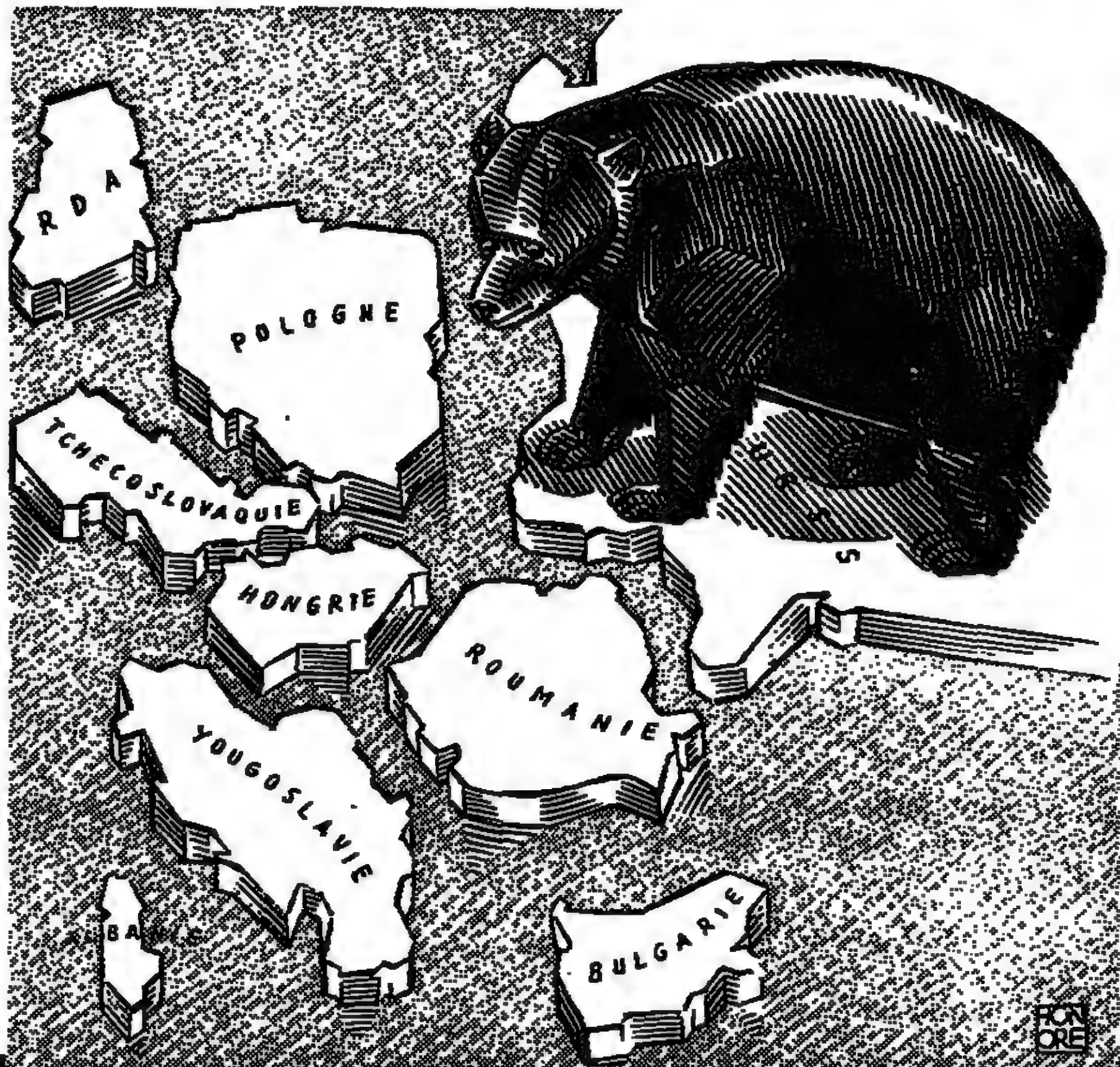


# Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

OCTOBRE 1989

NUMÉRO SPÉCIAL

PREMIER DOSSIER — 12 PAGES



## LES PAYS DE L'EST

- ◆ L'explosion du bloc de l'Est.
- ◆ Le nouveau départ de la Pologne.
- ◆ Hongrie : les défricheurs de l'Est.
- ◆ RDA, Tchécoslovaquie : les réfractaires de la perestroïka.
- ◆ L'Albanie et la Yougoslavie : les inclassables.
- ◆ Roumanie : une dictature aveugle et sourde.

SECOND DOSSIER — 4 PAGES

## 1929-1989 : KRACH ET BOOM

- ◆ L'économie mondiale d'une crise à l'autre.
- ◆ La tourmente boursière d'octobre 1987.
- ◆ Des retombées inattendues : l'envol de la Bourse, l'assainissement financier.
- ◆ L'embellie : la reprise de la consommation et de la croissance.

15 F EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكرا من الجود



هنا من الفن

# AGENDA

JEUDI 19 OCTOBRE

## EXPOSITIONS

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h. sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**EMILE ALLAUD.** Galerie des dessins d'architecture Ccl. Jusqu'au 15 janvier 1990.

**COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE.** MIMAM. Grands salles-sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.

**ALFRED COURMES.** Salle d'art graphique. 4 étages. Jusqu'au 22 octobre.

**DE MATIÈRE A AUJOURD'HUI.** 3 et 4 étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

**L'ÉTRANGE UNIVERS DE CARLO MOLINO.** Galerie du Ccl. Jusqu'au 29 janvier 1990.

**L'EUROPE DE GÖRFFEDD PARISE.** Galerie du forum et petit foyer. Jusqu'au 13 novembre.

**INVENTAIRE 88.** Atelier des enfants. Jusqu'au 2 décembre.

**L'INVENTION D'UN ART.** 180 anniversaire de la photographie. Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1 janvier 1990.

**BRAM VAN VELDE.** Musée d'art moderne, grande galerie. Du 19 octobre au 1 janvier 1990.

**WORLD PRESS PHOTO 1989.** Galerie de la B.P.I. Jusqu'au 13 novembre.

### Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-48-48-14). Mer., ven., sam. de 9 h à 18 h. Jeu. de 9 h 30 à 21 h 45. sam., dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**L'INVENTION D'UN REGARD (1839-1918) : CENT CINQUANTE ANS DE LA PHOTOGRAPHIE.** XVe siècle. Entrée : 20 F (billet jumelé exposition musée : 32 F). Jusqu'au 31 décembre.

**LIVRES D'ENFANTS, LIVRES D'ADULTES.** Exposition spéciale. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Du 24 octobre au 21 janvier 1990.

**L'OPÉRA, PHOTOGRAPHIES DE CHANTIER.** Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 31 janvier 1990.

### Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-63-17). T.J. et mar. de 12 h à 22 h (fermeture des salons à 21 h 15).

**ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE.** Hall Napoléon. Entrée : 25 F (possibilité de billets couplés avec billes d'entrée du musée). Du 20 octobre au 15 janvier.

**ARABESQUES ET JARDINS DE PARADIS.** Collections françaises d'art islamique. Hall Napoléon. Entrée : 25 F (possibilité de billets couplés avec billes d'entrée du musée). Du 20 octobre au 15 janvier 1990.

**LE BEAU IDÉAL.** Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (billet d'entrée au musée). Du 20 octobre au 31 décembre.

### Musée d'art moderne de la ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et lun. de 10 h à 17 h 40. mer. jusqu'à 20 h 30.

**HISTOIRES DE MUSÉE.** Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 novembre.

**NAM JUNE PAIK.** La 1<sup>re</sup> électronique. Jusqu'au 5 novembre.

### Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Esther.

**ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TRENTÉ ANS DE DÉCOUVERTES.** Galeries nationales (45-50-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 22 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F, sam. : 21 F. Jusqu'au 31 décembre.

**CORPS SCULPTÉS, CORPS PARÉS.** Corps masculins. Œuvres d'art de la Côte d'Ivoire. Galeries nationales (42-59-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 15 décembre.

**LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE.** Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales.

## PARIS EN VISITES

VENREDI 20 OCTOBRE

« La mythologie grecque et Gustave Moreau », 10 h 30, 14, rue La Rochefoucauld (L'art et le monstre).

« Versailles : de la maison des musiciens du Roi à la paroisse Saint-Symphorien », 14 h 30, entrée maison des musiciens, angle rue Champ-Lagarde-rue Pasteur (Office de tourisme).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Restauration du passé).

« L'histoire policière de tréboules et Cour des miracles », 14 h 30, métro Sentier, sortie principale (C.A. Messier).

« L'œuvre de Bernard de Clugnot », Le réseau des abbayes cisterciennes et templières, 15 heures, sortie métro Temple (H. Haulori).

« Villages de Paris : le bourg Moutier », 15 heures, métro Mairie, côté escalator (Approche de l'art).

« L'hôtel La Fayette de Saint-Fargeau », 18 heures, 23, rue de Sévigné (Paris et son histoire).

**MONUMENTS HISTORIQUES**  
« Pompiers ou impressionnistes ? Le peintre dans le second moitié du dix-neuvième siècle au Musée d'Orsay », 13 h 45, hall d'entrée, accueil groupe.

« Les passages : dans le quartier Notre-Dame de Bonne-Nouvelle », 15 heures, façade église Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle.

« L'apothéose royale des Invalides. Le laboratoire de Parmentier », 16 heures, sortie métro Varenne.

## CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 12 heures : « La Méopotamie aux débuts et premier millénaire avant J.-C. », par C. Kipinski ; 12 h 30 : « Musée, musée : l'œuvre de l'architecte André Bruni », 19 heures : « Le château de Rivoli ».

11, rue Kappler, 20 h 15 : « Contes disparus et antiquité de l'homme », Entrée gratuite (Loge unie des théopistes).

47, rue de la Fontaine-au-Roi, 20 h 15 : « Les Évangiles gnostiques (Instituts gnostiques) ».

Salle des agriculteurs, 8, rue d'Assolvi, 20 h 30 : « Blanche-Neige ou la résistance au sacrifice », par B. Lampert (Séminaire de l'arbre).

## GALERIES

**ARCHÉOLOGIE ORIENTALE.** Monochromes de Gullène Kim et bronzes de Wu De Chun. Galerie Jacques Barthe, 38, rue Mazarine (43-26-57-81). Jusqu'au 30 novembre.

**FARIED ARMALY.** Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-63-02). Jusqu'au 3 novembre.

**GENEVÈVE ASSE.** Galerie Claude Bernier, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-57-07). Jusqu'au 10 novembre.

**ARMAND AVRIL.** Galerie Erval, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 28 octobre.

**IDA BARBARO.** L'Atelier Lambert, 62, rue de la Boétie (45-83-51-52). Jusqu'au 18 novembre.

**MARTIN BARRÉ.** Galerie Laque-Salomon, 11, quai Malaquais (42-78-17-71). Du 21 octobre au 25 novembre.

« Galerie Jacques Barthe - Caroline Seitz », 7, rue de la Boétie (40-27-84-14). Du 21 octobre au 10 novembre / Galerie Daniel Tampion, 1, impasse Beaubourg (42-72-14-10). Du 18 octobre au 22 novembre.

**BERTHOLLE.** Galerie Lucie Weil - Seignemant, 8, rue de la Harpe (43-54-71-35). Jusqu'au 10 novembre.

**MÉREME BOUDERBALA.** Galerie Keller, 16, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 8 novembre.

**JEAN-FRANÇOIS BRIANT.** Espace et Toile, 55-57, rue du Montparnasse (43-22-77-77). Jusqu'au 28 octobre.

**COLETTE BRUNSWIG, KALLOS, ANNA SHANON, ELZETA VIOLET.** Galerie Nane Stern, 28, rue de Charonne (48-06-78-64). Jusqu'au 4 novembre.

**PIERRE BURGLIO.** Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 19 octobre.

**JAMES LEE BYARS.** Galerie de France, 52, rue de la Vierge (42-74-39-00). Jusqu'au 23 octobre.

**CARRÈRE.** Galerie Vendôme, 12, rue de la Paix (42-61-73-91). Jusqu'au 4 novembre.

**DENIS CASTELLAS.** Galerie Charles Carrière, 8, rue de la Harpe (43-04-86-86). Jusqu'au 10 novembre.

**CENTENAIRE DE JEAN COCTEAU.** Dessins, Pastels. Galerie Proscium, 35, rue de Seine (43-54-82-01). Jusqu'au 2 décembre.

**CÉSAR.** Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Jard (48-04-34-00). Du 21 octobre au 25 novembre.

**PIERRE COLLIN.** Galerie Lacourrière Frélat, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 10 novembre.

**RICHARD CONTE.** Galerie Nicole Ferry, 57, quai des Grands-Augustins (48-53-52-48). Jusqu'au 9 novembre.

**VINCENT DECOIT.** Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 18 novembre.

**ALEXANDRE DELAY.** Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-81-10). Jusqu'au 5 novembre.

**DIX ŒUVRES MAJEURES DE L'ART ABSTRAIT DES ANNÉES CINQUANTE.** Galerie Prazan Froussat, 25, rue Guénégaud (48-34-77-61). Jusqu'au 18 novembre.

**PIERO DORAZIO.** Couleurs - Imprimées. Galerie Artzoul, 9, av. Méditerranée (42-99-16-18). Jusqu'au 10 novembre.

**DUCHAMP, MAN RAY, PICABIA.** Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 23 novembre.

**ESPAGNE - ARTE ABSTRACTO 1950-1985.** Galerie Artzoul, 9, av. Méditerranée (42-99-16-18). Jusqu'au 10 novembre.

**ESPAGNE I.** Gallery Urban, 22, av. Montaigne (42-65-21-34). Jusqu'au 11 novembre.

**BARBARA ESS.** Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Hautefeuilles (48-57-60-81). Du 21 octobre au 25 novembre.

**JEAN FAUCHEUR.** Galerie du Jour Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-43-40). Du 19 octobre au 18 novembre.

**FAUVISME ET EXPRESSIONNISME DANS LA GRAVURE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE.** Au début du siècle. Galerie Bergmann, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Jusqu'au 18 novembre.

**FERS.** De Gonzalez à Tony Cragg. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-06). Jusqu'au 10 novembre.

**FIGURES ET MASQUES.** Tableaux contemporains, arts primitifs. Galerie Vanasse, 134, rue du Faubourg-Saint-Honoré (43-58-72-18). Jusqu'au 4 novembre.

**RAYMONDE GODIN.** Galerie Leif Stahl, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 28 octobre.

**GETZ.** Galerie RYZ dans, 4, rue Compagnie-Première (43-20-95-98). Jusqu'au 31 octobre.

**GOVERNATORI.** Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Du 24 octobre au 25 novembre.

**PAUL GRAHAM.** Galerie Claire Bureau, 30-32, rue de Lappe (43-55-39-00). Jusqu'au 31 octobre.

**ALAIN GRAU.** Galerie Peinture française, 29, rue de Bourgogne (48-51-00-88). Jusqu'au 28 octobre.

**MARCEL GROMAIRE.** Cinquante années de dessins (1917-1988). Galerie de la Présidence, 90, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-95-48-90). Jusqu'au 30 novembre.

**RAYMOND HAINS.** Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 4 novembre.

**HANS HARTUNG.** Galerie Patricia Trigo, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 18 novembre.

**JEAN HELION.** Galerie Jean Roncar, 16, rue de Seine (43-29-63-93). Jusqu'au 28 octobre.

**JEAN HELION.** 1948-1960 peintures et dessins. Art of this Century, 3, rue Viacom (46-33-57-70). Jusqu'au 18 novembre.

**JORG IMMENDORFF.** Galerie Daniel Tampion, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Du 19 octobre au 22 novembre.

**ROBERT MODAMA.** Galerie Natalie Sirovski, 34, rue de Seine (48-33-03-37). Jusqu'au 25 novembre.

**MENACHE KADISHMAN.** Galerie Heyman - Mabel Semmler, 58, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 11 novembre.

**KARSKAYA.** Galerie Philip, 16, place des Vosges (48-04-58-22). Du 19 octobre au 18 novembre.

**KIKI ET MONTMARNAISE.** Galerie Marion Meyer, 15, rue Guénégaud (48-33-04-38). Jusqu'au 31 octobre.

**ALAIN KIRILL.** Galerie Daniel Tampion, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 19 octobre.

**PETER KLASSEN.** Histoire de l'art ordinaire. Galerie Fanny Guillon-Lafaille, 133, bd Hausmann (45-63-52-00). Jusqu'au 2 décembre.

**PAUL KLEE.** Dessins de 1913 à 1928. Galerie Gianni Sisti, 29, rue de l'Université (42-22-41-63). Jusqu'au 31 décembre.

**JANNIS KOUNELLIS, JOHN COPLAND.** Galerie Leong, 14, rue de Téhéran (45-63-13-18). Jusqu'au 30 octobre.

**TETSUO KUDO.** Galerie du Génie, 23, rue Keller (48-06-02-93). Du 24 octobre au 10 novembre.

**ELIANE LARUS, BETHE SÉLASSÉ.** WILLIAM WILSON. AA Galerie, 38, av. Junot - entrée 2, rue Justa-Méville (46-02-82-95). Jusqu'au 18 novembre.

**GER LATASTIER.** Galerie Jacques, 163, rue Saint-Martin (45-08-51-25). Jusqu'au 18 novembre.

**ANNE MADDEN.** Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 28 octobre.

**RAFAEL MAHAVAL.** Galerie Polaris, 25, rue Michel-le-Comte (42-72-21-27). Jusqu'au 20 novembre.

**EUGÈNE MAILAND.** Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-82). Jusqu'au 18 novembre.

**ROBERT MAPPLETHORPE.** Galerie Baudouin Labou, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 10 novembre.

**MARINO DI TEANA.** Galerie Carlihan, 35, rue de Charonne (47-00-78-28). Jusqu'au 18 novembre.

**DJILLALI MEHRI.** Galerie Etienne Dinet, 30, rue de Lisbonne (42-56-43-26). Du 19 octobre au 18 novembre.

**OLIVIER MERIEL.** Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-82). Jusqu'au 18 novembre.

**MIRO ET CALDER.** Gallery Urban, 22, av. Montaigne (42-65-21-34). Jusqu'au 10 novembre.

**LES MODERNES CLASSIQUES A LA BASTILLE.** Galerie Franck Bernat Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-83). Jusqu'au 15 décembre.

**ANNE MOREAU.** Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 4 novembre.

**MELINA MORIAN.** Galerie du Cebra, 5, rue Viacom (43-25-42-59). Jusqu'au 8 novembre.

**IAN WALLACE.** Galerie Gabrielle Hussenot, 5 bis, rue des Hautefeuilles (48-57-60-81). Jusqu'au 18 octobre.

**HERMANN NITSCH.** Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 4 novembre.

**MARIO PRASSINOS.** Tapisseries d'Aubusson rétrospective. Galerie Inard, 179, boulevard Saint-Germain (45-44-86-88). Jusqu'au 4 novembre.

**BERNARD RANCILLAC, CINÉMA.** Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-64-20). Du 23 octobre au 10 novembre.

**HUGUES DE WURSTENBERGER.** Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 25 novembre.

**ERNESTO RIVERO.** Galerie François Pélissier, 91, rue Quincampoix (42-71-84-16). Du 21 octobre au 17 novembre.

**OLIVIER ROCHE ET PIERRE TILMAN PRÉSENTENT C'COMME ÇA.** Galerie Claude Samuel, 19, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 4 novembre.

**RODIN : DISCIPLES ET PRATICIENS.** Galerie Véronique Macé, 33, av. Montaigne (47-42-02-52). Jusqu'au 15 novembre.

**CHEN SAMBA.** Galerie Jean-Marie Patras, 9, rue Saint-Anastase (42-72-22-04). Jusqu'au 21 octobre.

**HÉLÈNE SCECH.** Galerie Michèle Broutta, 31, rue des Bergers (45-77-98-79). Jusqu'au 18 novembre.

**THOMAS SCHLESSE.** MAX NEUMANN. Galerie Adrien Maugé, 42-45, rue du Bac (45-45-45-15). Jusqu'au 15 novembre.

**KURT SCHWITTERS.** Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 15, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 30 octobre.

**JEAN-LOUIS SEFF.** Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 68, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-38). Jusqu'au 19 novembre.

**SOLVÈS.** Galerie Pierre Lescot, 153, rue Saint-Martin (48-57-81-71). Du 19 octobre au 18 novembre.

**CHRISTIAN SORR.** Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 18 novembre.

**NORA SPEYER.** Galerie Dathas Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 4 novembre.

**ROBERT STANLEY.** Galerie Georges Lavry, 42, rue Beaubourg (42-72-71-19). Du 21 octobre au 18 novembre.

**SZEKELY.** Galerie de l'Odéon, 11, rue de l'Odéon (43-26-56-50). Jusqu'au 10 novembre.

**TARWAN.** Sculptures sur bois des Palawan, art des aborigènes de Taïwan, 8, rue de Nècle (45-44-41-42). Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 décembre.

**TWOMBLY.** Galerie Di Moo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 23 décembre.

**HERVÉ TÉLÉMAQUE.** Galerie Messine-Thomé Le Guillou, 1, av. de Messine (45-62-25-04). Jusqu'au 15 décembre.

**GEORGES VANTONGERLOO.** Galerie Danie René, 198, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 26 novembre.

**BRAM VAN VELDE.** Galerie Lucette Henao, passage Molière, 157, rue Saint-Martin (48-57-39-94). Du 19 octobre au 15 décembre.

**JEAN VERAME.** Tbeesi - Tchad - mai 1988. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-93-55). Jusqu'au 28 octobre.

**VERLINDÉ.** Évolution. Galerie d'Art de la place Beauvau, 94, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-95-86-98). Jusqu'au 4 novembre.

**HANNAH YLLIGER.** Galerie Zabrizka, 37, rue Quincampoix (42-72-36-47). Du 19 octobre au 22 novembre.

**VLAMINCK.** Galerie Matignon, 18, av. Matignon (42-66-80-32). Jusqu'au 30 novembre.

**IAN WALLACE.** Galerie Gabrielle Hussenot, 5 bis, rue des Hautefeuilles (48-57-60-81). Jusqu'au 18 octobre.

**WILLIAM WEGMAN.** Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-88). Du 21 octobre au 28 novembre.

**VLANINCK.** Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautefeuilles (42-77-93-80). Du 21 octobre au 28 novembre.

**JAMES WELLING.** Galerie Samia Sacuma, 2, impasse des Bonbonnes (42-36-42-56). Du 21 octobre au 25 novembre.

**HUGUES DE WURSTENBERGER.** Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 25 novembre.

## PÉRIPHÉRIE

**CORSEL-ESSONNES.** Alfredo Jaar - Sarkis. Effets de miroir. Centre d'art contemporain Pablo Nuccia, 22, rue Marcel-Cachin (60-68-00-72). T.J. et lun. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30, dim. de 16 h à 19 h. Jusqu'au 16 novembre.

**LA DÉFENSE.** La Traversée de Paris. Grande Arche (40-90-05-18). T.J. et lun. de 10 h 30 à 19 h 30, ven. de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 48.78.78.00. Entrée : 50 F. Jusqu'au 31 décembre.

**EVRY.** Edouard Boudet. Théâtre de l'Agoria, 110, Grand-Place (84-97-30-31). T.J. et dim. et lun. de 12 h à 18 h 30, sam. de 12 h à 18 h, jusqu'à 20 h 30 les soirées de spectacle. Jusqu'au 4 novembre.

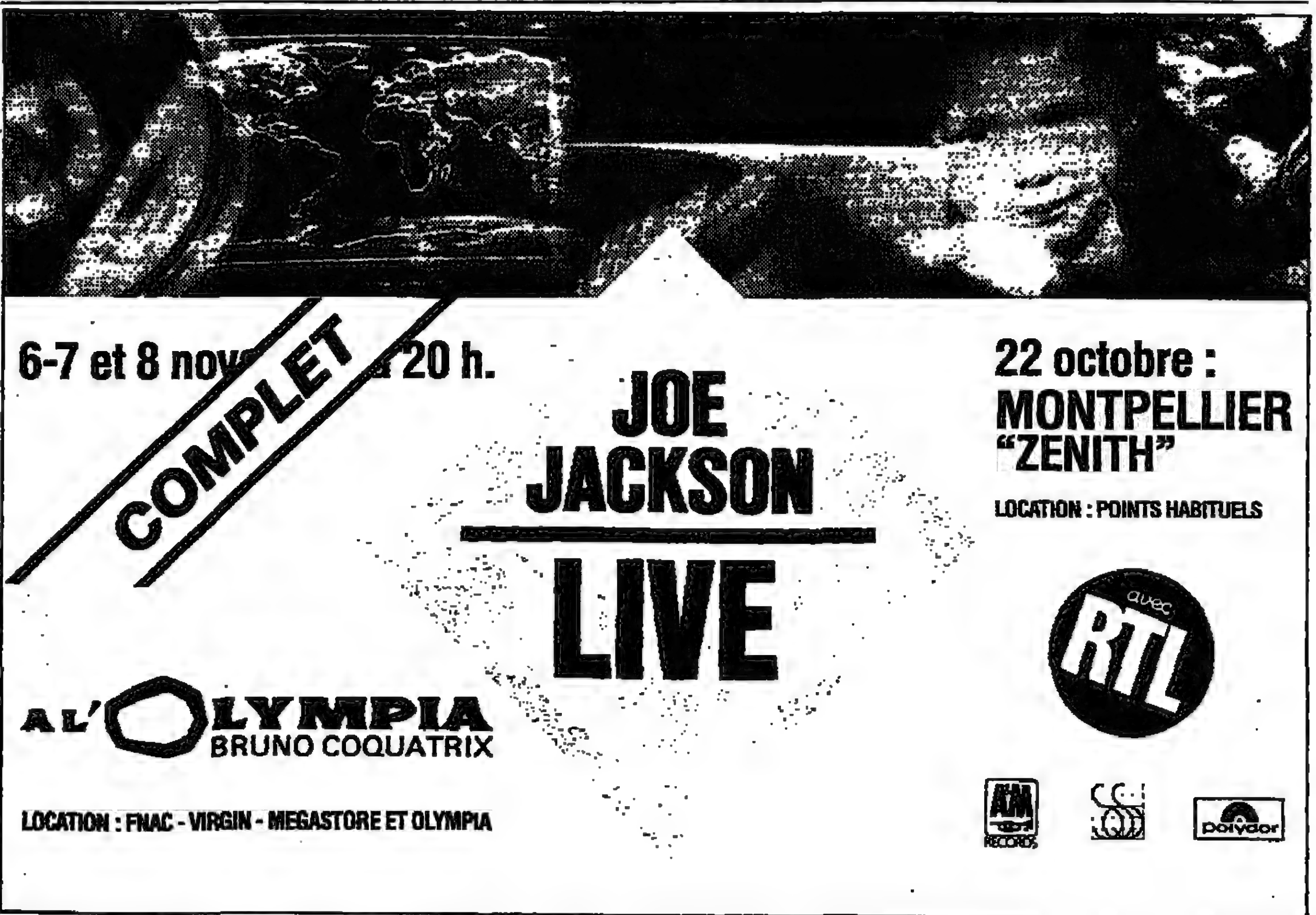
**GENÈVEVILLERS.** Alain Fleischer. Derrière les paupières. Galerie municipale Edouard-Manet, 3, place Jean-Grandpierre (47-94-10-80). T.J. et dim. et lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 10 novembre.

**JOUY-EN-JOSES.** Nos années 80 Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.J. et lun. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 novembre.

**SAINT-CLOUD.** Solitaires-dix dessins français du X<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle provenant des Collections des musées d'Alençon, de Rennes et du Louvre. Musée municipal, jardin des Avenues, 30, boulevard de la République (46-02-67-18). Mer., sam., dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, jeu. ven. mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 octobre.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.** L'Art celtique, statues-menhir. Musée des Antiquités nationales, château de Saint-Germain (34-51-53-65). T.J. et mar. de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 janvier.

**SAINT-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE.** Pierres et Marbres de Joseph Bernard (1886-1931). Fondation de Coubertin, domaine de Coubertin (30-52-01-43). T.J. et lun. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 12 novembre.



6-7 et 8 novembre 20 h.

**JOE JACKSON**

**LIVE**

AL'OLYMPIA BRUNO COQUATRIX

LOCATION : FNAC - VIRGIN - MEGASTORE ET OLYMPIA

22 octobre : MONTPELLIER "ZENITH"

LOCATION : POINTS HABITUELS

RTL

AM RECORDS

CCS

DOUGLAS



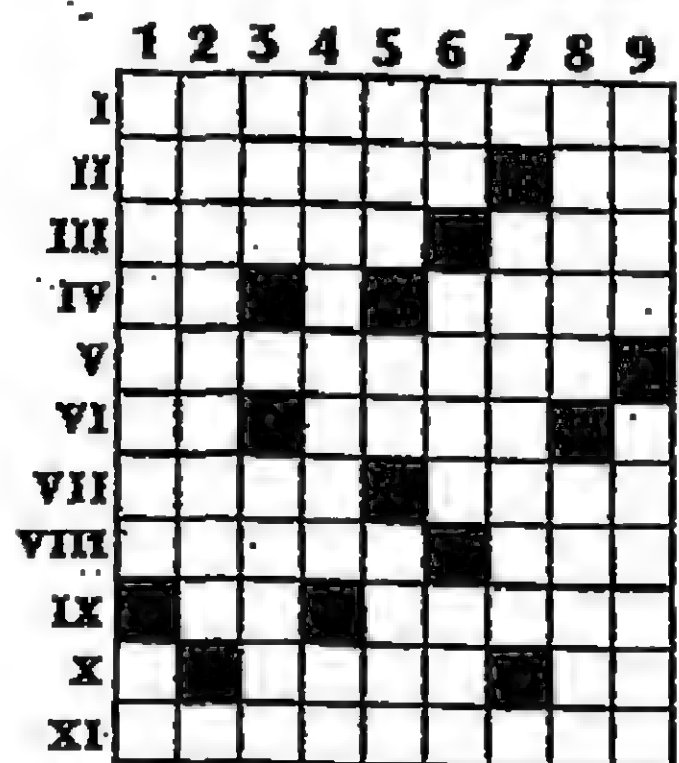




# AGENDA

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5113



prince. Lettre grecque. — XI. Amate de bonnes recettes.

### VERTICALEMENT

1. Aider la concurrence. Note.
2. Ne travaillait pas sans filet.
3. Fut lourdement condamné.
- Il aurait eu besoin d'un bon remontrant 1 — 4. Fait soupçonner. Tous d'arrêter et lui devant. — 5. Un peu de terre. Démontre. Se fait étendre.
6. Terme de chimie. Entoure de nombreuses femmes. Devant Charles Chaplin. — 7. Mauvais sujet. — 8. Lutte contre l'étranglement. On l'a dans le peau. — 9. Fait un dépôt. Ennemi du plaisir.

### HORIZONTALEMENT

I. Résultat d'une conduite qui ne saurait occasionner d'accidents graves. — II. Utile à ceux qui mettent la main à la pâte. Plus ou moins distingué. — III. Est très poète. Apporte la lumière. — IV. Conjonction. Trouve à qui parler. — V. Fait suer le monde. — VI. Deux parmi huit. Porte un tube. — VII. A une très grande contenance. Mena ses hommes à la victoire. — VIII. Ne concerne pas celui qui n'a rien à cacher. Employé à l'étranger. — IX. Possessif. A des hauts et des bas. — X. Il est souhaitable que son homme soit bon

Solution du problème n° 5112

### Horizontalement

- I. Bungalow. — II. Réor. Isar. — III. Utile. Gd. — IV. Ne. Margot. — V. Eperons. — VI. Passés. — VII. Mout. — VIII. Fourniers. — IX. Aussi. Ter. — X. Autan. — XI. Eau. Né.

### Verticalement

1. Brunes. Fane. — 2. Udié. Mou. — 3. Net. Epouser. — 4. Grimpeurs. — 5. Maestria. — 6. Liens. Un. — 7. Os. Goliath. — 8. Wagons. Réa. — 9. Retis. Terna.

GUY BROUTY

**TACOTAC** LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER AUX BILLETTS ENTIERES

Le règlement de TACOTAC se trouve dans le journal (à p. 2000000)

Le numéro **4 06 137** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant à la centaine de mille	gagnent
0 06 137	5 06 137
1 06 137	6 06 137
2 06 137	7 06 137
3 06 137	8 06 137
5 06 137	9 06 137

Les numéros approchant aux

de mille	de centaine	de dizaine	de unité	gagnent
416137	406137	406037	406107	406130
426137	401137	406237	406117	406131
436137	402137	406337	406127	406132
446137	403137	406437	406147	406133
456137	404137	406537	406157	406134
466137	405137	406637	406167	406135
476137	406137	406737	406177	406136
486137	407137	406837	406187	406137
496137	408137	406937	406197	406138
506137	409137	407037	406207	406139

Tous les billets de 100 000 F gagnent 4 000,00 F

Tous les billets de 50 000 F gagnent 2 000,00 F

Tous les billets de 20 000 F gagnent 1 000,00 F

**LOTTO** 49 23 29 41 48 24

89 **TACOTAC** 84

## Le Monde

# 40 ANS DE CHINE POPULAIRE

**NUMÉRO HORS SÉRIE - 48 PAGES - 28 F**

**EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : > Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir si la Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 19 octobre

### TF 1

- 20.40 Série : Moulin commissaire principal. Paris 15, de Paul Fouchon, avec Yves Nérier.
- 22.15 Magazine : Les 90 rugisseurs. De Bernard Boutin, présenté par Christine Bravo.
- 23.15 Magazine : Futurs.
- 23.50 Journal et Météo.
- 0.10 Série : Mémoires.
- 0.35 Série : Intrigues.
- 1.00 TF 1 nuit.
- 1.25 Flash d'informations.
- 1.30 Feuilleton : C'est déjà demain.

### A 2

- 20.35 Cinéma : le Bon et les Méchants ■ ■ ■ Film français de Claude Lelouch (1976). Avec Marie-Josée, Jacques Dubois.
- 22.45 Flash d'informations.

**ALAIN PEYREFITTE**

## L'EMPIRE IMMOBILE

ou LE CHOC DES MONDES

Un grand récit historique au cœur de l'actualité

376 pages dont 16 en couleurs

**FAYARD**

140 F

- 22.50 Documentaire : Quand le Choc s'éveille. D'Alain Peyrefitte, Nadine Larmite et Daniel Coste. 2. L'Empire immobile.

### TF 1

- 14.30 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
- 15.25 Série : Tribunal.
- 15.55 Variétés : La chance aux chansons.
- 16.25 Feuilleton : En cas de bonheur.
- 16.50 Club Dorothée.
- 17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
- 18.50 Avis de recherche.
- 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.40 Variétés : Avis de recherche.
- De Patrick Sébastien, invité : Nana Moustouri.
- 22.40 Magazine : Grande reportages. Pompiers à tout faire.
- 23.40 Variétés : Et puis quoi encore !
- Journal et météo.
- 0.05 Série : Des agents très spéciaux.
- 1.55 TF 1 nuit.
- 2.20 Flash d'informations.

### A 2

- 14.15 Feuilleton : Tarentol (2<sup>e</sup> épisode).
- 15.15 Magazine : Du côté de chez Fred.
- 16.20 Feuilleton : La nuit du harem.
- 17.20 Magazine : Graffiti 5-15.
- 18.15 Série : Les voisins.
- 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.00 Série : Top models.
- 19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
- Journal et Météo.
- 20.00 Série :
- 20.35 Mon dernier rêve sera pour vous. De Robert Mazoyer, d'après le roman de Jean d'Ormesson, avec Francis Huster, Cyrille Cluse, G. Corbelli ou le pouvoir.
- 21.35 Agoraphone. Sur le thème « Comment deviens-on romancier ? », sont invités : Phyllis Dorothy James (A visage découvert), Françoise Bouillot (Le Bruit), Philippe Doumer (Les Contes du sud), Daniel Rondeau (Les Tambours du monde).
- 22.57 Quand je serai grand.
- Journal et Météo.
- 23.10 Soixante secondes.
- 23.15 Cinéma : Morocco ■ ■ ■ Film américain de Josef von Sternberg (1930). Avec Gary Cooper, Marlene Dietrich, Adolphe Menjou (v.o., N.).
- 0.45 Du côté de chez Fred (rediff.).

### FR 3

- 14.00 Magazine : L'heure du tee.
- 14.30 Magazine : La vie à cœur.
- 15.00 Feuilleton : A cœur ouvert.

### FR 3

- 20.35 Cinéma : Sherlock Holmes attaque l'Orient-Express ■ ■ ■ Film américain d'Herbert Ross (1978). Avec Nicol Williamson, Alan Arkin, Robert Duvall.
- 22.35 Journal et Météo.
- Avec Jeanne Longo.
- 23.00 Magazine : Océaniques. Tarkovski... tempo di viaggio. d'André Tarkovski.
- 23.55 Musique, musique.
- 0.00 Magazine : Espace francophone. De Dominique Gallet.

### CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : L'As de cœur ■ ■ ■ Film américain de Hal Needham (1983). Avec Burt Reynolds, Ned Beatty, Jim Nabors.
- 22.00 Flash d'informations.
- 22.10 Cinéma : Au service secret de Sa Majesté ■ ■ ■ Film britannique de Peter Hunt (1969). Avec George Lazenby, Diana Rigg, Telly Savalas.
- 0.15 Cinéma : Prisonnières ■ ■ ■ Film français de Charlotte Silvera (1988). Avec Marie-Christine Barrault, Annie Girardot.
- 1.55 Documentaire : La rivière volée.

### LA 5

- 20.40 Téléfilm : Danger, femme armée.
- 22.20 Série : Deux filles à Miami.
- 23.20 Magazine : Désir.
- 23.50 L'inspecteur Derrick (rediff.).
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 L'inspecteur Derrick (suite).
- 1.00 Feuilleton : La poupée sanglante.
- 1.55 Feuilleton : Mademoiselle, êtes-vous libre ?

## Vendredi 20 octobre

### TF 1

- 15.25 Magazine : Télé-Caroline.
- 17.00 Flash d'informations.
- De 17.05 à 18.00 Amuse 3.
- 17.05 Petit ours brun.
- 17.08 Inspecteur Gadget.
- 17.10 Les petits mailles.
- 17.30 Auto vidéo brevo.
- 17.35 David le gnomme.
- 18.00 Magazine : C'est pas juste.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
- 20.05 Jeu : La classe.
- 20.30 INC.
- 20.35 Série : Les nuits révolutionnaires. De Charles Brabant, d'après la vie et l'œuvre de Nicolas Renard de La Bretonne.
- 21.40 Magazine : Thalassa.
- 22.35 Journal et Météo.
- 23.00 Documentaire : Histoire de la Révolution française.
- 23.55 Musique, musique.

### CANAL PLUS

- 13.30 Cinéma : Au service secret de Sa Majesté ■ ■ ■ Film britannique de Peter Hunt (1969). Avec George Lazenby, Diana Rigg, Telly Savalas.
- 15.45 Cinéma : Un vrai schnock ■ ■ ■ Film américain de Carl Reiner (1979). Avec Steve Martin, Bernadette Peters.
- 17.25 Cabou cadin.
- En clair jusqu'à 20.30.
- 18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
- 18.30 Top album.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Téléfilm : La manoir de la peur. De Pete Walker, avec Vincent Price, Christopher Lee, Peter Cushing.
- 22.05 Documentaire : Les volcans de la mer.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Les Enfants du silence ■ ■ ■ Film américain de Randa Haines (1988). Avec William Hurt, Marlee Matlin, Piper Laurie.
- 0.55 Cinéma : Gramme ■ ■ ■ Film américain de Joe Dante (1984). Avec Zach Galligan, Phoebe Cates, Hoyt Axton.
- 2.35 Cinéma : Prisonnières ■ ■ ■ Film français de Charlotte Silvera (1988). Avec Marie-Christine Barrault, Annie Girardot.
- 4.10 Cinéma : Deux belles garces. Film français classé X de Michel Berny (1988).
- 6.10 Documentaire : La rivière volée.

### M 6

- 20.30 Cinéma : Le mille-pattes fait des claquettes ■ ■ ■ Film français de Jean Girault (1977). Avec Francis Perrin, Roger Marmont.
- 22.15 Série : La malédiction du loup-garou.
- 22.45 Série : Brigade de nuit.
- 23.35 Six minutes d'informations.
- 23.40 Midnight chaud.
- 1.00 Rediffusions.

### LA SEPT

- 20.30 Téléfilm : Un médecin des Lumières.
- 22.00 Magazine : Mégamix.
- 22.30 Magazine : Club sans nom.
- 23.30 Cinéma : Charles mort ou vif ■ ■ ■ Film suisse d'Alain Tanner (1988). Avec François Simon, Marcel Robert.
- 1.00 Documentaire : Portrait d'Alain Tanner.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique. Petite faim, grande faim, de Martine Randers.
- 21.30 Profil perdu. Robert Capa.
- 22.40 Nuits magnétiques. Acheter-vendre.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 28 mai lors du Festival de Vienne) : Symphonie de concert pour cordes en si mineur RV 169, de Vivaldi ; Concerto pour piano et orchestre n° 12 en ut majeur K. 467, de Mozart ; Apollon musagète, ballet de Stravinski, par l'Orchestre de chambre de Vienne, dir. Sándor Végh ; sol. : Murray Perahia (piano).
- 22.30 Concert. Vainry, renaissance d'une nation, de Koenig.
- 23.07 L'invité du soir. Philippe Huré.

### LA 5

- 13.30 Série : Baretta.
- 14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
- 15.30 Série : Thriller.
- 16.45 Dessins animés.
- 18.50 Journal images.
- 19.00 Série : Happy Days.
- 19.30 Le bar des ministères.
- 20.00 Journal.
- 20.35 C'est l'histoire d'un mec...
- 20.40 Téléfilm : Traces de sang. De Werner Maser, avec Götz George, Eberhard Felt.
- 22.15 Magazine : Reporters.
- 23.35 Série : Génération pub.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 Génération pub (suite).

### M 6

- 13.45 Série : Docteur Marcus Welby.
- 17.05 Série : L'homme de fer.
- 18.05 Variétés : Multitop.
- 18.35 Série : Mariée, deux enfants.
- 19.00 Série : Magnum.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Téléfilm : Black cobra. De Silvio Masi, avec Fred Williamson, Eva Ginnadi.
- 22.10 Série : La malédiction du loup-garou.
- 22.40 Série : Brigade de nuit.
- 23.35 Capital.
- 23.40 Six minutes d'informations.
- 23.45 Sexy clip.
- 0.05 Variétés : You can dance.
- 1.00 Rediffusions.

### LA SEPT

- 16.00 Méthode Victor : Espagnol.
- 16.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (7).
- 17.00 Documentaire : Préfats.
- 17.30 Feuilleton : Moravagine (3<sup>e</sup> épisode).
- 18.30 Feuilleton : La vengeance d'une orpheline russe (7<sup>e</sup> épisode).
- 19.00 Magazine : Dynamo.
- 19.30 Série : L'esprit des lois (4).
- 20.30 Danse : Histoire du soldat.
- 21.30 Documentaire : Portrait d'Igor Stravinski.
- 22.30 Documentaire : L'amour en France (8).
- 23.30 Cinéma : la Vallée fantôme ■ ■ ■ Film suisse d'Alain Tanner (1987).
- 1.15 Court métrage.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Les enfants terribles, de Jean Cocteau.
- 21.30 Musique : Black and blue. L'intégrale de Clifford Brown.
- 22.40 Nuits magnétiques. Acheter-vendre.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Concert (en direct des journées de musique de Donaueschingen) : Orchestre symphonique, ou le douzième rince de la vérité, de Bartók ; Non svanes, de Mozart ; Azarade pour piano et orchestre, de Zimmermann, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk de Baden-Baden, dir. Ingo Metzmacher ; sol. James Clapperton, piano.
- 22.20 Musique légère. Caprices en forme de valses, de Bonneau ; Soixante de série, de Massenet ; Nuptes, de Puccini.
- 23.07 La livre des mélangés.
- 0.30 Poissons d'or.

## Audience TV du 18 octobre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDANT LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
18 h 22	52,7	17,3	4,8	17,0	5,7	4,8	3,1
19 h 45	55,1	24,9	7,9	19,20	6,2	3,1	4,8
20 h 16	72,5	25,9	15,7	10,5	5,1	5,5	5,3
20 h 55	68,5	25,5	15,5	8,2	5,0	5,5	5,0
22 h 8	58,6	21,8	19,3	4,5	5,1	5,0	5,1
22 h 44	33,2	5,1	6,7	5,5	5,5	3,4	1,7



# A CHACUN SA LIBERTÉ

5 LIGNES DIRECTES VERS NEW YORK AU DÉPART DE  
PARIS, LILLE, LYON, STRASBOURG, MULHOUSE.



Air France ne cesse de renforcer son service sur les  
Etats-Unis et vous offre aujourd'hui 5 lignes directes  
vers New York dont 4 nouvelles. La liberté est de plus  
en plus grande.

Lille - New York* :	1 fois par semaine
Lyon - New York :	2 fois par semaine
Paris - New York :	20 fois par semaine
Strasbourg - New York :	2 fois par semaine
Mulhouse - New York* :	1 fois par semaine

\* 2 fois par semaine à compter du 8 janvier 1990.

**AIR FRANCE N°1 VERS LES USA**

سكوت في الحرة



# LIVRES • IDEES

## PANÉGYRIQUE

de Guy Debord.  
Éd. Gérard Lebovici, 92 p., 80 F.

Jamais, on le voit, la puissance et l'arrogance de la marchandise n'ont été aussi fortes et aussi fragiles. Une perturbation à Wall Street, et c'est la convulsion annonçant un effondrement possible (comme titre fièrement la presse : « 200 milliards de dollars partis en fumée en une heure »). Si le krach final ne se produit pas, c'est qu'il est probablement permanent et sans fond. Dans ce tourbillon de plus en plus fictif, mobilisant l'argent comme spectre effrayant, qu'est-ce qu'un livre ? Que sont encore des phrases imprimées pour quelqu'un qui revient de la Buchmesse de Francfort, où, dans un horizon de trottoirs rouillants et de robots pressés, une trentaine de personnes se jettent des centaines de milliers de millions de dollars à la tête, en parlant d'écrivains morts ou plus ou moins enfermés sous contrôle ? Et qu'est-ce qu'un tableau dans le feu roulant des ventes officielles ou parallèles ? Mieux vaut ne pas y penser, vive la fuite en avant !

Mais, je veux quand même parler d'un livre dont personne ne parlera, ou à peine ; d'un livre aussi destructeur et invisible en plein jour que la lettre volée d'Egar Poe ; d'un livre qui dit la vérité dont personne ne veut, coup d'épingle dans l'énorme baudruche des échanges. Ne le lisez surtout pas si vous voulez continuer à rêver ou à courir dans les tunnels de l'époque. Comme l'a dit un philosophe génial dont il vaut mieux désormais ne pas prononcer le nom :



« J'ai été un bon professionnel. Mais de quoi ?  
Tel aura été mon mystère aux yeux d'un monde blâmable. »

## Guy Debord, vous connaissez ?

Les Mémoires de l'auteur  
le plus improbable de notre époque.

« Le processus de l'échange s'est identifié à tout usage possible, et l'a réduit à sa merci. » Et Debord, aujourd'hui : « Pour la première fois, les mémoires ont été maîtres de tout ce que l'on fait et de tout ce que l'on en dit. »

Il faudrait bien des pages pour d'écrire les activités clandestines de Guy Debord, écrivain français dont quelques amateurs savent qu'il est, de loin, le penseur le plus original et le plus radical de notre temps. Un lecteur à Jérusalem, un autre à Stockholm, un autre encore à Sydney, deux à Paris, cinq ou six autres ailleurs, cela suffit amplement. Laissons donc de côté l'Internationale situationniste et les thèses fameuses de la Société

du spectacle, thèses corrigées et approfondies dans le Commentaire de 1988 (1). Voici maintenant Panégyrique, premier tome des Mémoires de quelqu'un qu'on croyait définitivement voué à l'impersonnalité de la critique révolutionnaire. Mais enfin, qui est ce Debord ? Vous le connaissez ? Où peut-on le rencontrer ? L'interviewer ? Le photographier ? Le filmer ? Comment vit-il ? Qui le paye ? Pourquoi sa maison d'édition n'adresse-t-elle pas ses livres aux journalistes ? Pour qui se prend-il ? Pourquoi nous méprise-t-il ? N'est-il pas un mégalomane ? Paranoïaque ? Il nous oppose un silence d'acier ? Passons-le sous silence. Il ne sera pas dit qu'un

individu échappe à notre surveillance de fin de l'Histoire. Car, l'Histoire est bien finie, n'est-ce pas ? Le miracle démocratique est bien éternel ? Nos trésoreries sont en éveil vingt-quatre heures sur vingt-quatre ? Nos fax aussi ?

« Une paix  
magnifique et terrible »

DEBORD, Guy : écrivain, penseur stratégique et aventurier français, né à Paris en 1931, dans une famille bourgeoise virtuellement ruinée par la crise. Nihiliste dès l'âge de vingt ans. Contrairement à la plupart de ceux qui ont joué un rôle déterminant dans l'explosion de 1968, n'a rien renié de ses idées, de son

comportement, de son style. Vit dans l'obscurité totale, ce qui suffit à faire de lui un exemple de caractère éblouissant. N'a reçu aucune distinction. Ne paraît pas acheter. A osé ce mot incroyable : « Mon entourage n'a été composé que de ceux qui sont venus d'eux-mêmes et ont su se faire accepter. »

Anteurs de prédilection : Thucydide, Machiavel, Retz, Gracian, Lautréamont. Se désintéresse du vingtième siècle et semble ne rien attendre du vingt et unième. Déclenche automatiquement un certain nombre de rages plaisantes. S'intéresse surtout à l'art de la guerre, qu'il identifie à celui de l'écriture. Avoue sans aucune gêne son

revient sur lui-même par de longs circuits. Toutes les révolutions entrent dans l'histoire, et l'histoire n'en regorge point ; les fleuves des révolutions retournent d'où ils étaient sortis, pour couler encore. »

Précision : j'ai acheté ce livre de quatre-vingt-douze pages pour 80 F, je l'ai lu immédiatement dans la rue, acte impensable pour tout autre auteur vivant. D'où mon avis aux comploteurs du marché fantôme : hausse fulgurante et incontrôlable à prévoir — pas nécessairement de façon posthume.

Philippe Sollers

(1) Editions Gérard Lebovici (1988).

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### Une vie doublée de serpent

Les Mémoires démesurément bavards d'Elia Kazan : l'enfance, les films, les acteurs, les femmes, les années McCarthy, mais on n'a pas le sentiment de voir tout à fait clair en cet homme obscur à lui-même.

Page 26

## DOSSIER



### Polar mode d'emploi

A l'occasion du Festival de Grenoble, deux romanciers font leur autoportrait : l'Américain James Ellroy et le Français Michel Quint, Grand Prix de littérature policière 1989 (notre photo). Tandis que « Le masque » poursuit sa rénovation, la création d'une nouvelle collection « Polar-Sud » a révélé K.C. Constantine.

Pages 30 et 31

## L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

### La résistance sans grand « R »

Jacques Semelin et Harry Kedward proposent une lecture non légendaire et non héroïque de la résistance. Daniel Cordier publie les deux premiers tomes de sa stupéfiante et monumentale biographie de Jean Moulin.

Page 32.

## Ecrivains fantômes

Jean-François Jeandillon enquête sur les supercheries littéraires.

**SUPERCHERIES LITTÉRAIRES. LA VIE ET L'ŒUVRE DES AUTEURS SUPPOSÉS**  
de Jean-François Jeandillon,  
préface de Michel Arrivé.  
Éd. Usher  
(106, boulevard Diderot,  
75012 Paris,  
diff. Harmonia Mundi,  
530 p., 189 F).

« J'écris toujours avec un masque sur le visage », affirmait A.O. Barnabooth. Affirmation que pourraient reprendre à leur compte bien des écrivains dont l'existence est plus solidement attestée que celle du milliardaire-poète, né sous la plume de Valéry Larbaud. La littérature est — mais n'est pas seulement — un jeu de masques dans lequel l'auteur se compose

une figure liée aux circonstances, à la fantaisie ou à la nécessité : ainsi Flaubert fondant son moi dans la personne d'une jeune provinciale insatisfaite ; Paul Valéry sous les traits, ontologiquement évanescents, de M. Teste ; ou encore Kierkegaard et Pessoa dans le tremblement existentiel de la pseudonymie.

Mais ce jeu fort commun, malgré sa diversité, peut être poussé plus loin, dans des voies étroites, singulières, et répondre à des règles autrement complexes et subtiles. C'est à ces règles, à ces singularités, et aux méandres des « supercheries littéraires » que Jean-François Jeandillon vient de consacrer un ouvrage volumineux, passion-

nant et minutieusement, rigoureusement informé.

Jeandillon a eu d'illustres prédécesseurs comme Charles Nodier (1) ou Joseph-Marie Quérard, qui, dans sa monumentale Galerie des auteurs apocryphes, supposés, déguisés, plagiaires... (1847-1853) (2), faisait un peu œuvre de police littéraire.

Patrick Kéchichian

Lire la suite page 36

(1) Voir l'essai récent de Didier Barrière, Nodier l'homme du livre (Éd. Plein Chant, 16120 Bassac, 322 p., 150 F).

(2) Les Supercheries littéraires dévoilées, de Quérard, ont été rééditées par Maisonneuve et Larose, en trois volumes, en 1964.

# GADDA

Carlo Emilio Gadda

Les colères du capitaine en congé libérable

Une vie d'écrivain : Gadda, de son premier récit à un chapitre inédit de l'affreux pastis de la rue des Merles.

Collection Le Don des Langues. 89 F

Editions du Seuil



Mona  
OZOUF

## L'homme régénéré

Essais sur  
la Révolution française

"Une histoire philosophique et politique dont Mona Ozouf nous donne ici un superbe exemple, est peut-être la seule histoire réaliste de la Révolution."

Philippe Raynaud / L'Express

Bibliothèque des histoires

GALLIMARD *urf*

DENIS LANGLOIS

## L'AFFAIRE SEZNEC

"Les éléments nouveaux, la réhabilitation humaine de Guillaume Seznec et l'histoire de trois générations en lutte, traversées par le judiciaire et les médias."

Dominique Conil / LIBÉRATION

Prix des  
Droits de l'Homme 1989

PLON

## ANITA BROOKNER

## LA PORTE DE BRANDEBOURG

traduit de l'anglais par Fanchita Gonzalez Batlle

"Une vision d'une parfaite clarté que traduit une prose précise et limpide... Ce livre se situe dans la plus pure tradition du roman psychologique anglais."

Le Monde

"Voici donc le roman le moins noir, le plus achevé, le plus généreusement dessiné d'Anita Brookner. Tout s'est embué de tendresse."

Le Nouvel Observateur

"Une romancière hors du commun."

Le Figaro Madame

"A côté d'Anita Brookner, Marcel Proust est un dangeureux pyromane optimiste. Une œuvre admirable à l'encre noire."

Le Point

"Un livre impassible et pourtant d'une tendresse poignante."

L'Express

"Un curieux univers mélancolique et ironique dont nous ne saurions plus nous passer."

Elle

"Cette dame trop tranquille écrit des romans tranchants comme des rasoirs, qui sont la subtilité même. C'est remarquable."

L'Evenement du jeudi

LA DÉCOUVERTE

LIVRES • IDÉES

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

UNE VIE  
d'Elia Kazan  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Jérôme Jacobs  
Grasset, 810 p., 160 F

Quand il se regarde dans la glace, à quatre-vingts ans, Elia Kazan voit l'image d'un être constamment en colère, un visage fermé. « Je commence à ressembler à l'homme dont j'ai eu peur toute ma vie, surtout pendant mon enfance. » Son père, marchand de tapis, Grec d'Anatolie, venu s'installer avec toute sa famille d'Istanbul à New-York et dont la dureté, l'incompréhension, pèsent très lourd sur le caractère du fils. De cette peur naît l'habitude, puis le goût de la dissimulation et cette étrange sympathie pour les serpents dont il aimera, sur le tard, se promenant dans la campagne, recueillir les peaux abandonnées au cours des mues. « Je m'interroge sur la vie que contenait cette peau. Une telle créature connaît-elle le regret ? l'inquiétude ? la culpabilité ? » Car c'est bien ce qu'il aura eu : souple et magnifique, dangereuse, chevillée au corps, une vie doublée de serpent.

Il faut toujours redouter les messieurs âgés qui annoncent : « Je vais tout vous dire », parce que souvent ils en disent trop long, ou trop longtemp, et ne débattent que peu. Les Mémoires de Kazan sont démesurément bavards : huit cents pages très tassées – l'équivalent de mille deux cents normales, – impitoyablement embrouillées, répétitives, complaisantes, l'auteur ne nous épargnant aucun détail sur les difficultés de telle mise en scène, la direction de tel acteur, ne prenant pas toujours le soin d'indiquer les dates ni de suivre la chronologie, mais n'omettant – Dieu merci ! – aucun ragot. Dans la masse, on trouve aussi des perles – rares – des émotions vraies ; on n'a pas le sentiment pour autant de voir tout à fait clair en cet homme obscur à lui-même.

DE l'enfance on retiendra – pour simplifier – deux éléments : le penchant au secret, à la conspiration, déjà cité, partagé par nombre d'immigrants ; l'atrophie d'un testicule à la suite d'oreillons mal soignés qui détermine d'abord une grande timidité sexuelle, puis une attirance désastreuse pour les filles qui se refusent. C'est d'ailleurs un moteur qui ne lâchera jamais Kazan, ce besoin de prouver tant et plus qu'il « peut y arriver », quel que soit l'objectif, avec ou sans jupons. A Yale, où il fait ses études d'art dramatique, il rencontre Molly Day, sa première femme, la mère de quatre de ses enfants, une femme entière, très morale (ce qu'il juge « anglo », pour ne pas dire coincé), qu'il trompera avec beaucoup de constance et une dénommée Constance, jusqu'à la mort de l'une et de l'autre. Il fait la connaissance aussi de Lee Strasberg, l'inventeur de la « méthode », qui dirige le Group Theatre à New-York, auquel Kazan s'intégrera, et leur association donnera naissance à l'Actor's Studio, dont Strasberg sera plus tard le dieu vivant.



Elia Kazan.

Une vie doublée  
de serpent

Il a pour amis Clifford Odets, le dramaturge, et Arthur Miller ; commence une carrière d'acteur (des rôles de gangster) ; met en scène, au théâtre comme au cinéma, avec un certain succès, sans éclat particulier, et se fait une réputation d'homme de gauche en abordant les thèmes de l'antisémitisme et du problème noir. En 1933, la crise bancaire ébranle l'affaire paternelle déjà éprouvée par la récession de 1929, Kazan s'inscrit au Parti communiste. Il n'est pas vraiment fait pour la vie de cellule. Trop indépendant, trop avide de réussir égoïstement. Il démissionne du parti au bout d'un an et demi. Un engagement bref et qui lui coûtera cher.

LA notoriété lui vient avec une adaptation de Tennessee Williams, *Un tramway nommé Désir*, où apparaît, aux côtés de Vivien Leigh, le ténébreux Marlon Brando, dans une scène considérée à l'époque comme érotique. Kazan est lancé, il négocie avec les producteurs pied à pied. (Comme l'écrit, assez drôlement, son traducteur français, probablement saturé par la pose kazanienne avant la moitié du volume : « Je n'avais pas atteint pareille éminence au cinéma. ») Il travaille avec Arthur Miller, John Steinbeck, découvre, à son tour, Marilyn Monroe, dont il est l'amant – furtif et guère bouleversé – avant de la présenter à Miller, qui l'épousera.

Tout trait pour le mieux sur cette « éminence » où règne Kazan, si ne commentaient à s'agiter dans le milieu du cinéma de dangereux conservateurs, comme Cecil B. De Mille, qui dressent des listes de suspects et traquent tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à un « rouge ». De tous côtés, on avertit Kazan qu'il risque d'avoir à témoigner devant la Commission des activités anti-américaines créée par le sénateur McCarthy, et il est convoqué une première fois, le 14 janvier 1952.

C'est à ce tournant-là qu'on attend Kazan, encore

maintenant, et, bien qu'il ait promis de s'expliquer en détail, on garde l'impression d'avoir manqué une marche, loupé une séquence. Le 14 janvier, il reconnaît avoir été membre du PC, l'avoir quitté ensuite, écœuré par les tentatives de noyautage du parti à l'intérieur du Group Theatre ; il refuse de donner des noms d'autres membres. C'est insuffisant pour la commission et il le sait. Les noms, tout le monde les connaît, mais on veut une reddition, une humiliation publiques. Kazan ne trouve pas le repos, tiraillé entre sa loyauté et sa colère contre le PC.

Il en parle à son psychanalyste – au passage, on peut trouver peu orthodoxe que le même docteur Bela Mittelman ait eu en analyse à la fois Kazan et sa femme... Par la suite, Kazan lui enverra Marlon Brando pour faire bonne mesure, – demande leur avis à Arthur Miller, Lillian Hellman. Les réponses sont embarrassées, contradictoires. Finalement, Kazan fait cette démarche qui peut paraître incroyable, mélange de panique et de tendresse de Judas, il invite son ami Clifford Odets au restaurant Le Homard et, entre deux excellents fruits de mer, lui dit : « Tu sais, j'ai bien réfléchi : je vais dénoncer toute la bande, toi y compris. Qu'en penses-tu ? » Et l'autre dit : « Pourquoi pas, je vais en faire autant. » Puis, Kazan passe chez Lee et Paula Strasberg, qui lui répondent à peu près : « Nous, on ne le ferait pas, mais on ne s'en voudra pas si tu le fais. » Après quoi, Kazan demande à être reconvoqué devant la Commission et, en avril 1952, dénonce ses amis. « Pour briser le sceau du secret », dit-il, ce qui ne tient pas debout. Angoisse, rancœur, peur de perdre son poste à Hollywood, tout est vraisemblable, ainsi que ce fameux opportunisme absolu qu'il admire tant chez Sam Spiegel.

Il est sans doute prétentieux de condamner quand on n'a pas vécu les années McCarthy et de se poser en juge plus que les victimes ne l'ont

fait. Orson Welles refusa à jamais de serrer la main de Kazan. Lillian Hellman proclama que Kazan avait trahi pour de l'argent. Miller et Brando lui tournèrent le dos, puis pardonnèrent et travaillèrent avec lui. Clifford Odets, lui, ne se releva jamais d'avoir été dénonciateur.

Kazan survécut, plus secoué par le vent du mépris qu'il ne l'avoue. La rédaction de ce chapitre de sa vie lui a tout de même valu un zona trente-six ans plus tard. Le fait est que, pour traverser les années d'opprobre et de haine qui l'ont accablé en retour, il a dû s'accommoder de ses remords. A toutes les questions sur son comportement, politique ou sentimental, il répond – on l'a vu à « Apostrophes » – en invoquant son « ambivalence ». Il revient maintes fois sur ce thème, s'en gargarise – voyez comme je suis double, méfiez-vous de moi, etc. – comme s'il ne pouvait surmonter son étonnement (je suis un grand artiste et un salaud) qu'en le consacrant en principe de vie. Le résultat de cette alchimie intime est à l'image du personnage profond. De sa faute, il tire des forces. Pour se remonter le moral, il couche avec toutes les filles qui passent. Il fait le plein d'énergie pour dix ans et conclut avec un toupet magistral et lucide : « Les seuls films originaux que j'aie faits datent d'après mon témoignage [devant la commission]. » Pour une phrase comme celle-là, il faut, hélas, du génie. Et quand on lui demande ce qui lui donne cet air si jeune, il dit : « Mes ennemis ».

POUR le reste, l'histoire de sa vie est connue et n'offre plus de grande surprise. Il fait des films admirables – *Sur les quais*, *A l'est d'Eden*, *Un homme dans la foule*, *le Fleuve sauvage*, *la Fièvre dans le sang*, *America America*, *l'Arrangement*, – court le monde, retrouve ses amis, Istanbul. Il se protège et travaille. Au fil des voyages, on a de jolies anecdotes (comment Howard Hughes téléphonait de Californie à sa maîtresse en tournage dans un coin perdu de Bavière pour lui faire le cri de l'alligator amoureux), des portraits nombreux, souvent féroces, Darryl Zanuck, le cardinal Spellman (« l'éminence grise, oui... il buvait »), le couple infernal des Strasbergs, James Dean, le gamin paumé. Il n'y a que Brando qui s'en tire à peu près bien. Quant à Tennessee Williams, l'ami de toujours, outsider comme lui, à cause de son homosexualité, Kazan, tout en le couvrant d'éloges et d'affection, note « sa démarche de tapette ». Et compte les morts autour de lui : Clifford Odets, Molly, Steinbeck, Strasberg, Nicholas Ray, sa mère, sa seconde femme Barbara. S'excuse de ne pouvoir mettre, de son vivant, un point final au récit de sa vie. « La manière dont on meurt est peut-être ce qu'il y a de plus caractéristique dans la vie de chacun de nous. » Belle phrase creuse. Vous mourrez dans votre lit, monsieur Kazan, le plus tard possible, et ça ne prouvera rien de rien.

هذا هو الحق



LIVRES • BÉES  
PREMIERS ROMANS

## Le conte d'Ostende

LE MUR AUX TESSONS  
de Jean-Pierre Ostende.  
L'Arpentier-Gallimard.  
139 p., 65 F.

Yves Le Guan, le personnage principal du premier roman du poète Jean-Pierre Ostende (1), possède assez de diplômes pour ambitionner un emploi aussi confortable que ténue. Mais cet homme encore jeune, qui aime « le flamenco, les jeunes femmes bruyantes, les spasmes », a trop d'orgueil pour sacrifier sa vie à une fonction. Aussi, bien qu'il n'ait aucune connaissance particulière en la matière, devient-il jardinier des Moreau, un couple aux rapports ambigus.

L'auteur, par petites touches impressionnistes, tisse la toile d'araignée dans laquelle vont se débattre des êtres dont les fêlures ne paraissent pas compatibles. M. Moreau se fait appeler « M. le Directeur ». Cet homme hautain mais courtois se préoccupe plus du « mur de tessons » qui orne son jardin que de ses affaires ou de son épouse. Le Guan se méfie de « gens si polis, aussi polis que certains tortionnaires au sourire angélique ».

Le Mur aux tessons met mal à l'aise sans que l'on sache exactement pourquoi. Certes, les petites phrases sèches de Jean-Pierre Ostende contribuent à

créer un climat angoissant. Elles se contredisent souvent les unes les autres et lancent le lecteur sur des plates qui n'aboutissent jamais. Qu'est devenu le précédent jardinier ? Quelle entreprise dirige donc « M. le Directeur » ? Que fait M. Courtois lorsqu'elle se rend dans la petite ville voisine ? Que sait exactement Martha, la bonne muette à l'ouïe toujours en éveil ? Toutes ces questions demeureront sans réponse !

Mme Moreau, plus par désespoir que par passion, devient la maîtresse de Le Guan. Elle lui cède son corps autant de fois qu'il le désire mais refuse d'évoquer avec lui les conséquences de leur liaison. Jardinier il était, jardinier il reste ! « M. le Directeur », au contraire, s'intéresse de plus en plus à la personnalité de son employé. Il le soustrait fréquemment aux attentions de sa femme et envisage même de lui confier son secrétariat particulier.

Le Guan, sans en avoir vraiment conscience au début, se pique au jeu et gagne en ambition ce qu'il perd en orgueil. Il accomplit une manière de mue et se glisse avec délectation dans le peau d'un « dauphin », d'un héritier bientôt légitimé. Plus Moreau baisse, plus Le Guan

monte, et les deux hommes finissent par échanger leurs places sur l'échiquier de la société. Pour l'auteur, les fonctions sociales, tout comme les identités, sont mensongères.

Jean-Pierre Ostende écrit comme les joueurs de poker bluffent, et d'un roman, il a fait un

conte pervers dont, bien sûr, aucune morale n'est à tirer.

Pierre Drachline



(1) Les Elans minuscules, 1986 ; la Confection de la rampe, 1988 aux Éditions Unes.

## La lecture comme passion impuissante

Marie-Pascale Lauret décrit avec justesse le piège d'une obsession

LES SILENCES DU LIBRAIRE,  
de Marie-Pascale Lauret.  
Denoël, 232 p., 98 F.

Les Silences du libraire est un livre sur les amoureux de littérature, sur ceux qui la considèrent avec Henry James comme « leur brûlure, leur tourment ». Henri, le protagoniste du premier roman de Marie-Pascale Lauret, est de ces amoureux-là, de ceux qui peuvent « souffrir quand un ami déteste un livre aimé d'eux » comme un être vivant !

Sa vie est tout entière consacrée aux livres. Quand il était enfant, sa mère lui racontait des histoires et des légendes des capitaines. Plus tard, après des études de lettres, il achète une librairie où il vit « au milieu de ces tonnes de papier imprimé, désespéré de ce qu'il ne pourra jamais lire ».

Son existence se déroule d'un trottoir à l'autre de la rue Dauphine, de sa librairie à son appartement. Traverser la rue semble être un peu périlleux : « Henri vit sur un fil, se coupant du monde entre deux pôles, le monde des livres, de l'émotion inventée et le monde réel, celui

de la vie familiale avec ses filles, sa femme. Il va de l'un à l'autre, malhabile, hésitant et tremblant ».

Pendant plus de quinze ans, Henri poursuit son numéro d'équilibriste sans accident et il est heureux parmi ses livres, aux côtés de sa femme, Marianne, et de ses deux filles, dont Marie-Pascale Lauret, qui est psychologue pour enfants, trace des portraits précis et émouvants.

Un samedi après-midi, une jeune femme pénètre dans la librairie et le fil va se casser. Son amour de Marianne, si vivante et si énergique, préservait sa tranquillité et permettait ses exercices de funambule. Sa passion pour Sarah va lui faire perdre l'équilibre.

Les mots qui l'ont, jusque-là, nourri se retournent contre lui, ces mots qu'il « savoure mais qui parfois s'infiltrèrent et qui font mal ». La littérature, qui évoquait l'évasion et le plaisir, devient synonyme d'immobilité, de souffrance et de prison : « J'ai commencé à lire si jeune pour m'évader, pour me soustraire à

ce qui m'ennuyait ou m'inquiétait. Peu à peu, lire est devenu une véritable obsession et l'obsession m'a rendu prisonnier ».

Henri est enfermé dans le piège de celui qui est condamné à lire. La littérature est sa passion, mais il est un amant impuissant, « devant des piles de bouquins aux histoires plus vraisemblables les unes que les autres », sans pouvoir, à son tour, en échange, inventer quelque chose : cesser de lire pour vivre et écrire.

En poursuivant Sarah, il essaiera de bousculer le confort de son existence intellectuelle et familiale. Ultime tentative de mettre en pratique la citation de René Char placée en exergue du livre : « Ce qui vient du monde pour ne rien troubler ne mérite ni regards ni patiences ». Nous ne dirons pas qu'il y parvient, sachons simplement que les mots lui

échapperont et qu'il se réfugiera dans un silence forcé.

Sa plus jeune fille, Hélène — sa préférée, sa complice, — présente le drame de son père. Un jour, elle lui offre un stylo pour qu'il écrive. Henri répond, gêné, qu'on ne s'improvise pas écrivain. L'enfant comprend la blessure de son père. Elle a hérité de lui le goût de la lecture, mais elle invente aussi des histoires, comme celle de la petite fille qui refuse de parler et de manger sauf de la soupe avec des pâtes qui représentent les lettres de l'alphabet.

Henri a l'impression qu'Hélène dit « à sa place des sensations qu'il n'a jamais pu formuler ». A la fin du roman, on pressent qu'Hélène écrira, qu'elle vengera « les silences du libraire ».

Alain Salles

## L'ombre d'une mère

MARIA MORENA,  
de Félicie Dubois.

Lieu commun, 166 p., 89 F.

Pour son premier roman, Maria Morena, Félicie Dubois, une mystérieuse jeune femme de vingt-trois ans dont la courte notice biographique dit « née de mère inconnue », a « hérité » du père d'insérer le plus bête de la saison : « Une fortune sèche, sans état d'âme, par une jeune fille cynique et tendre, offerte et savoureuse, indifférente et inquiète. Pour une génération en quête de livre-culte. » On aurait tort de se laisser arrêter par ces inepties et de ne pas lire ce livre qui, jusque dans ses maladroitures, sa gaucherie même, ou ses « effets » de littérature, ne manque pas d'un charme certain.

En mettant en scène cette Léa, jeune fille brune venue d'on ne sait où, qui aime Paris la nuit, les alcools, les femmes et son chat, qui court, sans trop le savoir, derrière l'ombre d'une mère, Félicie Dubois sait retener l'attention. Plus on avance dans la lecture de Maria Morena, plus on oublie les facilités, les poses de l'écrivain débutant, pour se laisser

prendre par le récit et sa tension grandissante.

Qui est donc Sonia, « chef des putes », qui, soudain, disparaît sans laisser d'adresse ? Qui est Chrystelle, que personne n'a vue depuis des années et qui regarde derrière une glace sans tain « les filles », auxquelles elle propose du travail (uniquement dans les milieux chics de la capitale, où l'aisance financière va de pair avec l'ennui de vivre, la pauvreté de l'imagination et une certaine « misère » sexuelle) ? Pourquoi donc Chrystelle et Sonia veulent-elles « envoler » Léa ? Enfin, qui est l'étrange Espagnole, dont tout le monde se souvient, mais dont on a perdu la trace depuis 1966 ? On dirait que Léa lui ressemble, avec sa chevelure très noire et sa fière allure...

Assez vite, on devine le dénouement, et pourtant on ne « lâche » pas ce petit texte avant que Félicie Dubois n'y mette, sans emphase, le point final. Ce n'est pas encore un roman d'apprentissage, certes, mais déjà un récit de libération, et Félicie Dubois est sans doute une jeune personne qui ne va pas s'en tenir là.

Jo. S.

## Le Manticore par l'auteur de L'objet du scandale

Roman Payot

P

Robertson Davies  
Le Manticore

Traduction de Lisa Rosenbaum



Payot Roman

### BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - TEL : 45-48-80-28

## RICARDO PASEYRO

### ELOCE de l'analphabétisme à l'usage des faux lettrés

Une écriture pleine de drôlerie, une érudition propre à justifier l'emprunt du titre à Erasme... superbe folie !

Michel Legris / L'EXPRESS

Je suis en accord parfait avec ce délectable coup de boutoir...

Elisabete

Le mal est trop avancé, et le pronostic accablant. Mais dans le peu de temps qui nous reste, lisons Paseyro, cela nous aidera à souffrir et à subir.

Pierre Chenu / LE FIGARO

ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie

## Jean CLAIR Méduse

Contribution à une anthropologie  
des arts du visuel

"Brillant, subtil, ce livre multiplie les facettes pour approcher la splendeur perverse de la création."

France Huser, Le Nouvel Observateur

Connaissance de l'Inconscient

GALLIMARD *nrf*

### — LA VIE DU LIVRE —

LIVRES D'HISTOIRE

ACHAT-VENTE

LIBRAIRIE

PAGES D'HISTOIRE

8, rue Bréa, 75006 PARIS

(1) 43-54-43-61

CATALOGUES

MENSUELS

Service de recherche de livres

d'histoire épuisés

A l'occasion de la parution  
du nouveau roman  
d'ARIS FAKINOS

« LES ENFANTS  
D'ULYSSE »

La librairie hellénique Desnos

et les Éditions du Seuil

seront heureux de vous accueillir

LE LUNDI 23 OCTOBRE 1989

à partir de 19 h 30

au Restaurant-Ouzerie « L'Olivier »

9, rue Vandamme, 75014 Paris,

(entrée côté rue Edgar-Quinet).

(Buffet - musiques grecs).

A l'occasion de la publication des deux  
premiers volumes de l'HISTOIRE DE LA  
FRANCE (Éditions du Seuil), dirigée par

A. Burgin et J. Revel,

conférence-débat

de l'Association pour la recherche

à l'école des hautes études

en sciences sociales :

« UNE HISTOIRE THÉMATIQUE

DE LA FRANCE »

avec J. Le Goff, M. Perrot, J. Revel,

J.-P. Rioux et H. Le Bras,

mercredi 25 octobre 1989, à 18 h 30

Insistat des hautes études

d'Amérique latine,

28, rue Saint-Gilles, Paris 7<sup>e</sup>.

A l'occasion de l'opération

« LA FUREUR

DE LIRE »

le samedi 21 octobre,

à partir de 18 heures,

FLAMMARION inaugure

sa nouvelle librairie

située dans le centre commercial

Galaxie (700 m<sup>2</sup>), en invitant

Nicole AVRIL, à y rencontrer

ses lecteurs.

Elle signera son dernier livre,

Dans les jardins de mon père,

paru chez FLAMMARION.



LIVRES • IDÉES  
VOYAGES

## Gavin Young, gentleman-explorateur

Les aventures d'un amoureux fou de Conrad

**C'EST ENCORE LOIN LA CHINE**  
de Gavin Young.  
Traduit de l'anglais  
par Gérard Piloquet.  
Payot, 570 p. 195 F.

« Je suis tombé dans le journalisme comme un homme saoul tombe dans une mare. » Gavin Young, vingt-cinq ans de correspondance de guerre et de révolution pour l'Observer, globe-trotter confirmé, familier des bords du Tigre, des marais vietnamiens, des déserts bédouins, n'a rien d'un baroudeur. C'est le prototype du gentleman anglais, très grand, très rose, avec de la réserve, de la raideur, un français aussi impeccable que sa politesse, et un parapluie dont il se sert comme d'une canne, à moins que ce ne soit l'inverse.

On l'imagine marchant sous la pluie, à travers une lande quelconque, avec un chien ; ou sur un yacht. Mais il déteste les yachts, ce moyen d'aller sur l'eau pour n'aller nulle part. Ce qu'il voulait, dès le début, dès la fin de ses études à Oxford, c'était connaître d'autres horizons que celui du 9 heures-17 heures en costume croisé des bureaux londoniens, un autre avenir que celui de banquier à quoi rêvait pour lui son père, un colonel de la garde royale.

Gavin Young est un homme qui a l'esprit pratique. C'est encore loin la Chine, qui paraît chez Payot, dans la collection « Voyageur », aux récits rassemblés sous le titre *Worlds apart*,

ses livres en témoignent plutôt dix fois qu'une. Dès qu'il a su que son premier but était d'être le plus loin possible de chez lui, et de revivre les émotions que lui avaient données ses lectures d'enfant, Joseph Conrad et Stevenson, il a cherché un job, et trouvé, dans l'import-export, un tabouret à Bassorah, Irak.

« Dans chaque vie, il y a deux ou trois personnes qui jouent un rôle déterminant », dit Gavin Young. Dans la sienne, qui fut particulièrement mouvementée, même s'il met une certaine coquetterie, et une certaine pudeur, à glisser sur le courage dont il fit preuve, il y en eut un peu davantage. Mais il faut parler de deux ou trois rencontres qui orientèrent l'existence de cet aventurier d'un genre très particulier : le plus « classique » des voyageurs modernes, un gentleman-explorateur tombé du dix-neuvième siècle dans les guerres de libération et de décolonisation.

Il y a donc un explorateur, un journaliste et un écrivain qui veillèrent sur la destinée du jeune Gavin Young. Comme il aime à le répéter : ce qui est écrit est écrit. L'explorateur vint le premier : Wilfred Thesiger, le célèbre découvreur des descendants de Sumer, les Arabes des marais, qui ressemblait et ressemble toujours à une souche d'arbre travaillée par la mer. Il y eut ensuite un journaliste, correspondant du *Sunday Times* à Rabat. Thesiger avait emmené

Young avec lui ; Ian Fleming, le père de James Bond, lui donna le moyen de vivre, en le convainquant qu'il saurait écrire ce qu'il vivait. Et Gavin Young se souvient avec tendresse de son fume-cigarette, de sa capacité d'ingurgiter de la vodka, de sa passion pour les coquillages, qu'il ramassait sur les plages dans un vieux panier.

## A la recherche des fantômes

Mais l'étoile qui brille constamment dans le ciel personnel de Gavin Young, c'est Joseph Conrad. Lui qu'on trouve au début dans les rêves éveillés d'un petit garçon qui lit encore London ou Stevenson dans les criques de Cornouailles, lui qui sait mieux que tous les autres « parler pour ceux qui sont sans voix », comme disait Victor Hugo, lui qui a toujours compris et su décrire les gens ordinaires, et leurs vies extraordinaires, aux quatre coins du monde. Qu'il parle de sa famille adoptive du Vietnam, des Samoa qui ont fait de lui un des leurs, de Samar et Hassan, deux marins baloutches de l'*Al Raza*, un des bateaux qui le menèrent d'Europe en Chine, du capitaine Rashad ou de ses amis philippins, Gavin Young écrit en compagnie de Conrad, de lord Jim.

« C'est, dit-il, qu'il y a tant de jeunes gens qui se promènent de par le monde, en ne voyant rien, en ne comprenant rien. Les choses seraient tellement diffé-

rentes si les gens voyaient à quel point nous sommes tous pareils. »

Premier point : l'idée qu'on se fait, en voyageant, une sorte de grande famille, choisie et dispersée, qui laisse libre.

Deuxième point, le plus important peut-être : si l'on ne voit que ce qu'on a sous les yeux, on ne voit rien. Ce qui importe, ce sont les fantômes, le « passé visible », comme disait Henri James — mais Young n'est pas complètement sûr que ce soit vraiment lui. C'est encore loin la Chine raconte ainsi une visite très émouvante dans Alexandrie, à la recherche de la maison du poète Constantin Cavafy.

A force de rêver de Gauguin aux Marquises, de Melville dans le Pacifique, de Stevenson du côté de Samoa, de pister Malraux dans les ruelles de Shanghai, Gavin Young, lecteur fou, s'est mis en tête de marcher dans les traces de Conrad, forcément. Mais cette fois-ci, systématiquement.

Il est en train d'explorer les fleuves et les ports, les villes, la jungle, l'univers du père du Nègre du « Narcisse ». Ce qui est une autre manière d'être un voyageur « classique », un explorateur de l'imaginaire (une tout autre manière que Bruce Chatwin dans le *Chant des pistes*) : cette manière solide et sérieuse de faire des choses folles qui définit Gavin Young.

Geneviève Brisac.



Gavin Young

## Marc Augé, l'anthropologue buissonnier

Quand l'ethnologie quitte le terrain de l'exotisme pour celui de la quotidienneté

**DOMAINES ET CHATEAUX**  
de Marc Augé.  
Coll. « La librairie du XX<sup>e</sup> siècle ». Le Seuil, 186 p., 69 F.

Naguère, l'anthropologie se voulait science des cultures lointaines et connaissance des « visions du monde » dans leur diversité. Aujourd'hui, elle pratique aussi le regard rapproché, elle s'intéresse à ce qui s'inscrit dans notre univers de la quotidienneté et de la banalité, ou, plus audacieuse, aux terres inconnues qui se forment dans les turbulences de la modernité. Dans les deux entreprises, elle se situe en ces domaines où s'associe la familiarité et l'étrangeté, la ressemblance et la différence. Elle éclaire l'une par l'autre.

Dans son dernier ouvrage, « *Journal de bord d'un ethnologue entre deux voyages* », Marc Augé nous entraîne dans une exploration des annonces immobilières consacrées aux *Domaines et Châteaux*, d'un imaginaire contemporain dont se nourrissent par bribes les hommes d'aujourd'hui. Il soumet à ses propres questions, à la discipline de sa méthode, les messages (les territoires rhétoriques) et les images qui composent le système de séduction des annonceurs. Il introduit, par glissement progressif, dans cet espace où le texte et la représentation s'impliquent, se complètent, se substituent l'un à l'autre, et deviennent par le jeu d'associations multiples le piège du désir et les fantasmes du lecteur se prennent.

Marc Augé n'a pas fait ce choix à défaut de mieux, dans l'attente d'accéder à un terrain lointain. Il a retenu un objet de recherche qui s'accorde à sa propre démarche, avec le privilège attribué au discours, et qui contribue à raviver toute une expérience personnelle. La subjectivité est souvent présente, bien que la confiance soit discrètement bridée. Ce petit livre, séduisant, est jalonné par les brèves évocations de souvenirs d'enfance, et d'en-France peut-on dire par un jeu des mots dont Augé a le goût. Ce sont les maisons réelles que l'enfant a connues et explorées, celles aussi qui ont empli ses rêves —

demeures surgies de la « Bibliothèque rose » et châteaux évoqués par la comtesse de Ségur. Ce sont les maisons fréquentées, aimées, et dont le compte pourrait être tenu à la façon dont certains hommes se remémorent leurs maîtresses. La liste des noms attachés à ces lieux donne au texte une résonance poétique que se retrouve en bien d'autres passages.

## Rousseau, Nerval et Proust

Afin de qualifier sa démarche, Augé invoque une « *ethno-analyse* » qui conduit à une « *auto-analyse* ». Il livre, ici, des éléments de l'autobiographie que l'œuvre savante recèle en les masquant. Il se dévoile un peu. Il laisse libre cours au mouvement d'une culture littéraire première. Par l'effet des ressemblances formelles, des associations et des correspondances, il attire dans son sillage les écrivains, les poètes. Ceux qu'il aime et qui ont subi la forte empreinte des lieux. Un paysage, un détail, un moment, un mot fait paraître le fil qui mène de l'un à l'autre. Ainsi la pervasque acheminée de l'évocation de la maison possédée en Bretagne à Rousseau (aux Charmettes), à Nerval (à Sylville) et à Proust (au début de la *Recherche*, au parc de Swann).

Le thème se prête à cette ethnologie buissonnière, à ces digressions et variations. La maison, par les images et les représentations qu'elle engendre, par les formules et les métaphores dont elle est l'objet, s'inscrit dans le champ d'une sorte d'anthropologie fondamentale ; celle qui ignore les frontières et les effacements culturels. Dans nombre de sociétés, les mêmes mots servent à décrire le corps humain et sa demeure. La littérature ethnographique foisonne en illustrations de cette homologie, de ce « *renvoi réciproque du corps de pierre, de bois ou de terre au corps de chair* ». Nous savons encore ce qui s'associe à la maison en d'intimes correspondances — la femme, la mère, la vie privée et ses secrets ; ce qui s'y investit en alliant l'image de la

demeure, et du paysage proche, à l'image de soi. Rien n'est plus propice que la maison à l'écllosion de ces langages que Bachelard a révélés sous les aspects de la poétique de l'espace et de la poétique de la rêverie.

Marc Augé précise, au terme du parcours, les trois ensembles de contraintes qui ont « pesé » sur son discours. Celui qui résulte de l'histoire personnelle, et qui fixe les angles de vue, vient d'être évoqué. Celui de l'annonceur qui met en œuvre la séduction des mots — le plaisir dont ils sont la source — et le pouvoir d'évocation de l'image. Le « *système de l'annonce immobilière* » est traité comme analogue au système de la mode élaboré par Barthes. Il fait paraître un « *système de la mode résidentielle* », mixte de langage d'« *image* », qui la trône ou l'amplifie ». C'est là où Augé oublie Georges Perec, anthropologue involontaire et également subtil, afin de mieux consentir à la joie intellectuelle des jeux de significations et de signifiés, des tables d'oppositions formelles, des combinaisons de types d'images et de types de textes. Il conduit ainsi la recherche de ce qui peut donner le désir d'habiter, le « *désir fantasmatique d'habitation* », l'illusion d'accéder à ces lieux fabuleux que sont les domaines et châteaux.

Le troisième ensemble de contraintes est relatif à l'interprétation proprement anthropologique, au statut du mythe dans un monde où la modernité, comme telle, ouvre une large place à l'individu et provoque le lissage des différences. Il est affirmé : « *Les cosmologies et les mythologies sont aujourd'hui individuelles* » et, pour l'ethnologue, « *il y a dorénavant autant de terrains que d'informateurs* ». Paradoxe et jolie formule. Si l'on veut savoir pourquoi une vieille demeure provinciale, ou son image, émeut et éveille en nous les attentes les plus intimes, il faut lire ce livre. Et apprendre ainsi que l'ethnologie et la littérature peuvent aller de compagnie, si le talent les marie.

Georges Balandier.

## Peter Fleming et le ruban bleu de l'inaccessible

La partition solitaire d'un cynique cœur tendre sur les marges du monde

**COURRIER DE TARTARIE**  
de Peter Fleming.  
Traduit de l'anglais  
par S. et P. Bourgeois.  
Phébus, 423 p., 138 F.

Il n'est peut-être pas d'autre exemple dans la littérature de voyage de deux aventuriers qui, donnant séparément un récit de leur périple commun, aient réussi deux livres aussi attachants et aussi délectables. Entre Pékin et Karachi, en 1935, Ella Maillart et Peter Fleming tentent une sorte de mission impossible : traverser sans autorisation, et presque sans bagages, les déserts d'Asie centrale, tandis que la région est ravagée par une guerre civile. La première publiera *Oasis interdites* (1), le second, *Courrier de Tartarie*, qui, avouons-le d'emblée, prend la place parmi les ouvrages les plus jubilants qui aient été écrits (2).

Peter Fleming (frère de Ian) est alors un jeune Anglais de vingt-huit ans, qui semble concilier à parts égales la bravoure et l'ironie, autrement dit cet inimitable détachement « *british* », qui permet de subir les pires avanies avec un imperceptible ennui et de voir en chaque catastrophe une manifestation de la relativité des destins et des choses. Héros par mégarde, dilettante par nature, moraliste par surprise, Fleming ne se connaît qu'une passion devant l'éternel : la chasse. Un fusil, un désert, et si possible le ventre vide, voilà ce qui le satisfait par-dessus tout.

Il résulte de cet engouement, et ce n'est point un paradoxe, une attention bienveillante, quasi fraternelle, pour les animaux. Fleming les dépeint à merveille, en propose même des portraits individuels — ainsi de ce chameau récalcitrant baptisé à l'origine « la Perle du Tsaidam » : « *Sa tête surmontée d'une crête de laine barbare était arrogante, mais non sans beauté ; enfin et surtout, son avant-main était bien plus éle-*

vée que ses membres postérieurs, signe certain de qualité. Graduellement, il avait perdu de son indisciplinisme et surmonté son aversion pour les chevaux et, dans les heures de détresse, il nous servait magnifiquement, malgré le déclin journalier de ses forces. Il était individualiste à la manière de Byron — si toutefois un chameau peut paraître byronien. Détaché, sceptique, il semblait toujours être mieux qu'un chameau, peut-être un prince métamorphosé par malheur. »

## Un terrible aveu

Rétif aux émotions faciles, abhorrant la pose et les vanités, Fleming ne s'apitoie jamais sur son sort, et une seule fois sur celui d'un tiers : « (...) ce que nous savions déjà au fond de nos cœurs s'imposait d'évidence. Slalom (le cheval d'Ella Maillart) ne pourrait pas aller au bout de l'étape. Il valait mieux le laisser là, où il trouverait un peu d'herbe et d'eau, que de le traîner plus loin. Nous criâmes aux Turkmènes de s'arrêter et le dessellâmes pour la dernière fois. Il ne bougeait pas plus qu'un roc ; ce n'était plus qu'un fantôme de cheval, voué désormais à la solitude des monts, sous le grand soleil. Brave Slalom, il nous avait fidèlement servis depuis Tangar ! Les chameaux repartirent et je les suivis. Pour la première fois depuis des années, je m'aperçus que je pleurais. »

Cette confidence, dans le mouvement général du livre, résonne comme un terrible aveu tant le ton, ensuite et auparavant, témoigne d'incisive légèreté, voire de féroce alacrité. Qu'il conseille à un Mongol d'approcher son revolver de l'oreille de sa femme afin de s'assurer si elle est aussi sourde qu'elle le prétend, qu'il pénètre dans la tente d'un lama tibétain vivant dans la seule compagnie d'un réveil déréglé, qu'il évoque

une hallucinante équipée en camion, Fleming note tout cela avec la tonique retenue qui est la marque des cyniques au cœur tendre. Son écriture est un modèle d'élégance désinvolte, avec usage fulgurant de la litote et de la chausse-trappe mentale.

S'il veut donner la mesure des difficultés rencontrées au cours de cet interminable déambulation, il le fait en se jouant : « En substituant les difficultés d'ordre politique aux obstacles matériels, il n'est pas exagéré de dire qu'en 1935 le Sinkiang disputait au mont Everest le ruban bleu de l'inaccessibilité (...). » Cependant, si, comme il l'affirme, un sentiment esthétique l'enjoint de combattre la tendance à exagérer, à poétiser ou à vulgariser à l'extrême les exploits accomplis sur les confins de la Terre, il ne se sent nullement enclin à suivre les routes balisées. « Seul le touriste né — ruminant bœuf, roulant des yeux en boule — ose arpenter les chemins battus avec la conviction d'employer utilement son temps. »

Peter Fleming, qui se souciait fort peu d'utiliser efficacement son temps, ne cherchait guère de justifications à ses parcours risqués. Son récit se tient donc au-delà des investigations scientifiques ou ethnologiques, il est le fait d'un écrivain virtuose qui joue sa partition solitaire sur les marges du monde.

André Velter.

(1) « Le Monde des livres » du 23 juin 1989.  
(2) Dans l'édition Phébus, le texte de Peter Fleming est suivi d'un entretien avec Ella Maillart par Catherine Domain.

□ Signalons également la traduction du livre du romancier néerlandais Cees Nooteboom, *le Buddha derrière la palissade*, récit d'un voyage à Bangkok, dans la collection « Terres d'aventure ». Traduit du néerlandais par Philippe Noble (Actes-Sud, 58 p., 68 F.).

سكوت فيلوم



# L'AUTOMNE A AUSSI LE PARFUM DES LIVRES.



Flammarion

teur



et le ruban bleu  
cessible

Le Monde

Le Monde



Le onzième Festival international du roman et du film noirs s'est ouvert mercredi 18 octobre et se tiendra jusqu'au dimanche 22 à Grenoble. Le temps fort de ces cinq jours coïncidera avec l'arrivée du « Train noir », en provenance de Paris le vendredi 20, qui conduira les invités.

Dans les décors du Belge François Schuiten, construits autour du thème de l'évasion, les Français formeront, comme chaque année, le bataillon le plus important de la création, avec en vedette Jean Amil (pour n'en citer qu'un). Du côté des étrangers, la planète sera aussi généreusement représentée que la diversité du genre affirmée avec la présence de deux « monstres sacrés » : l'Anglais P.D. James et l'Américain James Ellroy, qui perpétuent et renouvellent le roman d'énigme classique, l'autre le roman noir américain.

(Renseignements : 76-33-35-19)

L'actualité éditoriale du polar peut s'illustrer arbitrairement par les cinq choix proposés dans ces deux pages :

● La permanence de l'effet James Ellroy, qui, de titre en titre, s'affirme comme un écrivain de roman noir d'exception. Il dit dans ces colonnes ce qu'il est, d'où il vient, et son obsession des « ténèbres » : sa rencontre avec le public de Grenoble constitue en soi un événement.

● La confirmation de la vitalité et de la qualité potentielles de la collection « SOS Racisme », chez Calmann-Lévy.

Confirmation, aussi, de la qualité d'un auteur français, Michel Quirk, grand prix de littérature policière 1989, qui expose, dans ces colonnes, le secret de ses personnages.

● La création d'une nouvelle collection « Polar-Sud », aux éditions Actes-Sud, et la révélation pour le lecteur français d'un auteur américain, K.-C. Constantine, créateur des aventures du commissaire Mario Balzic. Spécialiste du roman noir américain, traducteur et directeur de collection, Stéphane Bourgoïn livre quelques indications sur cet énigmatique auteur qui se nomme, en réalité, Carl Kosak.

● La qualité et la constance éditoriale du « Masque », qui, fort de ses valeurs sûres, poursuit son entreprise de rénovation amorcée en 1983 et s'ouvre (avec le lancement d'une série grand format) au roman noir américain version Wambaugh, Uhnak, Paretsky, Leonard, etc. Les directeurs de la collection, Hélène Amalric et Michel Averlant, expliquent leurs choix et leur politique éditoriale, dans l'entretien qu'ils nous ont accordé.

● L'étonnante ardeur et l'obsession de perfection qui anime les éditions Enrage, dont la collection « Travaux », inaugurée avec *Polar : mode d'emploi*, manuel d'écriture criminelle, montre que la passion pour le roman noir et policier peut cohabiter avec le souci d'érudition et la passion du beau livre. Leur dernière livraison, *Hard-Boiled USA*, histoire du roman noir américain, de Geoffrey O'Brien, appartient à cette veine.

Alain Abellard.

## Autoportrait I : James Ellroy

« Noir », « noir », le « noir » sacré. Si vous me tranchez jusqu'au vif, je saignerais, et le sang coulerait noir. Ne me tranchez pas tout de suite. Je veux encore écrire des romans policiers pendant une bonne trentaine d'années. Mais lorsque je mourrai, faites graver « obsession » sur ma tombe.

La Belle France — La Belle « Noir ». Étant américain dans l'âme et ne parlant pas votre langue, je ne comprends pas très bien l'attrance des Français pour les ténèbres. Cela mis à part, je suis reconnaissant à la France d'être aujourd'hui au zénith de ma popularité d'écrivain.

S'il me fallait analyser l'attrance pour le « noir », je commencerais par partager les lecteurs de littérature policière en deux catégories : ceux qui recherchent des héros simples, des solutions d'intrigues bien propres ; et ceux qui cherchent à atteindre aux forces obscures qui régissent la vie dans toute leur horreur. Sans hésitation aucune, j'appartiens à cette dernière catégorie.

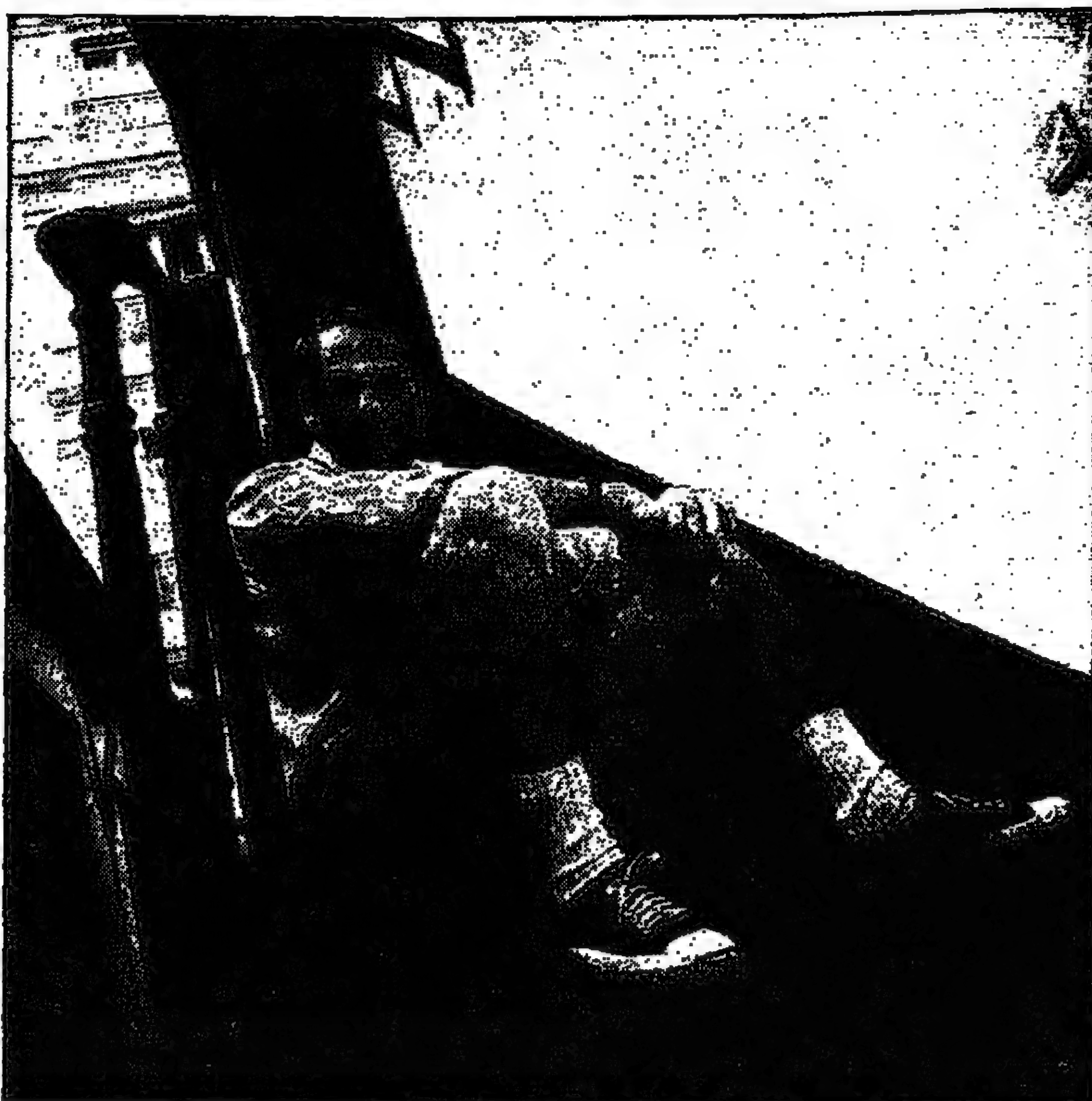
S'il existe un instrument qui me donne la mesure des profondeurs de l'horreur, qui la définit et me donne accès aux moyens qui me permettent de la recréer — c'est mon obsession de Los Angeles des années 40 et 50. Je suis originaire de L.A. — et ce n'est pas le L.A. de Raymond Chandler. C'est un Los Angeles où la perversion est partout présente, tapie, en ellipses à vous

donner le frisson. Je n'ai pas été nourri de Disneyland, mais des exploits de truands et de psychopathes sexuels.

Lorsque j'avais dix ans, ma mère a été assassinée et son tueur n'a jamais été retrouvé. *Le Dahlia noir*, femme assassinée par excellence, est devenue pour moi une mère/amante de substitution, et elle m'a entraîné encore plus profond dans les ténèbres. Les pages des journaux à scandale battaient le rythme de mes obsessions — j'ai grandi dans l'ivresse de l'alcool et des drogues, hanté par Mickey Cohen, Johnny Stompanato, Jack Whalen « le Régulateur », Stephen Nash — transcendait cette raclure d'humanité dans une ville dangereuse que le soleil caresse.

Aujourd'hui, beaucoup d'années ont passé — j'écris des livres qui célèbrent mon obsession : *Le Dahlia noir*, *Le Grand Nulle Part*. L'année prochaine Rivages publiera *LA confidentiel*. J'espère que mon obsession vous touche et vous émeut ; je vous remercie de m'offrir aujourd'hui la France — tout comme j'essaie, de mon côté, de vous offrir le Los Angeles d'alors.

James Ellroy.  
(traduit par Freddy Michalski)  
Les romans de James Ellroy sont publiés aux Éditions Rivages dans les collections « Noir » et « Thriller » : à paraître le 2 novembre *Un tueur sur sa route*.



# Polar mode

## Changement de « Masque »

Un entretien avec Hélène Amalric et Michel Averlant, directeurs littéraires la plus ancienne collection policière de France.

— Lorsque vous avez repris la direction de « Masque », quel était l'état de la collection ?

— Lorsque, en 1983, nous reprenons en main la destinée du « Masque », notre surprise est grande : la collection qu'on nous demande de « remonter » est, contre toute attente, leader sur le marché policier français. Mais cette puissance repose sur deux noms, certes pas des moindres : Agatha Christie et Charles Exbrayat.

— À côté de ces monstres sacrés, le catalogue du « Masque » est dans un état d'anarchie absolue. Résultat : la première collection policière en France dans l'ordre chronologique, et par son chiffre d'affaires, souffre d'une image médiocre ; elle rom-  
— Aujourd'hui, alors que le chiffre d'affaires n'a cessé de progresser (+ 45 % depuis 1983), dans un marché policier pourtant morose, un catalogue solide de maîtres du roman policier s'est implanté, une nouvelle image s'est imposée.

— Cette véritable révolution est cependant le fruit de prudentes tâtonnements, auxquels tout directeur de collection est condamné.

— Quelles ont été vos premières initiatives en matière de politique éditoriale ?

— En 1983, l'image du « Masque » n'est pas nette aux yeux de son public : très traditionaliste, adepte du roman d'énigme sage, et pas encore prêt à s'ouvrir à tous les genres du policier qu'on lui propose sans méthode. On peut l'y amener, certes, mais avec patience et doigté. Un sérieux ménage s'impose donc.

— Mais renoncer à certains auteurs et en chasser d'autres ne servait à rien si l'on ne ramenait pas au bercail, dans le même temps, ceux qui n'avaient rien à faire ailleurs : avant de lui donner le goût de nouvelles aventures, « Le Masque » devait à son public de rattraper toutes les occasions manquées depuis la fin de la guerre.

— Premier objectif donc : regrouper et consacrer ces textes. Un label de qualité leur est apposé : « Les maîtres du roman policier » ; bientôt suivi

par un autre : « Les reines du crime ».

— C'est au sein de ces deux collections, dont le succès était assuré auprès de son public traditionnel, que peu à peu, par de minuscules dosages d'audaces prudentes et de valeurs consacrées, « Le Masque » va apprivoiser un nouveau public et lui ouvrir de nouveaux horizons.

— Quels ont été les premiers effets de ces choix ?

— Tout d'abord, on a vu revenir à leur éditeur d'origine les grands du policier français, Boileau-Narcejac, Steegmans. Une tentative de réintroduction des classiques — Conan Doyle ou Leblanc — ne produira pas l'effet escompté. En revanche, la publication des pastiches de Leblanc par Boileau-Narcejac connaîtra le plus vif succès. Le public du « Masque » est décidé ment en mal d'innovation.

— La prudence prévalant pourtant. Nous attendrions cinq ans avant de republier les grands textes noirs d'un Gérard de Nerval, ou d'un G. de Maupassant, ou d'un Kasnak. Entre-temps, nous aurons lancé plus d'un ballon d'essai.

— Côté auteurs français surgissent Terrel (avril 1984), alias Locaye, et sa série du Croque-Mort, ou Bachelier (juin 1985). Ils convainquent Grisolet, auteur « noir » par excellence, de se couler dans le moule du « Masque » (mai 1986), avant de donner libre cours à ses penchants naturels. Enfin, Siniaï, autre « noir », venu tout droit de la série du même nom, fera même son entrée au « Masque » en 1989.

— Si « Le Masque » change ses auteurs, les nouveaux auteurs aussi changent. « Le Masque » est tout un état d'esprit qui lentement évolue. Les tabous maison sont progressivement évacués. On reprend à l'occasion, sans bien sûr en faire une règle systématique, les auteurs ou les textes jadis écartés pour perversités variées ! Ici un Rendell, là un Thomson, condamnés pour apologie de l'inceste.

— Votre nouvelle politique d'auteurs s'accompagne-t-elle d'une nouvelle façon de travailler ?

— Notre nouvelle politique d'auteurs n'aurait pas eu de signification sans une nouvelle politique avec les auteurs et traducteurs. En la matière, le nouveau « Masque » a choisi de travailler à l'ancienne : il appartient au directeur de collection d'appliquer sa prudence non seulement au choix des auteurs et des titres, mais surtout au suivi des textes : toujours attentif, il peut devenir franchement interventionniste — perfectionnisme oblige !

— Pourtant, si loin soit-elle allée, la transformation du « Masque » et son ouverture à tous les genres du policier ont vite montré leurs limites. Les directeurs de collection ont rapidement connu de ces frustrations qui font exploser le désir d'innover.

— Ces frustrations sont-elles à l'origine de la nouvelle série, grand format, que vous venez de lancer ?

— Tout à fait. Rendell, lancé en France par « Le Masque », s'est bientôt tourné vers Calmann-Lévy. P.D. James, aussi, a trouvé ailleurs le succès que l'on sait, après une longue attente sur les bureaux du « Masque » : que faire de ces textes impossibles à enfermer dans le cadre étroit d'une collection de poche aux règles strictes et au public en cours de conversion ?

— Plus jamais pareilles frustrations ! Le premier éditeur de policiers en France se devait de publier lui aussi en grand format les grands textes du roman noir contemporain. C'est maintenant chose faite avec la série grand format.

— Les lecteurs traditionnels du « Masque » ne seront pas bouleversés dans leurs habitudes. Les autres y trouveront enfin ce qu'ils aiment et qu'ils cherchaient ailleurs.

— C'est le pari d'un directeur de collection : trouver de nouveaux lecteurs sans jamais découvrir ceux qui vous sont acquis. On comprend mieux pourquoi, même s'il n'a pas la prétention d'être un découvreur, il se doit d'avoir toujours la prudence de l'explorateur.

Propos recueillis par A. Ad.

## Autoportrait II :

S'il faut dire qui je suis, je ne peux répondre que par ce que je suis : un homme du Nord. Sans qu'il soit question de frontières. Un type des pays que la météo n'atteint pas. Si tous mes romans ne sont pas situés dans le Nord, à bien y regarder, il est possible que je triche et que je colonise insidieusement d'autres régions, d'autres villes, où j'installe mes histoires comme un touriste effronté déplaçant une serviette de plage incongrue. Même à respecter les rues, les places, la topographie, je les imagine, ces lieux d'ailleurs, je ne leurs rend pas justice, et il est possible que ce ne soit guère élégant de ma part. Mais j'en fais autant avec mon univers familial. Il peut m'arriver de promener le lecteur à Rome, par exemple, en restant plus fidèle à la réalité que si je lui montre la plage de Calais ou les faubourgs de Lille.

En fait, mon travail est constamment dans le souci de décaler les réalités, de créer des failles dans le quotidien, d'y faire des plis, de le chiffonner, de le déchirer même. D'y installer le doute. Et la couleur noire d'un roman réside déjà en cela : mettre les personnages, donc le lecteur, sur le qui-vive. Non pas mécaniquement, en laissant planer une menace confuse sur l'existence d'un personnage qui risque d'être assassiné, mais par un rien, un léger heurt dont il ne perçoit même pas immédiatement la signification et qui pourtant le gêne, comme une écharde sous la peau. A un feu rouge, on tourne la tête et un jeune type est là, au bord du trottoir, occupé à tracer avec un tesson de canette des stigmates sanglants sur sa panne. On peut redémarrer, ça ne résoud plus rien.

Il me semble que les choses sont biseautées, toujours, et que la vérité des gens, des lieux, est là, dans ces moments qui échappent, aussi fugitifs et éblouissants qu'un reflet d'eau et que je tâche, à l'évidence sans aucune chance de réussite, de surprendre, de suspendre.

De cette façon de regarder naissent des personnages déplacés. Même, et peut-être surtout, s'ils restent dans leur décor familial. Des gens en

porte-à-faux avec le cours de leur existence. Déboussolés. Et, forcément, en quête de leur identité, et de celle de leurs proches, de gens qu'ils croyaient connaître. Ils s'aperçoivent qu'ils ne savent rien de personne et cela engendre une panique.

Tout à coup, ils prennent conscience de ne jamais parvenir à dire vraiment ce qu'ils veulent dire, ni à se faire comprendre, et ils s'aperçoivent du malentendu. Ils se découvrent dans les deux sens du terme. Alors, ils sont seuls, définitivement. Et fous. Ils ne peuvent plus que courir à leur perte. En faisant bonne figure comme Virgile dans *Jadis*, en regardant cyniquement venir la fin comme le Gabriel de *Posthume*, ou en multipliant les gestes inutiles comme les héros d'*Hôtel des deux Roses*. Or il s'en est fallu d'un rien, le bonheur était là, ils ne l'ont pas reconnu. C'est une autre dimension du roman noir : le tragique banal.

### Un Don Quichotte d'aujourd'hui

Surtout, il n'est pas question d'expliquer, pas question de donner dans le didactisme politique et social, dans le pamphlet manichéen et la morale de bazar. Même si, indiscutablement, la vie de la cité pèse lourdement sur eux, s'il est certain qu'ils ne sont pas complètement responsables de leurs mutilations, qu'ils arriveront toujours trop tard, j'essaie de garder essentiellement sur mes personnages un regard au ras du cœur. Ils croient de ne pas savoir aimer ou de ne pas savoir le dire à temps. Ils croient de maladresse. De maladresse. De manque de savoir vivre, finalement.

Dès lors, mes histoires sont des histoires de dévoilement plus que des enquêtes, des recherches. Le personnage « s'aperçoit », il passe derrière ses propres apparences, de l'autre côté du miroir : Raymond (dans *Bella Ciao*) découvre le vide de sa vie quand il voit que sa femme n'a pas vécu. Les protagonistes de *Billard à l'étage* ne se supportent plus. Peut-être est-ce là le terme juste : beaucoup de mes personnages en sont arrivés à un

لکڑی میں لکھی



كلمة في الحقل

FILM NOIRS A GRENOBLE

L'énigme K.-C. Constantine

Découverte majeure de l'année 1989 - avec Charles Willeford, publié chez Rivages, - les romans de K.-C. Constantine ont tous pour héros Mario Balzac, chef de la police de Rockburg, une petite ville de Pennsylvanie. Sur les huit aventures de Mario Balzac qui ont paru depuis 1972, quatre ont été traduites en France, dans la nouvelle collection « Polar Sud » d'Actes Sud : *Mémoires à Rockburg Station* (1972), *L'Homme qui aimait se regarder* (1973), *L'Homme qui aimait les toniques tardives* (1982) et *Un coup fument* (1985).

Contrairement à la plupart des autres écrivains de « policiers procéduriers » (police procedurals) tels que Joseph Wambaugh, Ed McBain ou Sjöwall et Wahlöö, dont les protagonistes évoluent dans des milieux urbains, K.-C. Constantine préfère l'univers rural ou l'atmosphère des petites villes de l'Amérique profonde.

Mario Balzac est souvent en conflit avec ses supérieurs ou collègues, et il parvient, le plus souvent, à faire aboutir résoudre ses enquêtes plus par ses qualités humaines que par le traditionnel travail de routine de la police.

Si de nombreux personnages réapparaissent au fil des romans - un avocat pilier de bistrot, un chef des pompiers particulièrement irascible, une épouse compréhensive ou une « mamma » protectrice, - c'est, cependant, à travers les yeux et le cœur de Balzac que le lecteur perçoit Rockburg et sa population. Durant trop, connaissant des problèmes de police, doté d'un caractère entier, Balzac est

quelqu'un de profondément humain, qui incarne en quelque sorte la conscience de sa communauté.

Cette chaleur humaine est un des attraits principaux des romans de K.-C. Constantine. Ses dialogues drôles, cyniques et pleins d'humour, sont rares dans la littérature policière, à l'exception de ceux de George V. Higgins (*The Friends of Eddie Coyle*). Il n'est donc pas étonnant que K.-C. Constantine soit l'auteur favori de bon nombre d'écrivains américains tels que James Crumley, tandis que son dernier roman, *Joey's Case* a été couronné meilleur roman policier de l'année 1988 par un Edgar Allan Poe Award. Sa manipulation de la langue anglaise se fait souvent au détriment des règles de syntaxe et de ponctuation, au point qu'il doit rendre tous ses correcteurs.

K.-C. Constantine est lui-même une énigme soigneusement entretenue par l'auteur, l'agent et l'éditeur. En effet, depuis dix-sept années, aucune photo, aucun entretien n'ont été pris et la véritable identité de l'écrivain demeure un mystère. Seul Allen J. Hubin, un spécialiste américain du roman policier, nous indique son nom véritable, Carl Kosak, et situe sa date de naissance aux alentours de 1935.

Deux textes autobiographiques de Constantine, un auto-entretien de 1984, en préface d'une réédition de *L'Homme qui aimait se regarder*, et *Writing about Balzac* (publié dans *Colloquium on Crime*, de Robin Winks, 1986), nous permettent de soulever un

côté du voile. Né de parents russes installés aux États-Unis dès le début des années 30, Constantine suivit des études de dessin au Carnegie Museum de Pittsburgh, avant de trouver sa voie dans l'écriture lors d'un engagement dans les « marines ».

« L'écriture était pour moi un moyen d'échapper à l'ennui mortel et aux incessantes mortifications des *Marine Corps* », écrit-il. Je commençais par recopier tout ce que je lisais. Puis j'effectuais des exercices. Ayant recopié un paragraphe, j'en supprimais tous les substantifs pour les remplacer par d'autres, avant de faire la même chose avec les verbes et les adjectifs. Je tentais alors d'écrire mes propres phrases, en utilisant le même nombre de mots dans un ordre similaire sur le même sujet que l'auteur du livre... »

Durant mon adolescence, je devrais les récits westerns de Zane Grey, Luke Short et Max Brand... Leurs personnages et leur façon de s'exprimer se rapprochaient bien plus des gens que je connaissais que les héros de Shakespeare (naturellement, je crus longtemps que *Cléopâtre* s'exprimait en vers !)... Parmi les auteurs qui m'ont le plus influencés, je citerai Ernest Hemingway, E.B. White et James Thurber. Jamais ils n'utilisaient cinq mots quand trois étaient suffisants... »

Après son séjour chez les « marines », Constantine suivit des cours d'écriture à l'Université d'Iowa pour se lancer à plein temps dans le métier d'écrivain, sans grand succès d'ailleurs : « J'ai commencé à écrire du policier

parce que je n'arrivais pas à vendre ce que j'écrivais. J'avais envoyé des nouvelles à un agent sur la recommandation d'un ami, mais on me répondit qu'il n'y avait pas de marché pour les nouvelles. Tant mieux d'ailleurs, car mes textes étaient médiocres, même si, à l'époque, je pensais naturellement le contraire : pour moi, ces récits étaient subtilement structurés et profondément symboliques, etc. L'agent demanda à mon ami si j'avais écrit du policier. « Cela se vend toujours », affirmait-il. J'étais bien sûr horrifié... Mes trois premiers romans ayant été immédiatement achetés, je poursuivis avec de nouvelles aventures de Mario Balzac... J'ai écrit sur des crimes individuels dans un lieu déterminé, parce que je crois être capable de comprendre des événements uniquement à petite échelle.

« Je n'ai aucune idée de ce que je ferais dans cinq ans ou des sujets que j'approcherai dans mes prochains romans. Si je suis toujours de ce monde et capable de tenir un stylo et de taper à la machine, je gribouillerai quelque chose, car rien ne m'excite plus que de manipuler les cinquante-deux lettres de l'alphabet et les dix signes de ponctuation (sans tenir compte des parenthèses, tirets et ellipses) pour essayer de former des phrases qui racontent une histoire - je ne vois guère autre chose de plus passionnant. »

Stéphane Bourgoin.  
Les romans de K.-C. Constantine sont tous publiés aux Éditions Actes Sud, dans la collection « Polar Sud ».

LA FUREUR DE LIRE

à la librairie COMPAGNIE  
58, rue des Écoles, 75006 Paris  
samedi 21 octobre 1989, à 16 h :  
Pierre Bourdieu, Claude Simon  
Dimanche 22 octobre 1989 : ouverture de 11 h à 18 h.

Collection «Islam d'hier et d'aujourd'hui»

La Réalité et la fiction dans la poésie arabe ancienne

Albert ARAZI  
16 x 24, 184 pages  
120 francs  
Maisonnewe & Larose

ARMAND COLIN, L'HISTOIRE

LE GOUVERNEMENT DE LA TERREUR  
L'année du Comité du Salut Public  
par Robert R. Palmer  
préface de François Furet  
360 pages, 180 F

Le classique de l'historiographie révolutionnaire (paru en 1941). Un livre d'histoire politique qui offre une description sûre, une analyse de l'exercice, des enjeux, des représentations du pouvoir révolutionnaire.

LA REVOLUTION DES NOTABLES  
Mounier et les Monarchiens 1789  
par Jean Egret  
256 pages, 149 F

De mai à octobre 1789, les Dauphinois devenus parti monarchien crurent pouvoir diriger la Révolution. Mounier fut l'âme agissante de cette tentative jusqu'au 6 octobre, date de leur échec.

1870. LA FRANCE DANS LA GUERRE  
par Stéphane Audouin-Rouzeau  
préface de Jean-Jacques Becker  
426 pages, 160 F

Une étude originale des français dans la guerre de 1870, guerre « oubliée ». Vie politique, vie matérielle, perception de l'événement, univers mental : l'étude de la guerre sous ces différents angles révèle l'importance du sentiment national.

ARMAND COLIN

Jean-Pierre OSTENDE



Le mur aux tessons

roman  
«Un des romans les plus étranges et burlesques de la saison»  
Jean-Louis Esnèze, *Le Nouvel Observateur*



L'ARPENTEUR

mode d'emploi

Michel Quint

point où ils ne peuvent plus se sentir. A un moment où ils n'y peuvent plus rien.

De là naissent des constantes d'écriture, des figures plus ou moins attachées au roman noir, que je ne suis pas sûr d'identifier mieux que quiconque, ni de devoir prendre au sérieux. L'enfance, la jeunesse tiennent une place importante dans mes récits, le retour vers les jeunes années. Pas au sens nostalgique où l'on tenterait d'en retrouver le vert paradis, mais parce qu'on essaie de comprendre comment on a pu en arriver là. C'est le cas de Virgile, dans *Jadis*, qui, pour tâcher de mettre la main sur son ami Clément, refait le circuit, non pas de leurs habitudes d'adultes, mais des lieux où ils se retrouvaient adolescents, puis étudiants. C'est aussi le cas de Zé et de Joseph, dans *Billard à l'étage*, que l'évocation de la jeune vie d'Ida renvoie constamment à leur propre passé.

Bien entendu, surtout dans ce roman, cela découle de la quête d'identité des personnages et entraîne une interrogation sur la mémoire, ses fragilités, ses mensonges, ses perversions, ses menues défaillances instinctives.

Et à bien y regarder, il me semble que ces préoccupations sont liées aussi au sentiment aigu de liberté qui habite les personnages des romans noirs, peut-être aussi des miens. Paradoxalement, la certitude de son impuissance complète contre tout ce qui le dépasse, la corruption, la maladie, l'argent, la violence, la bêtise, le sentiment de n'être rien, donne sa grandeur au héros du roman noir. Et sa liberté. C'est un Don Quichotte d'aujourd'hui : personne ne croit à ses enchantements, à ses Dulcinées, à ses chevaliers félons.

Pourtant, alors que chacun le croit fou, aliéné, assure qu'il n'est plus lui-même, il a les yeux ouverts en grand, il peut se permettre la suprême élégance d'en crever, sans façons, et de laisser les autres croire qu'ils vivent encore. C'est que Don Quichotte est du pays des géants. Gabriel, dans *Posthume*, recherche un manuscrit inédit de Cesare Pavese et déclare : « Il vaut mieux faire son malheur soi-même, c'est plus gai ! »

Peut-être logiquement, peut-être curieusement, après ce que je viens de dire, il me faut constater que le fait divers authentique est rarement à la base de mon écriture. Il ne la suscite pas directement, il ne structure jamais la fable. Un roman trop daté m'inquiète. Je n'écris pas ce qu'on pourrait appeler du roman noir d'intervention, même si le contenu des journaux alimente l'atmosphère de mes romans, tout comme les reportages télévisés et l'observation de la rue, des gens dans la rue, qui me poussent.

Je démarre plutôt sur un embryon de souvenir personnel, un lieu qui pique l'imagination, comme Pompéi ou cette salle de billard ahurissante dont les poutres ne sont pas au plafond mais sur le plancher ! Je refuse donc les obligations du genre, le souci du bonton de guêtre, le couperet de la vraisemblance, l'obligation d'écrire d'une façon purement visuelle, « efficace » comme certains ont prétendu qu'il fallait le faire en 1945 ou 1950.

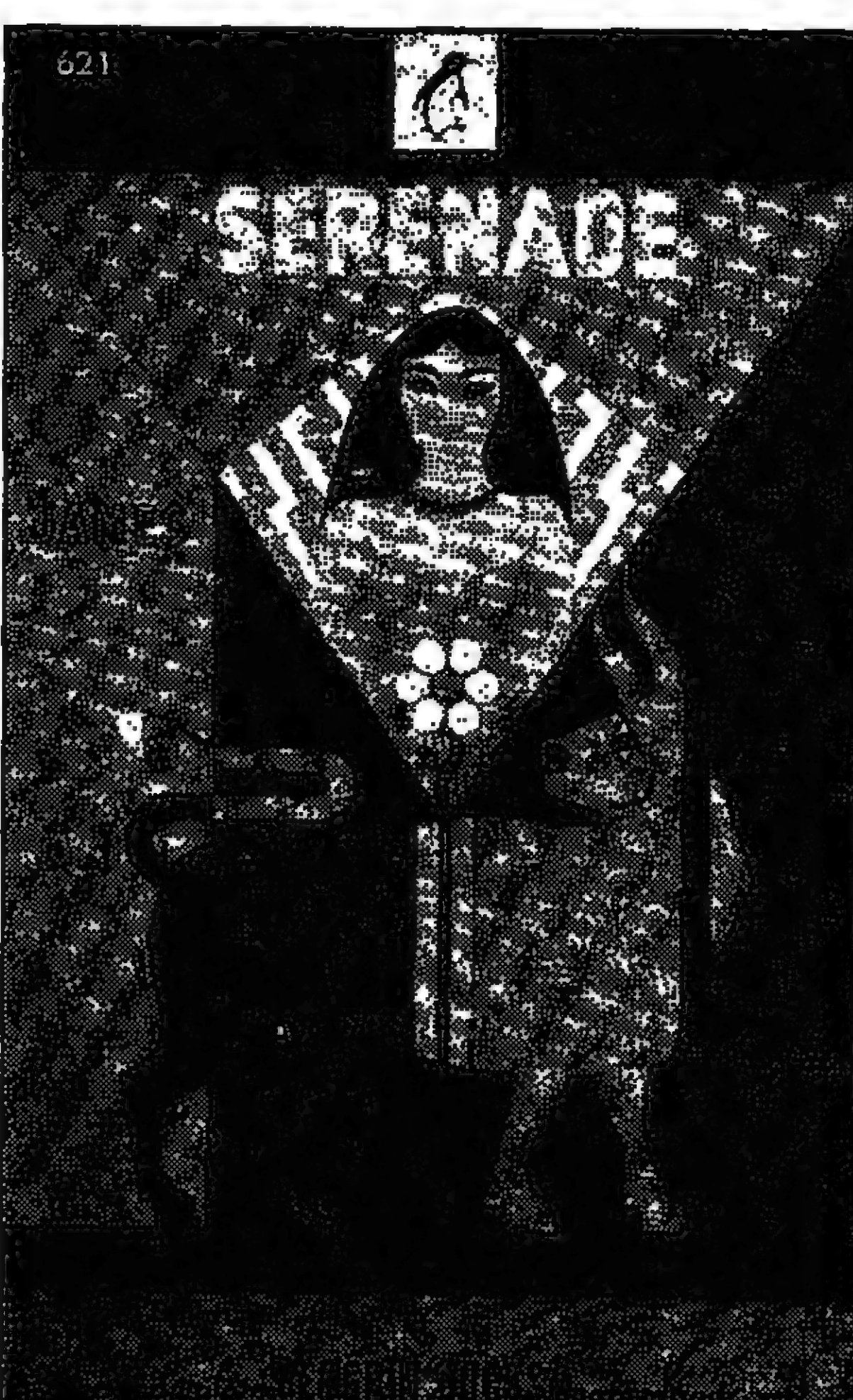
A partir de quoi, je travaille l'épaisseur des personnages, comme tout écrivain je pense, et j'essaie de les saisir toujours « en situation », parce que c'est une vieille habitude d'explication et d'écriture théâtrales. Cela aboutit à une écriture qui, dans la gestation, s'organise plus en tableaux, plus en séquences, qu'en épisodes. Et l'immobilité, l'absence d'action physique, de déplacement, ne me paraissent pas être un inconvénient majeur. Le mouvement, dans un roman, n'est pas à confondre avec l'agitation des héros.

Quant à l'écriture elle-même, le style, il paraît évident qu'on ne peut pas conter quelque chose, même une superbe aventure, en se fiant uniquement à un enchaînement de péripéties et de surprises, qu'il faut comme disait Céline « ne pas laisser la phrase tranquille ».

Les mots sont bien plus vieux que nous, ils en ont des histoires à nous dire.

Michel Quint.

« Billard à l'étage » de Michel Quint est publié aux Éditions Calmann-Lévy dans la collection « SOS-Récits ». Ses autres romans ont paru aux Éditions du Fleuve noir.



Les « durs-à-cuire »

HARD-BOILED USA, Histoire du roman noir américain, de Geoffrey O'Brien. Texte établi et traduit de l'anglais (États-Unis) par Stéphane Bourgoin. Énergie, coll. « Travaux », 173 p., 245 F.

L'illustration ci-dessus représente la couverture d'un roman de James M. Cain, *Sérénade*. Signée par Robert Jones, en 1947, elle est typique, malgré son style moderniste et sa facture moins tapageuse que ses concurrents, de l'époque des couvertures des « Paperbacks », ces livres de poche imprimés sur du mauvais papier qui firent leur apparition en 1939 et connu-

rent leur apogée au cours de la décennie qui suivit la seconde guerre mondiale. Le roman noir de type « hard-boiled » (littéralement « dur-à-cuire ») y trouva un lieu privilégié d'expression et d'épanouissement. C'est cette rencontre entre un genre littéraire et une formule éditoriale qu'analyse Geoffrey O'Brien dans *Hard-boiled USA, Histoire du roman noir américain*.

Tout en résumant l'œuvre des grands noms du genre, Geoffrey O'Brien souligne l'importance qu'ont eue dans l'inconscient américain ces livres aux couvertures criardes et bariolées.

A. Ad.



## L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

**SANS ARMES FACE À HITLER.**  
La résistance civile en Europe (1939-1943), de Jacques Semelin, Payot, « Bibliothèque historique », préface de Jean-Pierre Azéma, 270 p., 130 F.

**NAISSANCE DE LA RÉSISTANCE DANS LA FRANCE DE VICHY 1940-1942. Idées et motivations.** de Harry Kedward, Champ Vallon, « Époques, collection d'histoire », préface de Jean-Pierre Azéma, traduit de l'anglais par Christiane Travers, 350 p., 168 F.

**JEAN MOULIN, L'INCONNU DU PANTHÉON.** tome 1. Une ombre pour la République (juin 1899-juin 1936) et tome II, le Choix d'un destin (juin 1936-novembre 1940), de Daniel Cordier, J.-C. Lattès, 896 p., et 762 p., 170 F et 155 F.

DEPUIS 1945, l'entretien de la flamme nationale, la veulerie des affrontements politiques et la puerilité des enjeux de mémoire collective ont conjugué leurs effets pour marquer d'un grand « R » la Résistance, entendue comme l'action de tous ceux qui, depuis 1940, volontairement et armés à la main autant qu'ils le purent, s'opposèrent à Hitler dans l'Europe nazifiée. La majuscule a ainsi surmonté, longtemps, pieusement, une histoire au second degré, passablement légendaire, pleine de hauts faits spectaculaires, d'ardeurs patriotiques et d'engagements idéologiques. Idéale par vocation, mythifiée pour les bonnes causes, inaliénable dans le cœur des témoins, conflictuelle sans doute mais pédagogique toujours : un sillage d'adjectifs à usage civique a accompagné depuis quarante ans la mise en forme historique d'une Résistance sans mémoire courte. Tout basculerait-il aujourd'hui, quand s'éclaircissent les rangs des acteurs, que de nouvelles générations s'interrogent et qu'une histoire au premier degré cherche sa voie ? Ces trois livres importants le démontrent à l'envi.

Jacques Semelin, psychologue d'origine et spécialiste de l'étude de la dissuasion civile dans les sociétés d'oppression, a sorti les outils de l'historien pour « tester » le désarmement volontariste dans le cas de figure qui lui fut naguère le moins favorable : « celui de la brutalité extrême, celle du nazisme ». Avec quelque naïveté peut-être, il a découvert à temps que « non-violence » ne s'appliquait guère au temps de la guerre ouverte. Il a donc forgé un concept, la « résistance civile », définie comme un processus spontané de lutte non armée qui dresse une société civile, avec mobilisation d'institutions et de populations, contre un ennemi « surarmé ». Puis il a parcouru la meilleure part d'une immense production historique sur la seconde guerre mon-

diale pour démontrer sa validité, en arrêtant prudemment à l'heure où d'aucuns surent choisir entre les actes démonstratifs et les armes offensives : en 1943, quand se militarèrent les résistances et se préparèrent les insurrections nationales en liaison avec les Alliés.

VOICI donc unis pour la première fois dans une analyse comparative à l'échelle de l'Europe occupée des événements aussi dissemblables à première vue que le refus des évêques norvégiens ou des médecins hollandais de venir lécher les bottes, les commémorations vengeresses du 28 octobre 1939 à Prague ou du 11 novembre 1940 à Paris, les grèves ouvrières, dont celle des mineurs du nord de la France en mai 1941 fut le meilleur exemple, le succès des *komplety*, ces lycées clandestins où la Pologne sauvait l'âme de ses enfants, le transfert des juifs de Copenhague vers la Suède avec la complicité de toute une population, les murures des queues devant les magasins d'alimentation vides ou les mille signes au quotidien d'une feinte passivité face à l'Allemand.

Jacques Semelin montre qu'ils visent tous le même but : mettre à distance occupants et occupés, préserver une société assiégée, « creuser la fosse entre la domination militaire, qui était un état de fait, et la soumission politique, qui est un état d'esprit ». Cette « résistance civile » fut « un choc des volontés », une procédure conservatoire des valeurs qui fondaient l'identité collective des peuples asservis. Une prise de gage pour l'avenir, en somme, quelque part entre passivité coupable et révolte aventureuse.

On discutera, bien entendu, ces conclusions qui « civilisent » à l'extrême un processus dont on peut défendre qu'il ne fut jamais légitime que par le passage ultime à l'action armée ; qui crédite d'ambitions stratégiques à long terme des actions de survie quasi instinctives qui ne relèveraient que de la tactique aléatoire. Mais le livre de Semelin ouvre toute grande

la porte à un réexamen général de notions encore trop dépourvues de statut historique dans l'analyse de cette guerre totale : l'opinion publique, la vie quotidienne, la résignation des masses, le jeu des institutions ou la solidarité des cadres sociaux.

Il se trouve qu'il recoupe de fort près l'analyse proposée par un historien du Sussex, Harry Kedward, dans un travail paru en 1978, devenu un classique aux yeux des spécialistes et dont il faut féliciter Champ Vallon d'avoir commandé enfin la traduction. Examinant l'éveil de la Résistance dans la zone non occupée de la France jusqu'à son invasion en novembre 1942, fouillant une masse de publications et de tracts ignorés, traquant le témoignage des acteurs, Kedward explique en effet très posément, avec une remarquable intelligence des situations historiques concrètes, non seulement que la poignée de résistants actifs obéissent sans hésiter à des motivations profondes qui avaient bien peu à voir avec quelque « prédisposition » militante ou idéologique antérieure, mais que, ultra-minoritaires et sachant que jamais la

aussi bien qu'une réponse patriotique à une crise nationale ». Autrement dit, la France des maquis et de la Libération renouera autant avec l'Affaire Dreyfus qu'avec Valmy, avec le vieux refus de l'arbitraire qu'avec l'atavique défense du sol sacré de la patrie. Rigoureux, ramassé, plein de formules percutantes et porteur, on le voit, de révélations de fort calibre : le livre de Kedward bouscule à bon escient beaucoup d'idées reçues.

LES idées reçues, l'original qu'est Daniel Cordier ne les aime guère, lui non plus. L'ancien secrétaire de Jean Moulin, l'éternel jeune homme de la liberté d'esprit, l'ex-marchand de tableaux, décida un beau jour de se faire historien pour rendre à « Rex » le seul hommage qu'il eût souhaité : celui de la vigilance au service du vrai, entendu au sens le plus positiviste. Depuis plus de dix ans, Cordier a donc fouillé les archives publiques, trituré ses propres papiers, relu ceux qu'il avait naguère eus entre les mains au BCRA de Londres, ramené une équipe de jeunes chercheurs, pris conseil des meilleurs spécialistes, pour dire avec une incroyable minutie et en se défiant systématiquement des « souvenirs » biaisés des survivants, qui fut vraiment

« l'inconnu du Panthéon », longtemps délaissé après 1944, enseveli sous l'hommage national de Malraux au « Carnot de la Résistance » en 1964, puis accusé sans vergogne par Henri Frenay en 1977 d'avoir été « l'homme du Parti communiste ».

Avec Daniel Cordier, l'enfant de la République, l'homme du CNR, le « pauvre roi supplicié des ombres » trouve ainsi, fait inouï, son historien au sens plein chez son compagnon au sens fort. Car les deux premiers volumes de cette monumentale biographie, qui en comptera six au total, sont — je pèse l'adjectif — stupéfiants. Par l'ampleur du travail : plus de 1 600 pages denses pour conduire à la clandestinité, en novembre 1940, le préfet de Chartres. Par sa sûreté documentaire, dont témoignent des milliers d'annexes et de notes jamais prises en défaut et qui font de ces volumes des instruments de travail inappréciables. Par l'art du recouplement d'archives authentifiées, qui sert au plus près une vérité surgie de l'accumulation cent fois contrôlée de détails minutieusement établis. Par l'émotion contenue aussi, qui transpire à chaque page de cette impitoyable relation — souvent heure par heure — d'un destin qui n'eut rien de si prévisible.

Qui pourra trouver le loisir de tenter la lecture de tels pavés, dira-t-on ? Et Cordier ne se serait-il pas noyé dans les détails oiseux ? Il est vrai qu'il vaut mieux prendre quelques précautions d'agenda avant d'embarquer. Mais quelle croisière ! On ne pardonnera de n'en pas détailler les escales et — il y en a — les méandres. Le lecteur pressé pourra se contenter des 288 pages de la préface (c'est sans doute un record d'édition !) qui résume les six volumes promis et annoncent leurs révélations gisantes (y compris sur l'arrestation de Moulin à Caluire le 21 juin 1943 et sur le rôle qu'y joua Hardy, dont on se souvient qu'il fut souvent question lors du procès Barbie). A tous les autres, plus disponibles et plus curieux, disons qu'ils vont s'armer d'un grand livre et qu'ils peuvent, en toute confiance, partir à l'aventure avec le garçon de Béziers qui fut républicain à en mourir, avec ce fonctionnaire radical qui dessinait avec plaisir, avec le fier préfet des Premiers combats dont l'écharpe nous hante.

P.S. : La Résistance tombe en avalanche en librairie : Sabine Zeitoun dit avec émotion la mise à couvert de jeunes juifs dans la France de 1942 (*Ces enfants qu'il fallait sauver*, Albin Michel, 288 p., 89 F) ; Jacques Prévozat édite avec grande sûreté les écrits clandestins du Père Fessard (*Au temps du prince-exclavé*, Criterion, B.P. 1003, 87050 Limoges Cedex, 263 p.) ; les écrivains, résistants ou non, sont passés au crible d'un colloque, la *Littérature française sous l'Occupation* (Presses universitaires de Reims, 347 p., 120 F) ; Julien Lajournade, un rescapé de « Sachso », dépouille le *Courrier dans les camps de concentration* (Éditions I.D. 9, rue Jean-François-Gerbillon, 75006 Paris, 187 p., 195 F).

## Genèse de la « solution finale »

Selon Philippe Burrin, c'est en août-septembre 1941 que les nazis ont décidé d'exterminer les Juifs, au lieu de se contenter de les expulser.

**HITLER ET LES JUIFS. GENÈSE D'UN GÉNOCIDE** de Philippe Burrin. Seuil, 200 p., 99 F.

Voilà un livre important. Au lecteur pressé, son objet semblera un peu mince : déterminer l'avènement de la solution finale, plus exactement la date à laquelle les nazis ont décidé d'exterminer physiquement les Juifs d'Europe. C'est pourtant un point essentiel du débat historiographique et politique sur ce drame, et qui révèle le mode de fonctionnement du régime hitlérien durant la deuxième guerre mondiale.

La thèse dominante, celle des intentionnalistes (je reprends là le jargon des historiens), veut que cette destruction ait été programmée dès les années 20 par Hitler, dont toute la conduite s'expliquerait par un antisémitisme obsessionnel. C'est ce que conteste, après d'autres, Philippe Burrin, car ce schéma repose sur une base documentaire fragile et sur une analyse réductrice de la psychologie du Führer. Il a donc cherché à comprendre comment avait été prise la décision d'exterminer physiquement les Juifs.

Rappelons que les premiers programmes d'extermination n'avaient pas de visée spécifiquement raciste : Hitler profite du déclenchement de la guerre pour tuer systématiquement les malades mentaux (c'est l'opération T4, qui provoquera en deux ans la mort — la plupart du temps dans des chambres à gaz — de quelque soixante-dix mille personnes) ; d'autre part, est menée méthodiquement, dès l'automne 1939, la polonisation, cette destruction systématique des élites, juives ou non.

Quant aux Juifs, ils avaient bien été immédiatement traités comme des parias ; mais la politique des nazis, jusqu'à l'été 1941, visait avant tout à rendre le Reich « judenfrei », à expulser progressivement d'Allemagne ceux qu'ils accusaient de corrompre par méprisage le Volk allemand ; et la guerre venue, les nazis s'en tirent d'abord aux projets de créer des « réserves » juives (après la défaite de la France, ils avaient retenu à cette fin l'île de Madagascar, qui présentait l'avantage d'être vaste et ceinturée par la mer). Et, nous dit Philippe Burrin, c'est en août-septembre 1941 que les responsables nazis, et parmi eux

évidemment Hitler, optent pour le génocide (la « conférence de Wannsee », prévue d'abord pour le 29 novembre et qui se réunit le 20 janvier 1942, en fixera les premières modalités techniques).

Comme on le sait, les sources sur le sujet ne sont pas aussi explicites qu'on le souhaiterait (ainsi on n'a pu trouver sur la solution finale aucun ordre écrit de Hitler). Philippe Burrin a la modestie d'indiquer que ce livre est un « essai » et précise, quand il le faut, qu'il peut être amené à formuler des hypothèses. Mais on retrouve dans cette leçon d'histoire les qualités qui avaient fait la force de son précédent ouvrage, *Les Dérives fascistes* (1), qui décrivait les trajectoires de Bergery, Déat, Doriot : une problématique bien centrée, une grande rigueur dans la démonstration, une écriture sans concession. Et l'argumentation emporte la conviction du lecteur.

Car il fallait expliquer pourquoi cette mécanique de mort est déclenchée précisément en septembre 1941. Il faut en revenir à Hitler, au traumatisme qu'a été pour lui la capitulation allemande de 1918, dont il a toujours tenu pour responsables les

Juifs. Si, à partir de 1923, son objectif primordial est la conquête d'un espace vital à l'Est, il pense qu'elle n'est possible qu'à deux conditions :

1° la régénération du peuple allemand et donc, à moyen terme, l'expulsion des Juifs ; 2° un état constant d'alerte à l'égard du Juif, l'ennemi machiavélique par excellence.

Tant que dure la période du Blitzkrieg triomphant, il s'en contente. C'est la campagne de Russie qui déclenche le processus d'extermination proprement dit. Et pourquoi dès septembre 1941 ? Parce que, nous dit Philippe Burrin — et c'est là où sa thèse est particulièrement neuve et stimulante — la campagne ne se déroulait déjà plus de la manière décisive qu'avait escomptée Hitler : plusieurs témoignages en font foi.

A ses yeux, toute hésitation devenait criminelle, car elle menaçait la survie du Reich : il ne s'agissait plus d'expulser, mais d'exterminer. Et la machine de mort allait fonctionner de manière à la fois rationnelle et démente.

Jean-Pierre Azéma.

(1) Le Seuil, 1986.

Colette  
**FELLOUS**



**Rosa Gallica**  
roman

« Et cette mère, ce soir, j'ai décidé de l'inventer et de la faire vivre pour toujours. »

**L'ARPEUTEUR**



LIVRES • IDÉES  
HISTOIRE

## Les princes de l'anarchie

Les articles de Victor Serge et les Mémoires de Kropotkine

**LE RÉTIF**  
de Victor Serge.  
Textes réunis et présentés  
par Yves Pagès.  
Librairie Monnier,  
224 p. 150 F.  
**MÉMOIRES**  
D'UN RÉVOLUTIONNAIRE  
de Pierre Kropotkine.  
Éditions Scala,  
343 p. 119 F.

Victor-Napoléon Lvovitch Kibalitch (1890-1947), dit Le Rétif, alias Victor Serge, fusillé dans ses écrits, l'illustration révolutionnaire de nombre de camarades anarchistes. Pourtant, peu d'hommes auront autant que lui œuvré pour une hypothétique révolution. Dès l'âge de quinze ans, en 1905, il devint membre de la Jeune Garde socialiste d'Ixelles en Belgique qu'il quitta, l'année suivante, pour fonder avec Raymond Callemain — le futur Raymond la Science — le groupe révolutionnaire de Bruxelles.

A partir de 1908, Victor Kibalitch mit sa plume au service de ses idées et collabora au *Communiste*, au *Révolutionnaire* et à quelques autres publications libertaires dont *l'Anarchie*, fondée en 1905 par Libertad. Son amitié pour Raymond Callemain lui vaudra d'être condamné en 1913 à cinq ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour « complicité » avec la bande à Bonnot. À sa sortie de prison, fin janvier 1917, il se réfugia en Espagne avant de gagner Moscou en 1919 où il sera un temps



le collaborateur de Litvinov et de Zinoviev.

C'est en Union soviétique qu'il commença à écrire une œuvre romanesque de première importance (1). Exclu du Parti communiste en tant qu'oppositional de gauche, il sera déporté au camp d'Orenbourg en Oural, en 1933. Libéré trois ans plus tard, il s'installa à Paris, après un détour par sa Belgique natale et milita en faveur des révolutionnaires espagnols. En 1940, lucide quant au sort que lui réserveraient les nazis, il s'exila au Mexique, où il passera les sept dernières années de sa vie.

Aujourd'hui réunis en volume par Yves Pagès, à la librairie

Monnie (2), les articles que Victor Serge publia, sous le pseudonyme du Rétif, dans *l'Anarchie* de 1909 à 1912 prouvent — si besoin était — que ce sceptique ne fut jamais dupe de l'idéal qu'il servit avec une passion jamais démentie. « L'ordre présent nous écrase, nous trahit, nous tue. L'ordre révolutionnaire nous écrasera, nous trahira, nous tuera », notait-il avant de fustiger l'ouvriérisme, cette « étrange maladie dont souffre presque toute l'intelligence dite avancée ». « Vivre ici-bas, vivre de suite ! » tel était le programme du Rétif.

C'est la lecture d'une brochure de Kropotkine, *Aux*

jeunes gens, qui avait initié Victor Kibalitch et Raymond Callemain à l'anarchie. Piotr Alexeievitch Kropotkine (1842-1921), surnommé le prince de l'anarchie en raison de ses origines aristocratiques, ne pouvait que séduire ces jeunes révoltés. N'avait-il pas défini l'action anarchiste comme une « révolte permanente par la parole, par l'écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite » ? Les *Mémoires d'un révolutionnaire*, dont Kropotkine entreprit la rédaction après son installation en Angleterre en 1886 (3), relatent les prises de conscience successives d'un homme à la sensibilité exacerbée. Mais ce livre est, d'abord et surtout, un document exceptionnel sur la situation politique et sociale dans l'Europe de la seconde moitié du siècle dernier. Kropotkine rejoindra la Russie en 1917, dès les premiers troubles révolutionnaires. Malgré les « attentions » de Lénine, il jugera sévèrement le régime bolchévique et adressera, quelques mois avant sa disparition, un *Message aux travailleurs d'Occident*, dans lequel il disait : « Camarades ! ne laissez pas le communisme d'État s'établir dans vos pays ! ».

P. Dra.

- (1) *Les Révolutionnaires* (cycle romanesque), Le Seuil, 1967.
- (2) 55, rue de Rome, 75008 Paris.
- (3) L'ouvrage fut publié en français, en 1898. Il est aujourd'hui réédité par les Éditions Scala, 14 bis, rue Berliet-de-Mets, 75013 Paris.

## Mémoires de la désolation ordinaire

Les « Souvenirs amers » de François Camille Cron, communiste relégué en Nouvelle-Calédonie

**SOUVENIRS AMERS**  
de François Camille Cron.  
Présentation  
de Philippe Venault,  
Mercure de France, 149 F.

Les souvenirs et confessions littéraires ont brillé le plus souvent d'un éclat douteux, qui était l'authenticité de leurs mensonges. On leur a reproché le besoin de tromper dans la morgue et les raisons péremptoires une gloire incertaine, ou il tenait pour vertu l'indigence, hautement revendiquée, d'une existence sans détours ni promesses. Cellini, Casanova, Da Ponte, furent des premiers. Jean-Jacques Rousseau fut des seconds. Quant aux mémorialistes, comme Retz ou Saint-Simon, ils ajoutent à l'une et

l'autre entreprises ce qu'il faut d'intelligence pour attribuer la bonne fortune à leur génie et la mauvaise à l'implacable des circonstances.

L'autrisme, affirmant « je n'écris pas des Mémoires », donne le ton et la mesure d'une époque où les hommes de qualité se font rares et les critères plus exigeants. De quelle grandeur se font rares et les critères plus exigeants. De quelle grandeur se font rares et les critères plus exigeants. De quelle grandeur se font rares et les critères plus exigeants.

Un événement dramatique a incité François Camille Cron à porter témoignage sur le cours

monotone de ses jours. L'auteur a participé à la Commune. Il échappa à la première vague de la répression, retrouva un emploi de comptable et, bénéficiant de la protection d'un militaire, ami de la famille, il s'apprêta à mener une existence paisible quand une dénonciation provoqua son arrestation. Le conseil de guerre le condamna à la relégation en Nouvelle-Calédonie. Arrivé à Nouméa en 1874, il sera libéré, par effet d'amnistie, en 1877.

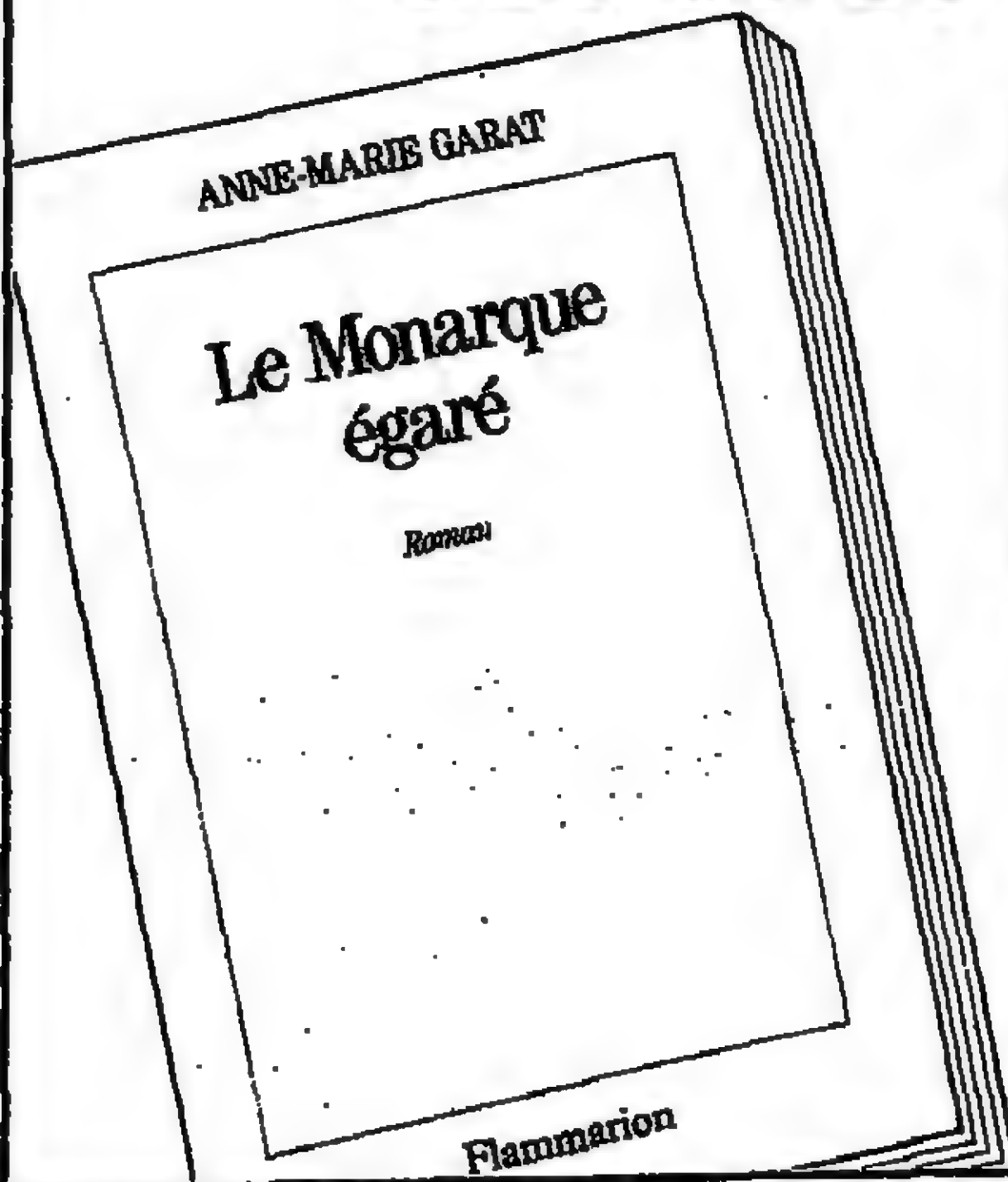
Quelques cahiers manuscrits contiennent la chronique du village où il est assigné à résidence, un mélange de résignation, de médiocrité, d'espoir, de mesquinerie, que pimentent les tracasseries d'un surveillant, une passion inavouée pour l'épouse d'un

fonctionnaire, le départ d'une famille à laquelle François Camille s'était attaché.

Ce qui l'accable n'est pas tant la morosité quotidienne que l'exil, l'éloignement d'un milieu où, se sentant chez lui, il supporterait avec la meilleure grâce du monde les mêmes vicissitudes. Il n'aspire pas à la fin d'une existence pénitentielle, il souhaite seulement retrouver une ambiance qui lui rende plus supportable. S'il s'exalte à la pensée qu'un avenir heureux attend l'humanité à quelque détour de l'Histoire, c'est encore pour se convaincre de l'impossibilité de vivre dans le présent.

Jean Lescurel.

## Anne-Marie Garat. Dire la dimension inconnue des êtres et des choses.



Le quatrième roman d'un auteur qui affirme la singularité de son imaginaire. Une romancière en pleine possession de ses moyens.  
Josyane Savigneau - Le Monde

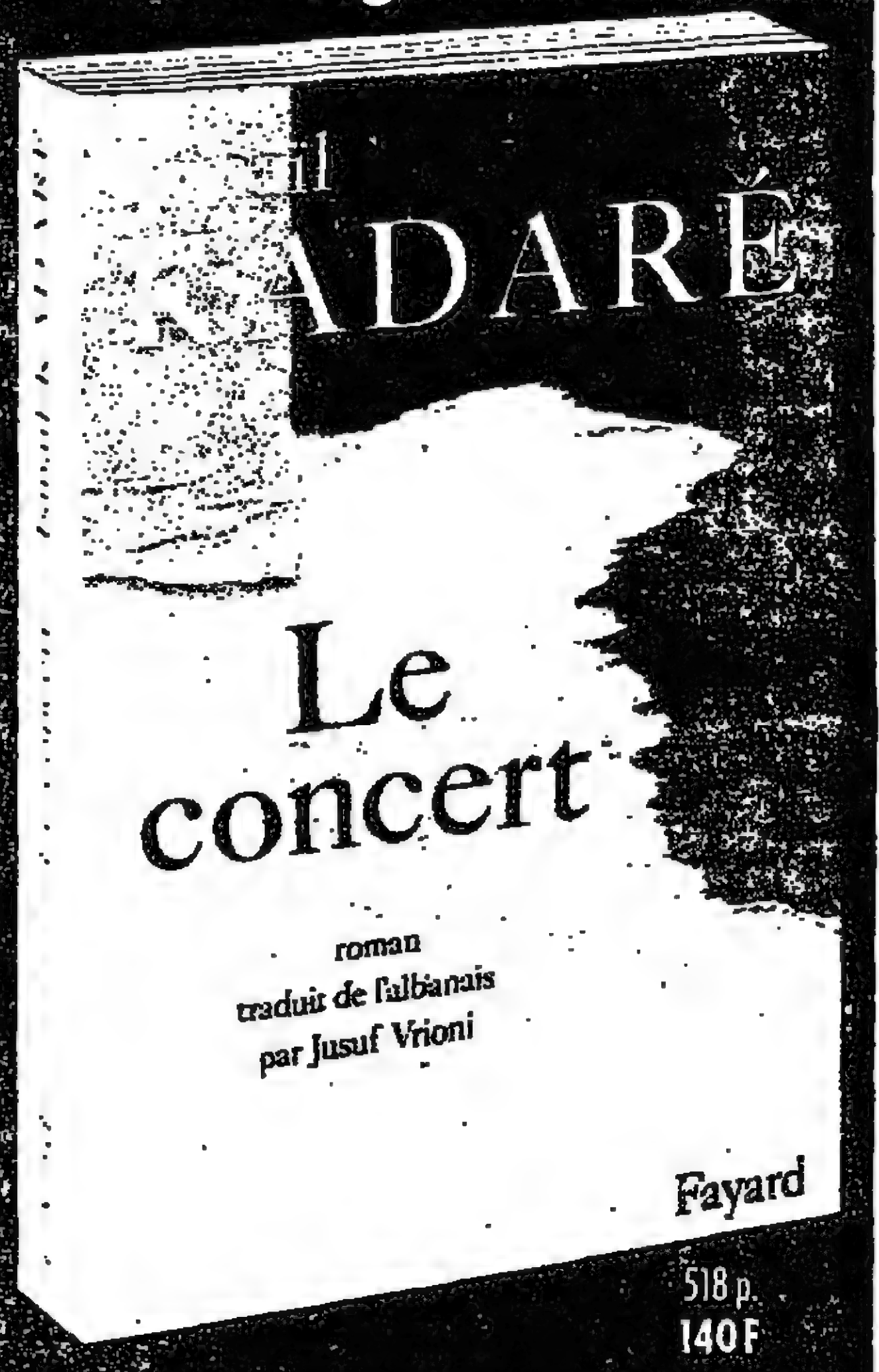
Une véritable fête de la vie et de l'amour asexué. J'ai rarement lu un roman avec autant « d'enchantement », au sens magique et déroutant du terme.  
André Brincourt - Le Figaro

Flammarion

## KADARÉ



Une montagne de talent...



Une dimension universelle. Une résonance bouleversante, à l'image de ses personnages balayés par l'Histoire.  
Bernard Genies, Le Nouvel Observateur

Rien ne résiste à la plume enfiévrée de Kadaré, qui balaye l'Histoire d'un grand éclat de rire shakespearien. Sa Chine de figurants et de sosies est malheureusement bien réelle. Et tellement gigantesque que le grotesque y prend des dimensions cosmiques. Si García Márquez a depuis longtemps fustigé le délirium des tyrans latino-américains, l'auteur du *Concert*, lui, vient de mettre en scène une autre version de la démente et du fanatisme sanguinaire, du côté du Soleil-Levant cette fois. On en tremble.  
André Clavel, l'Événement du Jeudi

Qu'une vision si profonde de l'univers côtoie une telle humanité n'est pas l'un des moindres miracles du génie de ce « nobélisable des Balkans ». La construction romanesque est d'une virtuosité totale... Une œuvre magistrale  
Anne Pons, L'Express

FAYARD



## UN COLLOQUE AU MANS

### Recherche scientifique et réflexion philosophique

Du 2 au 4 novembre prochains se tiendront au Mans trois journées de débats sur le thème : « Science et philosophie, pour quoi faire ? » Les organisateurs de ces journées souhaitent en faire non pas un colloque de plus réservé aux spécialistes, mais une rencontre entre le public et des chercheurs de premier plan.

Convaincu qu'il est possible de parler clairement de sujets difficiles, et attaché à la démocratisation de la vie culturelle, le Mans s'est associé à l'initiative proposée par la commission culturelle de la ville du Mans, à laquelle se sont jointes l'université du Maine et l'association Lire et Vivre, pour concrétiser ce projet.

Le jeudi 2 novembre, des conférences de Jean-Marc Lévy-Leblond, Claude Dabru, Henri Atlan, Isabelle Stengers, Jean Petitot et René Thom dresseront un état des lieux des relations contemporaines entre recherche scientifique et réflexion philosophique. Les analyses des notions de « progrès » et de « crise » seront au centre des exposés du vendredi 3, dus à Blainville Barret-Kriegel, Bruno Pincher, Jean-Toussaint Desanti, Albert Jacquard, Gilles-Gaston Granger. Les sciences de la vie et les problèmes éthiques et juridiques posés par leur développement fourniront matière à la

journée du samedi 4, qui s'ouvrira sur des interventions de Claire Ambroselli, Dominique Janicaud, François Dagognet.

Quatre tables rondes compléteront cet ensemble : « La recherche et l'opinion publique », « L'avenir de la modernité », « Les droits de l'homme entre médecine et politique », « A quoi sert la philosophie ? ». Outre certains des intervenants déjà cités, ces diverses tables rondes rassembleront, par ordre alphabétique, Alain Badier, Georges Balandier, Guy Brabant, André Comte-Sponville, Mirabelle Delmas-Marty, Christian Descombes, Pierre Druin, Bernard Edelstein, Marie-Angèle Hermitte, Patrice Vermeren.

La participation à ces journées, conçues et présentées par Roger-Pol Droit, est libre et gratuite. Une brochure de présentation est disponible sur simple demande.

► Pour obtenir la brochure de présentation, ainsi que pour tout renseignement, réservation d'hôtel, etc., écrire au Palais des congrès et de la culture (Château de la Motte, 72000 Le Mans), ou téléphoner au (01) 43-24-22-44 (poste 114 pour les informations et les relations avec la presse ; poste 134 pour l'accueil et l'hébergement).

## Mobilisation autour de la « Fureur de lire »

Les principales manifestations des 21 et 22 octobre

L'annonce par M. Jack Lang de l'opération la « Fureur de lire » (le Monde du 6 octobre), qui aura lieu samedi 21 et dimanche 22 octobre, semble avoir donné lieu à une intense mobilisation des professionnels du livre dans toute la France. Nous présentons ici un choix, fatalement limité, de ces différentes manifestations. Pour un programme complet, on peut s'adresser au ministère de la culture ou consulter le minitel (3614, Telposte, puis Fureur).

En province : plusieurs fêtes et salons du livre, déjà programmés, se dérouleront durant ces deux jours : Aix-en-Provence (Fête du livre 19-22 octobre sur le thème « Les voyages de l'écriture ») ; Saint-Etienne (quatrième Fête du livre) ; Quetigny (deuxième Salon des bibles lecteurs) ; Nantes (quatrième Marché de la poésie) ; Strasbourg (Carrefour

des littératures européennes, voir le Monde daté 15-16 octobre) ; Grenoble (onzième Festival du roman et du film noir, voir notre dossier dans ce supplément) ; Senlis (Clio, sixième Salon du livre d'histoire) ; Saint-Estève (quatrième Festival international de la caricature).

Citons par ailleurs : Lille (« Gare à Lille, gare à lire ») ; Colmar (« La mémoire des siècles ») ; Montflanquin (« Les mots font la belle ») ; Orléans (« Présence à la nuit ») ; Rennes (« Quarante écrivains en Bretagne ») ; Alès (musée-bibliothèque Pierre-André-Benoît)...

A Paris, du côté des institutions : outre les nombreuses bibliothèques qui ouvriront leurs portes et organiseront des animations, une grande foire au livre se déroulera à la Bibliothèque nationale ; la réunion des musées nationaux vendra des ouvrages d'art édités par elle à des conditions avantageuses, au Louvre, à Orsay et au Grand-Palais ; la Bibliothèque historique de la Ville de Paris réunira plusieurs écrivains (le 21 de 14 heures à 18 heures) ; au Théâtre national de Chaillot (salle Gémier), une

séance d'exercices sur le vers alexandrin (le 21 de 16 h 30 à 21 h 30) ; France-Culture et la Société des gens de lettres organisent une soirée de la poésie à l'hôtel de Massa (le 21 à partir de 17 h 30) ; dans le domaine poétique également, un récital se déroulera à la Maison de la poésie, et une « Nuit de la poésie » aura lieu au studio de l'Opéra-Bastille.

Citons également, une « Nuit des écrivains au couvent des Cordeliers » ; un « Jardin de lecture » au Palais-Royal, à l'initia-

tive de la Comédie-Française (le 21 à 15 heures) et des initiatives du Centre Pompidou, de la RATP, de l'Imprimerie nationale, de la Maison des écrivains... Enfin, l'Institut des écrivains (IMEC) ouvrira ses portes, 25, rue de Lille, et organisera une exposition au Centre national des lettres sur la maison d'éditions Au Sans Pareil.

Nombreuses sont les librairies qui resteront ouvertes autour de thèmes ou de rencontres. Parmi celles-ci, citons : La Procure (qui investira la rue de Mézières), la FNAC-Forum, la Brèche, la Hune, la Librairie des Belles Lettres, Biffures (autour de Perce), Librairie Compagnie, Le Divan, Epigramme (rencontre avec Jorge Amado), Tschann, Librairie portugaise, Ulysse (écrivains de l'île Saint-Louis), Virgin Megastore...

## Les « Annales » à Moscou

Le retour des historiens soviétiques dans la communauté scientifique

Les Annales ont eu soixante ans cette année. Leur première livraison porte, en effet, la date du 15 janvier 1929. En France, l'anniversaire de la revue fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre, qui a révolutionné la manière d'écrire et de comprendre l'Histoire, a été fêté sans bruit.

Faisant contraste avec cette discrétion nationale, c'est à Moscou que la circonstance a été célébrée par l'organisation d'un colloque qui a rassemblé, entre les 3 et 8 octobre, un auditoire nombreux, attentif, et des historiens venus d'un peu partout. L'initiative pouvait paraître incongrue puisque, jusqu'à une date récente, la science historique soviétique a dénoncé les Annales comme l'exemple même d'une historiographie bourgeoise, servante de la classe dominante et fort éloignée de la connaissance « scientifique » des lois de l'Histoire. Le temps n'est pas loin où Youri Afanassiev, devenu, on le sait, l'un des plus fervents défenseurs du cours nouveau, publiait un livre qui considérait, sans s'embarrasser d'un excès de tact, d'exaltation ou de nuance, les travaux de l'école historique française (1).

La situation a bien changé. Et pour deux raisons, semble-t-il. D'une part, ceux des historiens soviétiques qui depuis longtemps s'étaient trouvés en sympathie avec l'Histoire des Annales,

payant souvent au prix fort cette hétérodoxie, peuvent aujourd'hui faire entendre leur voix. Il en va ainsi des deux médiévistes qui ont été l'âme du colloque : Aaron Gourevitch (qui, en dépit de sa réputation mondiale, était interdit de sortie d'Union soviétique jusqu'en 1987) (2), et Youri Bessmertny, un spécialiste de l'histoire des populations. D'autre part, perestroïka aidant, parmi les historiens qui, de force ou de gré, s'étaient alignés sur le discours officiel, nombreux sont ceux qui maintenant rejettent les formules épuisées. De cette convergence, qui ne s'opère pas sans tension, la première victime est la langue de bois du discours doctrinal. Même si l'on y a été préparé, entendre dire à Moscou, dans un colloque de l'Académie des sciences, que le marxisme-léninisme n'a été qu'une idéologie vernaculaire, fonctionnant comme l'anglais en Inde, produit tout de même quelque surprise.

Pour les historiens soviétiques, débattre des Annales était, d'abord, sous le couvert d'une autre histoire, l'occasion de parler d'eux-mêmes, de régler des comptes anciens, de faire retour sur un passé qui a laissé blessures et amertume.

Les interventions venues de l'Ouest ont surtout montré que le courant historiographique, globalement identifié par la référence aux Annales et qui débordait

largement la seule revue, était moins unitaire et univoque, plus complexe et pluriel que ce qu'en disaient, tant la légende noire peinte par le marxisme d'appareil qu'une vision idéalisée, construite comme un refuge contre le dogme imposé et desséché. Le constat a parfois troublé nos collègues soviétiques, en particulier les plus jeunes, qui ont affirmé haut et fort leur différence, inquiets de voir l'histoire française privilégier l'étude des représentations mentales et des formes culturelles aux dépens de celle des réalités sociales et politiques.

Ce souci était comme le symptôme d'une tension plus profonde. Dans leur désir ardent de vérité à l'égard d'un passé douloureux et défiguré, dans leur revendication d'une politique fondée sur le respect de la personne, les droits de l'homme et la responsabilité de l'individu, les historiens soviétiques les plus novateurs font désormais de leur histoire, la référence absolue et l'objet essentiel de leur démarche. Comme l'ont souligné les débats nés entre eux, cet humanisme, qui fonde l'immense espérance mise dans la transformation du système politique, ne se traduit pas aisément dans l'opération de connaissance. A celle-ci revient de caractériser les déterminations, méconnues par les sujets eux-mêmes, qui brident

leur liberté et inscrivent dans leurs perceptions ou leurs jugements les contraintes qui façonnent leur être social. Aaron Gourevitch a indiqué avec pertinence ce difficile ajustement entre l'éthique politique et la démarche de savoir, plaçant farouchement contre « l'histoire sans hommes » tout en insistant sur le fait que « le domaine immense des attitudes mentales implicites et souvent inarticulées devient le sujet de la recherche historique » — ce qui est une manière d'identifier le poids du social dans les mentalités individuelles.

Après trop d'années d'ignorance réciproque et d'absence de relations, le colloque tenu à Moscou sur les Annales marque une date heureuse et importante : celle de la réintroduction, que l'on espère irréversible, des historiens soviétiques dans la communauté internationale de la recherche et la disparition, que l'on souhaite tout aussi définitive, d'une science officielle dont les résultats étaient inversement proportionnels aux certitudes doctrinales.

Roger Chartier.

(1) On pourra lire à ce sujet l'article de Claudio Sergio Ingerlton, « Moscou : le procès des Annales », Annales ESC, 1982, pp. 64-71.  
(2) D'Aaron Gourevitch, on pourra lire en traduction le très beau livre Les Catégories de la culture soviétique, préface de Georges Duby, Gallimard, 1983.

### La seconde sélection du prix Médicis

Le jury du Médicis a rendu public sa seconde sélection en vue des trois prix — français, étranger, et essais — qui seront décernés le 27 novembre. La remise du prix se fera cette année à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, à Paris-6°.

● Médicis français. — Je suis écrivain de François Weyergans, Gallimard.

La Rumeur du soleil de Philippe Le Guillon, Gallimard.

L'Empire des livres de Pierre Bourgois, Gallimard.

Jours de colère de Sylvie Germain, Gallimard.

Le Livre brisé de Serge Doubravsky, Grasset.

La Cinquième des fous de Dan Franck, Flammarion.

Les Comptoirs du sud de Philippe Doumenge, Le Seuil.

L'Homme aux pâtes de Michel Field, Bataillon.

● Médicis étranger. — Le Mal noir de Nina Berberova, Actes Sud.

La Neige de l'Amiral d'Alvaro Mutis, Messinger.

Rodo de Kazimierz Brandy, Gallimard.

Le Dernier des Mondes de Christoph Ramsnayer, Flammarion-POL.

Daiva de Jim Harrison, Christian Bourgois.

Elena d'Edmund White, Christian Bourgois.

● Médicis essais. — Les Langues du paradis de Maurice Olender, Gallimard, Le Seuil, Hautes études.

L'Oubli de l'Inde de Roger-Pol Droit, FUF.

Traité des courtes merveilles de Vaclav Jankel, Grasset.

Le Dieu de dieu d'Alexandre Kalda, Flammarion.

Versant sud de la liberté de Mahmoud Hussein, La Découverte.

Les Fonctionnaires divins de Jean Levi, Albin Michel.

Michel Foucault de Didier Eribon, Flammarion.

Danube de Claudio Magris, L'Arpentier.

Science nazi, science de mort de Bruno Müller-Hill, Odile Jacob.

### Les Indiens de Poitiers

Au théâtre municipal, le grand chef huron Max Grosjean, venu tout exprès du Canada, expose le « génocide très bien planifié » dont son peuple est victime depuis plusieurs siècles, tandis que le collège Henri-IV, avec sa hutte iroquoise au milieu de la cour et son exposition préparée par les élèves sous la houlette de l'ethnologue Philippe Jacquin, est transformé en village indien.

Sous le chapiteau de la place d'Armes, où sont rassemblés des milliers de livres, un conteur africain, Henri Sembé, raconte aux enfants l'histoire du petit singe et du vieux crocodile, le premier pour échapper aux mâchoires du second, et celui-ci pour manger celui-là...

Dans la grande salle de l'hôtel de ville, les mariages amnésés de M. et Mme Mouchet reconstituent en miniature une fête foraine traditionnelle, avec ses lotteries, ses attractions, ses phéromones, cependant que tout autour une remarquable série de panneaux présente la vie des forains au début de ce siècle, quand leurs enfants se partageaient entre l'école installée dans la roulotte et la baraque d'exhibition.

Pour leur troisième édition, les Journées de la communication historique de Poitiers, qui avaient connu l'an dernier un certain fléchissement, ont enregistré pendant quatre jours, du 12 au 15 octobre, une affluence exceptionnelle. Les conférences, le choix du thème (« L'enfant et la famille dans l'Histoire »), la participation des collèges de la ville, la qualité des manifestations et la haute tenue des tables rondes, qui ont donné lieu à d'intéressants échanges entre spécialistes sur les droits des enfants, la procréation artificielle ou les rites d'initiation et de passage, ont sans aucun doute contribué à ce succès. La Maison vide, de Claude Guimard (Gallimard), a reçu à cette occasion le Prix du roman historique, décerné pour la première fois.

Thomas Ferenzi.

### GABRIEL ENKRI "1999"

Un rappel éclatant de l'histoire du Liban, de la Palestine... et de la Pologne !  
L'autobiographie iconoclaste d'un militant socialiste.  
Un projet :  
"Les Etats-Unis francophones" !

"Un ouvrage de réflexion qui risque d'être rapidement épuisé" (Ouest-France)

Editeurs ASFA, 177, rue Jeanne d'Arc 75013 PARIS - Tél. 43 31 98 73  
250 pages - 120 F

**100.000 LIVRES**  
EN STOCK  
5 CATALOGUES PAR AN  
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

## Passage en revues

Littérature, poésie

Le très beau numéro double de la revue *Déroules d'écriture* (n° 13-14, printemps-été 1989), construit autour des journées que la Fête du livre d'Aix-en-Provence avait consacrées l'an dernier à Octavio Paz, est à la mesure de son objet. Cette « raison poétique » qui donne son sous-titre à cet ensemble, le poète mexicain l'incarne lumineusement. Ainsi que l'écrit Patrick Hutchinson, qui dirige *Déroules d'écriture*, Paz « est un de ceux qui se tiennent le plus intensément et le plus librement au carrefour du présent, avec sa part de remise en cause, de risque et d'inconnu ». Nombreux sont ceux — de Claude Esteban et de Claude Roy, à Hector Bianciotti, Eduardo Arroyo, Severo Sarduy... — qui rendent hommage à un homme qui a su ne jamais brader le sens de sa vocation poétique et intellectuelle : « La poésie est l'autre connaissance (...). Si on éliminait la connaissance poétique, on appauvrirait, nous nous appauvririons spirituellement et émotionnellement. Et voilà ce qui commence à arriver, à advenir dans le monde moderne, écrit l'auteur de *L'Arc et la Lyre* (Edisud 150 F.)

Il y a de multiples manières de se rendre infatigable. Ceux qui excellent dans cette façon d'être cultivent en général davantage l'individualisme que l'instinct grégaire. De ce point de vue, il peut sembler surprenant d'associer les « infatigables » comme le fait, dans son dernier cahier (n° 17) la *Nouvelle Revue de Paris*. De cette troupe hétéroclite, composée de dandys, de suicidés, de quelques aventuriers et marginaux auxquels de courtes études sont consacrées, citons : Otto Weininger, Lovecraft, Luc Dietrich, Edith Sitwell, Jean Lorain, John Fante, Rivarol ou Barbery d'Anrevilly, qui écrivait, avec sa superbe bien stylée : « Il n'y a que la gloire qui dispense de la politesse, et encore la gloire quand elle s'appuie sur un tombeau » (Ed. du Rocher, 100 F.)

« Nous espérons avoir laissé une trace. Nous espérons que, plus tard, les historiens de la littérature trouveront dans les vingt-six numéros de Roman une image réelle des écrivains des années 80. » C'est François Coupry qui exprime ce souhait, en annonçant l'arrêt de cette revue dans laquelle se retrouvait, depuis 1982, nombre d'écrivains des dernières générations. Souhait qui a le mérite, sinon de l'humilité, du moins de la sincérité (culturel et littéraire) de la France, ce dernier numéro com-

porte un ensemble d'« œuvres en cours », signe que la littérature, elle, ne s'arrête pas. (Presses de la Renaissance, 60 F.)

Europe consacre sa dernière livraison (n° 724-725), à l'écrivain brésilien Jorge Amado, dont, par ailleurs, paraît le dernier roman, *Yanan des orages*, chez Stock. (Europe, 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris, 80 F.)

Dans le numéro 82 de *Sud*, Michel Meyer a rassemblé un ensemble d'études sur Hermann Hesse. (Sud, 62, rue Sainte, 13001 Marseille, 85 F.)

Georges Bernanos fait l'objet d'un numéro de la revue *Roman 20-50* (n° 6), qui rassemble des essais autour de l'imposante et de la *Jode* (publication du Centre d'études du roman des années 1920-1950 de l'université de Lille-III, 56, rue Brûlée-Maison, 59000 Lille, 38 F.) Rappelons, par ailleurs, que les Archives des lettres modernes comportent une série consacrée à Bernanos ; dernier numéro sur Genèse et structure de *Sous le soleil de Satan*. A partir de l'étude du manuscrit, William Bush s'attache à étudier la confrontation Bernanos-Maritain, dont ce roman a été l'origine. (Ed. Minard, 90 F.)

Gallimard publie un premier *Cahier Roger Martin du*

Gard, préparé par le Centre international de recherches sur l'auteur des *Thibault*. Outre des textes inédits de Martin du Gard, ce numéro contient des études, des comptes rendus et une bibliographie. (CIRMG, André Pastre, directeur, faculté des lettres, 98, boulevard Edouard-Herriot, BP 369, 06007 Nice Cedex, 80 F.)

Publication beaucoup plus ancienne, les *Cahiers naturalistes* sont publiés depuis 1955 par la Société littéraire des amis d'Emile Zola et dirigés par Alain Pagès. Dans le dernier numéro (n° 63) des études, notamment sur les rapports de Zola avec Huysmans et Strindberg. (Les Cahiers naturalistes, BP 12, 77580 Villiers-sur-Morin, 140 F.)

Signalons, enfin, la vingt-huitième livraison des *Cahiers Henri Bosco*, dont le sous-titre est : *Henri Bosco 1886-1988, entre Maroc et Provence*. (Fonds de documentation Henri-Bosco, Bibliothèque de l'université, section lettres, 100, boulevard Edouard-Herriot, 06200 Nice) et le *Bulletin des amis d'André Gide* consacré au centenaire du *Journal* (n° 82-83), (Association des amis d'André Gide, Henri Heinemann, 59, avenue Carnot, 80410 Cayeux-sur-Mer, 50 F.)

P. Ke.











39 Les journées prospectives du « Monde »  
La grève aux finances

40 Jean-Louis Beffa, manager de l'année  
41 Le Monde Affaires

46 Marchés financiers  
47 Bourse de Paris

BILLET

Cadres mutants  
ou cadres mutés

« Les managers doivent devenir des mutants volontaires et ne plus se contenter comme aujourd'hui de faire vivre les mutations à leurs subordonnés », ils doivent aussi « maîtriser les systèmes d'innovation pour éviter les exclusions ». Pour ouvrir le débat des deuxièmes Journées prospectives du Monde tenues à Lyon les mercredi 18 et jeudi 19 octobre, M. Yves Lasfargue, directeur du centre de recherche de l'Institut français de gestion, a proposé un tableau provocateur des « hommes de l'industrie de demain ».

A l'inverse des discours complaisants que l'on entend habituellement sur « l'excellence » et des divers clichés rassurants sur l'élite gestionnaire (les « meilleurs », M. Lasfargue a repéré six évolutions que les managers français ne devront absolument pas manquer, les « 6 M »). Sous peine de devenir des marionnettes ou des « mutés », ils devront dans les prochaines années se transformer en « mutants, maîtrisant les changements, meneurs, mobiles, médiateurs et mixtes ». Ce dernier point est essentiel : les femmes représentant 25 % des cadres des entreprises et à peine 5 % des cadres supérieurs.

Si le cadre refuse les changements technologiques (le « technophobe » répué à taper sur un clavier de micro-ordinateur) et se contente de vivre l'innovation à travers des gadgets (le téléphone mobile, si valorisant) il deviendra un « technicien-chien » attaché à son entreprise par des chaînes de communication électronique. S'il n'a pas appris à devenir un vrai meneur et un vrai médiateur, il ne sera plus qu'un des rouages de la machine de manœuvre de la direction. Comme chez Peugeot. L'analyse de Yves Lasfargue dérange au moment où l'on repart, une fois de plus, du malaise des cadres. Mais il faut regarder les choses en face — et les débats de Lyon y ont contribué : si la France veut redevenir compétitive au sein du l'Europe industrielle, elle devra s'appuyer sur un encadrement renouvelé de fond en comble. Un défi pour les écoles et les universités, une révolution culturelle dans les entreprises.

D. Py et A. La.

Après le séisme de San-Francisco

Wall Street n'a pas tremblé

Après la tempête du début de la semaine, les marchés boursiers semblaient avoir retrouvé, le jeudi 19 octobre, un certain calme. La Bourse de Tokyo a gagné 0,7 %. Les places européennes ouvraient en hausse (Paris à +1,25 %). La veille, la Bourse de New-York avait connu une séance perturbée par les conséquences du tremblement de terre en Californie. L'indice Dow Jones avait terminé en très légère hausse.

NEW-YORK

de notre correspondant

Après le séisme boursier du vendredi précédent et la nouvelle faille ouverte la veille à Wall Street, à l'annonce du déficit commercial américain, on pouvait craindre que le tremblement de terre de San Francisco, le jeudi 18 octobre, ne constitue une troisième calamité pour le New-York Stock Exchange. Cela n'a pas été le cas. Passé le moment d'émotion à l'égard des victimes, les commentateurs new-yorkais étaient, au fur et à mesure, plus rassurés que leurs homologues nippons lorsqu'ils ont appris le drame au cœur de la nuit.

Longtemps hésitant, le New-York Stock Exchange a cependant repris ses esprits et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui perdait jusqu'à 15 ou 20 points peu après le début des transactions, retrouvait finalement un gain de 4,92 points en clôture, à 2 643,65 points. Bien plus que

le retour du « Dow » à l'équilibre, ou du volume d'affaires à la normale (166,9 millions de titres ont été échangés), le fait positif pour les familles du « Big Board » est que, ce jour-là, les hausses l'ont emporté numériquement sur les replis. Pour la première fois depuis sept séances.

« Le tremblement n'est pas une catastrophe nationale pour les Américains », et « les ventes sont à caractère émotionnel sur un marché resté très nerveux », confiait un professionnel. Si cette nervosité a gagné le marché des changes où le dollar a légèrement reculé, cet accès de faiblesse est autant à mettre au compte de la chute des mises en chantier de maisons neuves annoncée en cours de séance. Cet indicateur a enregistré une baisse de 5,2 % en septembre, la première depuis sept ans, et, une fois de plus, certains commentateurs y ont vu le signe supplémentaire d'une moindre croissance de l'économie américaine, voire d'une timide amorce de récession à l'horizon 1991. Surtout si on ajoute à cet indicateur quantité d'indices connus ces dernières semaines et qui vont dans le même sens.

Jouer

la solidarité

Heureusement — si l'on peut dire — il y a eu le tremblement de terre de San-Francisco ! Car, aussi réaliste que cynique, les boursiers n'ont pas manqué d'escompter la reprise du bâtiment qui devrait connaître cette région de la Californie après le séisme... Du coup, c'est l'ensemble du secteur de la construction

qui a décollé à Wall Street, conduit par les cimentiers Lone Star et Calmat. A l'inverse, certaines compagnies d'assurances ont, dans un premier temps, légèrement baissé en prévision des indemnités à verser compte tenu des dégâts (sans parler des victimes) que l'on évalue à un milliard de dollars.

Toutefois, certaines compagnies d'assurances ont réagi dans la perspective d'un relèvement des primes et d'un accroissement de la demande d'assurance de la part d'une population qui se sait située dans une région à risque sismique. Dans ce secteur d'activité — l'assurance — ce sont surtout les sociétés de réassurance qui ont « profité » de la mauvaise nouvelle, notamment Generale Rent et Marsh, les grands noms du secteur.

Fermée pour cause de danger potentiel — mais surtout en raison des difficultés de communication, la Bourse de San-Francisco, qui fonctionne normalement en liaison directe avec celle de Los Angeles, a vu la plupart de ses transactions sur les changes rapatriés sur cette dernière ville.

De même que ses activités bancaires.

Quant au marché d'options de San-Francisco, ses activités ont également été transférées sur les places de Chicago, de New-York et de Philadelphie où existe déjà ce type de contrat. Ainsi en a décidé la Securities and Exchange Commission, la commission boursière américaine. La communauté financière sait, elle aussi, jouer la solidarité.

SERGE MARTI

La construction de logements  
décline fortement aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, les mises en chantier de logements ont été inférieures de 6,2 % à celles enregistrées au cours de la même période de 1988.

Signe plus inquiétant encore, soulignent la plupart des analystes, le nombre des permis de construire délivrés en septembre a diminué de 2,4 %. L'année avait mal commencé pour le secteur de la construction qui avait enregistré une baisse d'activité pendant quatre mois consécutifs, de février à mai. Pour les neuf premiers mois de 1989, le

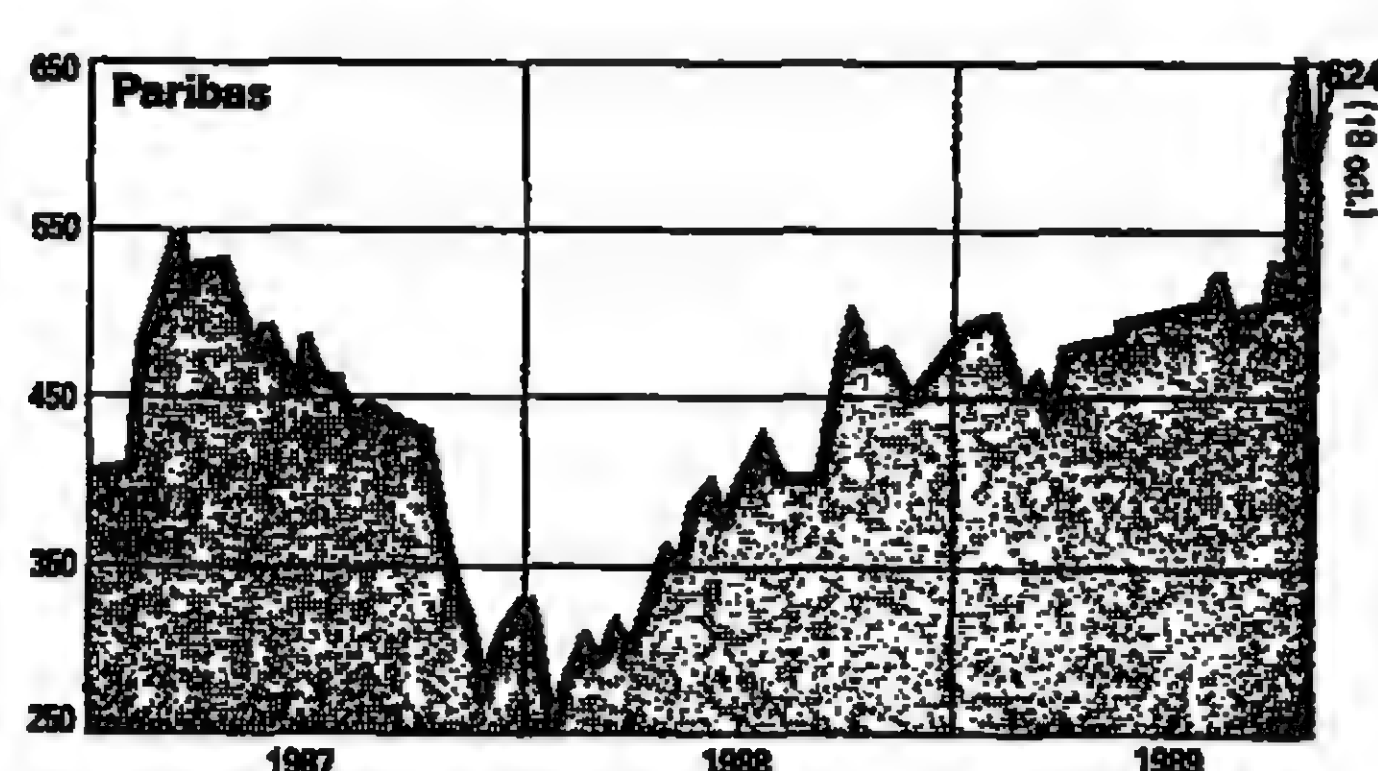
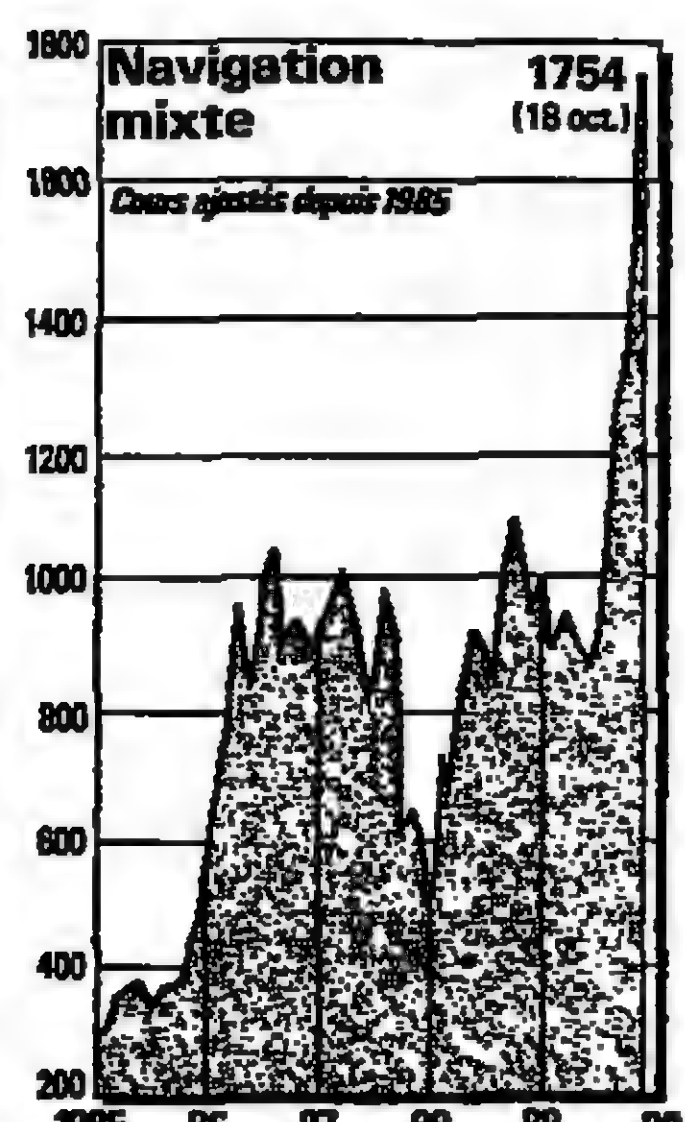
niveau des mises en chantier a été inférieur de 6,2 % à celui enregistré au cours de la même période de 1988.

Politique

d'argent cher

Cette situation est généralement attribuée à la politique d'argent cher menée par la réserve fédérale pour combattre l'inflation. Le relâchement orchestré par la FED au début de l'été, pour éviter une dégradation de l'activité, avait profité au secteur du logement, qui a enregistré une hausse. Toutefois, les taux d'intérêt hypothécaires sont restés élevés, atteignant 10,22 % en septembre. La baisse d'août et de septembre n'est donc pas une surprise. — (AFP.)

Paribas dans la Mixte...



...et réciproquement

La bagarre entre Paribas et Navigation mixte, chacun ramassant des titres de l'autre pour en devenir un actionnaire « incontournable », a fait de ces deux sociétés les vedettes de la Bourse de Paris, mercredi 18 octobre. 875 000 titres Paribas (sur un total de 60 millions) ont changé de mains. Pour Navigation mixte, les transactions ont porté sur 227 000 titres (sur un total de 10,4 millions).

On prête à chacun des deux camps l'appui d'alliés dont certains ont affiché leurs positions. Pargesa a ainsi reconnu avoir acheté « il y a plusieurs semaines » des titres de la compagnie Paribas, portant sa participation à plus de 4 %. Cette dernière ne verrait pas d'un mauvais œil le holding Pargesa, dirigé par M. Eskenazi, franchir les 5 %. La Mixte, quant à elle, a annoncé que son allié allemand, l'assureur Allianz, détenait depuis le 17 octobre 5 % de son capital.

L'HERMÈS Editeur

13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.05.25

LANGUES DES AFFAIRES

Préparation aux B.T.S.

L'allemand de spécialité

THIBAUDET - DIBON

Outils d'allemand de spécialité

B. THIBAUDET

Annales d'allemand: énoncés et corrigés

B. THIBAUDET

Diffusion exclusive:

MEDILIS SA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46.34.07.70  
EDILIS SARL, 29 rue Garibaldi TUNIS Tél. 353795

INSOLITE

Nationalisme  
variable

La Suisse serait-elle, au Canada, considérée comme « moins étrangère » que la France ? L'université de Toronto vient en effet d'interdire une action en justice devant la cour suprême de l'Ontario pour empêcher Gonnaught Bio Sciences, quatrième fabricant mondial de vaccine, de passer sous la contrainte de l'Institut Mériel (groupe français Rhône-Poulenc). L'avocat de l'université s'appuie sur les termes d'un vieux accord passé quand l'adite université avait vendu Connaught au gouvernement fédéral, qui l'avait ensuite privatisé. Cet accord prévoyait l'impossibilité de vendre Connaught à des intérêts étrangers. Or l'université soutient en même temps la candidature du groupe suisse Ciba-Geigy, initiateur de la première OPA. Il est vrai que la firme de Bâle a promis de dépenser 15 millions de dollars dans d'autres universités ou laboratoires canadiens. Le sentiment nationaliste canadien s'émousserait-il à la mesure de l'aide fournie à la recherche nationale ?

La garde des enfants, la scolarité obligatoire, le logement

Le gouvernement va relancer sa politique familiale

La politique familiale va-t-elle sortir de sa léthargie ? Le gouvernement devrait prochainement présenter un plan d'amélioration de l'aide aux familles. Celui-ci porte sur les trois orientations retenues dès l'an passé : la garde des jeunes enfants, la fin de la scolarité obligatoire et le logement. De leur côté, les députés, au cours de la discussion du projet de budget pour 1990, qui a commencé la nuit dernière, ont porté de 13 000 F à 16 000 F la déduction fiscale pour frais de garde d'enfant.

Le ministère de la solidarité est aujourd'hui poussé à relancer la politique familiale par le désir d'annoncer des mesures « positives » en matière de protection sociale, même modestes, et pas seulement des économies ou des prélèvements nouveaux ; les partenaires sociaux réclament que les excédents de la branche « famille » du régime général, qui devraient atteindre cette année 4 milliards de

francs, ne servent pas seulement à combler le déficit des retraites.

Le dossier de la garde des jeunes enfants est le plus avancé. Dès l'an dernier, le ministère prévoyait de « légaliser » la « prestation de services des assistantes maternelles » (PSAM) : cette prise en charge des cotisations sociales (patronales et salariales) pour la rémunération d'une assistante maternelle ne serait plus accordée par les caisses d'allocation familiale dans la limite de leurs crédits d'action sanitaire et sociale, mais attribuée automatiquement sur simple demande des familles (1). Pour plus de facilité, les caisses se rembourseraient plus les sommes « postérieurement », comme actuellement, mais passeraient directement les cotisations.

On espère ainsi accroître sensiblement le nombre de bénéficiaires. Aujourd'hui, en effet, 45 000 familles seulement reçoivent la PSAM, alors que 150 000, estime-t-on, font garder leurs enfants par une nourrice ou une assistante maternelle, un mode de garde utilisé notamment par les familles modestes destinataires de la PSAM.

Parallèlement, les cotisations sociales des assistantes mater-

nelles, aujourd'hui forfaitaires, deviendraient proportionnelles à leur rémunération, selon la règle commune, ce qui en doublerait le montant (2) et améliorerait les droits à la retraite des intéressés. Par ce biais, on espère faire sortir de la clandestinité une partie des nourrices « au noir ». Même sans cela, la mesure serait relativement peu coûteuse pour le régime général de la Sécurité sociale (140 millions de francs), l'essentiel de la dépense (600 millions de francs au total) consistant en transferts de la branche famille à la branche vieillesse.

En fait, le projet avait été stoppé au début de l'année par la décision de la Cour européenne de justice obligeant la France à verser aux travailleurs étrangers originaires de la CEE toutes les prestations familiales légales, quel que soit le lieu de résidence de leurs enfants.

GUY HERZLICH

Lire la suite page 39

(1) Au-dessous d'un plafond de revenu, comme aujourd'hui.  
(2) Pour une assistante maternelle à mi-temps, par exemple, elles passeraient de 230 F à 400 F par mois.





**1**

**LE CRÉDIT NATIONAL:**  
Une institution ancrée dans  
la tradition financière fran-  
çaise, avec des garanties de  
sérieux, de compétence, de  
connaissance intime des  
entreprises.

**+1**

**LE CRÉDIT NATIONAL:**  
Une nouvelle génération  
de spécialistes des techniques  
financières avancées: finan-  
cement de projets, MOFF,  
instruments de couverture  
des risques, LBO...

**=1**

**LE CRÉDIT NATIONAL:**  
Un acteur majeur de l'Eu-  
rope de 1992 au service  
des entreprises.



**Crédit National**

LES MOYENS DE VOTRE RÉUSSITE

شركة من الدول



# ÉCONOMIE

## SOCIAL

Aux deuxièmes « Journées prospectives » du Monde

### Le président du Parlement européen plaide ardemment pour la « Charte sociale »

Ouverte par M. Michel Noir, député-maire, les deuxièmes « Journées prospectives » du Monde se sont tenues à Lyon, mercredi 18 et jeudi 19 octobre à l'Espace tête d'or. Plus de 400 cadres et dirigeants d'entreprises ont assisté aux deux colloques organisés dans la première matinée et plusieurs centaines d'autres ont participé aux tables rondes de l'après-midi.

M. Enrique Baron Crespo, président du Parlement européen, prononce, mercredi matin, un discours fixant les orientations qu'il entend donner à sa fonction au sein des institutions européennes.

Ainsi, M. Baron a déclaré que « à titre personnel », il avait pro-

posé que la Charte sociale « soit adoptée sous la forme d'une déclaration commune au conseil, au Parlement, et à la Commission, pour engager l'ensemble des institutions ». Il voudrait par ce moyen conférer un « caractère solennel » à ce document.

#### Plus urgent que jamais

Rappelons que la Charte sociale proposée récemment avait été diversement appréciée, certains gouvernements estimant qu'elle allait trop loin et d'autres pas assez loin. Le président du Parlement européen affirme que le conseil européen de décembre prochain « se doit » de l'adopter. La charte « peut constituer la base des droits sociaux fondamentaux », affirme-t-il.

Depuis des années le Parlement européen « demande la mise en

place d'une Europe sociale » que l'horizon de 1992 « rend plus urgente que jamais », a expliqué M. Baron, proche des thèses de M. Jacques Delors et de la présidence française. « Il s'agit... en préservant nos diversités, de rechercher une plus grande cohésion économique et sociale au sein de notre Communauté », poursuit le président. « Or, il n'y aura pas de cohésion sans la mise sur pied d'un espace social qui engloberait la formation et les éléments indispensables à la restructuration économique ».

Selon M. Enrique Baron, le moment est venu de faire « un progrès substantiel dans le domaine social ». L'efficacité du marché unique, souligne-t-il, « nous impose d'aller plus loin pour faire en sorte que la Communauté ne se transforme pas en une zone de libre échange ». Or, ajoute-t-il encore,

« il ne peut y avoir d'intégration monétaire sans intégration économique, elle-même inconcevable sans intégration sociale ».

C'est la raison pour laquelle, indique M. Baron, « le Parlement européen... attend du prochain conseil européen de Strasbourg qu'il fixe la date des débats des travaux de la conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire ». D'ailleurs, ajoute-t-il encore, « le Parlement européen a déjà demandé d'être associé à ces travaux ». Car, pour cette institution chargée de faire entendre la voix des peuples européens, selon sa formule « plus d'Europe doit se traduire par plus de démocratie européenne ».

ALAIN LEBEAUE

### Le gouvernement va relancer sa politique familiale

Suite de la page 37

L'accord conclu entre les ministres des affaires sociales européennes permet de le débloquent, en excluant du champ d'application du jugement des prestations liées, comme la PSAM, aux conditions de vie dans un pays donné (le Monde du 25 mars et du 8 juin).

Au titre de la fin de la scolarité deux mesures ont été retenues. D'abord, on reportera de 16 ans 11 mois à 18 ans l'âge limite de versement des allocations familiales, comme l'a souhaité la commission « protection sociale » du X<sup>e</sup> Plan. Cette prolongation qui coûterait un peu plus de quatre cent millions de francs, ne toucherait que 50 000 familles (sur 3,6 million de bénéficiaires des allocations familiales), mais sans doute parmi les plus défavorisées : le versement des allocations familiales est déjà maintenu jusqu'à 20 ans pour les enfants qui continuent des études et pour les stagiaires de la formation professionnelle.

Parallèlement, on prolongera jusqu'à dix-huit ans (au lieu de seize) le versement de l'allocation de rentrée scolaire, pour tenir compte de la prolongation spontanée de la scolarité. Cette mesure toucherait un public beaucoup plus large (2,5 millions de familles), d'où son coût plus élevé : 260 millions de francs. Mais elle concerne essentiellement des familles modestes, le plafond de revenu y donnant droit étant assez bas.

Troisième mesure — évoquée aussi par la commission du Plan — la prolongation des majorations pour âge accordées aux familles de trois enfants, qui disparaissent lorsque l'aîné atteint 20 ans, même s'il reste à la charge de ses parents.

C'est sur l'aide au logement des familles que l'on attendait le plus le gouvernement, mais qui a présenté le logement comme une de ses priorités. M. Michel Rocard n'avait-il pas souligné le 20 janvier, devant la conférence annuelle de la famille que « deux cent mille familles qui auraient droit à l'allocation-logement n'en bénéficient pas » ?

Pourtant les projets actuels restent timides et dispersés. De nouvelles catégories (jeunes de plus de 25 ans logés en foyer ou bénéficiaires de l'allocation d'insertion) vont avoir droit à l'allocation-logement, après les bénéficiaires du « revenu minimum d'insertion » l'an dernier. Mais cela ne concerne pas directement les familles. Pour celles-ci, la CNAF avait envisagé, dès 1987, une prospection systématique des bénéficiaires potentiels de l'allocation-logement, comme on l'a

fait pour l'APL (voir encadré). Mais au secrétariat d'Etat à la famille, on est sceptique sur les résultats d'une telle opération — peut-être en raison de son coût potentiel (un milliard de francs d'allocations supplémentaires)...

#### Simplifications et améliorations

Une seule amélioration est acquise : elle consiste à assouplir les normes de « peuplement » du logement pour l'attribution de l'allocation. Malgré de multiples dérogations, celles-ci empêchent encore des familles nombreuses de

recevoir l'allocation, et donc d'améliorer leurs conditions d'habitat : cela revient, souligne-t-on, à « aider moins les plus mal logés ». Du côté de la CNAF, on souhaiterait aussi rapprocher les barèmes de l'allocation logement (versée par les caisses d'allocations familiales) et ceux de l'aide personnelle au logement (accordée par le Fonds national de l'habitat pour certaines catégories de logements).

Cela fait partie d'un ensemble de « simplifications et améliorations » (une soixantaine au total) proposées par la CNAF. Le secrétariat d'Etat en a retenu une vingtaine. Parmi des mesures de simplification administrative (pour les familles ou les caisses) figurent cependant des dispositions plus générales, par exemple l'allègement du « complément familial » (753 francs par mois actuellement) sur le montant de

l'allocation pour jeune enfant (331 francs) : en raison du nombre de bénéficiaires, cela se représente pas moins de 700 millions de francs en année pleine.

En revanche, la prolongation du versement des allocations familiales et les améliorations apportées à la garde des enfants permettent de supprimer des prestations devenues « socialement obsolètes ». Il s'agit du « supplément de revenu familial » (SURF) accordé depuis 1978 à des mères au foyer à faible revenu, touchées aujourd'hui par 17 000 familles seulement, et de l'allocation pour jeune fille au foyer (versée pour celles de plus de seize ans qui gardent leurs frères et sœurs plus jeunes), jugée, de plus « sélecte ». Cela économiserait 59 millions de francs...

GUY HERZLICH

### Garde à plusieurs vitesses

Le gouvernement accueille de façon sélective les mesures prises par son prédécesseur pour la garde des enfants, même s'il veut éviter de « troubler les familles » par de nouvelles modifications, après celle apportée au système par M<sup>me</sup> Berzsch en 1986-1987.

Ainsi a-t-il renoncé à modifier à nouveau l'allocation parentale d'éducation (APE, 2 578 F par mois aujourd'hui) versée à la mort d'un enfant, à partir du troisième, et pour trois ans au parent qui se consacre à son éducation bien qu'elle profite surtout aux mères au foyer depuis qu'en 1987, M<sup>me</sup> Berzsch en a étendu le champ en supprimant totalement l'exigence d'une activité professionnelle antérieure. L'APE, en effet, grâce à une prospection systématique effectuée par les

caisses d'allocations familiales, a connu un grand succès (200 000 bénéficiaires).

Il ne touchera pas non plus à l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED), créée, elle, par le gouvernement Chirac et vigoureusement critiquée (prévoyant le remboursement des charges sociales, elle n'est utile qu'aux familles aisées). Mais accueillie par les caisses d'allocations familiales, compliquée pour les usagers, elle n'a pas « pris » (on ne comptait guère que 2 000 bénéficiaires en début d'année). Mais du coup, elle ne coûte guère...

Mais s'il y a un « héritage » que l'on ne refuse pas, ce sont les « contrats-jeunesse » passés entre les caisses d'allocations familiales et les collectivités

locales. Ils permettent de prendre en charge une partie (en général de l'ordre de 30 %) du coût de fonctionnement de tous les systèmes de garde d'enfants de moins de six ans (de la crèche au centre de loisirs en passant par la halte-garderie). Ils ont élargi la formule des « contrats-crèches », institués en 1982, et qui n'ont qu'à moitié réussi (ils ont permis cependant d'ouvrir 20 000 places de crèche).

Parallèlement, la CNAF a simplifié cette année sa mode de tarification : au lieu de sept tarifs différents selon le type d'équipement, il n'y en a plus que deux, selon que l'accueil est temporaire ou permanent. Fin 1989, trois cents contrats devraient être signés.

G. H.

## REPÈRES

### CONJONCTURE Réaccélération en France

La production industrielle s'est élevée, en septembre, au niveau élevé atteint en juin, écrit la Banque de France qui ajoute que les chefs d'entreprises prévoient pour les mois à venir « une reprise de la croissance de la production ».

Les commandes étrangères se sont légèrement renforcées dans tous les secteurs sauf dans les biens intermédiaires. L'effort d'investissement est conforme aux programmes prévus : certains projets pourraient même être mis en œuvre par anticipation sur l'exercice à venir, ajoute la Banque de France.

La hausse des prix de vente, faible globalement, n'a été sensible que dans l'agroalimentaire et les biens de consommation où elle correspond au renchérissement des approvisionnements.

### CÉRÉALES 3 % de baisse des prix pour 1990

La Commission européenne de Bruxelles a décidé, le mercredi 18 octobre, de réduire de 3 % les prix d'intervention des céréales dans la Communauté, à compter du 1<sup>er</sup> août 1990. Après examen des statistiques agricoles fournies par les Etats membres, elle a estimé que les Douze avaient dépassé de 500 000 tonnes la quantité maximale garantie (OMG) pour les céréales, fixée à 160 millions de tonnes en 1988. Cette décision intervient alors que les Etats-Unis ont accordé à leurs exportateurs de nouvelles subventions pour faciliter la conclusion de plusieurs contrats d'exportation de blé vers l'Afrique du Nord, débouché traditionnel de la CEE. — (Correspondance.)

### AFRIQUE DU SUD Pretoria obtient le rééchelonnement d'une partie de sa dette

L'Afrique du Sud et ses banques créancières sont parvenues à un accord sur le rééchelonnement de 8 milliards de dollars (51 milliards de francs) dus par Pretoria à compter du mois de juin 1990 et dont le versement avait été une première fois gelé par le gouvernement sud-africain lors des troubles de 1985.

Aux termes de l'accord, le règlement de cette somme s'effectuera en huit versements à partir de décembre 1993. Cet aménagement intervient après qu'un certain nombre de pays du Commonwealth réunis actuellement à Kuala Lumpur (Malaisie) se sont prononcés contre l'octroi de facilités financières au gouvernement sud-africain. La dette extérieure sud-africaine est évaluée à 20 milliards de dollars.

### Le conflit chez Peugeot

#### La lassitude gagne les grévistes

Malgré leur appel à la grève générale sur l'ensemble de l'usine Peugeot de Mulhouse, les syndicats n'ont pu élargir leur mouvement, jeudi matin 19 octobre. Selon le comité de coordination, qui regroupe la CGT, la CFDT et la CFTC, la mobilisation est stable, mais certains syndicalistes constatent un affaiblissement du mouvement jeudi matin. Quant à la direction, elle évalue à 400 le nombre des grévistes sur un total de 3 900 ouvriers de l'équipe du matin.

A Sochaux, Peugeot fait état d'une « diminution » du nombre des grévistes, mais n'avance aucun chiffre alors que les syndicats restent déterminés. Mercredi, 62 % de la production de l'usine sochalienne a été assurée, soit 1 140 véhicules sur 1 055 exemplaires de la nouvelle 605. La direction du groupe avait confirmé son refus d'ouvrir de nouvelles négociations « quelle que soit la situation ».

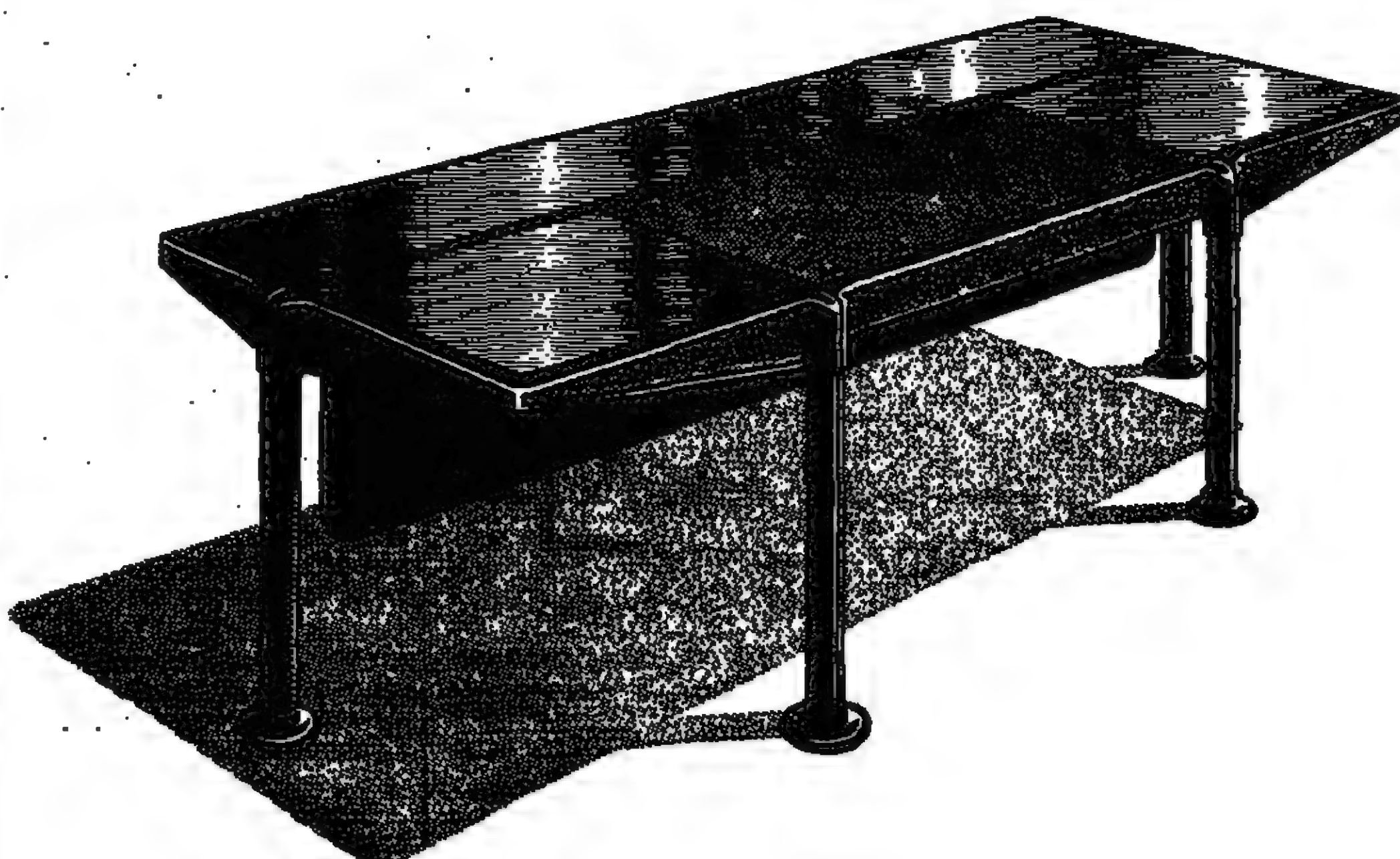
### La grève aux impôts

#### Les négociations pourraient reprendre après la manifestation des agents des finances

En dépit de l'organisation, par les agents des finances, d'une troisième manifestation nationale qui devait avoir lieu, jeudi 19 octobre, à Paris, de la Bastille à Bercy, l'atmosphère est plutôt à la détente dans le conflit entre M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et les fonctionnaires de son ministère. A l'issue de ce rassemblement, les syndicats comptaient obtenir très rapidement un rendez-vous avec M. Bérégovoy qui leur a proposé, sans plus de précisions, une prime mensuelle, mais n'entend pas dépasser l'enveloppe budgétaire actuelle, hormis pour « toiletter » quelques indemnités.

Certains syndicats ne seraient pas hostiles à l'intégration des mesures salariales déjà accordées (prime de productivité de 1 200 F, prime de départ en retraite de 20 000 F) au sein de l'allocation spéciale fixe. Cette prime, uniquement en vigueur aux impôts, présente l'avantage d'être calculée en points d'indice.

Manifestations de fonctionnaires CGT. — Quelques milliers de fonctionnaires (20 000 selon les organisateurs et 4 000 selon la police) ont manifesté, le mercredi 18 octobre, à Paris à l'appel de la CGT dans le cadre d'une journée nationale d'action en faveur de « l'unité et de la solidarité » avec les salariés des douze pays de la CEE. Quelques manifestations très limitées ont eu lieu dans certaines régions. A la SNCF, un préavis de grève de la CGT, suivi par 0,3 % des agents selon la direction, n'a entraîné aucune perturbation. A EDF, « 6 à 7 % du personnel », selon la direction, ont débrayé quatre heures mais la baisse de production n'a eu aucune conséquence pour la clientèle.



### MENEC, par Castelli

Design : Mauro Monesi

Bureau de direction en acier, polyuréthane et verre. De part et d'autre du plan d'écriture, deux vastes zones de service.

A l'avant, le plan visiteur, distingué de l'espace personnel par le passage de câbles et le voile de fond optionnel.

Au total, une architecture élégante et originale.

La gamme MENEC dans la tradition de Castelli : depuis 119 ans nous fabriquons et installons dans le monde entier des meubles efficaces et beaux.

**CASTELLI**

1, Boulevard Ney 75018 PARIS Téléphone 40 34 32 00  
Téléc 211 345 - Fax 40 34 08 43

(Publicité)  
VILLE DE LEVALLOIS-PERRET  
Approbation du plan d'occupation des sols partiel n° 1

Par délibération n° 10 en date du 18 janvier 1989, le conseil municipal de LEVALLOIS-PERRET a approuvé le dossier de plan d'occupation des sols partiel n° 1 sur une partie du territoire de la commune. Le dossier est tenu à la disposition du public à l'Hôtel de ville, service de l'urbanisme, aux jours et heures d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture des Hauts-de-Seine.







Le Monde  
AFFAIRES

## 1979-1989 : les héros d'octobre

Il est fréquent de dire que les journalistes sont des historiens de l'instant. En économie, ce cliché arrange tout le monde. Le nez collé sur l'actualité, le chroniqueur économique sacré des « rois d'un jour » patrons stars, politiciens astucieux, Zorros des bilans, habiles chevaliers blancs, fascinants « golden boys ». Propulsés au zénith, ces stars retombent souvent dans l'anonymat... les poches pleines. Parfois aussi elles disparaissent sans laisser de traces, jouant préférable de ne plus faire de vagues de peur d'être submergées. On les oublie et l'on passe à d'autres.

Et si parfois les « historiens de l'instant » avaient la mémoire longue ? Qui était le patron de Renault en octobre 1984 ? Bernard Hanon. Oh est-

il aujourd'hui ? Il dirige un cabinet de consultants et ne répond que du bout des lèvres aux demandes d'interview.

Qui allait être le sauveur de Manufrance en octobre 1980 ? Le Zorro du cours d'Anril s'appelait Jean-Claude Dumas : un héros pas très clair. Un autre le démasqua : Bernard Tapie.

Qui, finalement, redonna vie à la firme stéphanoise ? Personne. Jean-Claude Dumas disparut vers de nouvelles aventures. Quant à Bernard Tapie, à force de « sauver » des entreprises et de les revendre avec de fortes plus-values financières et médiatiques, il est aujourd'hui dépeint.

Que sont les « golden boys » devenus deux ans après le « big bang » ? Où en est Marc Viot, symbole de la résis-

tance de la Société générale au raid de Georges Pébereau ? Comment va Pierre Moussa, naguère traité d'« émigré » par le gouvernement socialiste première manière ?

## Le roi scorpion

Il faut ressortir des ongles ce qui s'est passé en octobre, il y a dix, cinq ou même un an, parce qu'en économie, octobre n'est pas un mois comme les autres.

Octobre est placé sous le signe du Scorpion. Le scorpion, c'est Marx, c'est

la guerre, la dureté, la fermentation, les tourments, les drames. Le scorpion c'est aussi Pluton et ses ténébreux mystères. Le scorpion fait peur.

Les Africains, qui connaissent bien le terrible arthropode, évitent de prononcer son nom. D'après une légende malienne, ses « cornes se nomment l'une la violence, l'autre la haine ». Le « roi scorpion » est par ailleurs l'un des plus anciens symboles de l'Égypte pharaonique : un symbole ambigu et puissant.

Les « octobres noirs » de l'économie, depuis un certain jeudi de 1929 et la débâcle d'il y a deux ans font pareillement peur. On a hésité à employer le mot de krach vendredi 13 octobre 1989, quand Wall Street s'est effondré de 190 points...

Lorsqu'on observe ce qui s'est passé pendant ce mois du scorpion ces dix dernières années, on obtient en quelques instantanés très contrastés l'ensemble des mythes et valeurs (vraies ou fausses) de la décennie 80.

Tout y est : la montée du libéralisme, le mythe de l'entreprise salvatrice, la financiarisation risquée de l'économie et les métamorphoses du « social ». Décrire ce qui sont devenus les protagonistes de ces mois troubles, c'est aussi faire le tri entre les évolutions profondes et les modes éphémères.

C'est face au « roi scorpion » que se révèlent les véritables héros d'octobre.

DIDIER POURQUERY

9 octobre 1979 : Jacques Calvet à la BNP

## D'une présidence...



De la BNP, banque nationalisée...

## ...à l'autre



...à PSA, groupe industriel privé.

**P**RÉSIDENT de la BNP, Jacques Calvet représentait en 1979 l'archétype du haut fonctionnaire giscardien passé à la finance (comme son homologue du Crédit lyonnais Claude-Pierre Broccolotti). Patron de la première banque française, Jacques Calvet déclarait : « Il est bon pour la BNP d'avoir l'État pour actionnaire. » L'ancien directeur de cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, Rue de Rivoli, regrettait néanmoins les coulisses du pouvoir, où il s'était fait une réputation de « M. Niet ».

Aujourd'hui, il garde toujours cette image, mais, à la tête d'un puissant groupe privé - premier contributeur de France, - il se

souhaite surtout pas que l'État s'occupe de ses affaires. Regrettant toujours le pouvoir il s'est réveillé à sa mesure : celui de ministre - privé - de l'industrie, partant en guerre contre Bruxelles et contre les constructeurs japonais, à toute occasion.

Symbole d'une certaine stérilisation des patrons français, il a en dix ans complètement revu son look. Il avait l'air en 1979 d'un finet fonctionnaire tout étonné de sortir de l'ombre, n'ayant même pas en le temps de changer de coiffure (le cran...). Aujourd'hui, si le président de PSA a gardé le sempiternel costume trois pièces et le même ton franchement, il a amélioré son apparence.

1<sup>er</sup> octobre 1980 : les 300 millions de francs pour Manufrance de Jean-Claude Dumas

## Le coup du sauveur

« **L'**HOMME providentiel » de Manufrance est sorti, fin 1980, de prison, où il purgeait plusieurs condamnations pour escroquerie. Jean-Claude Dumas, le sauveur d'industries qui se targuaient en octobre 1980 de bénéficier du crédit d'importantes banques suisses, a bien mal tourné.

De retour à Bordeaux, en 1982, il avait d'abord réendossé son uniforme de Zorro de la finance pour empêcher deux entreprises gironnaises de sombrer. Agitant encore une fois d'hypothétiques cautions bancaires helvétiques, M. Dumas avait, pendant plusieurs semaines, bombardé élus, médias et journalistes de vagues promesses. Il se faisait escorter par René Mestries, l'ex-PDG de Manufrance, et jurait, la main sur le cœur, qu'il était socialiste. « J'ai une mission économique à remplir, clamait-il, et l'argent que je propose est propre. »

Puis le pourvoyeur de capitaux disparut brusquement. On retrouva sa trace en février 1984, au palais de justice de Saint-Basile. Il était inculpé d'escroquerie et escandale. Jean-Claude Dumas avait tenté le coup du sauveur chez Pelcham, à Saint-Chamond.

L'homme d'affaires bordelais promettait à cette peausserie, en difficulté financière, un marché de 10 millions de francs constitués par la vente de tapis de prières en fourrure synthétique pour les populations musulmanes d'Afrique noire. Il garantissait également l'obtention d'un crédit de 30 millions de francs par l'intermédiaire d'un groupe bancaire suisse. Bien



Un Zorro de la finance aux manières un peu douteuses.

entendu, ni le marché ni les fonds n'existaient. Et à peine empochés les 800 000 F d'honoraires qu'il réclamait, Jean-Claude Dumas dis-

parut. La société Pelcham, elle, déposa son bilan. Cette escroquerie coûta cinq ans de prison à Jean-Claude Dumas.

Mais, avant d'être condamné, il s'était lancé dans une nouvelle aventure, sportive celle-ci, à Bordeaux. La dissolution de l'équipe cycliste montée par Renault lui avait-elle donné des idées ? En tout cas, il imagina la création d'un groupe sportif, dont le fleuron serait une équipe cycliste professionnelle. Recrutés par petites annonces dans l'Équipe et le journal de l'AFCEC (Association pour l'emploi des cadres), trois pigeons mordirent à l'appât, trois cadres au chômage nantis de quelques économies.

Elles furent vite englouties dans le capital d'ABC sports promotion, une SARL créée par Jean-Claude Dumas. Par sa force de conviction assez extraordinaire, il réussit également à former une équipe cycliste composée de sportifs de haut niveau. En septembre 1985, Luis Ocana, Francis Castaing et Alain Bondue signèrent des contrats. Tout le monde croyait dur comme fer que le sponsor serait la chaîne de télévision américaine ABC. Pure invention, évidemment.

Le 31 octobre 1985, jour fatidique de la conférence de presse parisienne au cours de laquelle Jean-Claude Dumas devait dévoiler son sponsor, il jeta au hasard le nom de Guy Merlin. Celui-ci démentit aussitôt. Ce fut la chute : Jean-Claude Dumas fut arrêté quelques jours plus tard.

Condamné à Bordeaux en décembre 1986 à trois ans de prison avec sursis, l'homme d'affaires a refait récemment surface. Il s'occupe de la promotion d'une chaîne télévisuelle dans sa région natale.

GINETTE DE MATHA

21 octobre 1981 : Pierre Moussa démissionne de la présidence de Paribas

## La revanche de l'« émigré »

**L**E 21 octobre 1981, Pierre Moussa, PDG du groupe Paribas depuis juin 1978, est accusé de « trahison » et acculé à la démission pour avoir organisé, sans l'accord de son conseil d'administration, le transfert à des partenaires étrangers de deux filiales, belge et suisse. L'opération était parfaitement légale, mais jugée tout à fait hérétique par le gouvernement socialiste (« une mentalité d'émigré », dira Pierre Manry, premier ministre). Laurent Fabius, secrétaire d'État au budget, dont dépendent les données, le fera même inculper sans succès de complicité pour une affaire d'évasion fiscale dans les services de gestion privée de Paribas, découverte un an plus tôt.

Octobre 1989 : Pierre Moussa est le PDG du groupe international Pallas (du nom de la déesse grecque de la Sagesse), qui emploie 1 400 personnes dans dix-sept pays, avec 750 millions de dollars d'actifs nets, une valeur liquidative de 500 millions de dollars et 3 milliards de dollars de capitaux gérés. Certes, ce n'est pas Paribas, mais, sans l'intéressé, « avant l'état l'héritier de mon prédécesseur » :

depuis j'ai découvert que créer est un acte beaucoup plus satisfaisant ».

En l'occurrence, la création n'a pas été facile. Dans les mois qui suivent sa démission, Pierre Moussa et sa femme sont des pestiférés, des réprochés : ils comptent leurs amis dans cette traversée du désert, comme il le raconte dans son livre autobiographique *La Route de la fortune*, qui vient de paraître (1), livre dans lequel il régle certains comptes, notamment avec Jacques de Fouchier, son prédécesseur à Paribas, et développe un plaidoyer *pro domo* pour l'évasion des filiales, organisée « parce que nous pensions que c'était notre devoir » à l'égard de partenaires étrangers qu'il avait « trompés » (en les assurant que les filiales étrangères ne seraient pas nationalisées).

## Le signe de la réussite

Le plus piquant est qu'aujourd'hui on ne parle que d'opérations avec l'étranger, alliances, fusions, prises de participation, partenariat, le tout dans la perspective de l'Europe de 1993.

A la vérité, M. Pierre Moussa a certainement raison lorsqu'il déclare que l'affaire de la filiale suisse (Pargesa), une « bombe », a comotionné les socialistes, qui finalement n'ont pas démembré Paribas, comme ils l'avaient envisagé. Ne fallait-il pas libérer les filiales industrielles « captives » ?

Comment M. Moussa réussit à constituer la plate-forme Pallas, avec à la fois ses relations d'avant, comme le Canadien Paul Desmarais, de Power Corp., les Belges Albert Frère, de Bruxelles-Lambert, désormais associé avec Gérard Eskinazi, directeur général de Paribas jusqu'au début de 1982, et aussi de nouveaux venus (australien, indien, britannique, suisse, espagnol) sans compter, *in fine*, des compagnies nationalisées ? Ce fut une longue et difficile affaire. « Qui n'a pas levé des capitaux pour construire une société n'a pas idée de l'épreuve que constitue cette tâche, exercice très surprenant, qui vous apprend beaucoup sur la nature humaine. » Aujourd'hui, c'est fait, et cela fonctionne, après une série d'acquisitions, notam-

ment de la célèbre compagnie Financière Tradition à Lausanne, un des principaux courtiers internationaux mondiaux, et de la société de courtage Cresvale, spécialiste des négociations sur les produits dérivés des actions.

De ce rebond dans sa carrière de haut fonctionnaire et de banquier, Pierre Moussa tire plusieurs leçons. Tout d'abord, « il est très malaisé, pour une banque d'affaires, de conserver indéfiniment des participations : il faut les garder un certain temps seulement, en élaborant et en appliquant une stratégie claire ». Ensuite, dans la marche du capitalisme entrepreneurial, « il s'agit de construire une fortune, non pas tellement pour un jour, mais parce que c'est le signe de la réussite, l'instrument de mesure de l'efficacité ».

Hérétique il y a peu d'années en France, cette notion commence à pointer, mais, convenons-en, elle garde toujours un caractère un peu sulfureux, dans une Gaule qui a connu l'enseignement de saint Thomas d'Aquin, c'est-à-dire une certaine méfiance à l'égard de la « fortune ».

FRANÇOIS RENARD

(1) Ed. Fayard, 380 pages, 120 F.



## AFFAIRES

## Les héros d'octobre

Octobre 1982 : les lois Auroux

## L'esprit des lois

L'avait fallu le dénichier en Espagne, où il se reposait des fatigues de la campagne présidentielle. « Vous, vous êtes un cas ! » lui dit M. François Mitterrand, le 21 mai 1981, jour de la prise de fonction du nouveau président de la République. « Ignorez-vous, ajoute-t-il, que dans des périodes comme celles-ci, on campe près de son téléphone ? »

Et M. Jean Auroux, trente-huit ans, dont neuf au Parti socialiste, conseiller général, maire de Roanne et député de la Loire, est devenu le premier ministre du travail du premier gouvernement de gauche que la France ait connu depuis... des lustres. Flatté, surpris et vaguement inquiet, il a vu atterrir sur son bureau, calé par les cent dix propositions du candidat Mitterrand, vingt-trois ans de revendications syndicales. Il souffrait lorsqu'entraient les représentants patronaux, qui, avec un sourire un peu jaune, annonçaient : « Quant à nous, monsieur le Ministre, nous n'avons aucune demande à formuler en matière de droits des travailleurs. »

De consultations en réunions de travail, M. Auroux, assisté d'une équipe choisie parmi les experts du PS et dirigée par M<sup>me</sup> Martine Aubry (fille de M. Jacques Delors), remettait dès le 15 septembre le rapport que lui avait

lecté africain pour convaincre ses collègues de l'innocuité d'une disposition autorisant les délégués du personnel étrangers à s'exprimer dans leur langue d'origine.

Tous les amendements de la droite n'étaient pas de cette farine-là. M. Auroux s'enorgueillit d'en avoir accepté de sérieux, comme ceux qui présentaient, par exemple, M. Etienne Pinte, député (RPR) des Yvelines. Les communistes, toujours prêts à dénoncer les manœuvres aux engagements pris, frappaient les sourcils. Cependant, les quatre lois Auroux sur l'expression des salariés, les institutions représentatives, la négociation collective et les conditions de travail furent adoptées par la gauche tout entière, l'opposition, selon les cas, votant contre ou s'abstenant.

Sept ans après, M. Auroux, toujours maire de Roanne, toujours député de la Loire, mais plus ministre (ni conseiller général, par respect de la loi sur les cumulés), regrette que seules les dispositions ayant force de loi soient appliquées et que celles qui faisaient appel à l'initiative des partenaires sociaux soient en panne. Il estime que son labent a tenu la route, même si un peu de « toilettes » ne serait pas inutile, mais il se reproche de ne pas avoir fait davantage pour le partage du pouvoir dans l'entreprise.

MOI CEUX QUE JE  
CRAINS LE PLUS, C'EST  
LES INTÉGRISTES.



demandé M. Mitterrand sur les nouveaux droits des salariés. A la fin de l'année, tous les projets de loi étaient passés en conseil des ministres. Le travail parlementaire pouvait commencer.

Travail pour M. Auroux, qui partageait son temps entre les séances au Palais-Bourbon ou au palais du Luxembourg et les conflits dans les usines d'automobiles PSA (déjà!) de la région lyonnaise. Travail, à l'Assemblée nationale, pour les « mousquetaires » de l'opposition : MM. Philippe Séguin, Charles Millon, Michel Noir, Jacques Toubon, débattaient des kilomètres d'amendements à des cadences qui auraient fait hurler le moins combatif des comités d'hygiène et de sécurité.

On vit même M. Toubon s'obliger à prendre la parole dans un dis-

Proche de M. Laurent Fabius, M. Auroux prépare le congrès du PS tout en bichonnant sa ville, fier d'un taux de chômage en baisse et qui, à 9 %, est inférieur à la moyenne nationale. Enseignement supérieur, armement (le char Leclerc), développement culturel sont les atouts sur lesquels il compte pour faire le bonheur de Roanne. Sans oublier, dans la ville des frères Troïgros, l'agro-alimentaire et les arts de la table.

C'est ainsi que Roanne a séduit les Bond Graph, club international de scientifiques spécialisés dans l'étude des relations entre des systèmes mobiles. Ils y ont établi leur siège européen. M. Auroux leur a demandé d'élaborer un modèle pour l'analyse des courants au sein du Parti socialiste.

PATRICK JARREAU

3 octobre 1983 : création du Codevi

## La fin de « l'épargne héroïque »

L'ANCÉ avec fracas par Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie et de la recherche, à l'automne 1983, le Compte pour le développement industriel (Codevi) obéit alors à un grand dessein : drainer l'épargne des Français vers l'industrie. Le placement qu'on leur propose est simple, liquide, défiscalisé, très peu différent somme toute de ce livret A auquel ils semblent très attachés. Les sommes récoltées par ce séduisant véhicule doivent alimenter un Fonds industriel de modernisation dont la vocation est de soutenir l'effort de mise à niveau technologique des entreprises. La collecte doit également permettre aux banques d'accroître leurs concours à l'industrie.

Six ans plus tard, le Codevi peuplé toujours le paysage de l'épargne française. De façon plus discrète. En revanche, le circuit de financement privilégié de l'industrie auquel il servait de support n'a pas résisté au choc des années. Et son efficacité est rétrospectivement mise en doute.

Ouverts auprès des banques, du Trésor public ou des caisses d'épargne, les comptes pour le développement industriel représentent aujourd'hui une cagnotte grosse de 80 milliards de francs. Un produit sans histoire. Un succès incontesté-

ble auprès des épargnants : en décembre 1983, l'encours Codevi dépassait les 40 milliards de francs, chiffre quinze fois supérieur aux prévisions des experts des finances et de la Banque de France. La montée en régime s'est poursuivie au cours des deux années suivantes avant de rencontrer sa limite naturelle. Un ménage ne peut détenir dans son patrimoine plus de deux Codevi (un par conjoint) sur chacun desquels 10 000 francs sont déposés au maximum (la rémunération - actuellement de 4,5 % net d'impôt - était de 7,5 % à l'origine).

## Pour quel faire ?

La formule semble faire le plein dès 1986 et poursuit depuis son petit bonhomme de chemin. Seule la capitalisation des intérêts nourrit désormais chaque année l'encours des Codevi de 2 milliards de francs supplémentaires. Six ans après son lancement, l'organe Codevi - en alimentation autonome - existe bel et bien. Mais la fonction ?

Le dispositif Codevi - mouture 1983 - destiné à assurer le financement d'investissements industriels jugés prioritaires n'a pas vraiment tenu la route. Dans l'esprit de ses promoteurs, le Compte pour le

développement industriel devait fournir aux entreprises de ce secteur les ressources nécessaires à la modernisation de leurs procédés de fabrication, au développement de produits nouveaux. Lourde ment endettées, et n'ayant pas encore rétabli leur taux de marge, les entreprises industrielles procédaient à l'époque à des efforts d'investissement bien insuffisants pour les maintenir en phase avec l'avancée de la technique. Pour y remédier, le Fonds industriel de modernisation va distribuer 24 milliards de francs aux entreprises sélectionnées par l'ANVAR et qui s'engagent à investir dans la haute technologie. Bénéficiaires : des sociétés de taille moyenne qui trouvent, grâce aux ressources Codevi, l'adjuvant nécessaire à leur modernisation.

Mais également de grands groupes industriels qui - tels Peugeot et Renault - alors en situation difficile, n'hésitent pas à émettre au FIM (à hauteur de 550 et 750 millions de francs) pour financer leur programme de restructuration. Carieux détournement de mission. Balayé par le très libéral Alain Madelin, le FIM emporte avec lui l'esprit original de l'opération Codevi. Reste un produit bien ordinaire, un circuit de financement de l'industrie on ne peut plus banal puisqu'il repose sur

des prêts bancaires. Le Plan pour l'emploi d'octobre 1988 va rappeler aux établissements de crédit leurs obligations en matière d'affectation des fonds Codevi. La part de la collecte - autrefois centralisée, à la Caisse des dépôts - leur est remise en échange d'un effort accru en direction des petites entreprises. Conçu comme un circuit de financement privilégié, le dispositif Codevi s'est mué en instrument de mise en concurrence des banques et des caisses d'épargne sur le marché des placements liquides et défiscalisés, des banques et des institutions financières spécialisées (type Crédit national, CRPME) sur celui des crédits à moyen et long terme aux PME à taux privilégiés. Sacré tour de force !

La logique très volontariste du Codevi (l'ingénierie industrielle) a été amendée au fil des ans par la Rue de Rivoli qui, dès 1984, s'employait à privilégier les mécanismes de marché et à réduire le poids des crédits bonifiés. Privé de sa substance, il n'emballa plus personne. Au cabinet de M. Bérégovoy ou avoue éprouver « ni enthousiasme ni fausse honte » pour ce produit. Avant d'ajouter : « Parlez-nous plutôt du PEP », le plan d'épargne populaire que vient de lancer le gouvernement.

CAROLINE MONNOT

18 octobre 1983 : Yvon Gattaz (CNPF) : « Il faut baisser le pouvoir d'achat »

## L'amélioration du niveau de vie des Français s'est nettement ralentie depuis dix ans

LES grèves qui perturbent le fonctionnement de plusieurs services publics sont-elles le résultat d'une amélioration trop lente du pouvoir d'achat depuis dix ans ?

L'année 1988 a été celle de progrès sensibles du niveau de vie moyen. Mais cette amélioration survient après une longue période de quasi-stagnation, qui a pu exciter les impatiences. Car, dans une France habituée à l'amélioration continue de son niveau de vie au cours de la décennie 70, les années 1982-1983 ont marqué la fin d'une période béate.

Le 13 juin 1982, quelques jours seulement après que Versailles ait accueilli dans les ors et les fastes le sommet des grands pays industrialisés, Pierre Mauroy - alors premier ministre - annonce qu'il bloque les salaires pour plusieurs mois. Au blocage strict - et strictement appliqué - succède en fait une longue période de contrôle des rémunérations privées et publiques dont nous ne sommes pas encore complètement sortis sept ans après, les revenus non salariaux faisant exception.

Dans le partage des fruits de l'expansion, les salariés ont long-

temps tiré la bonne part en France, au détriment des investissements. Ainsi, de 1972 à 1982, le pouvoir d'achat du salaire net par tête a-t-il augmenté de 3 % en moyenne par an ce qui représente presque 35 % en dix ans. Une amélioration considérable si l'on songe que le pays a été appauvri par deux chocs pétroliers très durs, le premier en 1974, le second en 1979. Ni l'Etat ni le système de protection sociale ne sont venus entamer cet enrichissement : le revenu disponible des ménages, qui tient compte non seulement des salaires, mais aussi des impôts et des cotisations de Sécurité sociale, progresse de 3,2 % par an entre 1972 et 1982.

Seul Raymond Barre, premier ministre entre l'été 1976 et la victoire des socialistes en 1981, avait mis en garde le pays, répétant qu'il serait déjà bien que le pouvoir d'achat puisse être maintenu. Une façon à peine voilée de dire que les Français vivent au-dessus de leurs moyens.

Feu de gens écoutent, alors, ce genre de discours dont l'effet le plus clair est de faire tomber verticalement la cote de celui qui les prononce. Une cote d'autant plus en baisse que les Français s'aperçoivent que leur niveau de vie n'augmente plus, comme auparavant. Déjà le pouvoir d'achat du revenu disponible n'a progressé que de 1,1 % en 1979. Il va régresser de 0,1 % en 1980 à la stupefaction puis à la fureur générale.

## La rigueur en 1982

Après un essai de relance avortée, en 1981, la gauche au pouvoir à partir de 1981 va devoir grosso modo, reprendre la même politique. Le plan de rigueur de 1982, aggravé par celui du 25 mars 1983, vise d'abord à combattre l'inflation qui déséquilibre profondément les finances extérieures du pays. Objectif immédiat : ralentir la progression des coûts salariaux, notamment par la suppression de l'indexation des rémunérations sur les prix. C'est une rupture considérable pour un pays jusqu'alors très protégé.

Quand M. Gattaz, alors président du CNPF, déclare en octobre 1983 qu'il faut faire baisser le pouvoir d'achat, ce sera davantage pour inciter le patronat et le gouvernement à poursuivre dans la même voie que pour inspirer une nouvelle politique, dont la mise en œuvre est déjà vieille de seize mois.

Toujours est-il que le pouvoir d'achat des Français va baisser

deux années de suite - en 1983 et en 1984 - et qu'il n'augmentera plus que de 1,5 % par an durant les trois années 1985-1986-1987, ce qui n'est pas négligeable mais inférieur de moitié au rythme des belles années 70.

## Consommation ou investissement

Sur les dix dernières années (1978-1988), le pouvoir d'achat des salaires nets, c'est-à-dire après paiement des cotisations sociales, n'augmente que de 5 % au total, soit d'environ 0,5 % l'an. Malgré la libération des prix et des tarifs début 1987, les professions indépendantes, les commerçants, les

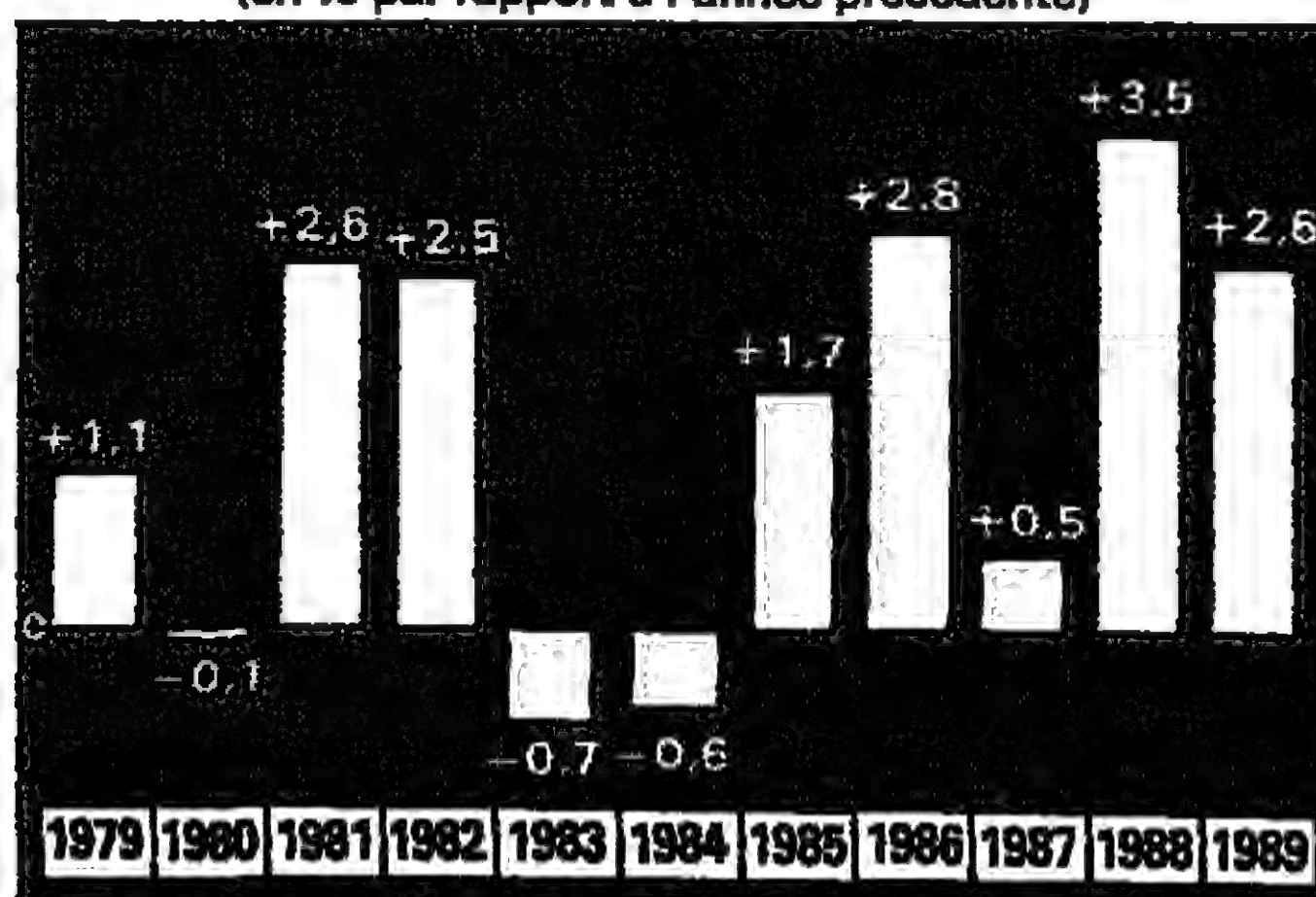
de l'économie et des finances, qui avance le chiffre de 0,8 %.

Quoi qu'il en soit, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages aura progressé très fortement l'année dernière : + 3,5 %, comme durant les belles années 70. Ce bond s'explique tout à la fois par la reprise de l'activité, le rattrapage des professions indépendantes, l'augmentation des prestations sociales, la baisse des impôts. Mais la progression la plus spectaculaire est celle des intérêts et dividendes touchés par les particuliers (1). Les SICAV et autres revenus obligataires ont du bon...

Le problème est maintenant de savoir si la France de 1990 va faire le choix de la consommation et de

## Pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages

(en % par rapport à l'année précédente)



Le revenu disponible des ménages tient compte des impôts et des cotisations sociales.

artisans, voient leur pouvoir d'achat augmenter encore plus faiblement que les salariés : + 2,7 % en dix ans. On trouve là une des raisons essentielles du rattrapage qu'opèrent ces professions depuis trois ans. En revanche, les prestations sociales ont vu, sur la même période, leur pouvoir d'achat progresser de 49 %, un chiffre considérable qui montre que l'Etat a continué de jouer un rôle très actif de redistribution au profit des pauvres, des retraités, des malades...

Nous en sommes là. En 1988, l'amélioration du pouvoir d'achat du salaire moyen par tête semble avoir atteint 1,3 % selon l'INSEE et le Centre d'études des revenus et des coûts, moins selon le ministère

la dépense immédiate ou celui de l'investissement. C'est le sens du grand débat ouvert depuis quelques mois par les syndicats, les partis politiques et le patronat. Un problème auquel les pouvoirs publics ont apporté une première réponse sous forme d'un « pacte de croissance » qui consiste à répartir les surplus de richesses produites à égalité entre les investissements, les salaires et l'emploi.

ALAIN VERNHOLLES

(1) Selon les chiffres officiels, les intérêts et dividendes ont progressé de 11,2 % en termes réels par rapport à 1987, alors que les simples (revenus et patrimoines) baissaient de 2,3 %

## TABLES D'AFFAIRES

## DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam.  
13, rue de Bassano, 16<sup>e</sup> 47-20-98-15

VIENNE CUISINE FRANÇAISE. Spéc. de poissons. Foie gras frais. Confit de canard maison. Gibiers et légumes en saison. Carte 250/300 F. Salle climatisée.

## RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 45-39-31-31  
34 bis, rue des Plantes, 14<sup>e</sup> T.L.J.

Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 F VSC. Salon 40 pers.

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14  
21, r. Frédéric-Santos (Memb.-Marcelin) F.M.

12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Pâtisseries, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.

LA PETITE CHAISE 42-22-13-35  
36, rue de Grenelle, 7<sup>e</sup> T.L.J.

Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 135 F. vin et s.a. Veste choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36  
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> T.L.J.

An cœur du QUARTIER LATIN, dans un cadre à découvrir. Déjeuners. Dîners. Soupers. Grillades. Chateaubriots. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Sur demande, étude de prix.

Jeil in 120



## AFFAIRES

### Les héros d'octobre

2 octobre 1984 : la grève chez Renault

#### André Sainjon métallo BCBG

**E**N octobre 1984, il était bien difficile d'apparaitre plus dur qu'André Sainjon face au gouvernement socialiste de Laurent Fabius. Avec son éternel costume trois-pièces et son air bon chic bon genre, celui qui était devenu en novembre 1976, à l'âge de trente-trois ans, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT, était alors sur tous les fronts ouverts par sa centrale : chez Renault, chez Citroën, à Creusot-Loire. Le 1<sup>er</sup> octobre, André Sainjon avait qualifié de « très profond et extrêmement fort » le mouvement chez Renault qui avait commencé par une grève au Mans mais n'avait pas vraiment réussi à s'étendre aux autres usines de la Région.

En octobre 1984, André Sainjon, proche d'Henri Krasucki, avait pris pour cible Laurent Fabius. Déjà à la fin août, lorsque Akka Ghazi, le dirigeant charismatique de la section syndicale CGT de Citroën-Aulnay avait été blessé à l'arcade sourcilère par une matraque policière, il n'avait pas mâché ses mots. Et le 4 octobre, il revenait à la charge à propos de Creusot-Loire : « Nous sommes surpris de constater que depuis que M. Fabius a pris en main le dossier les choses ne cessent de trainer... ». Puis, après que Mme Cresson eut complimenté M. Calvez pour le redressement de Peugeot, il lança : « Cresson sans Calvez ». Le jeune homme bien mis avait servi de ses griffes.

Cinq ans après, le paysage a bien changé. André Sainjon a été élu en juin 1989 à la quinzième place sur

la liste de Laurent Fabius aux élections européennes, sans prendre pour autant sa carte au PS. Pendant la campagne, il avait été confronté à son ancien camarade Georges Séguin qui figurait, lui, sur la liste communiste. En septembre 1989, tirant les leçons d'une mise en minorité qui avait précédé sa réélection au secrétariat général à la fin octobre 1986, il abandonnait ses fonctions à la tête de la métallurgie. Peu après, il prenait la présidence du conseil scientifique de l'Institut de recherches et d'initiatives sociales européennes (IRISE), fondé avec d'autres cégétistes.

A la direction de sa fédération — dont les syndicats actifs étaient tombés de 423 000 en 1974 à 74 000 en 1987 — André Sainjon avait souvent soufflé le chaud et le froid, pouvant être intraitable — mais sachant aussi se montrer plus souple. Il avait ainsi pris ses distances avec les opérations commando chez SKF en juin 1985 ou avec les coups médiatiques de l'été 1985 des « Renault ». Aujourd'hui, âgé de quarante-six ans, libéré aussi de ses fonctions au comité central du PCF, qu'il a lui-même quitté, il critique autant M. Rocard qu'il s'autocritique. Au premier ministre, il reproche ses « silences » sur Peugeot. A l'ancien syndicaliste, il rappelle qu'il a trop recouru à « la solution la plus facile », celle amenant à dire « on est contre ».

MICHEL NOBLECOURT

13 octobre 1985 : Daimler Benz achète AEG

#### Edzard Reuter le stratège ascétique

**«M. REUTER, vous sentez-vous parfois surmené ?**

— Non !  
— On pourrait pourtant imaginer que, lorsque l'on vient de racheter des entreprises aussi importantes qu'AEG, Dornier et MTU, on peut être sujet au...  
— La réponse, je le répète, est non »

Ce dialogue, rapporté l'an passé par le magazine ouest-allemand *Manager*, est tout à fait caractéristique de l'homme qui « pèse » aujourd'hui 3,7 % du PNB de la République fédérale. Depuis la fusion controversée de Daimler-Benz avec le groupe aéronautique MBH, Edzard Reuter, soixante et un ans, est à la tête d'une des dix plus importantes entreprises mondiales, avec 75 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires annuel et 370 000 salariés.

Edzard Reuter ne présente pas le profil classique du manager ouest-allemand : ni patron de PME monté en graine ni rejeton d'une aristocratie industrielle ou financière. L'homme le plus puissant entre le Rhin et l'Elbe avec le patron de la Deutsche Bank, Alfred Herrhausen, verse régulièrement sa cotisation au Parti social-démocrate.

#### Une méfiance congénitale

Tout comme le maire de la ville où il habite, Manfred Rummel, Edzard Reuter est parvenu à se faire un prénom. Son père, Ernst Reuter, avait connu Lénine, qui avait fait de lui, prisonnier de guerre en URSS en 1917, un commissaire du peuple chargé des relations avec les Allemands de la Volga. Cet « esprit brillant, mais trop indépendant », selon Lénine, quitta en 1921 le Parti communiste allemand pour rejoindre la social-démocratie. Maire de Magdebourg en 1933, il fut devant le nazisme pour se réfugier en Turquie, où il resta jusqu'en 1946.

Pour son fils Edzard, né en 1928, le séjour en Turquie fera de ce pays sa « seconde patrie ». Il en connaît et il en aime la langue et les coutumes. Un atout non négligeable

pour le PDG d'une entreprise qui emploie plusieurs dizaines de milliers de travailleurs turcs.

Alors que son père, revenu à Berlin comme premier bourgmestre de la ville, vit les heures dramatiques du blocus et du pont aérien, Edzard, premier en tout, fait de brillantes études scientifiques et juridiques. S'il opte pour le monde des affaires et s'il résiste aux sirènes de la politique, c'est peut-être qu'il avait hérité de cet esprit d'indépendance dont Lénine avait crédité son père.

Après un passage chez Bertelsmann au début des années 60, il entre chez Mercedes en 1964, une entreprise dont il gravira tous les échelons pour se retrouver, en 1982, directeur financier. Cette année-là, le PDG de Daimler-Benz, Gerhard Prinz, mourut — un comble pour un fabricant d'automobiles — d'une crise cardiaque sur son *training bike*. La Deutsche Bank choisit pour lui succéder Werner Breitschwerdt, contre l'avis du comité d'entreprise, tout acquis à Edzard Reuter. Ce choix ne portera pas bonheur à Daimler-Benz, qui, pour la première fois de son histoire, voit son étoile à trois branches pâlir : les nouveaux modèles pâtissent d'importants défauts de qualité au moment même où le principal concurrent, BMW, fait une percée sur le marché.

Le nouveau président de la Deutsche Bank, Alfred Herrhausen, qui détient 28 % du capital de Daimler-Benz, n'hésita pas à faire une croix sur ses convictions conservatrices en 1987 pour limoger Breitschwerdt et le remplacer par Edzard Reuter, qui avait su élargir l'emprise de Daimler-Benz sur des secteurs plus porteurs d'avenir que l'automobile : l'aéronautique, la robotique (AEG) et les industries d'armement.

Aujourd'hui, cet homme, dont l'aspect ascétique et la rigidité d'apparence impressionnent, est persuadé d'avoir fait le bon choix en prenant les risques liés à la fabrication de l'Airbus. Un choix qui n'était pas simple quand on connaît la méfiance congénitale des Souabes qu'il dirige devant tout ce qui peut ressembler à une prise de risque sans fil.

LUC ROSENZWEIG

27 octobre 1986 : « big bang » à la City de Londres

#### « Golden boys » : l'âge d'or est passé

**« C'EST un désastre. Le bain de sang prédit a bien eu lieu, mais ce n'est pas fini. Nous sommes encore trop nombreux. »** Pour ce banquier installé à la City, tout comme pour la plupart de ses concurrents, trois ans, après le « big bang », n'a pas encore produit tous ses effets sur le marché londonien.

Avec la réduction considérable du volume des transactions après le krach d'octobre 1987, les pertes de certaines firmes de courtage se sont encore accrues, obligeant certains acteurs à jeter l'éponge et à licencier en masse leurs personnels. Ceux qui ont subsisté ont amplifié leurs offensives, cherchant à déboucher les meilleurs chez leurs rivaux tout en tentant d'empêcher les départs dans leur propre maison. Les salaires ont donc continué de s'élever, à la plus grande joie des « golden boys ». Mais cette situation idyllique ne devrait pas concerner tous ces héros-météores des années 80. Désormais, la qualité prime sur la quantité et seule une élite de ces jeunes traders et analystes est recherchée. A n'importe quel prix. Tout est bon pour rentabiliser les firmes et gagner des parts de marché.

Le 27 octobre 1986, la Bourse de Londres donne le coup d'envoi du « big bang », cette déréglementation totale du marché accompagnée d'une informatisation inté-

grale des échanges par l'intermédiaire du système SEAQ (Securities Exchange Automated Quotation System). La déréglementation, c'est la suppression de la distinction entre deux métiers traditionnels de la City : *jobbers* (grossistes en actions) et *brokers* (équivalents de l'agent de change français) fusionnant pendant que sont supprimées les séculaires commissions fixes sur les échanges.

Tout d'abord attirés par cette dérégulation, de nombreux opérateurs américains, japonais et européens se sont précipités sur les bords de la Tamise. Des firmes de courtage britanniques ne sont pas restées à l'écart de cette euphorie générale. Les embauches se sont alors multipliées, l'idée maîtresse étant d'avoir des grandes salles de trading et de nombreuses équipes d'analystes. « Il y avait donc beaucoup de sièges à occuper », se souvient un gestionnaire.

Les diplômés n'étaient pas assez nombreux et les années d'expérience se comptant sur les doigts de la main, les jeunes embauchés étaient alors payés à prix d'or. La BMW au bas d'un contrat déjà attrayant fut, dans certains cas, le petit coup de pouce nécessaire pour emporter la décision de jeunes âgés d'à peine vingt-cinq ans. Le salaire de base proposé aux autres n'était pas pour autant ridicule, débutant généralement aux alentours de 20 000 livres par an

(200 000 francs) avant de grimper rapidement. Les anecdotes abondent sur l'utilisation des revenus de ces nouveaux riches de la finance.

Mais le krach d'octobre 1987 les laissa « K-O debout », tout comme leurs employeurs. Il mit fin en partie à leur existence dorée et surtout confirma ce que les Cassandres prédisaient sans cesse depuis un an : les firmes de courtage étaient trop nombreuses à la City.

#### Concentration inachevée

Le marché, en se réduisant comme une peau de chagrin (passant d'un milliard de transactions quotidiennes à moins de quatre cents millions), rendait encore plus nécessaire une crise d'amalgamation. Les mesures prises furent aussi brutales que la réduction du volume. De nombreux courtiers — surtout étrangers — préférèrent abandonner, entraînant plus de vingt mille suppressions d'emplois à la City. Ce n'est pas assez, ne cessent encore de répéter les investisseurs. « Ce phénomène s'est passé à New-York en 1975 où, après quelques années, six à sept millions de titres font ce marché qui en cinq fois celui de l'Angleterre », indique M. David Band. Pour le chef exécutif de BZW, firme de courtage du groupe Barclays, actuellement une douzaine de sociétés devraient encore disparaître sur la vingtaine opérant

encore réellement. Déjà les six plus importantes détiennent à elles seules 80 % du marché, dont 60 % pour les trois premières. Mais pour l'instant encore le critère de rentabilité économique n'est pas l'élément dominant dans la stratégie. Les grands groupes encore en course sont persuadés que la durée compte, même s'ils accusent de lourdes pertes. « Ce qui fera la différence entre les gagnants et les perdants, c'est la durée, ceux qui peuvent se permettre de perdre de l'argent plus longtemps que d'autres... » Cet avis d'un professionnel lors du premier anniversaire du « big bang » est encore d'actualité.

Les autorités boursières sont persuadées que le *statu quo* pourra durer encore deux ou trois ans. Dans ces conditions, les « golden boys » se font plus discrets et hésitent à changer de travail. Les sauts de puce, chers à certains, qui leur permettaient à chaque fois d'augmenter substantiellement leur train de vie, se font rares. Sauf s'ils sont imposés par des licenciements. Les ex-« golden boys » préfèrent rester tapis dans l'ombre et apprécier leurs 40 000 livres annuelles (c'est plus d'un an d'expérience). Les meilleurs se contentent de rappeler discrètement à leurs employeurs leur valeur, espérant, en retour, des compensations pécuniaires substantielles pour les fidèles... Les temps ont bien changé.

DOMINIQUE GALLOIS

COMPTE OPTIMAL.  
LE 1<sup>er</sup> COMPTE CHÈQUE QUI RAPPORTE  
6,5 %.

VOUS SOUHAITEZ BÉNÉFICIER

DE SOLUTIONS NOUVELLES ET

EFFICACES POUR AMÉLIORER

LA GESTION DE VOS FINANCES.

Dans votre intérêt, Cortal a créé le

premier compte chèque qui rapporte :

le Compte Optimal®.

VOUS N'AIMEZ PAS L'ARGENT QUI

DORT. Cortal vous propose le Compte

Optimal®, le compte chèque qui fait beau-

coup plus qu'un simple compte chèque,

puisque il vous rapporte 6,5 %\* l'an.

VOUS VOULEZ QUE L'ARGENT QUI

RAPPORTE RESTE DISPONIBLE. Cortal

vous propose un compte qui vous

rapporte chaque jour de l'argent et un

chéquier qui vous permet de régler vos

dépenses à tout moment.

LE SERVICE CORTAL : VOTRE ALLIÉ LE

PLUS SÛR. Personnalisé, disponible, atten-

tif à vos objectifs et respectueux de vos

**CORTAL**

CORTAL. CHOISIR SA BANQUE, C'EST DÉJÀ UN PLACEMENT.

VOUS RECHERCHER LA SÉCURITÉ D'UN

GRAND GROUPE. Cortal est filiale de la

Compagnie Bancaire,

1<sup>er</sup> groupe euro-

péen spécialisé

dans les services financiers,

un gage de sécurité pour votre argent.

Pour bénéficier vous aussi du Compte

Optimal®, 25 000 F suffisent.

Pour obtenir la documentation Compte

Optimal®, appelez gratuitement notre

numéro vert 05.10.30.30 ou retournez-

nous le coupon-réponse ci-dessous.

\*Taux annuelisé de 11,88 en 50,9,89.

Je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, un dossier complet d'information sur le Compte Optimal®.

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Tél. (dom.) \_\_\_\_\_

Tél. (bur.) \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Envoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à : CORTAL, libre-réponse 9703-75, 75789 Paris Cedex 16.

NUMÉRO VERT 05.10.30.30



## AFFAIRES

## Les héros d'octobre

14 octobre 1987 : début de la débâcle financière à Wall Street

## Philadelphie, la Bourse quaker entre deux krachs

PHILADELPHIE

de notre envoyé spécial

A 8 h 25, les vociférations sont maintenant comme assourdies. Tétanisés, ils ne quittent pas des yeux l'écran Reuter, tout en haut d'une batterie d'ordinateurs, et sur lequel doit tomber dans cinq minutes un important indicateur de l'activité américaine aux Etats-Unis : l'indice des prix à la production. A l'heure dite, l'information clignote : 0,9 % de hausse au cours du mois de septembre. Mauvais. On attendait plutôt 0,7 %. Pour la centaine de « traders » (négo-

ciants) pressés sur le marché des options de change de la Bourse de Philadelphie, le message est clair : 0,9 % de hausse, c'est un indice à tendance inflationniste. Effet immédiat sur le dollar. Il faut réagir.

Aussitôt, le parquet s'enflamme.

Agglutinés sur le « pit » (le groupe

de cotation) où se traite le contrat

dollar/mark, le plus important du

marché, la veste aux couleurs de

l'entreprise qui les emploie large-

ment déboutonnée, ils hurlent leurs

enchères.

Chaque jour boursier que Crésus

fait, de 4 h 30 à 14 h 30 (pour être

en liaison avec les marchés euro-

péens) puis de 19 heures à

23 heures (à cette heure-là, c'est

avec les places japonaises qu'il faut

traiter), s'échangent ici entre

50 000 et 100 000 contrats. Sur le

dollar/mark, déjà mentionné, mais

aussi sur le dollar/yen. Ces deux

contrats (suivis à distance par le

dollar/franc suisse, le dollar/livre

sterling, le dollar/dollar australien,

canadien et le dollar/écu, assez

peu traités) constituent environ

70 % du volume d'affaires de ce

marché d'options de change,

concurrent direct de son homolo-

gue de Chicago, encore trois fois

plus gros que lui. D'où l'importance d'y être représenté.

Après plusieurs mois d'après

négoiations avec la Réserve fédé-

rale américaine, autorité de tutelle

du marché, la Société Générale a

pu non seulement intervenir direc-

tement sur le marché de Philadel-

phie mais obtenir le poste enviable

de spécialiste sur le contrat dol-

lar/mark. « Une mission qui nous

oblige à veiller régulièrement à la

bonne conduite des opérations et à

la transparence du marché »,

explique Jean-Pierre Mustier, pré-

sident de Société Générale Options-

North America Inc., laquelle a

obtenu son parchemin en juin der-

nier.

Des antécédents limités dans le

temps qui font que, pas plus que

son collègue, Luc François, il n'a

vu passer la tourmente d'octobre

1987, qui, comme toutes les places

financières, a sérieusement secoué

la ville de William Penn, ce quaker

fuyant l'Angleterre de Charles II

et venu répandre la Lumière inté-

rieure dans cette ville pimpante

située à mi-chemin de New-York et

de Philadelphie.

George Arnold, lui, se souvient.

A l'époque, ces marchés d'options

de change n'avaient pas encore vu

le jour à Philadelphie. Mais il était

déjà « market maker » sur le mar-

ché des options sur actions, où

cette fonction le conduisait à prendre

position sur divers contrats mais

pour son propre compte. « Ce

jour-là, c'était la panique, les

actions ont dégringolé de 20 % en

24 heures. »

A cinquante-cinq ans, proprié-

taire de sa maison de courtage qui,

assure-t-il, est l'une des plus impor-

tautes du marché des options sur

devises, il est prêt à s'embarquer

dans de nouvelles aventures à Phi-

ladelphie. Une Bourse qui, tout en

étant la plus ancienne des Etats-

Unis (elle va fêter en 1990 ses

deux cents ans d'existence), a mis

les bouchées doubles ces dernières

années pour créer de nouveaux

marchés et de nouveaux produits.

Pour l'heure, les armes sont au

vestiaire. A 14 h 30, le marché des

options débarrasse le plancher (le

« floor »). Une heure à peine avant

que les « traders » cantonnés dans

la troisième enceinte de la Bourse,

celle où se traitent les actions,

voient l'indice Dow Jones déra-

per furieusement ce même 13 octobre.

Dans le sillage de New-York,

emporté par une sombre histoire de

tour de table financier non bou-

clé qui contraind la société concorre-

nte la compagnie United Airlines —

à rester cloûée au sol, entraînant

Wall Street dans la débâcle.

En ce milieu d'après-midi, Kevin

J. McNamara n'est pas à prendre

avec des pincettes. Tous les cours

dégringolent à la suite de la place

new-yorkaise, qui subira une

lourde chute de 190 points (7 %) avant

de reprendre ses esprits le

lundi suivant. C'est que Kevin fait

à lui seul 20 % de l'activité du mar-

ché actions de Philadelphie.

D'habitude, son rôle consiste à

mettre en présence acheteurs et

vendeurs, en pianotant incessam-

ment sur la batterie de claviers qui

encombre son plan de travail.

Aujourd'hui, il faut surtout essayer

de sauver les meubles. Pour les

commissions, on verra plus tard.

## Monter en puissance

Dans la matinée, Kevin était

encore très confiant. Certes, ces

commentaires répétés lus dans la

presse sur la proximité de la date

anniversaire de la débâcle d'il y a

deux ans l'avaient conduit à peser

le pour et le contre d'un parallèle

entre les deux situations. Pour lui,

la différence était sensible :

« Avant le krach, le marché était

très spéculatif, très actif. Il fallait

plus simple... »

Pour l'instant, c'est chacun chez

soi. Alors qu'il faut monter en puis-

sance, résister par l'innovation et

l'ouverture des marchés en perma-

nence (la Bourse de Philadelphie

va fonctionner bientôt dix-huit

heures par jour contre quatorze

actuellement), pour affronter la

force de frappe financière japo-

naise, selon George Arnold.

« Sinon, on perdra des parts de

marché. Puis les marchés eux-

mêmes », ajoute-t-il, apparemment

plus préoccupé par cette perspec-

tive à long terme que par les sauts

de cabot de l'indice Dow Jones.

« Regardez ce qui se passe dans

l'industrie automobile améri-

caine... »

SERGE MARTI

24 octobre 1988 : Georges Pébereau a acquis 9,16 % de la Société Générale

## Un président révélé par le « raid » sur sa banque

FRANCOIS GAMBRA



Marc Viénot : une apparence trompeuse de décontraction.

« L'a vraiment surpris son monde ! » C'est l'opinion unanime, à Paris, à Londres et, peut-être

surtout, à New-York,

où la résistance victorieuse de

Marc Viénot, PDG de la Société

Générale, face à l'offensive du

club de raiders animé par

M. Georges Pébereau a fortement

impressionné. A la tête de la

banque depuis juillet 1986, cet énar-

que, inspecteur général des

finances, au parfait cursus hono-

rum de grand commis de l'Etat,

déconcertait un peu par son appa-

rence, trompeuse, de décontraction

et de faux dilettantisme, un rien

pince-sans-rire.

Mais c'était sous-estimer sa

capacité à retourner les coups lors-

que le « club » en question, avec le

concours actif de la Caisse des

dépôts et la complicité non moins

active du pouvoir, entreprit de

prendre une part appréciable dans

le capital de la Société Générale,

une sorte de renationalisation rampante

d'une banque privatisée.

Avec une bonne équipe de collabo-

rateurs, notamment Daniel Huz,

directeur général adjoint, il orga-

nise la riposte, et avec le secours

des fidèles alliés — Peugeot,

Michelin, Axa-Midi, Navigation

mixte, — il réussit à verrouiller son

capital. « L'affaire a été assez ton-

que », commente-t-il, avec une

joie discrète, désormais — sûr

de lui. »

Avec la meilleure rentabilité des

trois grandes banques commer-

ciales françaises, Marc Viénot se

sent bien dans sa peau et ne juge

même pas opportun de courir après

les alliances. « Nous avons la taille

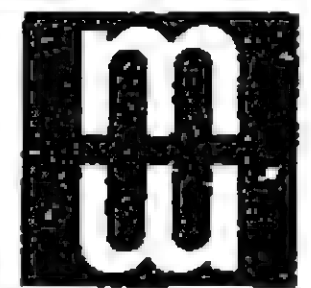
critique pour rester seuls. Pas

moins ! »

F. R.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## MUTUELLES DU MANS VIE



les mutuelles du mans

CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES 1988/1987 : +22,1 %  
TAUX DE REVALORISATION 1990 : +9,38 %

Le Conseil d'Administration des Mutuelles du Mans Vie, dans sa séance du 28 septembre 1989, a pris connaissance des résultats de la société à la fin du mois d'août 1989 et des résultats prévisionnels pour la fin de l'exercice civil.

Pour 1989, compte-tenu des tendances actuelles, le chiffre d'affaires des Mutuelles du Mans Vie pourrait s'élever à environ 4 357 millions de francs, soit un doublement en trois ans (1986 : 2 111,7 millions de francs).

La fiabilité de la prévision de la gestion technique et financière permet d'annoncer et de garantir un an à l'avance le taux de revalorisation de l'épargne des Sociétaires.

En fonction des résultats prévisionnels évalués à 1 080 millions de francs avant attribution des excédents bénéficiaires, le Conseil a fixé pour 1990 les taux de revalorisation de l'épargne des différentes catégories de contrats.

Ainsi, pour les contrats de la nouvelle gamme (Renom, Plan M.G.F. Retraite, M.G.F. Epargne et M.G.F. Retraite à versements libres), l'épargne constituée sera revalorisée de 9,38 % en 1990.

La charge correspondante étant évaluée à ce jour à 727,5 millions de francs, la différence estimée à 352,5 millions de francs serait affectée aux fonds propres. A cet égard, les fonds propres dont les Mutuelles du Mans Vie disposent se montent à 1 741,5 millions de francs au 31 décembre 1988. Ils représentent très largement la marge de solvabilité européenne et sont le gage de la pérennité des performances de la revalorisation de l'épargne des Sociétaires des Mutuelles du Mans Vie. Au cours de ces dernières années, la politique poursuivie par les Mutuelles du Mans Vie leur a permis de prendre une part significative du marché de l'Assurance Epargne Retraite en France et d'assurer leur croissance pour le plus grand profit de leurs Sociétaires.

en millions de francs	1985	1986	1987	1988	1989
Capitaux gérés	6 315,3	7 914,8	10 520,9	13 765,3	17 446,7
Croissance	+ 19,7 %	+ 25,3 %	+ 32,9 %	+ 30,8 %	+ 26,7 %

MUTUELLES DU MANS-VIE, 20, rue St-Bertrand, 72000 LE MANS - Tél. : (16) 43.41.78.43

Where to look before you leap

The Economist

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science: Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus :  
« Mieux vaut regarder par ici avant de sauter ». The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



سكنا من الاصل

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu  
75060 Paris Cedex 02

## SITUATION DES SICAV AU 29 SEPTEMBRE 1989

	SICAV ACTIONS					SICAV OBLIGATIONS					SICAV TRÉSORERIE
	AGF ACTIONS	AGF INVEST	AGF IMMO	AGF FONCIER	AGF 5000	AGF ECU	AGF Interméd	AGF OBLIG	PHENIX Plac.	AGF Sicav	
Orientation	Actions diversifiées	Actions diversifiées	Immobilier	Immobilier	Monop. CEA-PR	en ECU	Values étrangères	Long terme PER	Court terme régulière	Court terme monétaire	
Nombre d'actions	1 674 059	1 301 650	5 222 692	503 995	6 142 040	133 305	2 441 682	569 040	1 779 657	53 469	
Actif net/Action (F)	1 254,15	138,78	708,82	122,52	701,37	1 077,35	442,70	1 113,31	253,70	10 769,59	
Actif net total	2 116 261 369	180 643 020	3 701 956 598	61 747 564	4 307 826 007	143 616 662	1 080 929 419	633 519 769	451 505 153	575 839 014	
Répartition de l'actif en %											
Obligations françaises	14,04	16,14	18,51	16,17	20,30	44,21	44,24	63,14	41,20	82,52	
Obligations étrangères	0,76	0,18	0,18	0,18	0,18	42,90	28,24	28,24	2,51	2,51	
Actions françaises	32,14	46,18	63,62	50,76	67,98	11,95	11,95	9,98	9,76	6,75	
Actions étrangères	35,48	22,74	6,05	17,52	0,67	0,68	14,89	26,88	46,53	10,73	
Autres emplois	17,58	14,94	11,54	15,35	11,85	12,89	12,89	26,88	46,53	10,73	
Dividende unitaire	33,13	2,80	25,98	0,75	16,60	69,07	24,69	88,88	19,90	692,16	
Net/Avant fiscal	4,36	0,40	2,79	0,10	3,46	1,55	0,93	0,51	0,93	0,94	
Date de paiement	29-4-89	18-5-89	29-4-89	18-5-89	29-4-89	29-4-89	29-4-89	18-5-89	18-5-89	18-5-89	
Performance (*) depuis le 1-1-89	+ 22,39	+ 26,63	+ 20,11	+ 13,28	+ 23,62	+ 5,25	+ 9,26	+ 9,50	+ 6,01	+ 6,47	

(\*) Classement PARIBAS au 29-09-89 (dividende net réinvesti)

AU 29 SEPTEMBRE 1989, L'ACTIF NET TOTAL DES 16 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 13,25 MILLIARDS DE FRANCS. Souscriptions, rachats, renseignements généraux : Banque Générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS. Tél. : 42-89-68-60. Au guichet des banques et auprès des Sociétés de Bourse. Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42-44-12-22.

SICAV PHENIX PLACEMENT  
87, rue de Richelieu, 75002 PARIS

Selon décision du conseil d'administration du 6 octobre 1989 et sous réserve d'approbation par l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra courant avril 1990, le Sicav Phenix Placement sera Sicav de capitalisation.

En conséquence, les actionnaires désireux de sortir de la Sicav peuvent le faire, sans frais, à compter de la publication du présent communiqué, jusqu'à la tenue de ladite assemblée générale.



IMMOBILIÈRE COMPLEXES COMMERCIAUX

Le conseil d'administration d'ICC, Société locative d'ITSM SA, s'est réuni le 16 octobre 1989 sous la présidence de M. Michel Hénar pour examiner l'activité de la société et les prévisions de résultats pour 1989.

La construction des deux importants immeubles de bureaux à Issy-les-Moulineaux se poursuit activement. Les livraisons auront lieu à la fin de l'année pour l'un et au début de 1990 pour l'autre : ils sont d'ores et déjà entièrement loués à des conditions attractives, supérieures aux prévisions, et les premiers loyers viendront pleinement s'inscrire dans les recettes de l'exercice 1990. Ainsi sera achevée la réalisation, à l'aide de ses seuls moyens financiers actuels, de la dernière tranche d'investissements engagée.

Les comptes de l'année enregistrent l'effort de développement de votre société, la trésorerie disponible étant affectée aux programmes en cours et la politique rigoureuse de dotation aux comptes d'amortissement étant poursuivie. Les résultats de l'exercice 1989 devraient dès lors être maintenus au niveau de ceux de l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice 1990 s'annoncent, bien entendu, favorablement.

## GROUPE DE L'AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe SAE s'est élevé à 12,73 milliards de francs au premier semestre 1989, en progression de 17 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

L'ensemble des activités bâtiment, travaux publics et de diversification est soutenu tant en France qu'à l'étranger.

Compte tenu des réalisations du premier semestre, le chiffre d'affaires de l'exercice devrait dépasser 26 milliards de francs, en augmentation de plus de 10 % par rapport à l'exercice 1988.

Le carnet de commandes du groupe s'est, une nouvelle fois, renforcé : il atteint 34 milliards de francs.

Le résultat net consolidé au 30 juin 1989 s'établit à 80,9 millions de francs (88,3 millions par des tiers compris), contre 69,9 millions au 30 juin 1988.

Ce résultat tient compte d'une perte de 10 millions de dollars sur les États-Unis. Une nouvelle direction a été mise en place dans ce pays pour procéder à

une énergique remise en ordre. Elle a estimé les pertes à terminaison des chantiers déficitaires entre 20 et 25 millions de dollars (y compris la perte à fin juin), montant qui sera intégralement pris en charge dès cette année.

Malgré cela, les bons résultats des autres secteurs d'activité de SAE devraient permettre de dégager sur l'exercice 1989 un bénéfice net consolidé de l'ordre de 200 millions de francs.

Le groupe SAE vient de signer deux marchés remarquables : en France, pour la réalisation d'un très important complexe industriel de production de papier (2 milliards de francs) ; en Inde, où il participera à la construction du barrage de Dal-Hasti.

SAE vient, d'autre part, de reprendre le groupe DANNON, un des leaders en France dans la construction de charpentes bois de grandes dimensions et de bâtiments d'élevage.

### DEVENEZ ACTIONNAIRE MATRA COMMUNICATION

UNE DIMENSION EUROPÉENNE  
4,7 milliards de chiffre d'affaires, multiplié par 9 en 5 ans.  
N° 2 français des télécommunications, nous nous sommes imposés parmi les grands avec des partenaires de choix (ERICSSON, ORBITEL, TELETRIA).

UN EFFORT CONTINU DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT  
Nous y investissons 14 % de notre chiffre d'affaires. 1.100 personnes (1 sur 6) y participent. En 5 ans, nous avons multiplié par 20 le nombre de nos ingénieurs et cadres.

UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL  
Nos objectifs dans les 5 années à venir :  
- doubler notre chiffre d'affaires,  
- prendre 25 % du marché français et 10 % du marché européen de la communication d'entreprise.

PARTAGEZ AVEC MATRA COMMUNICATION LA PASSION DES TÉLÉCOMS  
Notre objectif d'entreprise, c'est aussi, bien sûr, la rentabilité. Notre bénéfice consolidé (part du groupe) devrait atteindre 110 MF en 1989 (contre 76 MF en 1988), soit 11 F par action.

Introduction au Second Marché de la Bourse de Paris  
offre publique de vente le 24 octobre 1989  
de 798.544 actions minimum au prix de 150 francs  
BALO du 9 octobre 1989. Une notice est à la disposition du public auprès des Services Financiers de Matra Communication. Tél. : 34.80.79.33

**MATRA COMMUNICATION**  
*Vivien Contact*

### Le Monde

#### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

### SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

La situation de la Société de la Tour Eiffel au 30 juin 1989 fait apparaître un bénéfice net de 566 544 francs, après une provision complémentaire pour impôt différé de 147 310 francs, contre un bénéfice net de 1 386 451 francs pour l'ensemble de l'exercice 1988.

Il est rappelé que la Société de la Tour Eiffel est une société de portefeuille et que, en conséquence, une partie importante de son résultat est constitué par le produit de ses placements financiers, dont les dates d'encaissement ont un caractère irrégulier.

Accumulator Invest A/S

société financière cotée à  
la Bourse de Copenhague

a acquis l'ensemble des actions de

CONSORTIUM IMMOBILIER DE FRANCE S.J.L.

société d'investissement immobilier cotée à  
la Bourse de Paris

**BAIL**



# MARCHÉS FINANCIERS

## Les difficultés de cotation à la Bourse de Paris

### Le krach du CAC

La Société des Bourses françaises (SBF) a décidé, mercredi 18 octobre, de faire annuler les « cours aberrants » insérés dans le système informatique CAC (cotation assistée en continu) qui ont entraîné, à la Bourse de Paris, pendant quarante-huit heures la négociation de quarante valeurs inscrites au CAC et sur le second marché. Après le mini-krach de Wall Street du vendredi 13, de nombreux investisseurs ont décidé de vendre leurs titres et d'abandonner leurs positions, allant jusqu'à passer des ordres de vente nettement inférieurs aux derniers cours cotés. L'écart de variation quotidien autorisé sur ces marchés étant de plus ou moins 4 %, le système informatique s'est bloqué très rapidement lundi, suspendant la plupart des transactions. L'ampleur des variations de cours était

alors portée à 5 %. Mercredi une quarantaine de valeurs n'étaient toujours pas cotées. La SBF, pour régler ce problème, autorisait dans la matinée une baisse de cours se situant entre 10 % et 12 %. En début d'après-midi, il ne restait plus que vingt-quatre actions à ne pas être négociées. Les autorités boursières décidaient alors de diffuser un message sur les écrans, enjoignant de nettoyer le système des « cours aberrants » dont le niveau était jugé ridicule par rapport à la valeur de l'action. Six nouvelles valeurs parvenaient alors à être à nouveau échangées. Pour les dix-huit restantes, la SBF a décidé de reprendre leur cotation, jeudi 19 octobre, en autorisant une baisse des cours de 10 %.

D. G.

## Ouverture du 10<sup>e</sup> Salon de l'épargne

L'Europe de l'investissement s'est à nouveau donné rendez-vous à Paris pendant trois jours, du 20 au 22 octobre 1989. Plus de 200 professionnels assisteront au dixième Forum de l'investissement-Salon de l'épargne et informeront le grand public. Le Palais des congrès de Paris, où la manifesta-

tion se tiendra, s'attend à recevoir soixante mille visiteurs. L'intérêt du public français pour la Bourse, le boom de l'immobilier et les inquiétudes récemment surgies concernant la réalité des retraites. Le Forum de l'investissement-Salon de l'épargne sera l'occasion d'aborder ces trois grandes questions.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SOFICOMI

#### RAPPORT D'ACTIVITÉ ET DE RÉSULTATS du 1<sup>er</sup> semestre 1989

Le conseil d'administration s'est réuni le 17 octobre 1989 pour examiner l'évolution de l'activité de la société et la situation comptable arrêtée au 30 juin 1989.

CHIFFRES CARACTÉRISTIQUES (EN MF)			
	1 <sup>er</sup> semestre 1988	1 <sup>er</sup> semestre 1989	Variation en %
Recettes locatives			
Crédit-bail	93,00	98,20	+ 5,60
Location simple	45,30	56,40	+24,50
Total	138,30	154,60	+11,80
Amortissements et provisions art. 64	29,80	34,40	+15,40
Charges financières	43,70	43,90	-
Résultat courant	57,90	68,10	+17,60
Saldo des éléments exceptionnels	27,60	21,00	-23,90
Bénéfice avant impôt	85,50	89,10	+ 4,20

Les recettes locatives progressent notablement en raison de la forte augmentation des produits de location simple qui résulte de l'important développement du patrimoine de la Société réalisé au cours de ces dernières années. Grâce à une stabilisation des charges financières, le résultat courant enregistre également cette évolution très favorable permettant ainsi de compenser la baisse attendue des éléments exceptionnels.

Pour l'ensemble de l'exercice 1989, la progression des résultats devrait être supérieure à l'inflation.

Les engagements nouveaux souscrits du 1<sup>er</sup> janvier 1989 à ce jour s'élèvent à 230 MF pour le crédit-bail et 120 MF au titre d'acquisitions destinées à la location simple (une partie de ce dernier chiffre étant encore soumise à la réalisation de certaines conditions).

Après réalisation définitive de ces opérations, et compte tenu des cessions opérées, le total des engagements bruts de la société atteindrait 2 850 MF, dont 1 042 MF correspondant au patrimoine locatif.



## Paluel-Marmont S.A.

### Comptes semestriels.

Le directoire a approuvé les comptes semestriels qui ont été soumis au conseil de surveillance le 13 octobre 1989.

Ces comptes semestriels font apparaître un résultat net consolidé de 15,7 MF. Ce résultat n'est pas comparable à celui du 30 juin 1988 (118,5 MF), du fait du résultat exceptionnel de la Compagnie Lebon en 1988.

Le bénéfice net social au 30 juin 1989 s'élève à 21,7 MF.

Au cours de l'été, Paluel-Marmont SA a renforcé sa participation dans la Compagnie Lebon, qui ressort à près de 38 %, et a souscrit à l'augmentation de capital de BDDP. Cette participation s'élève à 6 %.

Compte tenu de l'évolution des filiales, le résultat consolidé de l'exercice 1989 devrait être nettement supérieur à ce résultat semestriel.

## NEW-YORK, 18 oct. ↑

### Retour progressif à la normale

La situation a paru revenir lentement à la normale mercredi à Wall Street. Après avoir baissé, puis monté et rebaisé (-37,89 points), l'indice des industries s'est finalement établi en léger progrès à 2 643,64 (+4,91 points). Le bilan de la journée a été d'une qualité supérieure à ce résultat. Sur 1 936 valeurs traitées, 810 se sont avancées, 663 ont reculé et 463 n'ont pas varié. En dépit des inquiétudes suscitées par le tremblement de terre survenu en Californie en fin de semaine, l'indice CAC 40 a gagné à 1,24 % en clôture. De toute évidence, après la nouvelle émotion ressentie la veille, la relative résistance finalement manifestée par Wall Street, pourtant mal parti après l'annonce de l'aggravation du déficit commercial américain, a rassuré un peu les investisseurs.

Encore très nerveux la veille, le marché a pu retrouver son calme, tandis que les volumes d'échanges revenaient non loin de leurs niveaux habituels. Difficile, cependant, de savoir si les fameux « zinzins » (investisseurs institutionnels) sont ou non intervenus, comme les jours précédents. Apparemment, ici comme ailleurs, le spectre du krach paraît s'éloigner. Mais, sur le parquet, nul n'est prêt à prendre le pari que le pire est passé, trop de similitudes apparaissant maintenant entre les grandes secousses des 19 octobre 1987 et 16 octobre 1989. Pour l'instant, le marché de Paris ne s'en tire pas trop mal. Le mois boursier s'achève lundi prochain 23 octobre. La liquidation générale sera nettement perdante (perte 4,3 % et 6,2 % selon les indices retenus). Mais il faut se rappeler qu'entre la fin mai et la fin septembre, les valeurs françaises avaient en moyenne monté de 13 %. Les porteurs, petits et grands, n'ont pas tout perdu. Loin s'en faut. De gros achats ont de nouveau été enregistrés sur Paribas et Navigation mixte.

## LONDRES, 18 oct. ↑

### Redressement

Après avoir ralenti leur progression en milieu de matinée, les cours des valeurs ont dépassé leur niveau d'ouverture pour terminer en forte hausse mercredi au Stock Exchange, malgré les pertes enregistrées à Wall Street à l'ouverture. L'indice Footsie a gagné 34,6 points à 2 170,1. Quel que 449,3 millions de titres ont été échangés. La majorité des compartiments se sont améliorés, notamment les chimiques, les alimentaires, les électriques, les magazines, les industries, les pharmaceutiques et les pétroliers soutenus par la hausse des cours du pétrole brut. Les cotations de la compagnie publicitaire WCRS ont été suspendues avant l'annonce de l'acquisition de la totalité du groupe français Canal Espace, leader européen de l'achat d'espace publicitaire et du service média. La nouvelle du tremblement de terre en Californie mardi avait initialement pesé sur les valeurs du secteur. En revanche, les banquiers se sont affaiblis à la suite des prévisions de la Midland d'une baisse de son bénéfice. La brasserie Whitbread a reculé après l'annonce de la vente de sa division pétrolière. Les fonds d'Etat ont terminé sur une note irrégulière dans l'attente du discours, jeudi soir, du chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Yamachi pourrait entrer prochainement au MATIF. — L'une des quatre grandes maisons de titres japonaises, Yamachi Securities, pourrait obtenir prochainement un siège sur le marché à terme international de France (MATIF), a annoncé, mercredi 18 octobre, à Tokyo, un responsable de MATIF SA, la chambre de compensation de ce marché. La candidature de Yamachi sera examinée la semaine prochaine par le conseil d'administration de MATIF SA. Actuellement, la Banque de Tokyo est le seul adhérent japonais du MATIF.

□ Fives-Lille : résultat du premier semestre en hausse. — La Compagnie de Fives-Lille annonce un résultat net consolidé (part du groupe) de 107 millions de francs sur les six premiers mois de 1989, contre 29,1 millions de francs pour la même période de 1988. Ce résultat prend en compte un bénéfice exceptionnel de 76,1 millions de francs, lié à la vente de la société Babcock Entreprise pour 72,8 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé des six premiers mois de l'année est en baisse par rapport à la même période de 1988

## PARIS, 18 octobre ↑

### Amélioration

Dès beaucoup plus résistante dans la soirée du 17 octobre, la Bourse de Paris a montré mercredi une bien meilleure mine. Si l'amélioration marquée n'a pas tenu toutes ses promesses, la tendance, certes foible, ne s'est pas renversée. En nette hausse peu après l'ouverture (+1,28 %), l'indice CAC 40 avait ramené vers 11 heures son avance à 0,8 %. Dans l'après-midi, sa progression se ralentissait encore mais semblait vouloir ensuite se maintenir entre 0,5 % et 0,6 %. L'indice CAC 40 revenait à +1,24 % en clôture.

De toute évidence, après la nouvelle émotion ressentie la veille, la relative résistance finalement manifestée par Wall Street, pourtant mal parti après l'annonce de l'aggravation du déficit commercial américain, a rassuré un peu les investisseurs.

Encore très nerveux la veille, le marché a pu retrouver son calme, tandis que les volumes d'échanges revenaient non loin de leurs niveaux habituels. Difficile, cependant, de savoir si les fameux « zinzins » (investisseurs institutionnels) sont ou non intervenus, comme les jours précédents. Apparemment, ici comme ailleurs, le spectre du krach paraît s'éloigner. Mais, sur le parquet, nul n'est prêt à prendre le pari que le pire est passé, trop de similitudes apparaissant maintenant entre les grandes secousses des 19 octobre 1987 et 16 octobre 1989. Pour l'instant, le marché de Paris ne s'en tire pas trop mal. Le mois boursier s'achève lundi prochain 23 octobre. La liquidation générale sera nettement perdante (perte 4,3 % et 6,2 % selon les indices retenus). Mais il faut se rappeler qu'entre la fin mai et la fin septembre, les valeurs françaises avaient en moyenne monté de 13 %. Les porteurs, petits et grands, n'ont pas tout perdu. Loin s'en faut. De gros achats ont de nouveau été enregistrés sur Paribas et Navigation mixte.

## TOKYO, 18 oct. ↑

### La hausse continue

Tokyo a la pêche et pour la troisième journée consécutive, les valeurs japonaises ont progressé. Le mouvement est allé en s'accroissant. En hausse de 208,27 points à la fin de la matinée, l'indice Nikkei paraît son avance à 2 666,66 points (+0,75 %) en clôture, pour s'établir à 35 374,22. L'activité est cependant restée assez modérée avec, comme la veille, quelque 800 millions de titres échangés. « L'humeur, telle que je la ressens, ne correspond pas à l'évolution de l'indice », assure un professionnel. D'un fait, de nombreux investisseurs sont restés à l'écart du marché, dans l'attente, eux aussi, de la publication, à Washington, des prix à la consommation pour septembre. La hausse a surtout concerné les chemins de fer, la construction, l'immobilier et la pharmacie.

VALEURS	Cours du 18 oct.	Cours du 19 oct.
Aoi	786	786
Daikin	1 070	1 070
Daiichi	1 890	1 890
Fuji	3 300	3 300
Fujitsu	1 700	1 700
Hitachi	2 330	2 330
Hitachi Heavy	1 080	1 080
San'yō	8 700	8 700
Toyota Motor	2 850	2 870

## PARIS :

### Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assicurat. et Associés	...	138	Locamio	...	138
Ayrol	...	183	Mansuy-Minire	...	170
B.A.C.	...	268	Mitsubishi (Seco)	...	14 50
B. Desmoulin & Lemaire	...	190	Molier	...	201 10
Banque Paribas	...	800	Nord-Océan	...	1125
B.C.M.	...	388	Obit-Laplanche	...	240
Bolton (Lyon)	...	236	Or. Gust. Fin.	...	480
Châlon-Lyon	...	2273	Parat	...	574
C.A. L. de P. (C.C.)	...	811	P.F.A. S.A.	...	720
C.D.M.E.	...	720	Pradour (C. in R. Fin.)	...	82
C.E. B. B.	...	1780	Pradour (C. in R. Fin.)	...	728
C.E.B.P.	...	280	Publicat. Filippini	...	811
C.E.P. Comptables	...	551	Renaud	...	715
Clients d'Origine	...	740	Rény & Associés	...	310
CALM	...	680	Rhône-Alpes (Seco Lys.)	...	310
Cofinor	...	258 10	St-Henri-Magasin	...	244
Cofinor	...	1151	S.C.G.P.M.	...	...
Cofinor	...	400	Ségis	...	284 10
Cofinor	...	160	Sélection (Seco Lys.)	...	102 30
Cofinor	...	620	S.E.P.	...	470
Cofinor	...	1151	Sélio	...	...
Cofinor	...	580	S.M.T. Group	...	...
Cofinor	...	184 50	Sodirong	...	456
Cofinor	...	14 80	Sopra	...	...
Cofinor	...	230	Thomson (Seco Lys.)	...	287
Cofinor	...	483	U.I.	...	168
Cofinor	...	301	Union Financ. de P.	...	500
Cofinor	...	980	Val et Co	...	201
Cofinor	...	281	Yves Saint-Laurent	...	1050
Cofinor	...	230			
Cofinor	...	1008			
Cofinor	...	370			
Cofinor	...	278			

LA BOURSE SUR MINUTEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 18 octobre 1989

Nombre de contrats : 24 265.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Accor	800	45	31	35	46
CCE	480	17,50	31	30	-
ED-Asphaltes	440	70	-	8	-
Environnement SA-PLC	60	5,30	10	8,50	13
Lafarge-Coppée	1 700	32	75	175	-
Michelin	180	8,50	16	12,50	-
Miki	1 400	75	128	70	-
Paribas	520	115	130	7,30	12
Pegibet	850	61	95	50	-
Saint-Gobain	680	18,50	39	63	-
Société générale	520	14	25	-	-
Thomson-CSF	180	16	26	10	-
Source Perrier	1 900	230	-	95	170
Suez Financière	400	19	32	25	32

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 octobre 1989  
Nombre de contrats : 58 334.

COURS	ÉCHÉANCES	
	Déc. 89	Mars 90
Dernier	106,70	106,66
Précédent	106,70	106,72

## INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,26 ↓		PARIS (NSEE, base 100: 30-12-88)	
Le dollar s'inscrit en légère baisse le jeudi 19 octobre au matin. Les marchés étaient calmes, après les remous du début de la semaine, et dans l'attente de la publication de l'indice des prix à la consommation aux États-Unis en septembre. La devise américaine s'échangeait à Paris à 6,26 F contre 6,2770 F la veille à la cotation officielle.		17 oct. 18 oct.	
FRANCFORT 18 oct. 19 oct.		Valeurs françaises : 121	
Dollar (en DM) : 1,995 1,949		Valeurs étrangères : 111	
TOKYO 18 oct. 19 oct.		(SBF, base 100: 31-12-81)	
Dollar (en yen) : 142,10 141,25		Indice global CAC 526,5 519,9	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		(SBF, base 1000: 31-12-87)	
Paris (19 oct.) : 97,88 %		Indice CAC 40 : 1 985,69 1 828,13	
New-York (18 oct.) : 150,81 %		(OMF, base 100: 31-12-81)	
		Indice OMF 50 : 499,71 502,52	
		NEW-YORK (Index Dow Jones)	
		Industrielles : 2 636,73 2 643,65	
		LONDRES (Index Financial Times)	
		Industrielles : 1 738,7 1 758,5	
		Mines d'or : 322,5 326,6	
		Fonds d'Etat : 94,78 94,66	
		TOKYO	
		18 oct. 19 oct.	
		Nikkei Dow Jones : 35 187,56 35 374,22	
		Indice général : 2 642,98	

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS	UN AN
	Rep. + en disp.	Rep. + en disp.	Rep. + en disp.	Rep. + en disp.
SE-IL	6,2700	6,2000	+ 02 + 80	+ 125 + 178
SE-IL	5,3000	5,3000	- 115 - 91	- 287 - 169
Yen (100)	142,07	142,00	+ 138 + 164	+ 275 + 316
DM	3,972	3,997	+ 62 + 71	+ 115 + 144
Flora	3,9881	3,9110	+ 46 + 59	+ 95 + 118
FR (100)	16,1254	16,1750	+ 7 + 80	+ 12 + 167
RS	3,9741	3,9784	+ 72 + 93	+ 146 + 177
L (1 000)	4,6111	4,6167	- 137 - 104	- 238 - 335
£	16,0091	16,0403	- 854 - 497	- 812 - 2223

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	8 1/16	8 1/16	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8	8 3/4	8 1/2
DM	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
Flora	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
FR (100)	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
RS	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
L (1 000)	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
£	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
Y	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Handwritten signature or mark.



# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 18 OCTOBRE

[illegible]

**Comptant** (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 18/10	COURS DES BILLET	
			Adm.	Vente
Etats-Unis (\$ 1)	6 236	6 277	6 080	6 080
ECU	9 861	9 882		
Canada (100 \$)	338 923	339 370	329 500	360 000
Belgique (100 F)	18 982	18 177	15 800	15 800
Payes Bas (100 f)	301 140	301 110	281	310
Allemagne (100 DM)	97 530	97 420	94	90
Monnaie (100 L)	80 130	80 250	84	94 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 877	9 983	9 880	10 455
Origo (100 australian)	3 006	3 004	3 030	4 205
Italie (1 000 lire)	6 016	6 014		358
Japan (100 Yen)	367 800	367 480	375	398
Swiss (100 francs)	97 830	97 720	96	102
Australie (100 A\$)	48 286	48 285	46 900	48 900
Espagne (100 pes.)	3399	5330	5 060	5 060
Portugal (100 esc.)	474	478	468	468
Canada (100 C\$)	5 524	5 524	5 190	5 580
Canada (100 C\$)	4 462	4 455	4 300	4 525

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS 100/-	COURS 18/10
Or fin, Baie en lingots	74320	74520
Or fin, lingots	78000	74850
Pièces françaises (20 fr)	477	433
Pièces françaises (10 fr)	339	
Pièces italiennes (20 fr)	481	459
Pièces italiennes (10 fr)	435	433
Pièces de 20 dollars	545	544
Pièces de 10 dollars	2665	2680
Pièces de 5 dollars	1315	1300
Pièces de 50 pence	580	
Pièces de 60 pence	2640	2626
Pièces de 60 pence	462	450
Or Londres		
Or Zurich		
Or Hongkong		
Argent Londres		

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

c : coupon détaché — o : offert — \* : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu



## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

« L'économie française et l'échéance de 1993 », par Maurice Allais ; « L'immigration, enjeu de mémoire », par Gérard Noiriel ... 2

## La guerre civile au Salvador

Le gouvernement et la guérilla ne sont pas parvenus à un accord ... 7

## Discussion budgétaire

Tous les groupes de l'opposition s'apprêtent à rejeter le budget. Toutefois le président du groupe communiste, M. Lajoinie n'a pas complètement fermé la porte au gouvernement ... 8

## Divisions au PR

Les efforts pour l'union de l'opposition n'excluent pas les divisions internes : au PR, trois lignes politiques différentes se dessinent ... 8

## La force

des départements  
L'Assemblée des présidents des conseils généraux réaffirme le rôle essentiel du département dans la décentralisation ... 10

## SECTION B

## Bram van Velde au Centre Pompidou

Le peintre néerlandais Bram van Velde, méconnu de son vivant est en passe de devenir un classique du vingtième siècle. Le Centre Pompidou lui rend hommage ... 13

## Francis Huster monte « La Peste »

Seul en scène, Francis Huster tient le pari d'adapter l'œuvre de Camus ... 14

## Télévisions :

les Québécois rassurés  
Les producteurs québécois qui redoutaient que la directive européenne « Télévision sans frontières » ne les rejette dans le camp des américains sont rassurés : les coproductions franco-québécoises seront assimilées à des productions françaises ... 16

## Publicité :

les ambitions européennes des Français  
L'alliance de Cart Espace et Eurocom au sein de WCRS relance la bataille entre centrales d'achat d'espaces publicitaires sur la scène européenne des deux associés ... 16

## Galileo : six ans pour atteindre Jupiter

La sonde interplanétaire Galileo a entamé un périple de six ans vers Jupiter. La navette américaine Atlantis qui l'a lancée mercredi 18 octobre emporte aussi une expérience scientifique, destinée à étudier la synthèse de matériaux en apesanteur ... 17

## Football : le rapport Sastre

La « mission Sastre », qui a remis son rapport à Roger Barnabuck, présente un réaménagement des trois premières divisions des champion-

nats de football et de nouveaux rapports entre la Fédération et la Ligne professionnelle ... 19

## SECTION C

## LIVRES • IDÉES

## Guy Debord vous connaissez ?

Les mémoires de l'auteur le plus improbable de notre époque ... 25

## Polar mode d'emploi

A l'occasion du Festival de Grenoble, les autoportraits de James Ellroy et Michel Quint et un entretien avec les directeurs littéraires des éditions du Masque ... 30 et 31

## La résistance sans grand « R »

Daniel Cordier publie les deux premiers tomes de sa monumentale biographie de Jean Moulin ... 32

## Le feuilleton de Michel Braudeau

Ella Kazan : une vie doublée de serpent ... 26

## D'autres mondes

« Kadar sur le crâne de Mao », par Nicole Zand ... 36

## SECTION D

## Wall Street

Le tremblement de terre de San Francisco n'a pas perturbé la Bourse de New-York ... 37

## Politique familiale

Le gouvernement va faciliter la garde des enfants, renforcer la solidarité obligatoire et mieux aider le logement ... 37

## Les journées prospectives du « Monde »

Le président du Parlement européen se prononce pour l'adoption rapide de la Charte sociale européenne ... 39

## AFFAIRES

## 1979-1989 : les héros d'octobre

En économie, octobre n'est pas un mois comme les autres. Lorsqu'on observe ce qui s'est passé pendant ce mois, ces dix dernières années, on obtient, en quelques instantanés, l'ensemble des mythes et valeurs de la décennie 80 ... p. 41 à 44

## Services

Abonnements ... 15  
Annonces classées ... 40  
Campus ... 22  
Cartes ... 22  
Expositions ... 21  
Loto, Loterie ... 23  
Marchés financiers ... 46 et 47  
Météorologie ... 22  
Mots croisés ... 23  
Radio-Télévision ... 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19 octobre 1989 a été tiré à 509 645 exemplaires

## URSS : après avoir mis en garde les réformateurs

## M. Gorbatchev remplace par un de ses proches le rédacteur en chef conservateur de la « Pravda »

Après une longue attente et plusieurs tentatives rapidement avortées, M. Gorbatchev vient d'obtenir le départ du très conservateur rédacteur en chef de la Pravda, M. Victor Afanasiev.

## MOSCOU

de notre correspondant

Enfant du brejnévisme sous lequel sa carrière s'était épanouie, M. Afanasiev sera remplacé par l'un des plus proches conseillers du secrétaire général, M. Ivan Frolov, un philosophe que ses andaces théoriques avaient fait limoger dans cette même période dite aujourd'hui de « stagnation ».

Ce départ est en lui-même une victoire de taille pour M. Gorbatchev puisque, en treize années passées à la direction de l'organe du comité central, M. Afanasiev était devenu une puissance à lui tout seul. Non seulement il avait, en effet, su se ménager de solides appuis parmi les dirigeants les plus conservateurs, mais, lâchant du lest quand il le fallait et embrassant la perestroïka pour mieux l'étouffer, il s'était aussi assuré la sympathie du marais de l'appareil.

Son élimination, dont le bruit a commencé à courir mercredi soir et dont le Monde a obtenu confirmation jeudi 19 octobre, s'inscrit ainsi dans l'actuelle stratégie d'accélération des réformes que M. Gorbatchev a lancée au dernier plénum du comité central.

Après avoir obtenu que le prochain congrès du parti soit convoqué, avec six mois d'avance, pour octobre prochain, le secrétaire général avait alors réussi à se débarrasser de plusieurs des conservateurs les plus actifs de la direction. Il avait, de cette manière, à la fois réduit au minimum la période durant laquelle l'appareil, dont il a hérité, pourrait lancer un mouvement de contre-réforme et pratiquement privé de tout appui sa tentative de ce type.

## Position centrée

Aussi bien le départ de M. Afanasiev que son remplacement par M. Frolov sont, en ce sens, une manifestation de la détermination de M. Gorbatchev à ne pas se laisser intimider dans une amorce extrêmement difficile et périlleuse.

Fidèle à sa tradition, le secrétaire général avait fait précéder ce limogeage d'un brutal tir d'avertissements contre l'aile la plus radicale des perestroïkistes. Plusieurs rédacteurs de chef, et notamment celui d'Arguments et Faits, M. Starkov, avaient été sommés de mettre de l'eau dans leur encre, tandis que l'historien et député Iouri Afanasiev avait été menacé, lui, d'exclusion du parti. Jugés incompréhensibles dans les milieux réformateurs, où elles ont tenu un grand effort, ces attaques auront servi à M. Gorbatchev à donner à réfléchir à son aile gauche et à conserver surtout sa position de centrisme.

Car, avant de frapper d'un côté, il faut, pense-t-il, le faire de l'autre. La différence est que, si M. Afanasiev est parti, M. Starkov est resté jusqu'à nouvel ordre et même si sa démission a été demandée, toujours en place. (Le Monde du 20 octobre).

BERNARD GUETTA

## EN BREF

Commission d'enquête sur l'affaire Luchaire. — La commission des lois de l'Assemblée nationale a élu, jeudi 19 octobre, M. Pierre Razzouk (RPR), rapporteur d'une proposition de résolution en vue de la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Luchaire (vente d'armes à l'Iran). Ce vote a été acquis en raison de l'absence de plusieurs commissaires socialistes.

Arrestation d'un détenu évadé de la prison des Baumettes. — Marc Randjel, vingt-sept ans, qui s'était évadé de la prison des Baumettes à Marseille, samedi 14 octobre en se dissimulant dans la citerne d'évacuation des eaux usées (Le Monde du 17 octobre), a été arrêté, mercredi 18 octobre, à Cagnes-sur-Mer, près de Nice. Localisé par les policiers de Cagnes, Marc Randjel a été interpellé, peu après 10 heures, alors qu'il sortait du camping des Noisetiers, à la sortie de la ville.

Maintien en détention de Paul Touvier. — Ancien chef du service de renseignement de la milice à Lyon, durant l'Occupation, Paul Touvier restera détenu à l'hôpital de la prison de Fresnes. La chambre d'accusation de Paris a confirmé, jeudi matin 19 octobre, l'ordonnance de maintien en détention de M. Jean-Pierre Gatti, juge d'instruction chargé de ce dossier. Les magistrats de la cour d'appel avaient examiné la demande de mise en liberté de Paul Touvier, présentée par son conseil, M. Jacques Trémolet, pour la première fois, en juin dernier. Depuis, l'avocat et les conseils des parties civiles avaient pu développer les arguments de leur mémoire le 28 juillet.

Violent séisme en Chine. — Un violent séisme de magnitude 6 a fait 18 morts et 28 blessés jeudi dans les toutes premières heures de la matinée à Datong, grande ville industrielle de plus d'un million d'habitants, située à 300 kilomètres à l'ouest de Pékin. A la même heure, une secousse de même magnitude a ébranlé l'ouest de la Chine à la limite du Xinjiang et de la province du Gansu, dans une région à faible densité de population. — (Reuters).

Trois typhons et une tornade ont fait des dizaines de morts au Vietnam. — Au moins soixante-dix-huit morts, un millier de blessés, tel est le bilan de trois typhons et d'une tornade qui se sont abattus sur le Vietnam en l'espace de deux jours, a annoncé mercredi 18 octobre l'agence de presse vietnamienne. — (APF).

Le PCF de Rhône solidaire de la Région Rhône-Alpes. — An lendemain de la réunion de son comité fédéral, la fédération du Rhône du PCF a indiqué, jeudi 19 octobre, que « d'une riche discussion s'est dégagé un accord de fond avec le rapport présenté par Georges Marchais et la résolution du comité central ». « L'ensemble des intervenants, précise la fédération, constate que la mise en œuvre de notre stratégie commence à porter ses fruits ». Toujours en convalescence après son accident de voiture, l'ancien ministre des transports, M. Charles Fiterman, était absent de cette réunion du comité fédéral du Rhône, auquel il appartenait.

LIECHTENSTEIN : décès de la princesse Gina, mère du prince régnant. — La princesse Gina est décédée, mercredi 18 octobre dans la matinée, à l'hôpital de Grabs, dans le nord de la Suisse. Née en 1921, Gina, comtesse de Wilczek, avait épousé en 1943 le prince Franz-Joseph II. Cinq enfants, dont le prince régnant, sont nés de leur union. — (AFP).

CORÉE DU SUD : la présence militaire américaine. — Le président sud-coréen, M. Roh Tae-woo, en visite à Washington, a demandé mercredi 18 octobre au Congrès de maintenir les forces américaines en Corée du Sud, affirmant qu'une forte majorité de ses concitoyens le désire. Une réduction de la présence militaire américaine « pourrait amener la Corée du Nord à se méprendre sur l'engagement des Etats-Unis envers la paix dans la région. Les résultats seraient tragiques », a-t-il déclaré devant le Sénat et la Chambre réunies. Le Congrès a demandé au gouvernement de présenter d'ici à avril une étude sur une révision de l'engagement des Etats-Unis en Corée du Sud. — (AFP).

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Sens dessus dessous !

C'EST vraiment des minables, ces pauvres Américains. Ce qu'ils peuvent être cons, c'est pas croyable. Ils auraient comme une faille que ça m'étonnerait pas. Ils sont là, ils vaquent à leurs affaires de San-Diego à San-Francisco, le cul entre deux plaques qui risquent à chaque instant de se rentrer dedans en frottant tout en l'air. Et qu'est-ce qu'ils font ? Rien. Ils se contentent de construire des gratte-ciel genre culbuto capables de tenir debout quand la terre tremble sous leurs pieds selon des normes parasismiques que leur envie le monde entier.

Grâce à quoi ils n'ont eu que deux cent soixante-douze morts, et il y en aurait encore moins si Bay Bridge, ce viaduc à l'ancienne, s'était pas écroulé. Mais, bon, ils trouvent que c'est encore trop, ils en font tout un foin, ils sont convulsés de chagrin et de trouble, des fois que la terre leur secouait les puces encore un coup. Les Japs pareil. Ils arborent pas de monter et de descendre sur l'échelle de Richter, et ils se cramponnent comme des morpions à leurs petits bouts de croûte terrestre sans être capables de prévoir

quand ils vont recommencer à se fendiller.

Des nuls, je vous dis, parce qu'enfin c'est bête comme chou. Suffit de planter deux électrodes je ne sais plus où, pour capter je ne sais plus quoi, et dès que ça commence à s'agiter, à s'emmêler les pinces en sous-sol, ça déclenche un signal d'alarme. On vous sonne : Allez, dégagez, poussez-vous de là, il y a du hoquet dans l'air. Si jamais la Terre avait un renvoi, vous vous retrouveriez sous une glorie de gravats.

D'où je tiens ça ? Ben, tiens, d'Haroun Tazieff. Il nous l'a expliqué hier soir à la télé. Ça se pratique en Grèce, ce truc-là. Et lui, il va l'installer dans l'Isère, où il fait conseiller général. Question faille, c'est infatigable. Alors, qu'est-ce qu'ils attendent pour l'adopter ailleurs, son système D ? Vous allez rigoler : ils sont tellement bêtes, tellement obtus, qu'ils refusent d'y croire ! Ils prétendent que ça tient pas debout. Et ça, en cas de séisme, évidemment, c'est quand même embêtant.

## Les attentats contre les foyers Sonacotra

## Le dossier Lecam confié au tribunal de Grasse

La chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné, le 18 octobre, le juge d'instruction du tribunal de Grasse (Alpes-Maritimes), pour instruire le dossier de l'inspecteur Serge Lecam, inculpé d'association de malfaiteurs et écroué dans le cadre de l'enquête sur les attentats racistes commis contre les foyers Sonacotra de Cannes et de Cagnes-sur-Mer. Cette désignation par la Cour de cassation était nécessaire, en raison de la qualité d'officier de police judiciaire de l'inculpé qui, cependant, ne bénéficiait pas forcément du privilège de juridiction réservé aux O.P.J. Ainsi la Cour de cassation a-t-elle finalement désigné le juge qui avait instruit, depuis le début, le dossier des attentats, M. Jean-Pierre Murciano.

Membre du PNFE (Parti nationaliste français européen) et secrétaire général de la FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la police), Serge Lecam avait été suspendu de ses fonctions par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, au lendemain de son inculpation, le 9 octobre (Le Monde du 11 octobre).

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 octobre

## Redressement

Le redressement observé mercredi s'est poursuivi jeudi date anniversaire du krach boursier de 1987. L'indice CAC s'appréciait de 1,2 % dans un marché dopé par les situations spéciales. Parmi les hausses on notait Fromageries Bel (+6,7 %), Exor (+6,2 %), Source Perrier (+4 %), Bon Marché (+3,8 %) et Maisons Phénix (+3,7 %). En baisse figuraient BHV (-5,9 %), Locomotion (-3,6 %) et Legrand (-2,6 %).

## A nos lecteurs

La mise en route de notre imprimerie d'Ivry entraîne encore certains jours des perturbations dans la distribution du journal pour les abonnés comme pour la vente au numéro ; en particulier à Paris et pour la vente le soir même en province.

Nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## Le Monde

sans visa

LETTERS FROM

Alban 115

Cinq ans après avoir été le plus grand ennemi de la France, le Royaume-Uni a été le plus grand allié de la France.

Un tel engagement mérite reconnaissance.

GLENGOYNE

12 YEARS OLD

SINGLE HIGHLAND MALT SCOTCH WHISKY

LETTERS FROM

THE HIGHLANDS

Glasgow 1975

Madame

Laissez le plus grand ennemi de la France, le Royaume-Uni, être le plus grand allié de la France.

et des fils de Highlands

+ vous remercient

Mr. Joxe

GLENGOYNE

12 YEARS OLD

SINGLE HIGHLAND MALT SCOTCH WHISKY

دليل في 10